DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13933 — 4,50 F — MARDI 14 NOVEMBRE 1989 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Valse-hésitation tragique au Salvador

LE secrétaire d'Etat américain, M. Baker, et son collègue du Pentagone, M. Cheney, ont sans doute conclu un peu vite, dans la soirée du dimanche 12 novembre, que l'offensive des rebelles salvadoriens était un acte « désespéré ». Il est vrai qu'on n'avait alors que de rares informations sur l'étendue de cette offensive généralisée, la plus importante depuis le début de la guerre civile, voilà près de dix ans.

A l'évidence, s'il est en proie au désespoir, le Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) dispose toujours de moyens considérables. De sa base arrière au Nicaragua, où il est soutenu par le régime sandiniste, le FMLN a fait savoir dimanche qu'il voulait « contraindre à négocier » le gouvernement d'extrême droite du président Alfredo Cristiani. C'est-à-dire à engager de nouvelles négociations dans des conditions plus favorables au Front.

CAR, curieusement, il y a quelques jours encore, le FMLN était en pourparlers avec le gouvernement. En Amérique centrale, les conversations de paix préparent souvent un nouvel épisode de la guerre. Et il a déjà prouvé que la discussion peut reprendre ensuite. Au début de l'année, des entretiens avaient déjà débuté avec le précédent gouvernement, et peu après les combats reprenaient de plus belle dans la montagne tandis que la capitale était le théâtre de nombreux attentats. En mars, le gouvernement chrétien-démocrate a dû céder la place, à l'issue des élections, à celui de l'ARENA, parti d'extrême droite. Tout espoir de paix semblait s'éloigner pour longtemps.

Mais, en septembre, les parties adverses ne s'en retrouvaient pas moins, à Mexico, autour d'une table de négociations. Les rencontres ont repris en octobre au Costa-Rica, mais elles ont été suspendues la semaine dernière par le FMLN, qui a accusé l'extrême droite d'avoir commis un grave attentat contre des dirigeants syndicalistes. Auparavant, les rebelles avaient insisté, entre autres demandes, sur la nécessité d'engager des poursuites contre les officiers de l'armée, soupçonnés d'avoir dirigé les trop célèbres « escadrons de la mort », notamment contre M. Roberto d'Aubuisson, l'éminence grise de l'ARENA au pouvoir. M. Cristiani peut difficilement céder sur un tel point.

LE président Cristiani doit compter avec les éléments les plus durs de son parti, qui lui ont notamment reproché d'avoir ratifié cet été, avec les autres présidents d'Amérique centrale, le plan de démobilisation des « contras », les rebelles nicaraguayens. Ils ont interprété la volonté de négocier manifestée par le FMLN comme un signe de faiblesse.

Le Front vient de leur répondre de la manière la plus claire, par une meurtrière démonstration de force. Mais, sans doute, les dirigeants du FMLN savent que le soutien dont ils disposent au Nicaragua ne durera pas très longtemps si le président Ortega, à Managua, persiste dans ses intentions de paix. Les chances d'une reprise du dialogue entre le gouvernement salvadorien et les rebelles ne sont donc pas totalement écartées, malgré les apparences.

Lire page 9 l'article de notre correspondant en Amérique centrale

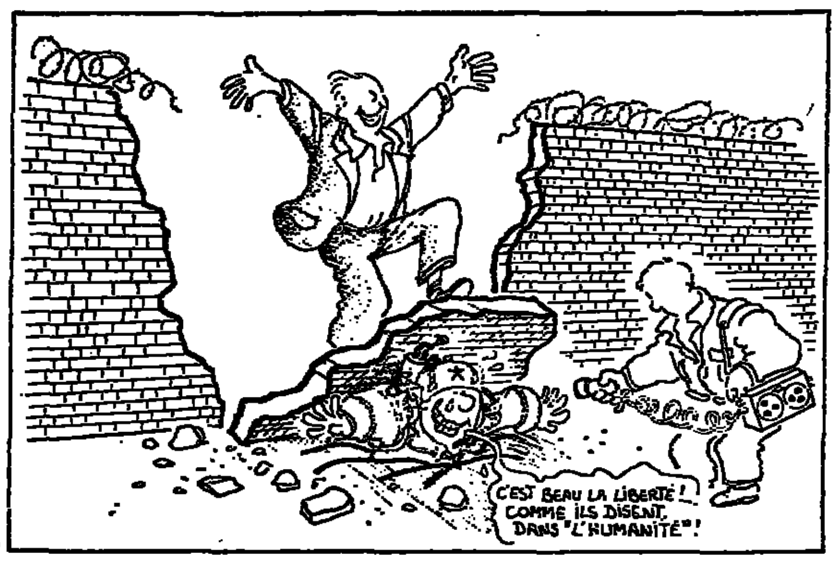
M 0147 - 1114 0 - 4,50 F
3790147004500 11140

L'annonce d'un congrès extraordinaire du parti après l'ouverture de la frontière

La politique de réformes a enrayé l'exode massif des Allemands de l'Est

Pour la première fois depuis le début de la crise, le Parlement de la RDA s'est réuni lundi, 13 novembre à Berlin-Est, en session extraordinaire. Il doit élire le nouveau chef du gouvernement, M. Hans Modrow, et se doter d'un nouveau président. Les débats sont retransmis en direct à la télévision, tant en RDA qu'en RFA. Au sein du SED, les réformateurs ont de nouveau marqué un point. Le bureau politique a décidé de convoquer un congrès extraordinaire, probablement du 15 au 17 décembre. Le chancelier Helmut Kohl et M. Egon Krenz pourraient se rencontrer, avant la fin de l'année.

Des centaines de milliers d'Allemands de l'Est ont franchi les frontières pour visiter familles et magasins à Berlin-Ouest et en RFA. Cependant, le mouvement d'exode semblait être enrayé. La très grande majorité des « touristes » de RDA étaient apparemment rentrés chez eux.



Berlin... gigantesque Disneyland

BERLIN

de notre envoyé spécial

Un petit vent frisquet souffle sur Berlin. De chaque côté de la zone de démarcation, face à la Potsdamer Platz, des brigades de jeunes ouvriers en uniforme s'activent au petit jour pour retirer du mur les lourdes plaques de béton de 2,50 m de haut qui obstruent le passage. Toute la nuit, les équipes ont travaillé d'arrache-pied sous les projecteurs pour que la dernière des portes ouvertes entre les deux Berlins soit prête pour le dimanche matin. On a préparé une chaussée sommaire pour les véhicules, installé deux solides clôtures de part et d'autre du passage, et des tentes kaki pour le personnel chargé de la surveillance.

Malgré l'heure encore matinale, les premières personnes arrivent, côté est, pour attendre l'ouverture. Elles sont quelques milliers du côté ouest à manifester une impatience difficilement contenue par les gardes est-allemands, qui sont allés sagement déposer leurs armes un peu plus loin dans le no man's land, avant d'aller affronter la foule. Le passage n'est pas le premier découpé dans le mur. Il y a eu la veille ceux de la Bernauerstrasse, de la Prenzlauerberg, de l'allée Pouchkine au sud, vers Treptow, pour ne citer que ceux-là.

Le mur devient une véritable passoire dans laquelle il est même « branché » de percer son trou nuitamment à coups de burin.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 3

■ Le débat politique et les conséquences en RFA
page 3

■ En RDA, M. Krenz accepte un congrès extraordinaire du SED
page 4

■ Les réactions à travers le monde
pages 4 et 5

■ Les réactions en France
page 6

M. Marchais, le dernier des Mohicans

S'il n'en reste qu'un, Georges Marchais sera celui-là. L'incontestable avantage du secrétaire général du PCF est de disposer d'un aplomb monumental qui lui permet d'aligner des énormités en regardant ses interlocuteurs, journalistes ou membres du comité central, droit dans les yeux.

Le numéro qu'il a refait dimanche 12 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1, est si bien rodé, depuis maintenant presque vingt ans, qu'il laisse pantois.

Entendre M. Marchais prétendre qu'il n'y avait pas de « *tension internationale* » en 1961 est pour le moins audacieux : quelques mois plus tard, la planète passait à deux doigts d'un nouveau conflit mondial (1). Entendre M. Marchais soutenir que le socialisme ne subit qu'« *une crise de développement* » — contrairement au capitalisme, atteint d'« *une crise du système* » — coupe le souffle.

OLIVIER BIFFAUD

Lire la suite page 6

(1) Avec la crise des fusées soviétiques installées à Cuba en 1962.

Les tractations politiques au Liban
M. Selim Hoss chargé par le président Moawad de former un gouvernement d'union nationale
page 48 - section C

L'abus des drogues licites
Cinq experts proposent un plan d'urgence contre le tabagisme, l'alcoolisme, la surconsommation médicamenteuse
page 13 - section B

Rassemblement des juifs de France
Trente mille personnes réunies au Bourget pour la première Journée du judaïsme français
page 14 - section B

Affaire Touvier : imbroglio judiciaire
Une instruction à Paris et une autre à Lyon : La Cour de cassation devra trancher.
page 14 - section B

Le logement en France
La demande restera forte jusqu'en 1995, selon l'INSEE
page 26 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

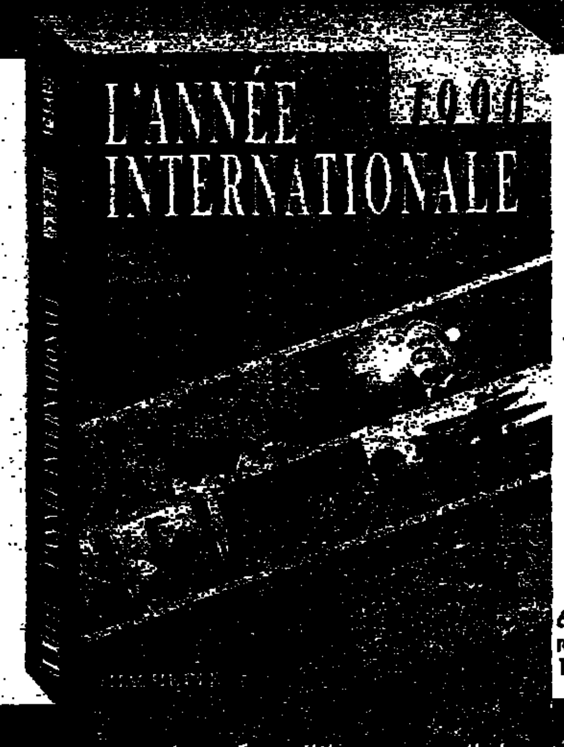
● Les entreprises et le piège déjoué de la TVA européenne ● *Les euro-crabes et la fiscalité* ● Les grandes manœuvres industrielles ● La chronique de Paul Fabra : L'Europe européenne après le mur aboli.
pages 27 à 30 - section C

SPORTS

● Le second test-match France-Australie de rugby ● *Le championnat de* France de basket-ball
page 24 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90



608 p
relié
149 F

Annuaire géopolitique mondial
de la revue politique internationale
HACHETTE

La mort d'une légende, la Pasionaria

Héroïne de la guerre d'Espagne et de l'antifranquisme
Dolores Ibarruri était aussi, pour d'autres, un des symboles de l'« Europe rouge »

Dolores Ibarruri, la Pasionaria de la guerre civile espagnole, a succombé dimanche soir 12 novembre à une pneumonie, dans un hôpital de Madrid. Elle était âgée de quatre-vingt-treize ans. Sa dépouille embaumée devait être exposée, lundi, dans la salle principale du siège central du Parti communiste espagnol à Madrid. Ses obsèques auront lieu jeudi.

MADRID

de notre correspondant

La Pasionaria : quel surnom approprié ! Peu de personnages, dans cette Espagne du vingtième siècle pourtant si riche en faits d'armes, auront à la fois dégagé et suscité tant de passions, auront en même temps provoqué tant d'aversion et d'adhésion. Et pour cause : Dolores Ibarruri n'était-elle pas l'incarnation par excellence d'une des étapes les plus tragiques de l'histoire du communisme espagnol, et de l'histoire de l'Espagne tout court : celle de la lutte et de la résistance. Antigone de l'antifranquisme pour les uns, symbole de l'« Espagne rouge » pour les autres.

Tout, d'ailleurs, ne pouvait que la prédisposer à la lutte. Dès son enfance. Elle naît le 9 décembre 1895, huitième d'une famille de treize enfants, à Gallarta, un petit bourg minier de Biscaye. Salaire de misère, luttes sociales, répression : Dolores sera rapidement mise dans le bain. « *Je suis fille, femme et sœur de mineur, et avec toutes ces histoires de mines je suis forcément devenue communiste* », comme elle le résume joliment elle-même dans un film qui lui a été consacré.

Elle rêvait de devenir institutrice, elle sera femme de ménage jusqu'à son mariage, à vingt ans, avec un mineur des Asturies voisines, Julian Ruiz. Militant du Parti socialiste, il l'emmène rapidement dans le tourbillon de la lutte politique. Dolores, qui, contrairement à la plupart de ses camarades, a eu la chance de faire des études primaires, est notamment chargée de rédiger les tracts. Elle commence à écrire dans une revue locale, *le Mineur de Biscaye*, sous ce surnom de Pasionaria qui la rendra célèbre.

La Révolution russe de 1917 aura un énorme impact au sein des turbulentes Asturies ouvrières. En 1920, Dolores fait partie du groupe qui quitte avec armes et bagages le Parti socialiste pour fonder la section locale du PCE (Parti communiste d'Espagne). Dix ans plus tard, elle sera élue membre du comité central. Elle partage alors ses activités militantes entre Madrid, où elle travaille au sein de la rédaction de l'organe du parti *Mundo Obrero*, et les Asturies : l'insurrection qui éclate dans la région en 1934 la voit à nouveau sur la brèche à la tête d'un comité de « *femmes antifascistes* ».

THIERRY MALINIAK

Lire la suite page 9

M. Gonzalez ne dispose plus de la majorité absolue aux Cortès
page 9

À L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

صورة من الأصل

DÉBATS

L'Allemagne libre dans l'Europe unie

par Joseph Rovan

CE qui se passe actuellement dans la partie de l'Allemagne située à l'est de l'Elbe et communément, quoique faussement, appelée « République démocratique allemande » est la première grande révolution démocratique de l'histoire allemande. Une révolution pacifique, spontanée, portée par des foules qui font preuve d'une remarquable maturité et d'une grande maîtrise de soi.

C'est donc avant tout un événement dont le peuple de France doit se réjouir, comme il se réjouit chaque fois qu'en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, un autre peuple se libère des chaînes de la dictature.

Cet événement est d'autant plus digne d'une attention solidaire de notre part que les habitants de la RDA vivaient sous des régimes dictatoriaux depuis 1933 et que l'expérience démocratique de la République de Weimar avait laissé des souvenirs mitigés. Le besoin de liberté, le besoin d'un ordre basé sur le droit sont donc profondément enracinés dans la nature des hommes. Ils renaissent d'eux-mêmes, malgré les falsifications de l'Histoire enseignées à plusieurs générations.

Il convient d'observer, d'autre part, que la tonalité nationaliste est totalement absente des déclarations et des manifestations qui réclament le changement en RDA. Il n'y est jamais question d'unification, mais exclusivement des libertés fondamentales, liberté de déplacement, d'information, de réunion, d'association, et surtout d'élections libres. C'est le mouvement d'un peuple excédé par des contraintes, absurdes, déshonorantes et dégradantes.

Les médias occidentaux n'ont fait attention, plusieurs semaines durant, qu'aux nombreuses personnes qui – désespérées par le refus de tout changement pratique et proclamé par une cohorte de dirigeants septuagénaires et octogénaires – se sont résolues à passer dans la partie libre de l'Allemagne. Et si, depuis l'été, quelques dizaines de milliers de personnes sont parties pour l'autre Allemagne, désespérées par le refus de tout changement, il y avait l'autre jour à Berlin un million de manifestants qui criaient : *« Nous restons là, nous sommes le peuple. »* La nouveauté est là, elle est avec ceux qui veulent rester et qui veulent le changement. Aujourd'hui, c'est la peur qui a changé de camp : ce n'est plus le peuple qui craint ses maîtres et leurs sbires, ce sont les anciens maîtres et leurs agents d'exécution qui commencent à craindre le peuple.

Cet immense mouvement spontané n'a encore ni dirigeants ni programme. Maîtres de la rue, les gens rentrent chez eux le soir. Ce vide sera rempli, soit par des membres de l'ancienne direction capables de s'engager rapidement sur une voie gorbatchévienne (mais pour cela il est sans doute déjà trop tard), soit par de nouveaux venus comme les fondateurs du Nouveau Forum ou du Parti social-démocrate ressuscité.

Unité et particularité

Si les manifestants réclament la démocratie, l'Etat de droit et les libertés concrètes, il ne semble pas pour l'instant qu'ils expriment le désir de voir s'établir chez eux un ordre socio-économique semblable à celui qui existe en République fédérale. Beaucoup paraissent attachés à l'idée de mode d'organisation communautaire, libérés du carcan de la bureaucratie stalinienne ou post-stalinienne. On sent chez beaucoup de militants protestants et sociaux-démocrates une sorte de crainte devant les facilités et les enchaînements de la société de consommation, qui, cependant, exerce une énorme attraction sur d'autres, notamment parmi les jeunes. On peut penser que ces divergences joueront un rôle important au cours des mois à venir.

Il est également remarquable qu'à aucun moment il n'a été question jusqu'à présent dans les grandes manifestations de l'Union soviétique, sinon par l'invocation du nom de Gorbatchev, qui apparaît comme une sorte de protecteur du peuple contre les dirigeants du parti d'Etat. Personne jusqu'à présent n'a réclamé le départ des troupes soviétiques ni la sortie du pacte de Varsovie. L'on est d'ailleurs convaincu en RDA que Gorbatchev avait annoncé aux dirigeants du SED qu'en cas de conflit entre les forces de l'ordre et la population les troupes soviétiques, cete fois-ci, resteraient dans leurs cantonnements.

Le problème de l'unification des deux Etats allemands n'est pratiquement jamais à l'heure actuelle évoqué en RDA. La conscience de l'unité de la nation y cohabite fort bien, semble-t-il, avec celle d'une identité, ou du moins d'une particularité qui s'est formée au cours d'une histoire de près de cinquante ans et qui comporte même une certaine fierté à la pensée des efforts accomplis et des résultats obtenus. Il est vrai que ceux-ci ont été pour une large part volés par les privilégiés du régime. L'évocation permanente d'une imminente réunification par les médias occidentaux et par les hommes politiques français, anglais et américains, procure plutôt de l'agacement. Les gens savent que leurs problèmes sont d'abord en RDA et que les relations intra-allemandes se présenteraient d'une manière très différente dès lors que le régime se serait effacé.

Ils ont aussi très fortement conscience, tout au moins les plus militants, de la nécessité pour eux fondamentale d'une bonne entente avec les autres pays de l'Europe de l'Est en train de retrouver les chemins de la démocratie, la Pologne, la Hongrie et, demain sans doute, la Tchécoslovaquie. Les rapports avec la communauté de l'Europe de l'Ouest se posent pour ces pays, y compris la RDA, d'une manière à la fois individuelle et collective, commune.

Unification inactuelle

Enfin, les gens en RDA savent fort bien que l'URSS, en dépit des difficultés énormes qu'elle connaît à l'heure actuelle, ne disparaîtra pas comme par enchantement de la carte des grandes puissances. Jusqu'à nouvel ordre, la RDA demeure la plus grande garnison que l'Union soviétique maintient hors de ses frontières.

Face à une situation aussi neuve et aussi changeante, la France n'a pas intérêt à évoquer sans cesse publiquement, et avec les accents de méfiance et de crainte, une réunification de deux Etats allemands, éventualité qui, pour l'instant, n'a guère de consistance. Il faut au contraire, en nous félicitant de tout progrès sur les plans de la démocratie et des libertés, rappeler continuellement que le peuple de la RDA a le droit de disposer librement de lui-même. On ajoutera que tout changement de statut d'un pays d'Europe concerne aussi ses voisins et finalement tous les autres pays européens. Cela vaut en premier lieu pour l'URSS, mais aussi pour la Pologne et pour nous-mêmes. Aucun peuple d'Europe n'est seul en Europe.

C'est pourquoi, pour accompagner et même précéder le mouvement de l'Histoire en Europe centrale et orientale, nous devrions à présent accélérer encore le rythme de la construction de l'Union de l'Europe de l'Ouest afin d'offrir, quand les temps seront mûrs, un centre d'accueil aux peuples et aux Etats situés à l'ouest de la frontière soviétique, y compris bien sûr la partie jusqu'à présent artificiellement séparée du peuple allemand.

Le problème – que je tiens encore pour inactuel – de l'unification des Allemands dans un seul Etat national ne se passera pas si l'union européenne est rapidement investie des pouvoirs essentiels (politique extérieure, monnaie, défense), mais les Français ne pourront pas indéfiniment refuser à la fois l'union européenne dotée d'attributs majeurs de souveraineté et la reconstitution d'un Etat national allemand souverain.

De plus, la méfiance et la crainte devant une nation allemande qui retrouverait son unité seront sans cesse davantage ressenties outre-Rhin comme injurieuses à l'égard d'une démocratie qui a fait ses preuves, au-dedans comme au-dehors depuis près d'un demi-siècle. A ceux qui tirent argument des récents succès des Républicains on peut demander ce qu'ils penseraient, s'ils étaient allemands, des 20 à 25 % des voix recueillies depuis des années par les amis de M. Le Pen dans les départements méditerranéens (et ailleurs).

Le problème majeur que devra affronter demain une RDA devenue enfin réellement démocratique sera celui de son retard dans les domaines de la haute technologie et du management. On peut penser que le plus grand nombre des habitants du pays n'accepteront que difficilement une sorte de colonisation par les grandes entreprises ouest-allemandes.

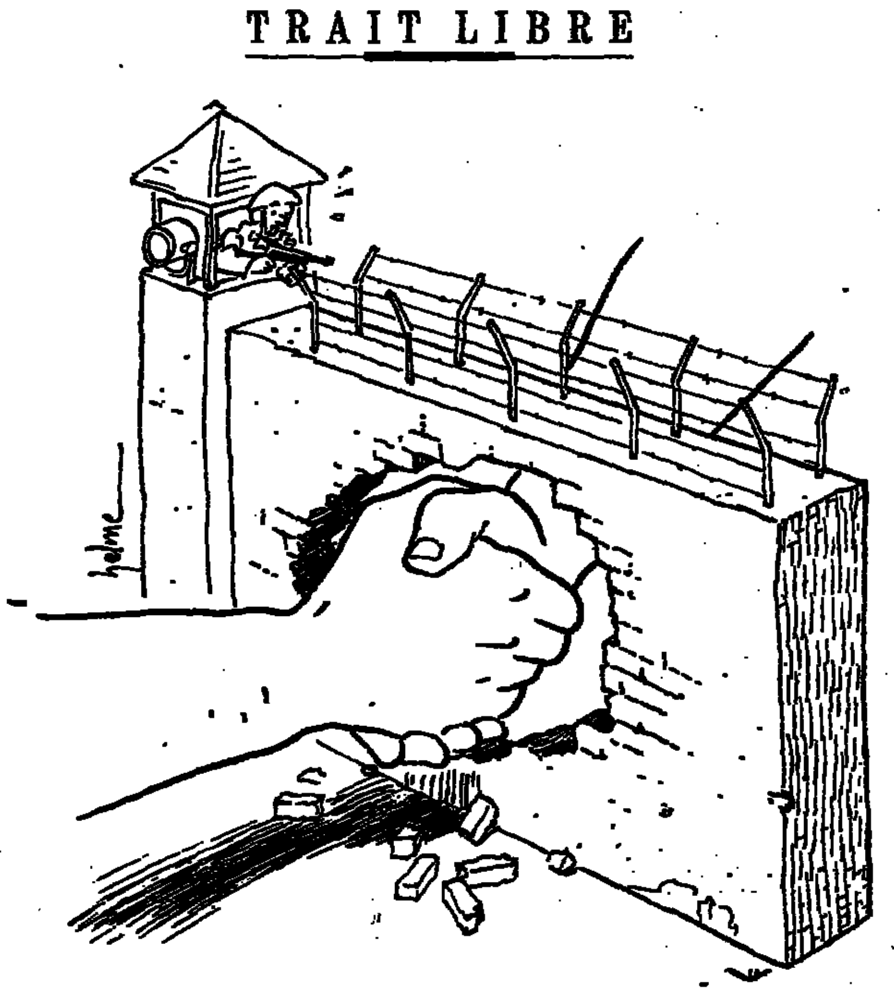
Moderniser en douceur

Il faudra donc inventer des processus et des structures pour une sorte de modernisation en douceur. Comme dans les cas de la Pologne et de la Hongrie, le coût de ces efforts ne pourra donc être entièrement assumé par la République fédérale, et il ne serait pas convenable qu'il en fût ainsi. En accord avec les autorités que se donneront les Allemands de RDA, et en reconnaissant comme allant de soi un rôle majeur aux entreprises et services de la République fédérale, des organismes français (et naturellement aussi anglais, italiens, belges) devraient pouvoir s'associer à cette œuvre à la fois œcuménique et sociale, dont l'importance politique est évidente. Des *joint ventures* (sociétés communes) de toute nature pourraient être inventées, et les gouvernants de Bonn ne seront certainement pas opposés à une telle européanisation, pratique et partielle, de la « question allemande », sans parler du rôle que la Communauté elle-même pourrait jouer à Berlin, comme à Varsovie ou à Budapest.

Rappelons-nous l'exemple de Jean Monnet : en 1950, les Allemands ne voulaient plus être contrôlés, et les Français voulaient continuer à les contrôler. Il fallait donc que tout le monde contrôlât tout le monde. C'est ainsi que naquit la première communauté européenne. Les Allemands ont le droit de s'unir entre eux, s'ils le veulent, et les autres Européens ont le droit de demander que cette union ne leur porte pas ombrage. C'est dans l'Europe unie et libre que les Allemands pourraient librement réaliser leur union sous la forme qu'ils voudront, les uns et les autres, donner à celle-ci.

Et puisque les Etats nationaux ne peuvent plus garantir, chacun pour soi, ni l'indépendance ni la prospérité de leurs peuples, une telle Europe correspond en même temps aux intérêts nationaux des Français et à ceux des Allemands.

TRAIT LIBRE



Quand Rapallo peut remplacer Yalta

par Michel Debré

ON dit volontiers la jeunesse ignorante. A cet égard la France est jeune. Interrogez un Français sur Yalta, la réponse sera souvent satisfaisante. Mais la division entre l'« Occident » et le « monde soviétique » lui paraît une donnée de l'Histoire, et il n'imagine pas que l'Europe puisse connaître une situation différente. Or la division du monde telle que Yalta ou plutôt l'après-Yalta l'a instaurée est en train de s'effacer sous nos yeux, comme il était fatal que cela se produisît un jour, mais dans des conditions et avec une rapidité surprenantes. Une nouvelle fois l'humanité est le théâtre d'une mutation brutale dont les effets, aussi profonds que ceux qui découleraient d'une lente évolution, coupent le souffle des spectateurs médusés.

Dans l'Europe antérieure à Yalta, on découvre aisément une situation analogue à celle qui peut survenir dans les années qui viennent et sans doute à brève échéance. L'Union soviétique, en effet, a un urgent besoin de se refaire une santé. Sans doute l'Occident apparaît-il comme une terre de liberté, mais surtout comme l'exemple envié d'une société de consommation et de loisirs dont l'Europe de l'Est tout entière a été frustrée. La liberté est désormais assimilée à un type de vie non seulement où tout est permis mais où tout devient possible. C'est dans cet espoir que l'Union soviétique va chercher un appui d'ordre financier.

Voilà qui pose deux problèmes.

Le premier est la compétition entre les pays de l'Europe de l'Est. L'aide à la Russie intéresse les Etats-Unis d'une manière prioritaire, dans la mesure où en contrepartie l'Union soviétique poursuit sa marche vers l'apaisement, en ce qui concerne l'Europe et l'Atlantique, et peut être envisagée la coopération pour les affaires du Pacifique, désormais le centre du monde. L'aide financière n'est pas infinie : ce qui sera donné à la Russie ne pourra pas être donné aux autres. A l'Europe de s'occuper de l'Europe.

Un peuple libre et fier

C'est là qu'est bien le second problème. Regardons le passé. Il est arrivé à la Russie de regarder du côté de la France lorsque la politique allemande constituait à son égard une menace. Au contraire lorsque l'Allemagne paraît dans un état d'esprit favorable, la Russie a tendance à pencher de son côté. L'alliance germano-russe avant de prendre le visage de l'accord entre les deux barbares, Hitler et Staline, a revêtu l'image de la paix. Souvenons-nous de Rapallo le 16 avril 1922. Présentement, les activités économiques des deux Etats allemands sont jumelées et la circulation sociale rétablie ; demain se posera le problème d'une réunification politique et après-demain sans doute du choix de Berlin comme capitale unique. L'Union soviétique peut aider l'Allemagne dans cette évolution en contrepartie d'un soutien financier que la République allemande peut accorder beaucoup plus que tout autre pays et notamment que nous-mêmes. Derrière les mouvements actuels et notamment la fin du mur de Berlin, regardons l'époque qui se dessine, celle d'un nouveau Rapallo.

Et notre avenir dans tout cela ? Telle est, sinon la seule, en tout cas la première question que doivent se poser les Français. Nous sommes en effet à une heure de vérité.

Ou nous continuons sur la voie où nous sommes engagés, c'est-à-dire un pays qui chaque jour perd une part supplémentaire de sa souveraineté au point de devenir un pays dont les affaires sont aux mains des hommes de Bruxelles ou de Luxembourg, eux-mêmes silencieux devant les puissants du jour, ce qui signifie que les Français deviennent les « objets » d'une politique qui règle leurs libertés et leur niveau de vie sans qu'ils soient le moins du monde consultés. Bientôt la France en tant que telle n'existera plus.

Ou nous nous réveillons, c'est-à-dire que nous affirmons une politique familiale et nataliste, nous travaillons, produisons et exportons davantage, nous gardons la maîtrise de notre force de dissuasion régulièrement modernisée ; enfin, dernier élément et non le moindre, nous intégrons l'étranger dans notre culture, ce qui signifie que la France existe, que l'Allemagne et la Russie nous considèrent et recherchent notre alliance : alors les Français redeviennent un peuple d'hommes libres et fiers !

Il n'y a pas de troisième hypothèse.

▶ **Michel Debré fut premier ministre de 1959 à 1962.**

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

France

A propos de l'antiracisme

par Alain Finkielkraut

IL était une fois les staliniens. Convaincus d'avoir choisi le camp des exploités, des offensés et des démunis, ivres de leur abnégation, campés dans le souci de l'Autre, ils pouvaient tout se permettre avec leurs adversaires. La cause qu'ils servaient justifiait de leur part les procédés les plus infâmes. Parce qu'ils étaient les émissaires de la Vérité et du Droit, ils avaient l'autorisation et même le devoir de mépriser la vérité et de bafouer le droit. Parce qu'ils avaient épousé la cause du peuple, ceux qui se mettaient en travers de leur chemin étaient automatiquement des ennemis du peuple, et il fallait bannir comme une faiblesse coupable tout scrupule à leur endroit.

Stricto sensu, le stalinisme est mort en Europe : les Berlinois viennent de prononcer son oraison funèbre. Mais le moralisme exterminateur survit à cet effondrement, et c'est dans l'antiracisme, hélas, qu'il fait maintenant carrière. Voici venus les temps de la langue de bois du cœur. Représentants autoproclamés des exclus comme les staliniens l'étaient des prolétaires, ses adeptes mettent au goût du jour la stratégie « classe contre classe ». Qui n'est pas avec eux est contre eux ; qui est contre eux est raciste ; qui invoque solennellement les principes de la laïcité pour dire que le voile islamique n'a pas sa place dans la salle de cours déteste, en fait, les Arabes ; qui se dit républicain est, comme son nom l'indique, un sioniste réglant ses comptes avec l'islam ; qui prend aujourd'hui la défense des professeurs de Creil sera demain, si l'on en croit Guy Sitbon, responsable *« des pogroms contre les musulmans »*.

Ce sont pourtant les beurs de France-Plus qui proclament leur attachement indéfectible à la laïcité et qui veulent que l'école reste un espace de liberté soustrait par la loi républicaine à la loi du père ; ce sont sept intellectuels musulmans qui déclarent avec Mohammed Harbi qu'*« en concédant le port du voile aux intégristes, on confère à la partie la plus rétrograde de la communauté le rôle de représentant »* ; c'est Sami Naïr qui dit du voile qu'il est *« un morceau de ténèbres »* ; c'est le gouvernement tunisien, engagé dans un programme courageux de laïcisation de la culture et de l'instruction, et les femmes algériennes, tunisiennes ou jordaniennes, agressées dans la rue lorsqu'elles sont habillées à l'européenne, qui adjurent la France de tenir bon, afin que les intégristes ne puissent, en aucun cas, se réclamer de la patrie des droits de l'homme pour consolider encore leur emprise totalitaire.

Mais les professionnels de la jeunesse et de l'antiracisme qui parlent haut et fort au nom des Arabes font la sourde oreille à ces protestations, de la même manière que les compagnons de route du communisme savaient admirablement, jadis, transformer en silence de mort le témoignage des dissidents.

Ecoutons les dissidents de l'islamisme : c'est la seule façon d'être authentiquement solidaires des musulmans, et cela nous évitera de reproduire ici et maintenant la forme d'esprit dont, avec un enthousiasme légitime, nous célébrons par ailleurs la disparition.

▶ **Alain Finkielkraut est philosophe et écrivain.**

ÉTRANGER

L'ouverture de la frontière entre la RDA et la RFA

Les ondes du séisme ont été ressenties jusqu'à Hambourg, Munich, Francfort...

MUNICH

de notre envoyé spécial

L'Allemagne vient de vivre le week-end de tous les rêves, de toutes les fraternisations, de tous les espoirs. A Berlin, bien sûr, mais aussi tout au long de la frontière germano-allemande où treize points de passage ont été ouverts dans la seule journée de dimanche. Et même loin à l'intérieur de la RFA : les répercussions du séisme ont été ressenties jusqu'à Hambourg, à Munich et même à Stuttgart ou à Francfort, où des tantes, des oncles ont reçu la première visite de leurs neveux depuis trente ans.

A Lübeck, on a vu arriver samedi soir des automobilistes ravis mais déjà épuisés : ils étaient partis de chez eux à 50 kilomètres de la frontière près de douze heures auparavant ! Douze heures entassés à quatre ou cinq dans ces boîtes à sardines ambulantes que sont les « trabis » est-allemandes, à entretenir un inépuisable débat familial : fallait-il continuer ou faire demi-tour ? Comme si l'on pouvait sérieusement songer à rebrousser chemin !

A Hos et Cobourg, près de la frontière, il fallut samedi après-midi interdire le centre-ville à la circulation : les rues étaient asphyxiées. A Lübeck, pas un mètre carré du centre historique qui n'ait été utilisé comme parking par les visiteurs, sous l'œil débonnaire des policiers qui affichaient une bienveillante compréhension.

Chacun ne disposant pas ou ne souhaitant pas utiliser sa voiture, les compagnies ferroviaires de RFA et de RDA, la Bundesbahn et la Reichsbahn, parfois en coopération, ont mis en service de nombreux trains supplémentaires. Le pays entier a pu ainsi voir quasiment en direct le premier de ces trains arriver triomphalement en gare de Hos, archibourré de voyageurs penchés aux fenêtres et scandant à pleins poumons : *« Deutschland ! Deutschland ! »*

A peine arrivés à l'Ouest, les plus chanceux ont renoué avec leur plus familière tradition locale : la queue. Dès samedi matin, la file d'attente devant la mairie de Lübeck pour percevoir les 100 marks de *« l'allocation de bienvenue »* atteignait deux cents mètres, exigeant au bas mot deux heures de patience, tant bien que mal agrémentées par une boisson chaude offerte par les pompiers de la ville, mobilisés pour l'occasion.

Pour certains d'entre eux, cette attente était aussi meublée par de bonnes affaires : nombreux étaient les citoyens de RFA désireux de changer des billets de 10, 20 ou 100 marks de l'Ouest contre des coupures équivalentes de l'Est (le taux officiel étant de 10 marks de l'Est pour un mark de l'Ouest). Motif avancé par tous : garder en souvenir de ces journées historiques où cette nation déchirée se raccommodait avec elle-même. Certains gérants de grands magasins se laissèrent même aller à mettre de côté le sens des affaires : ici et là on signalait aussi des marks de l'Est acceptés aux caisses au même taux incroyable de un pour un.

Certains repartent les mains vides

Nantis de ce pécule, les visiteurs s'engouffraient dans les magasins, leur donnant une étonnante allure de veille de Noël. Dans les villes proches de la frontière, quasiment tous les commerces étaient ouverts samedi après-midi — pourtant un jour sacro-saint de fermeture en République fédérale — et certains en redemandaient même le dimanche. Pêle-mêle, les radio-cassettes, les gants de moto, les confiseries, les disques et certains fruits comme les bananes — apparemment considérées en RDA comme un article de luxe — s'emportaient par paniers entiers.

Dans les cafétérias des grands magasins, les visiteurs découvraient émerveillés des canapés recouverts de ces substances inconnues : saumon, crabe ou mortadelle. Ils demeuraient interdits devant ces merveilles de la technologie occidentale : les machines à café qu'ils ne se résolvaient à utiliser qu'après de patientes explications des autochtones.

Nombre d'entre eux étaient pourtant en proie à un terrible dilemme : ces marks providentiels, valait-il mieux les dépenser à l'Ouest ou bien, de retour chez eux, les convertir en monnaie locale, où ils représenteraient plus d'un mois de salaire moyen d'un employé ? Nombreux étaient ceux qui, le soir venu, repartaient les mains vides après avoir — rude exercice — expliqué aux enfants pourquoi tous ces jouets mirobolants installés dans les vitrines étaient inaccessibles avec l'argent est-allemand.

Peu importe. L'essentiel c'est le souvenir ineffaçable que ces jours-ci laisseront dans toutes les mémoires allemandes. Et c'est aussi peut-être qu'au-delà de ce raz de marée humain, des institutions ont recommencé à se parler, qui, jusqu'alors, s'observaient en chiens de faïence. Ainsi un présentateur vedette de la télévision est-allemande a été invité en direct dans une émission de l'ARD ouest-allemande donnant certes du « monsieur » à son homologue, mais entretenant un dialogue cordial... et inédit. Jusqu'aux gardes-frontières des deux pays, qui avaient jusqu'alors pour consigne de s'ignorer superbement : dimanche matin, dans plusieurs postes, ils se sont amicalement salués, partageant leur émotion de témoins privilégiés de l'Histoire en train de se faire sous leurs yeux...

DANIEL SCHNEIDERMANN

Les sociaux-démocrates reprochent au chancelier Kohl de parler de « réunification »

BONN

de notre correspondant

Alors qu'environ trois millions d'Allemands de l'Est ont voyagé à l'Ouest au cours des quatres derniers jours et ont fêté l'ouverture de la frontière intra-allemande avec un enthousiasme débordant, la classe politique ouest-allemande a trouvé dans cet événement matière à déclencher une violente polémique.

Le chancelier Helmut Kohl a réuni samedi matin 11 novembre à Bonn un conseil des ministres extraordinaire après avoir pris contact par téléphone avec le secrétaire général du PC est-allemand, M. Egon Krenz.

Au cours d'une conférence de presse, le chancelier a déclaré que *« le droit à l'autodétermination de tous les Allemands n'avait pas encore été réalisé »* et rappelé que *« la condition à la réunification* (de l'Allemagne) *dans la liberté était le libre exercice du droit à l'autodétermination »*.

Le chancelier a également annoncé que le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seiters, s'entretiendra le 20 novembre à Berlin-Est avec M. Krenz et qu'il avait l'intention de rencontrer le numéro un est-allemand, hors de Berlin, à une date qui n'est pas encore fixée.

Auparavant, le chancelier s'était fait copieusement siffler à Berlin-Ouest, pendant son allocution, par la foule massée devant l'hôtel de ville de Schöneberg. Pis, le chancelier chrétien-démocrate n'a pas trouvé le temps de rencontrer le maire social-démocrate de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, qu'il déteste cordialement et avec qui il a déjà polémiqué dans le passé.

Les sociaux-démocrates reprochent au chancelier de n'avoir pas saisi l'importance historique des événements des derniers jours, de n'avoir pas voulu fixer la date de sa rencontre avec Egon Krenz et enfin d'avoir parlé sans détour de *« réunification »*.

Sur cette épineuse question, la marge de manœuvre du chancelier est limitée par la droite ouest-allemande. Tous les scrutins des onze derniers mois ont montré qu'une partie de la droite était de plus en plus sensible aux sirènes extrémistes qui chantent les louanges de la réunification.

« Une nation en retard »

Pour reconquérir et soigner cet électorat dont il est tributaire pour gagner les élections générales de décembre 1990, M. Helmut Kohl se doit de tenir le discours que la droite attend et de parler de *« réunification »*. Son ministre libéral des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, n'analyse, pour sa part, la « question allemande » qu'en termes d'unité.

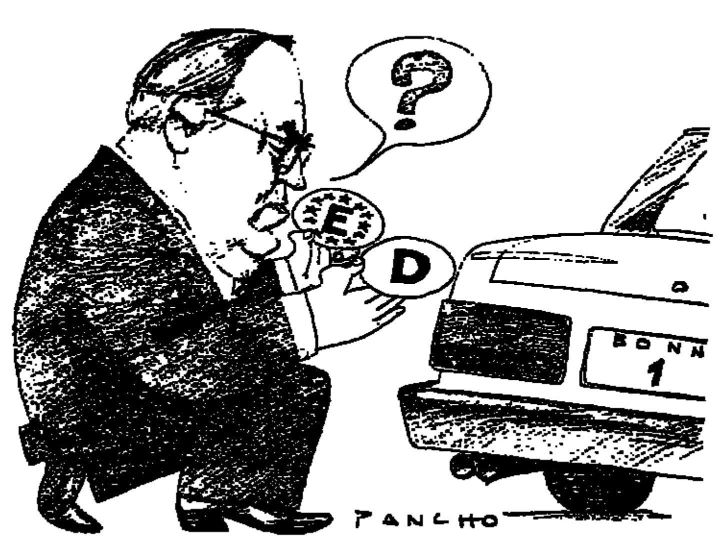
Cela dit, on peut penser que l'ouverture des frontières va donner l'occasion aux différents partis de redéfinir leur position sur la « question allemande », question fondamentale depuis le traité de Verdun (843) et que Bismarck a résolue en 1871, faisant de l'Allemagne *« eine verspätete Nation »* (une nation en retard).

Selon la Croix-Rouge et le ministère des affaires interallemandes, plusieurs centaines de réfugiés ont révisé leur décision de s'installer en RFA et ont pris contact avec la représentation permanente de la RDA à Bonn pour regagner le pays qu'ils croyaient encore il y a cinq jours avoir abandonné sinon pour toujours du moins pour très longtemps.

La presse ouest-allemande a salué l'événement à grand renfort de suppléments illustrés et lui consacre ses éditoriaux. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* note : *« Le tremblement de terre politique en RDA fait également bouger les murs du pouvoir dans d'autres pays d'Europe de l'Est [...]. La Hongrie et la Pologne ont rejeté derrière elles le léninisme. A Berlin-Est, Egon Krenz tente de sauver tout ce qu'il peut du pouvoir du parti. »*

La *Süddeutsche Zeitung* (Munich) écrit : *« Avant tout, dans les villes proches de la frontière, la réunification a eu lieu [...]. En ouvrant la frontière, le régime est-allemand a cédé à une pression qui, en quelques semaines, a entraîné le pays vers une nouvelle voie, Berlin-Ouest et la RFA dans son sillage [...]. Le manteau de l'histoire flotte sur l'Allemagne. »*

La *Frankfurter Rundschau* relève : *« A Bonn, on n'a de toute évidence pas d'idée précise. Et, pourtant, il en faut [...]. Les Allemands de RDA ont été seuls jusqu'à présent à porter le poids de l'histoire de l'Allemagne, les conséquences de la seconde guerre mondiale commencée par les Allemands. Maintenant, nous devons leur prendre une partie de ce fardeau. »* — (*Intérim*.)



Berlin... : Gigantesque Disneyland

Suite de la première page.

Mais de tous ces nouveaux passages, aucun n'est chargé de symbole comme celui de la Potsdamer Platz qui fut avant la guerre un peu le centre du grand Berlin. C'est là que le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, s'est rendu dimanche après-midi au cours de sa visite dans la partie occidentale de la ville.

Et c'est ce point de passage que les deux maires actuels, M. Momper, social-démocrate pour l'Ouest, et M. Krack, communiste comme il se doit pour l'Est, étaient convenus d'inaugurer en commun au petit matin avant de l'ouvrir au public. Ils se rencontraient pour la première fois depuis la nuit désormais historique du 9 novembre où les Berlinois de l'Est purent commencer à se déplacer librement.

La bousculade fut à la hauteur de l'événement. La poignée de mains eut lieu au milieu de cette zone de démarcation d'où l'on tirait encore, au début de l'année, sur ceux qui essayaient de s'enfuir, tout près d'un mirador.

Bravos et applaudissements

Les premiers Allemands de l'Est enfin autorisés à passer sont accueillis par des bravos et des applaudissements. Les deux maires échangent quelques paroles, soulignent devant les innombrables micros qui les entourent leur volonté de coopération pour résoudre les nouveaux problèmes qui se posent aujourd'hui en raison de l'ouverture du mur.

Signe des temps : depuis samedi, des véhicules de la police de Berlin-Ouest ont été parqués au pied de la muraille est-allemande, devant la porte de Brandebourg, pour y empêcher un face-à-face trop prolongé entre la foule de l'Ouest et des vopos est-allemands.

Aux premières heures de l'ouverture de la frontière, des centaines de personnes s'y étaient postées à même la crête du mur, dont elles ont été finalement délogées, non sans quelques tensions, par les vopos qui ont occupé les lieux à leur tour.

Contrôles inexistants

Dimanche, comme les deux journées précédentes, ne fut qu'un long va-et-vient d'Allemands de l'Est entre les deux villes. Si le nombre des Berlinois de l'Ouest à se rendre à l'Est est resté très limité, ceux-ci étant toujours soumis au paiement d'un change obligatoire de 25 deutschemarks, en revanche, c'est par centaines de milliers que les Berlinois de l'Est ont afflué au cours du week-end à l'Ouest.

A tous les points de passage, ce n'était qu'un flot ininterrompu de personnes et de véhicules s'écoulant très régulièrement : d'Est en Ouest le matin ; dans le sens inverse le soir.

Les contrôles étaient quasiment inexistants pour les Allemands de l'Est. Berlin-Ouest à moitié paralysée, n'était plus qu'une sorte de gigantesque Disneyland, dont les familles revenaient avec des sacs en plastique chargés de sucreries de de babioles diverses. Les magasins de *« delikatessen »*, les kiosques à journaux, mais aussi les étalages d'électronique à bon marché, transistors, Walkmans, etc..., furent littéralement dévalisés.

Rostropovitch devant le mur

On flânait en famille, ou avec des amis, pour regarder les devantures, se faire une idée des prix, s'émerveiller des derniers modèles de voitures ou simplement prendre l'air. Dans les cafés-pâtisseries, bourrés à craquer, enfants et même parents s'empiffraient de Coca-Cola, de cœurs en chocolat aux amandes et autres gâteaux... dans la limite des devises disponibles.

Pendant des heures, les gens avaient patienté vendredi, samedi et dimanche matin aux guichets de banques pour percevoir l'allocation de 100 deutschemarks allouée, par an, à tout citoyen est-allemand en visite en RFA. Ce n'est pas un énorme pécule, mais tout le monde n'a pas la chance d'avoir des amis de l'Ouest, prêt à payer.

Les Berlinois de l'Ouest s'étaient véritablement mis en quatre pour accommoder ce flot le mieux possible. Deux mille familles, ont proposé d'héberger ceux qui voulaient passer la nuit. On avait exceptionnellement autorisé les magasins qui le voulaient à rester ouverts malgré la stricte législation ouest-allemande sur les horaires d'ouverture du soir et du week-end. Des cinémas pratiquaient des tarifs spéciaux pour les DDR-Bürger, des boutiques faisaient des prix sur le mark est-allemand au marché noir. Les musées, les établissements publics, et la parc zoologique, qui eut un grand succès, étaient gratuits pour les Allemands de l'Est.

Des concerts spéciaux ont été organisés à leur intention. Ugo Lindenberg, Nina Hagen, pour les amateurs de rock. Côté classique, Daniel Barenboïm et le célèbre violoncelliste Mstislav Rostropovitch, directeur de l'Orchestre national symphonique de Washington, qui a joué, samedi matin, devant le mur.

Même les alternatifs de Kreutzberg s'en sont mêlés. Dimanche après-midi, un millier d'entre eux, précédés des inévitables fourgons de police, sont venus défiler au milieu de la fête, sur le Kurfurstendamm avec des banderoles provocantes du genre : *« Mille marks d'allocation pour tous les immigrés » ; « la liberté dont il est question, c'est celle des banquiers et des capitalistes »*.

Moment de flottement dans la foule des Allemands de l'Est : *« Pourquoi on les laisse faire ? »*, s'exclame innocemment un jeune garçon interloqué. *« Et chez toi, on ne manifeste pas maintenant ? » : « Si, mais c'est pour quelque chose de bien ». « Il va falloir qu'on apprenne »*, constate un peu gêné le père, un solide rouquin coiffé de la casquette de cuir des anciens militants ouvriers des années 30.

Retours en RDA

Combien étaient-ils ainsi à découvrir le luxe, le prix du luxe et le plaisir de l'évasion sans frontières ? A voir le nombre, on avait le sentiment que la quasi-totalité des Berlinois de l'Est avaient fait au moins un petit tour à l'Ouest, et les militants communistes n'ont pas été les derniers. Il y avait aussi tous ceux venus des quatre coins du pays profiter de l'occasion pour rendre visite à un parent, à un ami, ou tout simplement pour prendre part à cette extraordinaire fête.

Mais le nombre des Allemands de l'Est demandant à rester en RFA a été, par comparaison, minime et a eu même tendance à diminuer : à Berlin-Ouest, on parlait de cinq cents personnes pour la dernière nuit, contre mille la veille. La Croix-Rouge ouest-allemande signale une augmentation du nombre des réfugiés de la dernière vague à vouloir rentrer en RDA.

On s'attendait que la reprise du travail, lundi, vienne un peu calmer les choses et permette aux Allemands de l'Ouest de respirer. En principe, il suffit maintenant d'un document d'identité avec un visa en bonne et due forme, qu'il est possible d'obtenir dans les plus brefs délais au premier commissariat venu, pour sortir.

Ces visas étaient délivrés ce week-end pour un mois, six mois, selon les cas, avec entrées et sorties multiples. La police est-allemande indiquait dimanche en avoir délivré plus de quatre millions depuis vendredi matin, dont sept cent mille rien qu'à Berlin-Est.

Dimanche, l'équivalent de l'ordre des avocats est-allemands a rendu publique une proposition de projet de loi sur les voyages à l'étranger qui a été soumise au gouvernement.

Cette proposition extrêmement libérale prévoit notamment que tout le monde a le droit de se rendre où bon lui semble et quand il veut.

L'autorisation de sortir ne pourrait être suspendue que dans deux cas, et seulement à la demande d'un tribunal : pour toute personne sous le coup d'une enquête judiciaire ou d'une inculpation ; pour ceux aussi que profiteraient de la situation pour faire du trafic, notamment de devises. Ces derniers pourraient se voir privés pendan un an au maximum de leur liberté de sortir.

HENRI DE BRESSON

Selon un sondage

59 % des Allemands de l'Est sont favorables à la réunification

Une enquête réalisée du mercredi 8 novembre, veille de l'ouverture du mur de Berlin, au vendredi 10, révèle que 59 % des Allemands de l'Est sont favorables à la réunification des deux Allemagnes, mais que seulement 33 % souhaitent l'adoption par la RDA du même système économique et politique qu'en RFA.

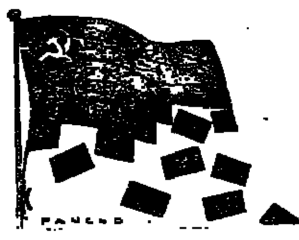
Un Allemand de l'Est sur cinq estime que la réunification est réalisable dans les trois ans à venir, et la même proportion estime qu'elle ne surviendra jamais, selon ce sondage à paraître mardi dans l'hebdomadaire ouest-allemand *Quick* et réalisé par téléphone par un institut ouest-allemand auprès de 1 478 citoyens de RDA en âge de voter.

Un sondage *Figaro*-Louis Harris, publié lundi 13 novembre et réalisé jeudi et vendredi, indique par ailleurs que 62 % des Français estiment que les deux Allemagnes se réuniront prochainement ; 60 % des personnes interrogées estiment que la réunification serait une bonne chose pour la France, et 70 % qu'elle n'est pas un obstacle à la construction européenne. Ce sondage a été réalisé par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de 1006 personnes âgées d'au moins dix-huit ans.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES



M. Egon Krenz accepte un congrès extraordinaire du SED du 15 au 17 décembre

La bataille qui avait éclaté la semaine dernière au sein du Parti communiste est-allemand (SED) à propos de la réunion d'un congrès extraordinaire du SED a été finalement tranchée dimanche 12 novembre en faveur des réformateurs. Ce congrès remplacera du 15 au 17 décembre la conférence du parti qui avait été initialement convoquée par le plénum du comité central.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Prise au cours d'une réunion d'urgence du bureau politique, la décision de réunir un congrès extraordinaire du SED devait être confirmée ce lundi par le comité central, de nouveau en session extraordinaire. Elle montre l'impatience qui règne à la base pour obtenir des réformes en profondeur dans le fonctionnement à la fois de l'Etat et des structures du SED. Devant le refus de l'appareil de céder, les réformateurs menaçaient d'en appeler directement aux organisations de base pour imposer ce congrès à la direction. Les statuts du SED prévoient en effet qu'un congrès extraordinaire peut être convoqué à tout moment à la demande expresse d'un tiers des organisations de base.

Partisans et adversaires de cette décision s'étaient à nouveau affrontés ce week-end au cours de manifestations de soutien au parti organisées dans plusieurs villes de la RDA. Un peu partout, les réformateurs ont le vent en poupe, comme le montre le remplacement des anciens dirigeants encore en place dans les diverses régions du pays. Dimanche, une nouvelle fournée de premiers secrétaires de district ont été élus notamment à Magdebourg, Erfurt, Karl-Marx-Stadt et Rostock.

Le secrétaire général du SED, M. Egon Krenz, qui s'était prononcé d'abord contre un congrès extraordinaire, a dû céder devant les pressions ; il a annoncé personnellement le changement en déclarant que la nécessité d'un *« renouveau radical »* rendait indispensable l'élection d'un nouveau comité central. En prenant la tête de la rébellion contre Erich Honecker, M. Krenz, qui donne parfois l'impression de courir après les événements, n'ignore pas que c'est cette fois sa propre position qui est également en jeu.

Contrairement à une conférence, un congrès extraordinaire est habilité à dissoudre l'ensemble du comité central et à procéder à sa réélection ainsi qu'à celle du bureau politique. Les réformateurs comptent bien arriver avec une majorité de délégués favorables à leurs thèses. Ils estiment que la composition actuelle du comité central reflète trop l'ancien appareil pour être capable de rétablir la crédibilité du parti dans la population et entreprendre sa mutation. Ils estiment que la seule chance pour le SED de réussir dans cette voie est de prendre lui-même des risques. Ils sont donc favorables à une révision de la Constitution, pour en supprimer toute référence au *« rôle dirigeant »* réservé actuellement au Parti communiste, et à des élections totalement libres.

Dans l'esprit des dirigeants en place, dont une grande partie voient leurs positions menacées, les élections libres dont le principe a été approuvé doivent être réservées aux formations politiques qui accepteraient une plate-forme commune dérivée de la Constitution actuelle.

La Chambre du peuple – le Parlement est-allemand – se réunissait lundi, également en session extraordinaire, pour élire son nouveau président et confirmer la nomination du réformateur Hans . Modrow, jusqu'à présent responsable local à Dresde, comme nouveau chef de gouvernement. Cinq candidats ont été présentés pour le *« perchoir »*, notamment par tous les partis associés au SED au sein du Bloc national. Contre toute attente, la présidence devait revenir au chef du Parti paysan, M. Günter Malevda.

H. de B.

Paru dans « la Repubblica » daté 12-13 novembre 1989.

Les réactions à travers

Le président Mikhaïl Gorbatchev a fait part à son homologue américain George Bush, dans un message « informel », envoyé vendredi 10 novembre, de son « soutien » aux récentes décisions, du gouvernement est-allemand. M. Gorbatchev a *« souligné l'importance des changements »* qui se produisent en RDA et a exprimé l'espoir que la situation resterait *« calme et pacifique »* a précisé la présidence américaine samedi.

De son côté, le président Bush a indiqué qu'il aimerait se rendre à Berlin si cette visite pouvait être *« un catalyseur pour la paix et la démocratie »*, mais a indiqué qu'il n'avait pas de projet en ce sens pour l'instant. M. Bush a reconnu qu'il était préoccupé par une possible instabilité en Europe de l'Est et a indiqué que pour cette raison il entendait avoir une politique « prudente » à l'égard de cette région. Cependant, le président américain a affirmé que *« le temps est venu »* pour les Etats-

A la télévision soviétique

Les images de « neuf jours qui ébranlèrent le monde »

D'un bout a l'autre de ses territoires, chaque soir à 9 heures tapantes, l'URSS pouvait presque se croire avant la tourmente. Pour beaucoup de Soviétiques, il y avait finalement là quelque chose de rassurant, mais dimanche 12 novembre, de Berlin aux grèves de mineurs, tous les bouleversements du monde communiste se sont engouffrés d'un coup dans les téléviseurs.

MOSCOU

de notre correspondant

C'était si inouï qu'on se téléphonait d'un appartement à l'autre : « Vite ! Regarde ! ». Et de fait, ce n'était plus « Vremia », l'immuable journal télévisé du soir, ce n'était plus les présentateurs amidonnés lisant, sur fond de Kremlin, les dépêches de l'agence Tass. C'était de véritables informations télévisées, nerveuses, pleines d'images et, risquons le mot, objectives.

Pas complètement, bien sûr, et l'animateur de cette nouvelle émission hebdomadaire – « 7 jours » – avait d'ailleurs affiché la couleur en se présentant d'emblée comme « membre du parti ». Mais outre qu'il était déjà frappant qu'une telle évidence n'aille plus de soi, le résumé des événements de la semaine commençait tout simplement par un sacrilège.

Car le premier événément traité n'était pas l'anniversaire de la révolution d'Octobre, relégué en lointaine position, mais l'évolution allemande. *« Neuf jours qui ébranlèrent le monde »*, annonce l'animateur et, jour après jour, défilent les images de manifestations enthousiastes, de débats virulents, de marées de banderoles demandant la liberté, la liberté, la liberté...

Et soudain, c'est ce qui est déjà banal pour les téléspectateurs de l'Ouest, mais qui, vu de Moscou, assomme encore : la ruée pour franchir le mur, Check Point Charlie pavoisé d'un drapeau de Solidarité sur lequel insiste la caméra, et ces pieds, ces centaines de milliers de pieds, qui votent – les images parlent d'elles-mêmes – pour la liberté.

Le commentaire souligne d'une phrase que la quasi-totalité des Allemands de l'Est reviennent ensuite chez eux, mais il n'y a pas de jugement, on n'explique pas ce qu'il faut penser. C'est ainsi et c'est tout, c'est la réalité et cette réalité n'a pas fini d'étonner les Soviétiques, car lorsqu'on en arrive à l'anniversaire de la révolution, ce qui est traité en long et en large, ce n'est pas le défilé officiel de la place Rouge, mais la manifestation alternative qui se tenait à dix minutes de là.

« Mais vous qui êtes communiste... »

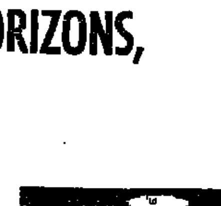
On voit et entend le député Gdlian appeler à *« descendre par millions dans les rues »* pour défendre la démocratie. On voit les banderoles (pas les plus incisives, mais tout de même). On voit tout cela et encore l'anniversaire de la révolution a Stepanakert, la capitale administrative du Haut-Karabakh. Jugez vous-mêmes, dit en substance l'animateur, et dans un épais brouillard apparaissent sur l'écran de jeunes appelés répondant mécaniquement : *« Houra ! »* aux officiers que leur souhaitent : *« Bonne fête ! »* Au loin, quelques passants observent, silencieux, bardés de mépris. C'est grotesque, c'est poignant, extrêmement violent au bout du compte, mais voilà déjà la Moldavie en crise, les Parlements baltes en session, M. Jivkov qui s'en va, un « contre-révolutionnaire » d'hier, le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, qui s'adresse gravement à ses compatriotes et voilà surtout les porte-parole des mineurs grévistes de Vorkouta.

Ils sont interviewés en duplex, bien peignés, bien cravatés, mais très remontés aussi, et ils expliquent que, non, ils n'arrêteront pas leur mouvement avant d'avoir obtenu *« autre chose que des promesses »*. *« Mais vous qui êtes communiste*, demande à l'un d'eux le présentateur, *ça ne vous gêne pas de demander l'abrogation de l'article 6 de la Constitution ? »*

L'article 6, c'est celui qui réserve le « rôle dirigeant » au parti, et s'instaure ainsi, à la plus grande heure d'écoute, entre deux membres du parti, un mineur et un journaliste, une discussion sur la clé de voûte des systèmes communistes. Au passage, un scoop : le prochain ministre de la culture devrait être le directeur du théâtre d'avant-garde de la Taganka, M. Anatoli Goubenko.

BERNARD GUETTA

A CHAQUE FOIS QUE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE VERS DE NOUVEAUX HORIZONS, BOEHLER EST A BORD.



BOEHLER fournit pour l'Airbus, plus de 100 pièces de précision fabriquées à partir d'aciers fins.

Si vous prenez souvent l'avion, alors BOEHLER vous est familier car, dans le monde entier, les avions de lignes modernes ont recours à des pièces de sécurité fabriquées par BOEHLER.
Pour l'Airbus, par exemple, nous avons développé, en étroite collaboration avec les industries européennes aéronautiques de pointe, plus de cent pièces vitales pour les trains d'atterrissage, voilures ou réacteurs.
Des pièces matricées de précision, conçues pour répondre aux sollicitations extrêmes des avions modernes.
Des pièces de sécurité fabriquées à partir de super-alliages ou des aciers les plus fins.
Seule la synergie d'une technologie ultra-moderne et d'un contrôle-qualité sans faille nous permet de garantir la haute fiabilité de nos produits.
Fiabilité nécessaire et indispensable à l'industrie aéronautique internationale.
Quel que soit le moyen de transport utilisé, vous pouvez vous confier à BOEHLER. Et si un jour, vous devez décoller vers de tout autres horizons, BOEHLER travaille aussi pour l'industrie spatiale.

ACIERS FINS
BÖHLER
POUR LES MEILLEURS DU MONDE

Boehler Aciers Spéciaux S.A.R.L. 13, rue Montgolfier. F-93115 Rosny-sous-Bois. Tél. (1) 45.28.91.24. Fax: (1) 48.55.04.92

Böhler Ges. m.b.H., Mariazeller Straße 25, A-8605 Kapfenger. Tél. (1943/3862) 20-0. Fax: (1943/3862) 20-7561

ENTRE LA RDA ET LA RFA

le monde

Unis de contribuer, si Moscou le veut, à améliorer l'économie soviétique.

« *Un retour en arrière est possible mais peu vraisemblable* », a estimé le secrétaire d'Etat américain James Baker, à propos des événements de RDA, dans une interview publiée samedi par le *Washington Post*. A propos des Soviétiques, M. Baker a affirmé : « *Nous leur avons fait savoir que tout retour en arrière ou usage de force répressive créerait des problèmes dans nos relations et qu'il nous faudrait y répondre* ». Le secrétaire d'État a, par ailleurs, déclaré qu'il était « *prématuré* » de soulever la question de la réunification de l'Allemagne.

A Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, a affirmé vendredi que l'ouverture de la frontière est-allemande est un « *symbole fondamental* » et doit conduire à d'autres réformes, dont l'organisation d'élections libres en RDA. Pour M. Wörner, ancien ministre ouest-allemand de la défense, « *la fin de la division de l'Allemagne et de l'Europe a franchi une étape supplémentaire* ».

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a indiqué qu'il souhaitait que la question allemande soit le thème central du sommet de la Communauté européene qui se tiendra les 8 et 9 décembre prochain à Strasbourg. Au cours d'une conférence de presse, M. Kohl a affirmé qu'il avait fait cette proposition, par téléphone, au président Mitterrand.

A Dresde, M. Hans Modrow, futur premier ministre de RDA, a lancé samedi soir un avertissement au chancelier Kohl contre toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la RDA, notamment en ce qui concerne la date des élections.

LONDRES : Mme Thatcher incite les Européens à la plus grande prudence

Mme Thatcher a manifesté sa joie devant la chute du mur de Berlin, mais a demandé à y voir plus clair avant de donner son aval à une réunification rapide de l'Allemagne. Elle a incité ses partenaires de l'OTAN et de la CEE à la plus grande prudence dans cette affaire, lundi 13 novembre, dans son discours annuel à l'hôtel de ville en présence du lord maire de Londres.

LONDRES

de notre correspondant

Il semble que le premier ministre britannique veuille profiter de l'occasion pour donner une leçon supplémentaire à M. Jacques Delors. Le président de la commission européenne avait indiqué dimanche à Bruxelles qu'il n'excluait pas l'entrée de la RDA dans la Communauté, mais que c'était aux Allemands de l'Est de décider. Cette remarque est jugée inepte par la « Dame de fer », en tout cas prématurée. Elle estime que l'OTAN est un cadre plus approprié que la CEE pour discuter de l'avenir de l'Allemagne.

Le vieux clivage surgit donc avec une force nouvelle : Mme Thatcher considère que son pays est d'abord lié aux Etats-Unis et à certains pays du continent dans une alliance militaire. Elle n'attribue qu'un rôle très limité aux institutions européennes en matière de relations Est-Ouest. Bref, M. Delors n'a pas à se mêler de grande politique.

Cette divergence de fond risque de rendre plus animé encore que *prévu le prochain sommet* européen, le 8 décembre à Strasbourg. Mme Thatcher y défendra l'idée qu'il ne faut pas brûler les étapes dans la réponse à apporter aux événements en RDA. Elle mettra surtout l'accent sur le fait que la Communauté devrait s'occuper un peu moins de ce qui ne la regarde pas et un peu plus de promouvoir le libéralisme dans les échanges économiques, ce qui est selon elle sa véritable vocation.

Cette prudence n'exclut pas le sentiment joyeux d'avoir contribué, au même titre que M. Gorbatchev, croit-elle, aux changements spectaculaires qui bouleversent l'est de l'Europe. Mme Thatcher est en effet persuadée que sa « révolution » conservatrice, vieille de dix ans, a joué un grand rôle dans ce qui se passe actuellement.

Au cours d'une conversation téléphonique d'une vingtaine de minutes avec le chancelier Kohl pendant le week-end, elle a qualifié la chute du mur de Berlin de « *grand jour pour la liberté* » et est convenue avec son interlocuteur, qui avait pris l'initiative de l'appeler, qu'ils devaient rester l'un et l'autre en contact personnel étroit dans les semaines qui viennent.

Pour ces deux leaders qui ne s'apprécient guère, il s'agirait d'une innovation. Mais l'essentiel est ailleurs. M. Kohl avait éprouvé le besoin de rendre compte à Mme Thatcher de la situation. La Grande-Bretagne maintient soixante mille soldats en RFA, et la « Dame de fer » a immédiatement rappelé leur existence, même s'il s'agit d'un geste humanitaire, en proposant d'accueillir des réfugiés est-allemands dans leurs casernements.

Attendre et voir

Mme Thatcher a également commenté l'événement devant les caméras de télévision : « *J'ai éprouvé la même joie que n'importe qui. De telles scènes vous font comprendre qu'on ne peut étouffer la liberté.* » Mais la prudence l'emporte de loin sur l'allégresse. Le premier ministre estime qu'il faut procéder pas à pas, et s'employer à ce que les citoyens de RDA bénéficient de tous leurs droits politiques avant d'envisager la réunification. Elle rend chaleureusement hommage à M. Gorbatchev « *sans lequel rien de tout cela ne serait arrivé, car c'est grâce à son courage et à son imagination visionnaire que la liberté a commencé à grandir à partir de l'Union soviétique* ».

Le nouveau secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a indiqué lui aussi qu'il ne pensait pas que la réunification de l'Allemagne était envisageable dans l'immédiat. Pour les diplomates de sa Gracieuse Majesté, le sujet n'est pas d'actualité, et il faut éviter qu'il ne le devienne dans des forums jugés inadéquats. On en parlera plus tard. L'idée qu'il faut attendre et voir ne surprendra pas de la part des Britanniques. Les travaillistes ne disent d'ailleurs pas autre chose que Mme Thatcher.

DOMINIQUE DHOMBRES

JÉRUSALEM : le spectre de la réunification

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Depuis deux ans, rarement événement de politique étrangère aussi éloigné du conflit proche-oriental aura été autant couvert par les médias israéliens : la brèche ouverte dans le mur de Berlin et, surtout, l'hypothèse d'une éventuelle réunification de l'Allemagne barrent la « une » des journaux et suscitent des commentaires, où dominent inquiétude et appréhension.

Dans un pays dont la naissance fut intrinsèquement liée aux drames de la deuxième guerre mondiale, la plupart des commentateurs s'interrogent moins sur la dérive des Allemands de l'Est vers les valeurs de la démocratie que sur la possible reconstitution de l'unité allemande. Pour toute une génération d'Israéliens, c'est une perspective qui est appréciée à l'aune d'une mémoire meurtrie.

Recueillant quelques réactions de l'homme de la rue, Kohl Israël enregistrait des sentiments pour le moins réservés. A la télévision, M. Gershom Shoken, héritier d'une grande famille de juifs allemands et directeur du plus influent journal du pays, le quotidien Haaretz, mettait en garde : « *La réunification de ce peuple, alors que l'Allemagne est loin d'être dénazifiée, permettrait la résurgence d'une puissance économique colossale de prés de quatre-vingts millions d'habitants – ce serait trop dangereux.* »

Dimanche 12 novembre, la plupart des éditorialistes développaient le même thème, à quelques nuances près. « *Ceux qui parlent d'une réunification prennent le risque énorme de voir le peuple allemand se bercer à nouveau de l'illusion qu'il est capable de détruire le monde* », écrit crûment le populaire *Maariv* ; plus modéré, le commentateur du *Yedioth Aharonot* ajoute : « *En tant que juifs et en tant qu'Israéliens, nous sommes sommés de suivre ces événements avec lucidité et, contrairement à beaucoup d'autres* [qui se félicitent de l'ébranlement du mur de

Berlin], *nos sentiments sont mélangés.* »

Si tel universitaire relevait que « *l'Europe n'est plus la même* », que « *les Allemands ont profondément intégré l'Holocauste dans leur mémoire collective et ont eux-mêmes peur de leur propre force* », le directeur du Musée de la diaspora, l'historien Elie Ben Gal, nous parlait, en revanche, de ce qu'il ressentait comme « *une catastrophe et la remise en cause de la victoire de 1945* ».

Le profil était plus bas, les commentaires nettement moins passionnés dans les milieux officiels – ou l'attention est beaucoup plus portée sur les Etats-Unis et les évolutions de la politique américaine à l'égard d'Israël. Certains reprochent même au gouvernement son indifférence – relative – pour les évolutions en cours en Europe. Le député Sheva Weiss réclamait un débat au Parlement sur les événements d'Allemagne.

Si les relations avec la RFA ont été renouées en 1964 – au prix, d'ailleurs, d'une crise de conscience doublée d'une crise politique à Jérusalem, – ce n'est pas le cas avec la RDA, qui n'a jamais accepté de verser des compensations aux victimes de la Shoah.

ALAIN FRACHON

PÉKIN : mutisme

PEKIN

de notre correspondant

Les Chinois qui écoutent les radios étrangères avaient, lundi 13 novembre, l'impression de vivre sur une autre planète : pour le PC le plus nombreux du monde, il ne s'est rien passé de notable à Berlin ce week-end.

Ni le *Quotidien du peuple* ni le petit écran n'ont évoqué les scènes de destruction du mur. Jamais, depuis la révolution culturelle, la presse n'avait servi à son public, sur l'actualité mondiale, un mensonge par omission si énorme. Ce mutisme est le signe le plus sûr des divergences suscitées par les bouleversements intervenus en Europe de l'Est au sein de l'appareil chinois.

La RDA de M.Honecker avait applaudi à l'intervention de l'armée contre l'agitation à Pékin. Seul le quotidien *Clarté*, destiné aux intellectuels, a publié un petit reportage sur Berlin – fort discret – remontant à jeudi dernier. L'envoyé spécial du journal décrivait le passage des Berlinois de l'Est à l'Ouest en illustrant son propos par un cas de figure hautement hypothétique : « *Pour un Allemand de l'Ouest qui désire passer à l'Est, il faut obtenir un visa dans un commissariat. En sens inverse, il n'en est rien* ».

En revanche, Pékin a confirmé que le « Grand Leader » nord-coréen, M. Kim Il-sung, avait effectué une visite « *non officielle* » dans la capitale chinoise du 5 au 7 novembre. Les discussions se sont déroulées « *dans une atmosphère extrêmement cordiale et amicale* » et les deux pays ont « *atteint une opinion identique* » : ils ont exprimé « *leur détermination à persister dans le rôle prédominant du PC et dans la voie socialiste* ». Voilà donc la Chine, qui avait commencé il y a quelques mois à prendre ses distances envers la Corée du Nord, rabibochée avec son voisin par la volonté de resserrer les rangs entre pays « du camp des durs ».

F. D.

Le Japon va accroître son aide à l'Europe de l'Est

M. Iakovlev, deuxième personnage du PC soviétique et proche de M. Gorbatchev, est arrivé, dimanche 12 novembre à Tokyo, à la tête d'une délégation parlementaire. On estime dans la capitale japonaise que cette visite devrait permettre « *une meilleure compréhension réciproque* » entre les deux pays.

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon sort lentement de l'attentisme qu'il a observé jusqu'à présent à l'égard de l'Europe de l'Est. La visite prévue pour le début de l'année prochaine du premier ministre Kaifu, en Hongrie et en Pologne, et plusieurs projets d'aide financière à ces deux pays en sont symptomatiques. Les pressions américaines et le souci des Japonais de participer à l'effort collectif occidental pour soutenir le mouvement de démocratisation de l'Europe orientale ne sont pas étrangers à cette évolution.

L'éloignement géographique, la guerre froide et ses séquelles sont les raisons généralement invoquées pour expliquer le faible intérêt du Japon pour l'Europe de l'Est. La passivité de ces derniers mois a d'autres causes : pris de cours par l'effervescence survenue dans le camp soviétique et incertain sur l'interprétation à leur donner, le Japon s'est trouvé dans une position moins favorable que ses alliés pour prendre des initiatives, souligne-t-on au ministère des affaires étrangères. Alors que les Etats-Unis avaient déjà entamé un dialogue stratégique approfondi avec l'URSS, la marge de manœuvre japonaise demeurait plus étroite étant donnée l'impasse des pourparlers avec Moscou, bloqués par la question des quatre îles Kouriles du sud occupées par les Soviétiques depuis 1945.

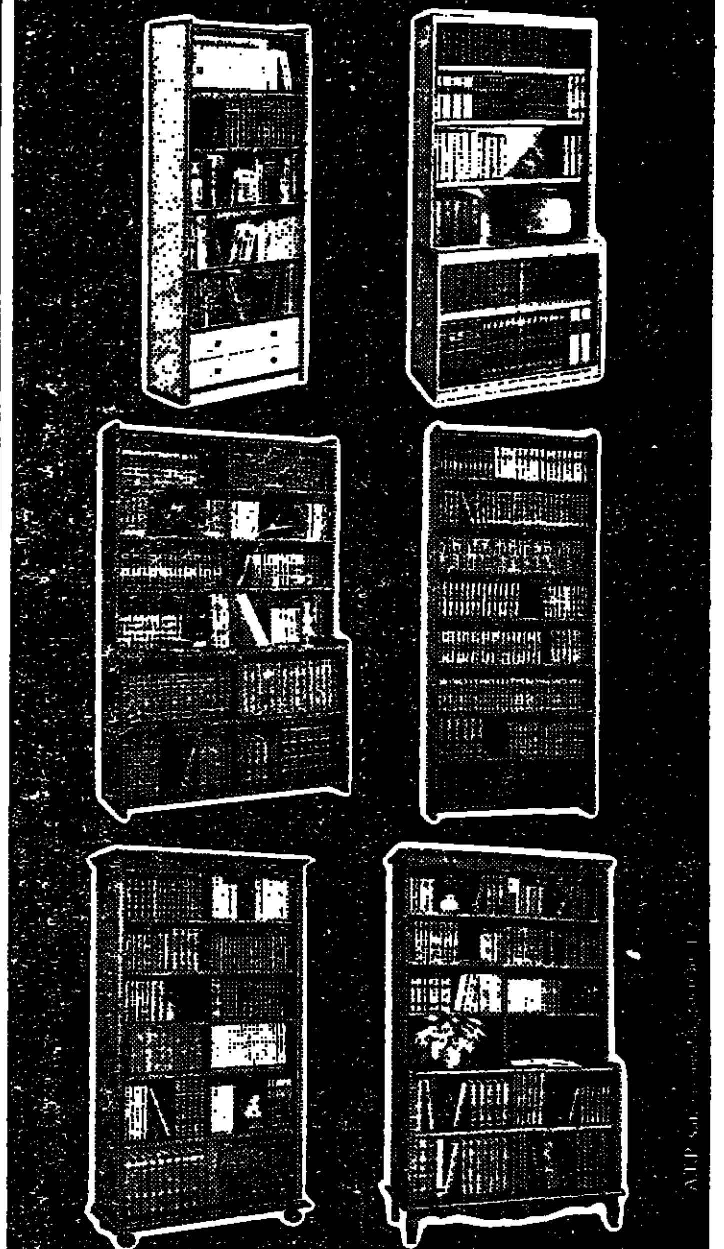
L'assistance économique du Japon se développera à trois niveaux. D'une part, il va bientôt annoncer le montant de sa participation (vraisemblablement 100 millions de dollars) au fonds commun occidental destiné à la Pologne. Sur le plan bilatéral, Tokyo prévoit 80 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence à Varsovie et se propose d'accueillir dès l'an prochain plusieurs centaines de stagiaires hongrois et polonais.

Tokyo a accepté un rééchelonnement de la dette polonaise (56 milliards de yens). Nissan envisage de conclure un accord avec la Hongrie pour la fabrication de dix mille moteurs Diesel par an, et Suzuki négocie la production d'automobiles; Daihatsu compte s'implanter en Pologne.

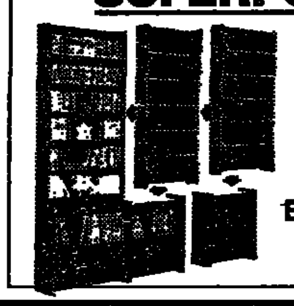
PHILIPPE PONS

La maison des BIBLIOTHEQUES
61, RUE FROIDEVAUX PARIS 14e
ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47
VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers Tél. 39 53 66 09

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,



SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.

14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs... et prix.

23 magasins exclusifs en France (liste jointe au catalogue)

NOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
TEL PROFESSION

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR ☎ 24 h/24 : (1) 43.20.73.33
MO 56

هكذا من الأصل

L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES ENTRE LA RDA ET LA RFA

Les réactions en France

M. Georges Marchais réaffirme que le bilan des pays de l'Est est « globalement positif »

Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 12 novembre, M. Georges Marchais a affirmé que *« la journée de vendredi a été pour nous une journée de joie, ce fut une journée historique pour la RDA, historique pour le peuple allemand, historique pour la cause du socialisme »*. Le secrétaire général du PCF a souligné que les pays de l'Est connaissaient une *« crise de développement »* contrairement aux pays capitalistes frappés par une *« crise du système »*.

M. Georges Marchais, qui était dimanche 12 novembre l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », a maintenu que le bilan des pays de l'Est est *« globalement positif »*, selon l'expression qu'il avait employée en 1979. Selon le secrétaire général du PCF, *« le socialisme a supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme, a résolu des problèmes comme la faim, l'analphabétisme, le sous-développement. Il a permis des avancées dans les domaines du sport, de la culture, et, à un pays comme l'URSS, de se doter d'une industrie et d'une agriculture modernes, malgré toutes les insuffisances »*.

A tout cela, M. Marchais ajoute les initiatives prises par M. Gorbatchev en matière de désarmement. Quant aux libertés, il a ajouté : *« Là-bas, ce n'est pas l'enfer. Certes, il y a des insuffisances, mais il y a eu les crimes du stalinisme et il faut tenir compte de toutes les évolutions réalisées depuis 1917. »*

Le secrétaire général du PCF affirme que la *« crise »* qu'affronte actuellement le socialisme est une *« crise de développement »* et qu'en revanche *« la crise du capitalisme, elle, est une crise du système ». « Le capitalisme ne se remet pas en cause*, estime-t-il. *Le socialisme, lui, est en train de se remettre en cause pour revenir à ce que doit être une société socialiste moderne, de notre époque : voilà la différence entre capitalisme et socialisme.* (...) *Vous dites que nous sommes morts. Vous avez tort. Historiquement vous vous trompez. »*

M. Marchais, qui s'est *« profondément »* réjoui de ce qui se passe en Allemagne de l'Est – la journée de vendredi a été *« historique pour la cause du socialisme »*, dit-il, – affirme que *« les modifications qui interviennent actuellement dans les pays socialistes, notamment en Union soviétique, vont tout à fait dans le sens »* de la conception qu'ont les communistes français du socialisme. Il remarque que le PCF a depuis quinze ans une *« divergence de fond »* avec l'Union soviétique et l'ensemble des pays socialistes sur leur *« méconnaissance persistante »* de la démocratie.

M. Marchais a affirmé que lors de leur récente rencontre à Moscou, M. Gorbatchev avait regretté que les communistes soviétiques n'aient pas tenu compte *« des observations, des critiques qui furent formulées par des apartis communistes des pays capitalistes »*. M. Gorbatchev et lui ont *« convenu facilement »*, a-t-il ajouté, que la perestroïka *« est la mise en cause profonde d'un certain nombre de principes dans l'ensemble des pays socialistes »*.

M. Krenz responsable

Interrogé sur les revendications d'indépendance exprimées dans certaines Républiques soviétiques, M. Marchais s'y est déclaré favorable à condition qu'une majorité le demande : *« Il faut reconnaître le droit à l'autodétermination. »* M. Marchais estime cependant que ces Républiques ne sont pas prêtes à se détacher de l'Union, parce que, *« sans exception, elles ne peuvent pas vivre sans l'URSS, et elles le savent »*.

M. Marchais a accusé M. Egon Krenz d'être en partie responsable du non-respect, en RDA, du *« centralisme démocratique »*. Pour ce qui concerne le PCF, il a mis *« au défi quiconque de trouver une faille dans le fonctionnement démocratique »* de cette formation, *« de trouver un exemple où on n'aura pas respecté les congrès, où les congrès n'auront pas été préparés démocratiquement, où les dirigeants n'auront pas été élus à bulletins secrets, où le comité central n'aura pas été réuni régulièrement* (...) *et de même pour le bureau politique* (...). *On voudrait accréditer l'idée que la direction du PCF, avec Georges Marchais, est arc-boutée à sa table parce qu'elle ne veut rien changer. Comme si, depuis près de vingt ans, nous n'avions pas cessé d'apporter des modifications profondes, stratégiques, à la fois à nos objectifs, à notre politique, à notre pratique politique, à la vie du parti »*.

Evoquant enfin l'attitude de MM. Rigout et Fiterman, M. Marchais a estimé que, sous couvert de perestroïka, les anciens ministres veulent en fait instruire un « procès » contre le secrétaire général de leur parti.

□ **M. PIERRE JUQUIN :** ***« Pour moi la boucle est bouclée ».*** – M. Pierre Juquin, ancien porte-parole du PCF, parti dont il a été exclu, a estimé, dimanche 12 novembre, que la disparition du mur de Berlin est un *« événement historique »* qui consacre sa *« rupture avec le communisme stalinien »* et qui signifie que, pour lui, *« la boucle est bouclée »*.

□ **M. MARCEL RIGOUT :** ***« Une maison commune en France ».*** – M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste qui a donné sa démission du comité central au début 1987 et qui est un des dirigeants des opposants « reconstructeurs », a affirmé, dimanche 12 novembre en Haute-Vienne, que *« les événements de RDA montrent la nécessité de construire en France une maison commune habitable par tous les communistes, avec ou sans carte »*.

De 1961 à 1989

Dans une déclaration publiée le 17 août 1961 (la construction du mur de Berlin remonte au 13 août), le bureau politique du PCF, dont Maurice Thorez était alors le secrétaire général, affirmait : *« L'intérêt de la France n'est pas de favoriser les revanchards qui rêvent de détruire la République démocratique allemande, en pleine expansion économique et sociale, afin d'étendre à toute l'Allemagne la domination des hommes des trusts et du militarisme »*.

Quant à *l'Humanité* du 14 août, elle écrivait, sous la signature d'Yves Moreau : *« Il y a tout lieu de se féliciter des mesures prises par la RDA. Tant mieux si, grâce à elle, les hommes de la guerre sont moins libres d'agir que par le passé ! »*

Dimanche 12 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Marchais, après avoir précisé qu'il n'avait pas relu les documents de l'époque, a déclaré : *« 1961, c'était la période de Nikita Khrouchtchev. Ce n'était donc pas une époque de tension internationale, mais au contraire de détente (...). En ce qui concerne le mur de Berlin, le motif avancé était d'ordre économique »*.

Le dernier des Mohicans

Suite de la première page

Le secrétaire général faint d'ignorer que ce qui se passe en Hongrie, en Pologne, en RDA et jusqu'en Union soviétique est une remise en cause profonde, sinon un abandon, de tous les principes directeurs du communisme tels qu'ils ont été appliqués en URSS et dans les pays socialistes.

Entendre M. Marchais réaffirmer, sans l'ombre d'un doute, son attachement au *« bilan globalement positif »* des pays de l'Est, qui, malgré tout, se seraient réformés bien plus rapidement s'ils avaient écouté les conseils prodigués par les dirigeants du PCF, ne peut faire illusion que dans un parti qui n'a pas de mémoire et donc peut-être plus d'avenir.

C'est là un des problèmes essentiels du Parti communiste en France : il paraît impossible à réformer car aucun débat idéologique n'a pu se développer en son sein. Non pas seulement à cause d'un fonctionnement tel qu'il autorise périodiquement ses dirigeants à se réfugier derrière une date-clé pour soutenir que *« le débat »* a déjà été tranché, mais aussi parce que le parti lui-même n'a plus d'idéologie.

Le drame du secrétaire général

La perestroïka provoque dans des partis communistes sectaires ou groupusculaires, comme les PC portugais ou ouest-allemand, , de vrais débats de fond, où les « brejnéviens » affrontent ouvertement les « gorbatchéviens », et vice versa ; mais elle entre dans le PCF comme dans un ventre mou. L'hémorragie militante de la fin des années 70 et du début des années 80 n'est pas étrangère à cette situation. Le remplacement de cadres sérieusement formés et parfois très attachés au modèle soviétique par de jeunes adhérents à la culture politique incertaine et ne considérant pas l'Union soviétique comme une référence facilite grandement la tâche de M. Marchais.

Le plus étrange sans doute est que le PCF, sous l'impulsion de ce secrétaire général, n'est pas resté immobile au cours des deux dernières décennies. Deux faits prouvent même qu'il a tenté de s'évader de la gangue archaïque que, bien avant lui, le PC italien, plus visionnaire, avait déjà quittée : le programme commun de gouvernement de la gauche et la participation gouvernementale. Ces deux éléments d'une « perestroïka à la française » avant l'heure soviétique sont aujourd'hui décrits par les amis de M. Marchais comme les contre-exemples de ce que doit faire le PCF, donc de ce que doit être *« le socialisme aux couleurs de la France »*. Le secrétaire général n'a eu de cesse, autant après la rupture du programme commun en 1977 qu'après la fin de la participation gouvernementale en 1984, d'aller se réfugier dans les bras des Soviétiques, parés pour l'occasion d'ébouissantes vertus.

Le drame de M. Marchais est que son crédit est sans doute épuisé, mais que personne n'émerge dans la direction du parti pour redonner un semblant de vie à une formation qui risque dans les prochains mois de voir remettre radicalement en cause ses dernières certitudes.

OLIVIER BIFFAUD

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Giscard d'Estaing demande une réunion extraordinaire des Douze avant la rencontre Bush-Gorbatchev

L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing a demandé, dimanche 12 novembre, la convocation d'un conseil européen extraordinaire avant le sommet Bush-Gorbatchev des 2 et 3 décembre *« car il n'est pas acceptable que la première analyse sur les événements* (de Berlin) *soit le fait des Américains et des Soviétiques et non des Européens »*.

M. Giscard d'Estaing a demandé à M. François Mitterrand, président en exercice du conseil européen, de convoquer ce sommet *« très vite »* pour qu'il puisse ensuite présenter à MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Malte *« les conclusions de ce conseil »* au cours duquel il souhaite que la CEE prenne un certain nombre d'engagements à l'égard des pays de l'Est.

Au cours de l'émission de radio « Le Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Giscard d'Estaing a souligné qu'il fallait que MM. Bush et Gorbatchev *« reconnaissent qu'en ce qui concerne l'Europe, il n'y a plus deux superpuissances, il y en a trois ». « On ne peut plus parler de l'Europe sans l'Europe »*, a-t-il ajouté.

Selon M. Giscard d'Estaing, les Douze devraient à cette occasion :

– réaffirmer leur *« engagement commun d'accélérer l'union de la Communauté, reconnue comme une priorité absolue »* ;

– s'engager en commun *« à ne pas remettre en question les engagements du pacte Atlantique* ;

– s'engager en commun *« à respecter les frontières actuelles en Europe et s'engager ensemble à ne pas les remettre en question* ;

– *« reconnaître que nous avons une communauté de destin avec les Européens de l'Est, c'est-à-dire, sans doute, les Allemands de l'Est, mais aussi les Polonais, les Hongrois et tous ceux qui choisiront de partager nos valeurs. Cela veut dire que nous indiquerions que nous nous engageons à accepter dans la Communauté les pays de l'Est, c'est-à-dire, éventuellement, la RDA, la Pologne, la Hongrie, peut-être d'autres qui en feront la demande, qui en accepteront les règles à la fois politiques, droits de l'homme et économiques, et qui, en même temps, ne feront pas partie d'une organisation militaire différente de la nôtre »* ;

– *« Enfin, ce conseil européen exceptionnel devrait prévoir l'engagement européen d'une aide massive et coordonnée, au niveau de la Commission européenne, avec ceux des pays de l'Est qui optent pour l'économie de marché. »*

Les réserves de M. Delors

Au cours de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, a estimé, le même jour, qu'un conseil européen extraordinaire n'était pas nécessaire avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze prévue à Strasbourg pour les 8 et 9 décembre.

Se prononçant pour le droit à l'autodétermination du peuple allemand, M. Delors a notamment affirmé : *« Enfin les Européens s'occupent des Européens alors que, pendant quarante ans, par le décret de Yalta, ils subissaient »*.

Il a aussi estimé que la réunification allemande n'était pas *« pour demain »*, précisant qu'il n'en avait pas peur *« à condition que les Allemands l'aient décidée eux-mêmes ». « C'est logique et souhaitable »*, a-t-il dit, sans toutefois se prononcer sur la forme que cette réunification pourrait prendre.

□ **M. Alain Madelin : *« La réunification de l'Europe. »*** – *« Ce qui est en jeu*, a affirmé M. Alain Madelin, dans le *Journal du Dimanche* du 12 novembre, *ce n'est pas la réunification de l'Allemagne, c'est la réunification de l'Europe. »* Le vice-président du Parti républicain a déploré *« la relative inertie du gouvernement français et de la présidence française. L'engagement de la France et de l'Europe ne sont pas à la hauteur de notre obligation historique »*, a-t-il conclu.

□ **M. Michel Noir : *« La rencontre Bush-Gorbatchev n'est plus possible. »*** – M. Michel Noir, maire de Lyon, a estimé, samedi que *« la rencontre Bush-Gorbatchev n'est plus possible en l'état* [...] *il faut* [qu'elle] *ait lieu ailleurs que sur un bâteau de guerre, entre Européens, Américains et Soviétiques, pour parler de cette Europe qui a fait le choix de la liberté »*. M. Noir s'est enfin étonné que la France *« n'ait pas encore convoqué un Conseil européen spécial »*.

□ **Une délégation du PS à Berlin.** – Une délégation du Parti socialiste conduite par M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national, chargé des relations internationales, et M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du parti, s'est rendue, samedi 11 novembre, à Berlin où elle a eu des entretiens avec des responsables à l'Ouest et à l'Est ; elle y a notamment rencontré des groupes d'opposition dont les représentants du nouveau Parti social démocrate est-allemand (SDP).

Le SPD ouest-allemand a demandé l'admission du parti est-allemand au sein de l'Internationale socialiste, qui doit examiner la question lors de la réunion de ses dirigeants à Genève à la fin du mois. *« Nous verrons bien »*, déclarait M. Guidoni, dimanche soir, au retour de la délégation du PS à Paris.

La réunion « quadrangulaire » de Budapest

Les limites d'une coopération basée sur un passé révolu

Les ministres des affaires étrangères et les vice-premiers ministres de la Hongrie, de l'Italie, de la Yougoslavie et de l'Autriche se sont rencontrés pendant quarante-huit heures à Budapest pour dégager de nouvelles sphères de coopération.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« Je n'exclus pas du tout que l'éventuelle réunification des deux Allemagnes puisse être le prélude au démantèlement des deux grandes alliances militaires. » M. Gyula Horn, ministre hongrois des affaires étrangères, ne tenait pas plus que ses trois homologues italien, yougoslave et autrichien à commenter à chaud les événements de Berlin. Mais on était le samedi 11 novembre 1989, et, au regard de l'Histoire, cette date ne pouvait souffrir le silence.

« Peut-être la réunification aura-t-elle lieu, poursuivit donc M. Horn, *mais il reste un long chemin à parcourir. Il faudra des garanties internationales pour d'éventuelles et nouvelles frontières. »* Le lendemain, dimanche 12 novembre, M. Peter Medgyessy, vice-président du conseil des ministres hongrois, allait à son tour enfoncer le clou : *« Dans un monde changeant comme celui d'aujourd'hui*, affirmait-il, *la logique des blocs ne peut pas ne pas être touchée. Nous pensons que la méthode de coopération* [à l'intérieur du pacte de Varsovie] *ne peut pas non plus demeurer ce qu'elle est. »* Mais, pour l'un comme pour l'autre, même si les choses vont vite, on n'en est pas encore là. En attendant, *« il est important*, reprit M. Horn, *de ne pas déstabiliser la RDA, et l'Allemagne fédérale l'a compris »*.

Grosso modo, M. Gianni De Michelis, son homologue italien, confirma ce point en révélant que, samedi matin, le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans Dietrich Genscher, lui avait téléphoné à Budapest pour, lui et les autres, les remercier de ce qu'ils avaient fait et dit concernant les événements berlinois de cette semaine. Selon le ministre italien, M. Genscher a également souligné dans cet entretien le rôle positif joué par Moscou au fil des événements. Et puis, presque incidemment dirait-on, le ministre allemand a félicité les participants à cette première conférence dite de l'*« initiative quadrangulaire »*.

Un pays membre du pacte de Varsovie (la Hongrie), un autre lié à l'OTAN (l'Italie), un non-aligné (la Yougoslavie) et un neutre (l'Autriche), c'est la première fois depuis quarante ans, souligna M. Horn, que quatre pays de ce type décident de se réunir et de coopérer. Comment donner une substance concrète à une initiative conjointe entre quatre Etats, certes voisins, mais réunis beaucoup plus par leur passé commun, à l'ombre de l'empire austro-hongrois, que par un présent éminemment disparate ? Tel était l'objet de cette première et double rencontre officielle – au niveau des ministres des affaires étrangères samedi, puis des vice-premiers ministres dimanche.

Ambitieux projets largement déçus

La partie hongroise avait des idées concrètes sur la question. L'un des objectifs de cette *« nouvelle forme de coopération en Europe centrale »*, pouvait-on lire à la première page du document préparé par Budapest, *« est de démolir le mur idéologique, politique, économique qui divise l'Europe (...) et de créer une Europe unie »*. D'où la mesure symbole préconisée par l'ex-parti communiste de Hongrie de créer une *« zone de confiance »* en Europe centrale, en faisant reculer les forces armées de chacun des quatre pays de 50 kilomètres à l'intérieur de leurs frontières respectives. Mais les Italiens ont fait savoir que les questions liées au désarmement devaient être traitées ailleurs, et notamment à Vienne.

Ambitieux projets largement déçus, il faut bien le dire, à l'issue de quarante-huit heures de conférence. La « déclaration commune » de Budapest fait certes référence au souhait des signataires *« de promouvoir le processus d'une plus grande unité de l'Europe »*. Mais la liste des sphères de coopération envisagée par les signataires est, pour les stratèges au moins, d'une affligeante banalité (transports, environnement, culture, éducation, industrie, tourisme, etc.). On ne saura que plus tard, au fil des prochaines réunions, à quoi servira concrètement cette initiative quadrangulaire.

PATRICE CLAUDE

URSS

M. Gorbatchev vante les mérites de la « nouvelle pensée » soviétique

Moscou

de notre correspondant

La *Pravda* s'est enrichie, lundi 13 novembre, d'un nouveau collaborateur, M. Gorbatchev, qui signe en pages intérieures un article à la gloire de Jawaharlal Nehru. Le prétexte de cette démarche totalement inhabituelle est le centième anniversaire de la naissance du disciple de Gandhi, mais le message que fait passer là le secrétaire général du Parti communiste soviétique est clair.

M. Gorbatchev s'identifie en effet – et le proclame – à ce *« patriote ardent et batisseur de l'Inde moderne à qui il est revenu de mener sur la voie de l'indépendance et du progrès ce gigantesque pays aux multiples facettes, de le transformer en une grande puissance moderne, jouissant, à juste titre, d'un grand respect au sein de la communauté internationale »*.

Comme s'il ne suffisait pas de remplacer « inde » par « URSS » pour comprendre, M. Gorbatchev enfonce d'ailleurs le clou en indiquant qu'il a lu Nehru, *« penseur et homme politique »* qui a *« largement contribué à définir son temps*, (qui) voyait plus clair que nombre de ses contemporains, (savait) *s'élever au-dessus des intérêts nationaux étroits* (et) *agir sur la base de principes conformes à ce que nous appelons aujourd'hui la nouvelle pensée politique »*.

La *« nouvelle pensée »* c'est, on le sait, le gorbatchévisme et M. Gorbatchev d'insister sur la vanité de la force militaire. *A* l'ère nucléaire et cosmique, l'obligation *« de retenue, de tolérance* (et) *de pourparlers »* entre Etats à régimes sociaux différents, sur la nécessité de *« remplacer l'équilibre de la force et de la peur »* par celui de *« la confiance mutuelle et du désarmement, nucléaire en premier lieu »* et sur la « signification prioritaire » enfin, de l'*« étroit lien entre morale et politique »*.

Nehru, affirme tout de même, M. Gorbatchev, reconnaissait l'*« énorme influence »* qu'avaient eu sur lui Lénine et la révolution d'Octobre. Les apparences et la filiation sont ainsi sauves, mais les lecteurs de la *Pravda* savent désormais que le Lénine du secrétaire général est celui qu'avait lu Nehru.

En fait de communisme, c'est à peu près aussi orthodoxe que le pape où l'Internationale socialiste.

B.G.

DIPLOMATIE

La visite du chancelier Kohl en Pologne

Retrouvailles à l'ombre de la croix

L'accolade fut brève, un peu froide même, mais l'important était que le monde entier pût voir le premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl se donner le « baiser de paix » à l'issue de la messe célébrée dimanche 12 novembre à Krzyzowa, Basse-Silésie.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Un autel avait été dressé devant le domaine ayant appartenu jadis à la famille prussienne des von Moltke, à l'époque où Krzyzowa s'appelait encore Kreisau. En 1944, ce domaine avait été le lieu de réunion du « Cercle de Kreisau », un groupement d'opposants à Hitler, dont le principal animateur, le comte Helmut James von Moltke, fut exécuté pour sa participation aux préparatifs de l'attentat contre le Führer du 20 juillet 1944.

La menace de Krzyzowa est venue remplacer au dernier moment une autre cérémonie que le programme avait prévue initialement : une messe bilingue, allemand et polonais sur le mont Saint-Anne, en Haute-Silésie, lieu symbolique de la résistance polonaise à la germanisation, où des affrontements sanglants s'étaient produits en 1921, lorsque Allemands et Polonais se disputaient le territoire. L'émotion suscitée en Pologne par la volonté du chancelier Kohl de rencontrer au mont Sainte-Anne les représentants de la minorité polonaise de souche allemande avait été telle qu'Helmut Kohl dut renoncer à ce projet, admettant que la *réconciliation germano-polonaise*, qu'il appelle de ses vœux, devait raisonnablement se dérouler dans un endroit moins marqué par l'esprit expansionniste germanique.

La messe s'est déroulée en plein air, par un temps froid et humide qui n'avait pas découragé quelque trois *mille* personnes, pour la plupart des membres de la minorité polonaise de souche allemande venus saluer celui que des banderoles qualifiaient de *« notre chancelier »*. L'office était célébré par Mgr Alfons Nossol, évêque de Wroclaw (ex-Breslau), lui-même de souche allemande et représentant de cette « église de combat », qui domine actuellement la hiérarchie catholique polonaise. Dans une homélie aux accents politiques très marqués, Mgr Nossoll a appelé les deux chefs de gouvernement démocrates-chrétiens à écouter *« l'appel vers la liberté qui monte de l'Europe »*, et il les a exhortés à ne pas se contenter de mettre en œuvre les mots d'ordre de *« liberté, égalité, fraternité »*, mais à travailler *« à la construction d'une Europe nouvelle sur des bases chrétiennes »*.

Le problème juif

On ne pouvait s'empêcher d'éprouver un certain malaise en entendant les extraits de l'Evangile choisis pour cette messe : il était question de Jésus-Christ incitant ses dicipies au pardon des offenses alors qu'ils étaient *« pourchassés par les juifs »*. Les martyrs évoqués lors de l'homélie de Mgr Nossol étaient uniquement ceux qui ressortaient du christianisme catholique, comme le Père Maximilien Kolbe, ou protestants, comme Helmuth James von Moltke.

Cette cérémonie de réconciliation germano-polonaise sous l'égide de l'Eglise catholique sera-t-elle compensée par la visite que le chancelier doit effectuer mardi à Auschwitz et Birkenau en compagnie du président de la communauté juive allemande, M. Heinz Galinski ? Encore une fois, l'affaire avait été fort mal engagée du côté allemand. Ce point du programme du chancelier avait en effet été prévu pour le samedi 11 novembre et n'a été repoussé au mardi 15 que devant la menace de M. Galinski de boycotter une manifestation devant se dérouler pendant le schabbat. Le porte-parole du chancelier, M. Hans Klein, aggravait le cas du gouvernement fédéral en justifiant ce report par le souci de ce dernier de ménager la sensibilité du *« judaïsme international »*, une formulation habituelle de la propagande nazie.

En réponse à un journaliste qui lui demandait si cette formule ne lui avait pas échappé dans l'affolement provoqué par la précipitation des événements en RDA, M. Klein répondait : *« Pas du tout, j'ai choisi cette expression à dessein »*, et conseillait à son interlocuteur de ne plus fréquenter les milieux juifs...

Cette série d'incidents révèle en tout cas tout à fait le caractère délicat des relations germano-polonaises à l'heure du grand mouvement qui se dessine en Europe de l'Est. Le chancelier Kohl et M. Mazowiecki, tous deux des modérés dans leurs pays respectifs, doivent tenir compte de courants, de leur opinion qui ne sont pas aussi sincèrement qu'eux-mêmes prêts à tirer un trait sur le passé et prendre un nouveau départ.

Mgr Alfred Nessol qualifiait dimanche de *« véritable miracle »* la réconciliation germano-polonaise symbolisée par deux chefs de gouvernement recevant côte à côte l'Eucharistie dans un terroir jadis disputé entre l'Allemagne et la Pologne.

Le miracle s'accompagne cependant de phénomènes qui doivent plus au caractère définitivement humain des conflits d'intérêts entre les peuples qu'au souffle divin invoqué ce dimanche : si le gouvernement polonais d'aujourd'hui veut remplir les espoirs qu'a placés en lui la majorité de la population, il doit faire des concessions hier impensables à une République fédérale qui tient la clé de la survie économique du pays.

La reconnaissance des droits culturels de la minorité polonaise de souche allemande, rassemblée dans ces « cercles d'amitié allemands » qui tentent de sauver une identité qui s'estompe avec le temps, peut être considérée comme un élément compatible avec la démocratisation en cours de la Pologne. En revanche, le refus, pour des raisons de politique intérieure ouest-allemande, du chancelier Kohl de s'engager de manière claire et sans équivoque sur le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse, frontière occidentale de la Pologne — cette question ne devrait pas figurer dans la déclaration finale clôturant les entretiens Kohl-Mazowiecki — risque, à terme, de mettre le premier ministre polonais en difficulté, face à un Parti communiste trop heureux, comme dans l'affaire du mont Sainte-Anne, de se refaire une virginité, en se présentant comme le gardien sourcilleux des intérêts nationaux.

LUC ROSENZWEIG

La CEE désire « institutionnaliser le dialogue » entre la troïka européenne et l'OLP

déclare M. Roland Dumas

TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat souhaite que l'OLP intervienne auprès des Etats-Unis afin que soient levées les *« ambiguïtés »* du plan du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, pour un dialogue palestino-israélien. C'est une des requêtes que le chef de l'OLP a formulées à la troïka européenne — formée des ministres français, espagnol et irlandais des affaires étrangères — venue le rencontrer, samedi 11 novembre à Tunis, pour s'informer de l'évolution du processus de paix au Proche-Orient avant de se rendre, quelques heures plus tard, au Caire et de s'entretenir le 22 novembre à Paris avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, de retour des Etats-Unis.

« Faire tomber le mur »

La centrale palestinienne a déjà demandé à Washington, par l'intermédiaire de l'Egypte, *« des éclaircissements »* sur ce plan qu'elle s'abstient jusqu'ici de rejeter formellement. Pour se prononcer, elle attend de recevoir une réponse définitive à ses deux exigences, diamétralement opposées à la position israélienne : seule l'OLP peut former la délégation palestinienne à d'éventuels pourparlers avec Israël, et l'ordre du jour ne doit pas se cantonner au projet d'élections dans les territoires occupés mais se situer principalement dans la perspective de la tenue d'une conférence internationale de paix.

Faisant, en quelque sorte, écho à cette position, M. Roland Dumas, qui parlait en tant que président de la troïka, a déclaré que *« la bonne voie qui doit être suivie est celle d'une conférence internationale »* et que *« les initiatives récentes »*, tels les plans Baker et Moubarak, doivent être considérées seulement comme *« des étapes »*.

Si la place de l'Europe dans le processus de paix en cours paraît bien modeste, elle n'entend pas pour autant en être totalement exclue. M. Dumas a déclaré que la CEE désire *« institutionnaliser le dialogue entre la troïka et l'OLP »*. *« Puisque l'intérêt se concentre actuellement sur la disparition des murs*, a-t-il ajouté, *nous souhaiterions que tombe le mur entre Israël et le peuple palestinien. »*.

Lors de ses conversations avec les trois ministres des affaires étrangères, M. Arafat, qui était entouré de plusieurs dirigeants de l'OLP, a insisté pour que le Parlement de Strasbourg envoie une commission d'enquête dans les territoires occupés, que l'Europe exerce davantage de pressions sur Israël, et qu'elle renforce sa coopération politique, économique et culturelle avec les populations qui y vivent. Il souhaite aussi que les Européens agissent auprès du secrétaire des Nations unies pour qu'il envoie un représentant dans ces territoires afin d'y suivre les développements politiques.

M. Dumas s'est borné à indiquer que la Communauté était *« très attentive et inquiète »* de la situation en Cisjordanie et à Gaza et qu'il convenait qu'elle *« réfléchisse »* encore sur les problèmes qui s'y posent.

MICHEL DEURÉ

□ **ISRAEL : entretiens Bush-Shamir.** — Le président George Bush recevra le premier ministre israélien Itzhak Shamir mercredi prochain lors de la visite que celui-ci doit effectuer à Washington, a annoncé jeudi 9 novembre la Maison Blanche. — *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Brésil : élections sur fond de crise

Les hommes qui figurent en tête des sondages à la veille de l'élection présidentielle du 15 novembre sont-ils en mesure de gouverner le pays ?

BRASILIA

De notre correspondant

L'un des candidats de gauche le mieux placés, le populiste Leonel Brizola, reconnaît – pour s'en faire gloire – qu'il n'a pas élaboré de programme de gouvernement. « *Les programmes sont toujours technocratiques* », dit-il en guise d'explication. Lors d'un récent débat télévisé, l'un de ses concurrents lui a demandé s'il était partisan d'unifier les taux de change, au nombre de deux actuellement. Ne sachant quoi répondre, il a dit que c'était là « *un problème secondaire* ». Il semble incapable d'une position claire sur la réforme agraire, sujet prioritaire, pourtant, dans un pays où des millions de familles rurales vivent dans l'errance et le dénuement.

M. Brizola n'est visiblement pas familier des problèmes économiques, mais il peut arguer que le principal économiste de son parti travailliste démocratique (PDT), M. César Maia, est d'une compétence reconnue même par ses adversaires. Soucieux de n'offrir le flanc ni à gauche, où il se situe, ni à droite, où il veut rassurer, il reste dans l'ambiguïté. Ses collaborateurs font de même : il y a une différence, disent-ils, entre les exigences nationalistes et étatistes de la « base », et la politique qui serait suivie par Brizola au gouvernement. Ce dernier se garderait bien, par exemple, d'étatiser la banque et d'effaroucher le capital étranger.

Mêmes doutes à propos de Fernando Collor, le favori des intentions de vote. Son expérience politique et administrative est mince, et comme il a boycotté tous les débats auxquels il a été invité, le grand public ne connaît de lui que ses slogans. Est-il de droite, comme l'accusent ses adversaires ? Il s'en défend. Ses amis affirment qu'il fera un gouvernement social-démocrate ouvert aux alliances de gauche, y compris avec le PC. Il a confié la confection de son programme à une équipe d'économistes progressistes, recrutés dans les universités de Sao-Paulo, dont beaucoup ont travaillé avec Dilson Funaro, le ministre du plan Cruzado, décédé en avril dernier.

Des lignes de partage

Dans ce programme, il préconise le dégraissement de l'Etat, la fin du capitalisme de cartel, la renégociation de la dette – interne et externe – et la « *lutte contre la misère* ». Entouré d'anciens communistes, « *lui-même se considère en conflit avec les élites traditionnelles* », dit l'un de ses collaborateurs, Sebastiao Nery. « *Il veut être le candidat de la société civile contre les oligarchies.* »

Les appuis qu'il reçoit sont, eux, d'un tout autre bord. Il a celui de Roberto Marinho, le tout-puissant propriétaire du groupe multimédias Globo, ainsi que celui du ministre des communications, Antonio Carlos Magalhaes, deux anciens suppôts du régime militaire, mêlés aux innombrables combines de l'actuel gouvernement. Il a aussi le soutien des milieux d'affaires. Ceux-ci auraient préféré un autre candidat, car Collor les inquiète, en raison de son tempérament impulsif, voire violent, et de son goût, tout récent, pour le populaire. Ils redoutent qu'une fois élu l'homme ne leur réserve des surprises. Mais comme il n'y avait pas d'autre nom possible pour barrer la route à la gauche, selon les sondages, ils ont misé sur lui.

Renan Calheiros, député de l'Alagoas, porte-parole de Fernando Collor à la Chambre des députés, affirme que ce dernier n'a pris d'engagement avec personne : ceux qui l'appuient le font à leurs dépens. En cas de victoire, il serait le premier président libéré des « tutelles » qui ont pesé sur ses prédécesseurs. Ses adversaires affirment, au contraire, qu'il est le candidat de la continuité, en dépit de la querelle qu'il soutient avec M. Sarney. A l'évidence, ils simplifient.

Les propositions des différents candidats font apparaître des lignes de partage : il y a d'un côté les partisans d'un Etat tout-puissant, nationaliste, restrictif à l'égard du capital étranger. Ils se recrutent dans les rangs du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), l'ancien parti d'opposition au régime militaire, du PDT de Brizola, du PT (Parti des travailleurs) de Lula : c'est la gauche classique, qui n'a pas beaucoup évolué, alliée à une bourgeoisie industrielle qui a besoin du protectionnisme pour prospérer. De l'autre côté, on trouve les forces les plus diverses, des sociaux-démocrates de Mario Covas, partisans d'un capitalisme moderne, adapté à la concurrence – l'Etat se chargeant des investissements sociaux – jusqu'aux ultra-libéraux, désireux d'ouvrir les frontières et de spécialiser le Brésil – comme l'a fait Pinochet avec le Chili – dans l'exploitation de ses richesses agricoles et minières.

Les libéraux pensent que le changement social viendra de l'accumulation des richesses. Mais s'il y a un postulat que le Brésil n'a jamais vérifié, disent les réformistes, c'est bien celui-là : « *Chez nous, la redistribution du revenu doit se faire par la force, car les patrons s'arrangent toujours pour tourner les lois favorables aux travailleurs* », affirme Waldir Pires, candidat du PMDB à la vice-présidence. Le directeur de campagne de Mario Covas, M. José Richa, estime, lui aussi, qu'il n'y a pas de répartition possible des richesses sans réformes structurelles : « *On pourrait mettre tout l'argent qu'on veut dans l'éducation*, dit-il, *il ne profiterait dans la situation actuelle qu'aux plus favorisés.* »

La dette extérieure

La crise financière risque de séparer encore plus nettement les deux camps. L'exemple de Carlos Menem fait peur à la gauche traditionnelle. Le « Brizola argentin » a rompu en effet avec le bréviaire péroniste en privatisant des entreprises publiques et en ouvrant l'économie de son pays au capital étranger. Craignant la contagion possible chez ses compatriotes, un représentant de la vieille gauche, M. Miguel Arraes, gouverneur du Pernambouc, a tiré la sonnette d'alarme : les progressistes devront s'unir entre les deux tours, a-t-il dit en substance, pour éviter une politique d'abandon des intérêts nationaux.

Mais les esprits, à cet égard, ont évolué. On s'en rend compte à propos de la dette extérieure, qui provoque chez la plupart des candidats des positions nuancées. Hormis Lula et le Parti des travailleurs, plus personne ne songe à répudier cette dette ni à décréter un moratoire unilatéral, alors que c'était une tentation courante il y a quelques années.

« *Notre discours n'est plus celui du moratoire*, dit-on au PDT. *Nous suivons les orientations de l'Internationale socialiste et pensons que la solution passe par une renégociation des taux d'intérêt.* » Même position dans les états-majors de Mario Covas et de Fernando Collor : l'idée est de négocier avec les créanciers étrangers des taux fixes ou limités à un certain pourcentage de la valeur des exportations. Les philippiques violentes contre le FMI et les banquiers « *affameurs* » sont réservées aux meetings de plein air.

Dans le panorama électoral, le PT occupe une place à part. Il est le seul parti digne de ce nom, avec des militants qui se recrutent dans tous les milieux – ouvriers, universitaires, communautés de base de l'Eglise, techniciens de l'industrie. On lui reproche son dogmatisme, mais son principal dirigeant, Lula, échappe à une telle critique. Le porte-parole du PT à la Chambre des députés, Plinio Arruda, dit qu'il convient d'interpréter ses propositions les plus radicales.

Le parti entend exproprier les *latifundios* productifs, parce que, dans certaines communes rurales, ils monopolisent le marché. « *Mais nous commencerions par ceux qui sont improductifs, au nombre de 200 000* », assure Plinio Arruda. Quant au moratoire unilatéral, « *ce serait une arme pour négocier* ». Le PT est contre l'actuelle « *vogue libérale* » et préconise une planification indicative. Son nationalisme économique « *est comparable à celui d'un de Gaulle, refusant l'achat de Bull par les Etats-Unis* ». Plinio Arruda reconnaît cependant que de tels distinguos ne font pas l'unanimité dans le parti.

CHARLES VANHECKE

CUBA : selon la revue « Globe »

Le général Ochoa a été fusillé pour conspiration

Le général cubain Arnaldo Ochoa et les trois autres officiers fusillés le 13 juillet dernier l'ont été non sous le prétexte officiellement avancé par La Havane de trafic de drogue mais parce qu'ils conspiraient contre Fidel Castro, affirme la revue *Globe*, dans sa dernière livraison. Outre un reportage clandestin à Cuba et à Miami, qui retrace la chronologie des évènements, la revue publie notamment l'original d'une lettre du commandant Amado Padron - un des fusillés – envoyée à un de ses amis le 3 juin, avant son arrestation par la sécurité cubaine.

Le commandant écrivait : « *Je pense que dans peu de temps je vais être arrêté avec un groupe important de camarades, avec lesquels nous avons discuté de l'avenir de Cuba.* » Ce groupe, selon lui, « *face à l'énorme crise économique, politique et sociale que connaît le pays* », concluait que « *la seule issue à la crise consisterait en ce que Fidel* [Castro] *et Raul* [son frère, vice-premier ministre et commandant en chef de l'armée] *renoncent à leurs positions* ».

Amado Padron précisait que son groupe pensait présenter un projet à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire demandant la destitution des frères Castro, initiative qui s'accompagnerait « *d'un soulèvement dans des unités militaires stratégiques sur l'ensemble du pays* ». Tout a commencé, selon la revue, par l'intallation de micros dans la résidence du ministre des transports de l'époque, et vice-président du conseil des ministres, le général Diocles Torralba, par la suite arrêté et condamné pour sa « mauvaise conduite ».

Cette mission de la sécurité cubaine s'est déroulée la veille d'une réunion amicale, le samedi 27 mai. Alors que Torralba offre un dîner chez lui pour Ochoa, son gendre, le colonel Antonio (Tony) de la guardia (fusillé), haut responsable au ministère de l'intérieur, son frère jumeau Patricio (emprisonné) et Padron, adjoint de Tony. Ochoa s'y déclare « *préoccupé par la situation de ses officiers et soldats qui rentrent d'Angola* » et tient d'autres propos considérés comme anticastristes. « *La machine s'emballe alors* », écrit *Globe* et commence l'affaire Ochoa. (Voir les articles du *Monde* des 5, 10 et 15 juillet, dont *Globe* souligne qu'ils ont été parmi les rares à émettre des doutes sur la version officielle du régime cubain.)

AMÉRIQUES

SALVADOR : la plus grande offensive de la guérilla en dix ans de guerre civile

Le président Cristiani proclame l'état de siège

Le président Alfredo Cristiani a proclamé l'état de siège, dimanche 12 novembre, au Salvador, au terme de la plus grave journée de violences dans ce petit pays d'Amérique centrale déjà épuisé par neuf années de guerre civile.

Alors que les combats semblaient avoir cessé dans la capitale, San-Salvador, en fin de soirée dimanche, aucun bilan officiel n'avait été encore publié. Les rebelles du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) avaient lancé, samedi en fin de journée, leur *« offensive nationale »* dans la capitale et contre des dizaines de cibles militaires dans tout le pays, réalisant l'opération la plus importante depuis le début de la guerre en 1981.

La guérilla affirma avoir tué ou blessé plus de quatre cents soldats. De son côté, la Croix-Rouge salvadorienne a estimé le nombre de victimes civiles à une dizaine de morts et une centaine de blessés.

De source militaire, on indiquait qu'il y aurait deux cent quarante morts, dont cent vingt civils.

Les combats les plus violents se sont déroulés dimanche, dans la proche banlieue de San-Salvador, dans les quartiers populaires de Zacamil et de Mejicanos et dans des locaux de l'université.

Des diplomates en poste dans la région redoutaient que l'état de siège et le couvre-feu puissent constituer l'occasion d'une nouvelle recrudescence des activités des tristement célèbres « escadrons de la mort ».

Ces derniers, liés au parti d'extrême droite au pouvoir, l'ARENA, et à l'armée, ont assassiné au cours des dernières années des centaines d'intellectuels de gauche et de dirigeants syndicaux. De graves attentats, dirigés il y a dix jours contre une organisation de défense des droits de l'homme et contre une centrale syndicale, ont déjà provoqué dix morts et plusieurs dizaines de blessés.

Aucun département du pays n'a été épargné par l'offensive du FMLN. Casernes et mairies ont été attaquées notamment à l'est et dans le nord du pays, zones d'activités traditionnelles de la guérilla, mais les opérations ont également visé des villes comme San-Miguel (où les combats continuaient dans la nuit de dimanche à lundi), Santa-Anna, dans l'ouest, et des aéroports proches de la capitale. Les autorités avaient décidé, dès dimanche matin, de fermer l'aéroport international de Comalapa, situé à 60 kilomètres au sud-est de la capitale.

Le gouvernement salvadorien *« peut faire face militairement »* à cette offfensive, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Cette offensive *« semble être une action – plutôt désespérée, à mon avis – que le FMLN a entrepris pour rompre les négociations qu'il menait avec le gouvernement pour parvenir à un règlement politique »*, a ajouté le secrétaire d'Etat. – *(AFP.)*

« Le gouvernement va devoir négocier »

disent les rebelles

MANAGUA (Nicaragua)

de notre correspondant en Amérique centrale

« Nous allons consolider nos positions au cours de la nuit », nous a déclaré, à Managua, une représentante du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), la « commandante » Ana Guadalupe Martinez – la plupart des principaux dirigeants de la guérilla sont basés dans la capitale nicaraguayenne. Elle a ajouté : *« Cette fois-ci l'armée n'a pas réussi à obliger nos forces à se replier et le gouvernement va devoir négocier avec nous, qu'il le veuille ou non. »*

Le FMLN, précise-t-elle, a décidé de lancer cette offensive *« pour faire comprendre au gouvernement fasciste de Cristiani que nous sommes beaucoup plus forts qu'il ne le croit, et pour convaincre la communauté internationale d'exercer des pressions sur lui afin de l'obliger à négocier »*. La guérilla reproche aux autorités de chercher à gagner du temps *« en dialoguant sans négocier »*. Les pourparlers entamés en septembre à Mexico, et poursuivis au Costa-Rica en octobre, ont été suspendus la semaine dernière par le FMNL après un attentat qui a coûté la vie à une dizaine de dirigeants de la principale fédération syndicale du pays.

« En combinant négociations et répression, le gouvernement cherche à renforcer ses positions sur le terrain et sur la scène internationale pour nous obliger à déposer les armes sans rien céder en échange », affirme la représentante du FMLN. *« Nous venons de lui faire comprendre qu'il se trompait lourdement dans son évaluation du rapport de forces. Nos troupes ont pris beaucoup d'expérience en dix ans de lutte et nous sommes beaucoup mieux armés aujourd'hui que lors de l'offensive générale de janvier 1981. »* Cette offensive, qualifiée à l'époque de *« finale »* par la guérilla, avait été un grave échec.

Au cours des violents combats du week-end, les jeunes guérilleros ont fait preuve d'une grande combativité face à une armée qui dispose de moyens très nettement supérieurs et qui n'a pas hésité à utiliser ses hélicoptères pour bombarder les quartiers populaires de la capitale où se sont retranchés les insurgés (la faculté de médecine de l'Université nationale a également été en partie détruite). Selon le FMLN, qui affirme disposer d'environ 10 000 hommes en armes (de source militaire on indique que les effectifs seraient en fait inférieurs à 5 000), *« plusieurs milliers de combattants »* participent à l'offensive actuelle, soit *« entre 70 % et 80 % de nos forces »*.

Les porte-parole de la guérilla affirment que la population de la capitale a fourni des vivres aux insurgés et les a aidés à creuser des tranchées.

Dans un communiqué transmis par une station clandestine de la guérilla, Radio Venceremos, le FMLN a annoncé une série de mesures qui sont entrées en vigueur dans la nuit de dimanche à lundi : interdiction du transport automobile, fermeture des stations d'essence, interruption des réparations du système électrique (40 % des quartiers de la capitale sont dans le noir) et évacuation de la population civile résidant près des installations militaires.

Radio Venceremos a également lancé un appel aux *« officiers obligés de combattre »* pour qu'ils désertent. Quelques jours avant l'offensive, le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquin Villalobos, nous avait affirmé qu'il disposait d'informations sur le mécontentement croissant des jeunes officiers qui voient leur avancement bloqué par une pléthore de colonels.

BERTRAND DE LA GRANGE

PÉROU : les élections municipales

Succès de la droite et échec du Sentier lumineux

Malgré l'échec de son candidat à Lima, le Front démocratique (FREDEMO), coalition des partis de droite animée par l'écrivain Mario Vargas Llosa, semble sortir vainqueur des élections municipales qui ont eu lieu au Pérou dimanche 12 novembre. Les résultats – encore partiels – lui accordent quatorze des vingt-quatre chefs-lieux départementaux du pays. D'autre part, le Sentier lumineux, mouvement de guérilla maoïste, n'est pas parvenu à empêcher les Péruviens de voter en masse dans la plupart des localités.

LIMA

de notre correspondante

C'est un « non » catégorique au Sentier lumineux et c'est aussi un très net succès de la coalition du FREDEMO. L'APRA, le Parti social-démocrate au pouvoir, et la coalition marxiste de la Gauche unie, qui avaient remporté la presque totalité des suffrages aux présidentielles de 1985 et aux municipales de 1986, essuient une cuisante défaite. L'APRA paye le tribut de l'hyperinflation et d'une terrible récession, tandis que la gauche est sanctionnée pour ses divisions.

Cette victoire de la démocratie sur les hommes du Sentier a eu lieu malgré une sanglante campagne d'intimidation pour obliger la population à l'abstention. Une centaine d'élus municipaux ont été assassinés ainsi que plusieurs candidats – trois cents candidats ont cédé au chantage et se sont retirés. La *« grève armée »*, décrétée par le Sentier dans la capitale et dans la plupart de ses bastions des Andes, était censée terroriser les quelque dix millions d'électeurs. Or la participation au scrutin a été massive, bien que des milliers de provinciaux, résidant à Lima, n'aient pu trouver de moyens de locomotion pour regagner leurs villages des Andes afin de voter.

L'échec du boycottage est dû, pour une grande partie, à la fermeté démontrée par le gouvernement, qui a mobilisé cent trente mille hommes de l'armée et de la police. Le couvre-feu dans les localités les plus menacées des Andes, l'état d'urgence dans tout le département de Lima, les rafles dans les universités et les bidonvilles, la fermeture d'un journal du Sentier, ont été autant de mesures qui ont désamorcé l'offensive de ce dernier. Il faut dire que le vote est obligatoire : l'absentéiste s'exposait à une lourde amende équivalant au montant du salaire minimum.

M. Vargas Llosa avait dit : *« Les élections municipales seraient un bon indice de ce qui se passera en 1990 »*, lors de la présidentielle d'avril, où il sera le candidat pour le Front démocratique. Les premiers résultats du scrutin de dimanche semblent lui donner raison. Le succès est d'autant plus remarquable que, après un triomphe en 1980, après douze ans de dictature, la droite avait pratiquement été balayée de la scène politique en 1985 et en 1986.

Ces résultats pourraient annoncer pour M. Vargas Llosa une majorité relative au premier tour d'avril prochain. Le romancier paraît néanmoins bien loin de la majorité absolue requise par la Constitution, et, sauf s'il arrive à produire un effet boule de neige après ce premier succès, il devrait, au second tour, affronter un rival qui cumulera les suffrages de la social-démocratie et de la gauche.

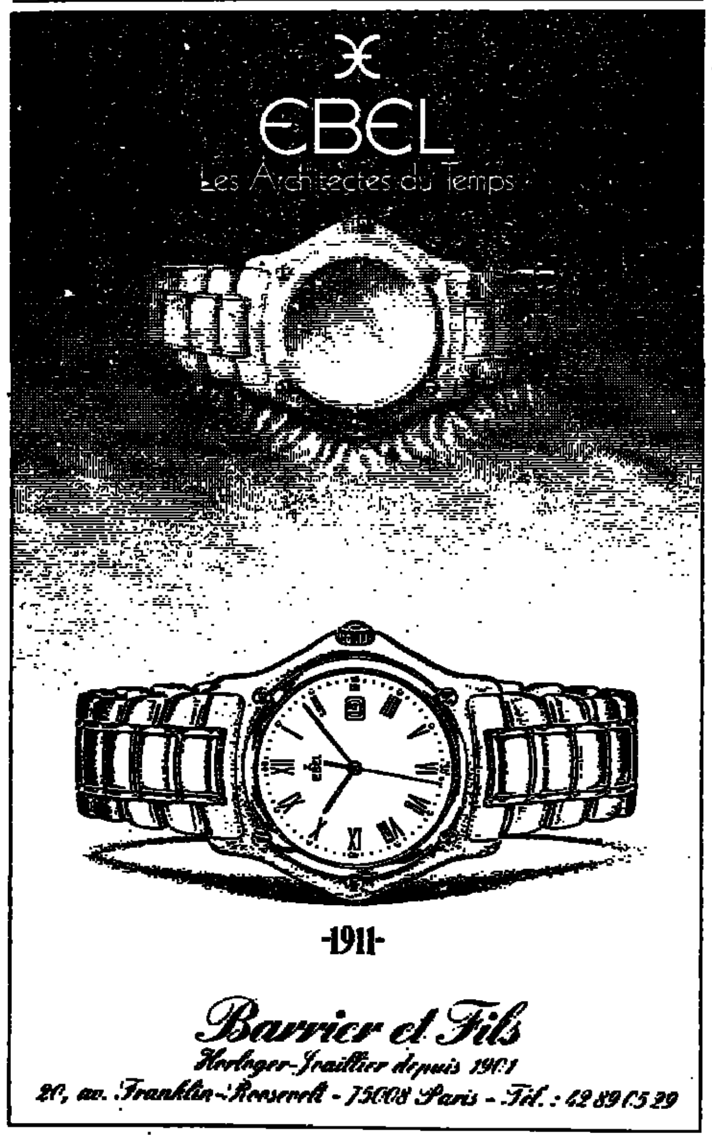
Défaite de l'APRA

D'après les premières données du dépouillement, la Gauche unie, avec 20 % de suffrages, à 10 points du FREDEMO, se maintiendrait comme deuxième force politique du pays. Mais sa frustration est grande, elle qui, pendant des mois, était venue en tête des intentions de vote. Elle fait les frais de deux ans de lutte entre modérés et radicaux, qui se sont soldées, à la veille des élections, par la rupture de la coalition.

Quant à la défaite cuisante de l'APRA, ce n'est pas une surprise : 2000 % d'inflation en 1989 et plus de 20 % de chute de la production, 50 % de perte du pouvoir d'achat des salaires depuis le début du régime... Le président Alan Garcia, qui avait tant promis, a profondément déçu les foules qu'il avait conquises avec son charisme.

Ce qui était inattendu, c'est la victoire de M. Ricardo Belmont. Cet animateur de télévision a remporté 45 % des voix à Lima, la capitale, où résident le tiers des Péruviens, empiétant sur l'électorat de toutes les tendances. Avec son mouvement Obras, populiste, récemment créé, il a dévancé de 20 points le candidats du FREDEMO. Ayant rejeté systématiquement les débats sur la question municipale, il avait pour atout son dialogue direct et quotidien avec les téléspectateurs. *« Des œuvres, pas de promesses »*, aimait-il à répéter, à défaut de présenter un programme. Son apolitisme militant en dit long sur la désillusion des habitants de Lima et de ses immenses bidonvilles.

NICOLE BONNET



EUROPE

ESPAGNE

M. Gonzalez ne dispose plus de la majorité absolue aux Cortes

MADRID

de notre correspondant

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a perdu la majorité absolue qui lui avait d'abord été attribuée aux législatives du 29 octobre dernier. Revenant sur sa décision initiale, la Junta electorale (l'organe judiciaire chargé de contrôler le scrutin) de la province de Murcie a attribué le samedi 11 novembre à la coalition Gauche unie (communiste) le siège qu'elle avait octroyé cinq jours plus tôt au PSOE (*le Monde* du 8 novembre). Avec 175 sièges (contre 184 en 1986) sur 350, les socialistes se retrouvent désormais juste en dessous du seuil fatidique, tandis que les communistes passent à 18 sièges (contre 7 en 1986).

Le premier scrutin rendu public par la Junta electorale était déjà très serré, puisque le siège de la discorde avait été attribué au PSOE... par une seule voix de différence. L'organe judiciaire a finalement accepté les réclamations présentées par la Gauche unie, qui avait demandé l'annulation des résultats d'une dizaine de bureaux où avaient été recensés davantage de bulletins que d'électeurs. Une mesure qui a principalement affecté les socialistes.

Le roman feuilleton de la majorité absolue risque de connaître toutefois un dernier épisode, puisque les socialistes ont annoncé qu'ils allaient à leur tour présenter un recours, cette fois devant le tribunal supérieur de justice de Murcie. Celui-ci doit rendre sa sentence, qui sera définitive, avant le 5 décembre. Le tribunal peut entériner ou rejeter la décision de la Junta electorale, mais aussi convoquer de nouvelles élections dans la province.

Certes, ce «suspense» ne met pas véritablement en jeu le futur de la législature. Que ce soit avec 176 ou 175 sièges, les socialistes gouverneront en solitaire, et personne n'imagine, sauf circonstances exceptionnelles, que les douze partis d'opposition présents aux Cortes puissent se mettre d'accord, par exemple, pour voter de concert une motion de censure contre le PSOE

Mais la perte de la majorité absolue socialiste n'en renforce pas moins la marge d'initiative de l'opposition. Elle lui permet notamment d'imposer au PSOE la formation de commissions parlementaires d'enquête sur des thèmes délicats pour le pouvoir, ce que les socialistes avaient à plusieurs reprises empêché durant la dernière législature. Et surtout, la majorité absolue a une évidente valeur de symbole, qui explique l'acharnement avec lequel socialistes et communistes se disputent depuis deux semaines le dernier député de Murcie !

THIERRY MALINIAK

La mort d'une légende la Pasionaria

Suite de la page 1

L'activisme de la Pasionaria lui vaudra à l'époque plus d'un séjour en prison.

Elle est élue député en février 1936, lors des élections qui donnent la victoire au Front populaire. La tension ne cesse alors de monter dans l'hémicycle, tandis que se multiplient les signes précurseurs du conflit fratricide qui est aux portes. Tribun ardent, voire incendiaire, Dolores Ibarruri devient fameuse par ses virulents duels oratoires avec les députés conservateurs. Ses détracteurs l'accuseront d'ailleurs d'une phrase tragique, que, pour sa part, elle niera toujours avoir prononcée : *« Cet homme a parlé pour la dernière fois »*, se serait-elle exclamée à l'issue d'une intervention d'un des principaux porte-parole de la droite factieuse, José Calvo Sotelo... qui sera assassiné quelques jours plus tard. Cet assassinat donnera d'ailleurs pratiquement le signal du déclenchement de la guerre civile. La Pasionaria troque alors la tribune du Parlement pour la radio : *« No pasaran ! » (« Ils ne passeront pas ! »)*, répète-t-elle inlassablement sur les ondes en appelant la population de Madrid à s'élever contre le coup d'Etat.

Dolores est partout, galvanisant les énergies : creusant des tranchées à l'entrée de Madrid ou visitant les champs de bataille à Teruel et à Brunete, haranguant inlassablement les combattants avec sa réthorique simple mais percutante, qui va droit au cœur de cette « Espagne profonde » dont elle est issue.

En mars 1939, alors que la défaite se précise, elle quitte l'Espagne, sur l'ordre de son parti, à destination d'Oran. Après un séjour à Paris, elle se rend en Union soviétique, où la surprend le début de la seconde guerre mondiale. Elle s'y fixera pour travailler au sein du Komintern. A la mort du secrétaire général du PCE Jorge Diaz, en 1942, Dolores Ibarruri assumera *de facto* ses fonctions, avant d'être officiellement nommée à la tête du parti en 1954. Six ans plus tard, les « rénovateurs » du PCE, emmenés par Santiago Carrillo, allaient la reléguer au poste honorifique de présidente du parti.

Elle se maintiendra ensuite discrètement au second plan, se contentant d'appuyer la direction officielle de sa formation, et condamnant sans équivoque toute tentative fractionniste, fût-ce celle des pro-soviétiques. Une attitude qu'elle maintiendra après son retour en Espagne, en mai 1977, après quarante ans d'exil : une foule en délire l'accueille aux Asturies et à Bilbao, où la Pasionaria pleure en évoquant à la tribune son fils Ruben, mort en 1942 à Stalingrad en combattant les troupes hitlériennes.

Quelques semaines plus tard, elle sera à nouveau élue, à quatre-vingt-un ans, député pour les Asturies lors des premières élections de la démocratie retrouvée. *« Bienvenue à la maison, madame »*, dira simplement le président des Cortes en accueillant au Parlement cette vieille dame vêtue de noir, dont le retour symbolisait mieux que tout autre la fin de cette époque des « deux Espagne » que la Pasionaria avait si intensément vécue et incarnée.

THIERRY MALINIAK

POLITIQUE

Les cérémonies du 11 novembre en Nouvelle-Calédonie

Les anciens combattants de Nouméa protestent contre le projet d'amnistie

A Nouméa, les associations d'anciens combattants ont protesté, à l'occasion de la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918, contre le projet de loi d'amnistie qui doit être débattu par l'Assemblée nationale, en première lecture, mardi 28 novembre. Leurs représentants ont remis au haut-commissaire une *« lettre ouverte »* adressée, à ce sujet, au président de la République et dénonçant le fait que la décision d'amnistie totale aurait été prise, au moment des accords de Matignon, dans le cadre d'un *« accord secret non invoqué dans la loi référendaire »*. Trois organisations d'extrême droite – le Front national, le Front calédonien et les Comités d'action patriotique – avaient appelé leurs sympathisants à une *« marche d'indignation »*, mercredi matin 11 novembre, dans les rues de la ville, mais cet appel n'a pas été entendu. Il n'y avait pas plus de deux cents personnes rassemblées derrière les porte-drapeaux

A Papeete, chef-lieu de la Polynésie française, les cérémonies du 11 novembre ont été marquées par un hommage aux gendarmes morts en Nouvelle-Calédonie et par une protestation similaire contre le projet d'amnistie. Un ancien commandant du groupement de gendarmerie du territoire, aujourd'hui à la retraite, a pris la parole, devant le monument aux morts, au nom du Comité du 22 avril soutenant les familles des gendarmes tués à Ouvéa, pour critiquer *« la faiblesse du gouvernement »*.

A Istres (Bouches-du-Rhône), au cours de la cérémonie officielle, les représentants de la section locale de l'Union nationale des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord n'ont pas été autorisés par le maire socialiste à déposer une gerbe à la mémoire des gendarmes tués à Ouvéa. Le maire ayant assimilé leur demande à *« une action politique »* ils ont déposé leur gerbe à l'issue de la cérémonie officielle.

Evoquant ces manifestations, le président de l'Union calédonienne, M. François Burk, a rappelé que les dirigeants indépendantistes avaient réclamé l'amnistie pour tous les faits d'origine politique. *« Pour nous,* a-t-il déclaré, *c'était un accord donné par le gouvernement au moment des accords de Matignon, même le RPCR a reconnu ce fait »*.

D'autre part, le bureau politique du FLNKS a fixé aux 20 et 21 janvier la date du congrès de la coalition indépendantiste qui devra notamment désigner le successeur de Jean-Marie Tjibaou à sa présidence.

Une vaine polémique

par ALAIN ROLLAT

IL n'y a pas d'amnistie heureuse. Quand la raison d'Etat passe l'éponge sur la violence, comme elle l'a fait plusieurs fois sous la V[e] République, en commençant par les séquelles de la guerre d'Algérie, il est naturel que les victimes de cette violence éprouvent un sentiment d'injustice. Le silence respectueux représente donc la seule réponse décente à l'émotion qu'expriment aujourd'hui, en métropole, ceux qui sont portés par leurs liens familiaux ou amicaux à réduire au souvenir des gendarmes tués à Ouvéa le projet de loi *« portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie »*.

En revanche, l'exploitation politique à laquelle cette émotion donne lieu, ici ou là, apparaît pour le moins déplacée car elle fait litière des autres victimes de l'affaire d'Ouvéa dont les parents et les amis ont de bonnes raisons d'éprouver un sentiment analogue, compte tenu des circonstances controversées du dénouement de cette prise d'otages marqué par la mort de dix-neuf militants indépendantistes et de deux soldats.

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM au moment de l'affaire d'Ouvéa, s'est montré, jusqu'à présent, plus réfléchi que son collègue de l'Eure, M. Jean-Louis Debré, qui avait spontanément accusé le gouvernement d'afficher *« un double mépris : à l'égard des victimes des assassinats et à l'égard du peuple français »*. *« Dans un domaine aussi complexe que celui de la Nouvelle-Calédonie, lorsque la raison d'Etat parle,* a dit M. Pons, le dimanche 29 octobre, sur RMC *on peut comprendre une amnistie, malgré toutes les difficultés qu'on ait à comprendre. »*

Parlant en connaissance de cause, M. Pons s'est opportunément abstenu, ce jour-là, de toute référence à l'affaire d'Ouvéa. S'il critique le gouvernement, c'est à partir d'un autre argument. Ce qui le choque, surtout, c'est, en effet, que le champ de l'amnistie puisse couvrir, selon lui, des *« crimes de droit commun »*. Et M. Pons d'évoquer la mort de trois autres gendarmes survenue, en 1987, aux abords de la tribu de Néami, près de Koné, dans un contexte où il était objectivement difficile d'établir la part de la délinquance pure et celle de la motivation politique dans les geste des meurtriers non identifiés.

Mais si la question calédonienne est *« aussi complexe »*, n'est-ce pas, justement, parce que tout y est politique, surtout aux yeux des Canaques engagés dans le mouvement indépendantiste comme le sont la plupart des membres de cette tribu et de tant d'autres ? Comment pourrait-on faire quelque « tri » que ce soit dans la douzaine d'affaires incluses dans le champ de cette amnistie ?

L'analyse du Parti républicain, selon laquelle le texte gouvernemental constituerait *« un précédent grave »*, car ce serait *« la première fois dans l'histoire pénale »* qu'en France on prononcerait une absolution *« sans procès »*, procède d'une mémoire sélective. Il ne faut pas remonter bien loin, simplement à la fusillade de Montredon (Aude) en avril 1976, pour trouver un précédent, la mort d'un commandant de CRS et d'un vigneron ayant été « classée » sans autre forme de procès afin d'apaiser les esprits dans le Midi viticole alors surchauffé.

Une formulation délibérément ambiguë

L'argument qui consiste à objecter que le projet de loi serait contraire à l'article 80 de la loi référendaire du 9 novembre 1988 et que le gouvernement aurait donc menti aux Français lors du référendum national, procède, lui, d'une interprétation strictement juridique. Cet article 80 – arrêté après trois versions successives en tenant compte de l'avis du Conseil d'Etat – exclut, en effet, du champ de l'amnistie *« ceux qui par leur action directe et personnelle ont été les auteurs principaux du crime d'assassinat »*. On peut donc estimer, bien sûr, que le gouvernement se substitue à la justice en prenant la responsabilité d'affirmer qu'aucune des personnes encore inculpées dans les différentes affaires concernées n'entre plus dans le champ de cette clause restrictive. Mais pour tous les signataires des accords de Matignon et de la Rue Oudinot, il était clair, dès le départ – et M. Jacques Lafleur l'a rappelé – que cette clause-là n'était qu'une clause de style, chacun s'accordant à dire que le pardon devait être sans exclusive et à juger que, dans l'affaire d'Ouvéa en particulier, les principaux responsables des violences les avaient tous payées de leur vie. L'instruction de l'affaire n'a pas prouvé le contraire.

S'il ne fait aucun doute que le gouvernement a pris alors le risque politique d'une formulation délibérément ambiguë, il n'est pas inutile de rappeler qu'il s'agissait là de la condition *sine qua non* de la restauration de la paix sur le territoire, au moment où le président du FLNKS éprouvait les plus grandes peines du monde à faire accepter les accords de Matignon par ses troupes.

Tout reniement de cette clause complémentaire, qui n'était pas vraiment secrète, constituerait une injure à la mémoire de Jean-Marie Tjibaou, assassiné pour cause de main tendue à ses anciens adversaires. Dans son discours du 26 août 1988, à Nouméa, M. Michel Rocard avait d'ailleurs promis lui-même le *« pardon complet »* à tous les Calédoniens si rien ne venait contrarier le processus de paix. Sa parole était engagée.

Sans doute le premier ministre a-t-il, ensuite, donné lui-même à des contestataires d'aujourd'hui, des verges pour se faire battre, en entretenant l'ambiguïté pour essayer de désarmer les critiques sur l'ampleur de l'amnistie, le jour où il a affirmé que les *« auteurs directs des crimes d'assassinat, même remis en liberté provisoire »* resteraient *« inculpés »* et seraient *« jugés conformément à la loi »* (c'était le vendredi 4 novembre 1988, à Lille, lors du dernier meeting du PS avant le référendum). Mais à quoi bon ressasser ce passé au risque de rouvrir des plaies ? Les Calédoniens, dans leur grande majorité, à quelque communauté qu'ils appartiennent, ont déjà clos le débat. Tout le reste ne sera que vaine polémique hexagonale.

Deux élections cantonales partielles

Deux cantonales partielles ont eu lieu, dimanche 12 novembre, en Savoie et dans la Manche. Dans le premier département, M. André Guerraz (div. d.), soutenu par le président du conseil général, M. Michel Barnier (RPR), l'emporte dès le premier tour. A Bricquebec (Manche), le second tour se résumera à un duel à droite.

SAVOIE : canton du Châtelard (1[er] tour).

Inscr., 3187; vot., 2113; abst., 33,7%; suff. expr., 2068. MM. André Guerraz, div. d., maire d'Allion-le-Jeune, 1043 voix (50,43%), ELU; Alain Bertone, s.e., 135 voix (6,52%); Jean-Claude Rosset, PC, 295 voix (14,26%); Guy Jay, div. g., 595 voix (28,77%).

[M. André Guerraz, quarante ans, maire d'Allion-le-Jeune depuis mars 1989, réussit de justesse son élection au premier tour de scrutin. Le nouvel élu, qui n'avait sollicité le soutien d'aucune formation politique, bénéficiait toutefois de l'appui implicite de M. Michel Barnier, président (RPR) du conseil général de Savoie. Avec un peu plus de 14% des voix pour le PCF et presque 29% pour le PS, la gauche ne retrouve pas son potentiel de 1985, notamment à cause de la candidature individuelle de M. Bertone, par ailleurs délégué CGT de l'Office national des forêts.

Au premier tour des élections cantonales de mars 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 3172; vot., 2304; abst., 27,37%; suffr. expr., 2269. MM. Poncet, RPR, 850 voix (37,46%); Pasqualini, div. opp., 74 voix (3,26%); Darvey, c.s., app. PC, 774 voix (34,11%); Châtelain, div. opp., 98 voix (4,32%); Denis Fressoz, div. g., 473 voix (20,85%).

Au second tour, M. Guy Poncet était élu avec 1227 voix (52,43%) contre M. Edmond Darvey, 1130 voix (47,56%).]

MANCHE : canton de Bricquebec (1[er] tour).

Inscr., 6744; vot., 2897; abst., 57,05%; suffr. expr., 2854. MM. Alain Rodriguez, PS, 464 voix (16,29%); Paul Philippe, maire de Bricquebec, div. d., 1110 voix (38,89%); M[me] Ginette Bibel, PC, 251 voix (8,79%); M. Henri-Louis Védie, RPR, 1029 voix (36,05%). Il y a ballottage.

[Dans ce canton rural favorable traditionnellement aux notables, le second tour donnera lieu à un duel à droite. La très faible participation obligera le maire de Bricquebec, M. Philippe, à sortir de sa réserve pour endiguer la poussée de son jeune rival, M. Védie, secrétaire départemental du RPR, qui se présente comme l'héritier spirituel de Joseph Thiébot (div. d.), décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans et qui a été conseiller général pendant trente ans.

Au premier tour de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 6236; vot., 4009; abst., 35,72%; suff. expr., 3925. MM. Thiébot, c.s., div. d., 1238 voix (31,54%); Philippe, div. d., 1235 (31,46%); Rodriguez, PS, 605 voix (15,41%); Pézeril, écol., 285 voix (7,26%); M[me] Bibel (PC), 283 voix (7,21%); M. Besnard, FN, 279 voix (7,11%).

Au second tour, M. Thiébot l'emportait avec 1827 voix (51,98%) contre 1688 (48,02%) à M. Philippe sur 6236 inscrits, 3806 votants (soit une abstention de 38,90% et 3515 suffrages exprimés).]

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA *Master of Business Administration*

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/rofessionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.

Academic program, unique in concept, format and professionnal experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3[e] CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2[e] CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (métro Iéna), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

Réunis en assemblée générale annuelle

Les nationalistes corses veulent « élaborer un projet de société »

BASTIA

De notre correspondant

L'assemblée générale annuelle de A Cuncolta Naziunalista a mobilisé pendant deux jours, samedi 11 novembre, puis dimanche, à Corte, plusieurs centaines de militants délégués des sections du mouvement nationaliste. La motion d'orientation générale adoptée n'aborde, comme son titre l'indique, que des « orientations » idéologiques. Qu'en est-il de la politique d'« union » avec l'Union du peuple corse (UPC), habituellement renouvelée depuis 1986 ? Des relations avec les autres groupes nationalistes plus radicaux que l'UPC ? La réponse de A Cuncolta Naziunalista se veut assez vague pour intéresser chaque membre de la famille nationaliste : *« Sans remettre en cause ses solidarités stratégiques, A Cuncolta poursuivra et renforcera son action vers l'ensemble des composantes du mouvement national corse pour réaliser chaque fois que cela est possible l'unité sur la réflexion comme dans l'action. »*

Quant à la crise interne du mouvement nationaliste, qui a provoqué le départ de plusieurs responsables, ceux-là mêmes qui ont constitué l'Accolta Naziunale Corsa (ANC), il s'agit d'une conséquence de la politique réformiste de M. Pierre Joxe, puisque *« la nouvelle orientation coloniale* [...] *a suscité le doute chez quelques militants et sympathisants qui n'ont plus eu confiance qu'en eux-mêmes et, de procès d'intention en action individualiste, ont remis en cause les principes de solidarité, de complémentarité et d'originalité qui sont le ciment de la lutte de libération nationale »*.

Comment les nationalistes de A Cuncolta expliquent-ils leur refus de l'idée d'un statut d'autonomie interne que la majorité de la classe politique insulaire accepte aujourd'hui d'évoquer dans les débats ? Quelle est leur attitude à l'égard de la modification de la loi électorale que M. Joxe a résumé, dans la formule *« on doit voter là où l'on habite »* ? Le refus de prendre position sur ces sujets n'a pas toujours été bien compris par la base, à laquelle il a donc fallu préciser que *« l'option réformiste, visant à un simple aménagement du système – capitaliste –, conduirait la Corse à une prétendue autonomie de gestion* [...]. *L'institution, quelle qu'elle soit, n'est pas une finalité politique* [...]. *La simple corsisation de règles politiques n'est pas une solution. Il faut changer tous les rapports de forces politiques, économique, sociaux et culturels »*.

Pour A Cuncolta donc, ces changements de rapports de force se résument dans l'idée d'*« autodétermination »*, qui n'est pas à rechercher dans un scrutin mais dans *« la lutte quotidienne sur tous les terrains, qui crée les véritables conditions d'une prise de pouvoir par le peuple corse »*.

Les perspectives de la lutte qui se fixe A Cuncolta semblent évoluer : *« Après avoir été principalement une force de contestation et de témoignage »*, le mouvement politique adapte sa stratégie, *« l'heure étant à l'élaboration d'un projet de société pour notre peuple en posant dès aujourd'hui les principes de nouveaux rapports économiques et sociaux, de la réappropriation par le peuple corse et dans les formes collectives qu'il se donnera de ses richesses et de ses forces productives »*.

Il s'agit là d'un tournant politique : pour la première fois l'élaboration d'un projet de société est annoncée, reposant sur la *« forme collective »* à donner aux forces productives. La confirmation du refus du parti unique et la recherche d'un socialisme original constituent donc les points d'accord d'aujourd'hui, qui sont peut-être à l'origine de la dissidence de l'ANC, mais dont les principales idées sont confirmées dans le tract que l'ex-FLNC a publié après son action commando contre un lotissement touristique la semaine dernière (le *Monde* du 9 novembre).

MICHEL CODACCIONI.

Un voyage ordinaire entre Ajaccio et Paris

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste des mentalités insulaires pour comprendre pourquoi de nombreux Corses ont le sentiment que le continent prend un peu leurs problèmes à la légère, notamment en matière de desserte aérienne. Il suffit de voyager par avion entre la Corse et Paris en dehors de la saison touristique.

Ajaccio, jeudi matin 9 novembre : il n'y a que deux avions Air France dans la journée, l'un direct, dans la matinée, l'autre le soir, avec escale à Marseille, changement de vol, d'appareil et de compagnie, puisqu'on passe sur Air Inter. Au total, dans le second cas, trois heures de voyage. L'avion du matin est complet, mais la liste d'attente est courte. Cap, donc, sur l'aéroport.

Enregistrement des passagers régulièrement réservés sur le vol. Soudain un ange passe. Plusieurs de ces passagers se présentent encore devant le comptoir, alors que l'avion est déjà plein. *« Surbook »,* murmure une hôtesse. Un journaliste, puis un fonctionnaire de l'île diront, séparément, mais exactement dans les mêmes termes : *« C'est notre lot quotidien ! »* Ils précisent qu'en outre il vaut mieux s'y prendre une dizaine de jours à l'avance pour préparer un voyage sur le continent.

Tandis que s'entame avec les infortunés un douloureux dialogue, un employé a la présence d'esprit de lancer : *« Terminé pour la liste d'attente. »* Effectivement, cela s'impose. Une dame, qui figurait sur cette liste et qui a manqué un épisode, avance timidement : *« Mais on n'a même pas commencé... »*

Trêve de plaisanterie, mieux vaut galoper vers un autre comptoir pour réserver sur le vol du soir. Trop tard, ou presque : il y a bien des places sur Air France entre Ajaccio et Marseille, mais l'avion d'Air Inter qui, à 21 h 40, assure, à Marignane, la correspondance avec Paris est complet. Reste liste d'attente à partir de Marseille. L'employé omet de mentionner qu'il y a un autre vol Air Inter, à 21 h 30 : la correspondance « officielle », c'est le 21 h 40, car, pour l'autre vol, le délai entre l'atterrissage de l'avion d'Ajaccio et le décollage de l'avion de Paris est un peu juste, notamment pour le transfert des bagages.

Le comble, c'est que, informé par un coup de téléphone à Marseille de l'existence du 21 h 30, on apprend que ce dernier est presque vide. On réserve donc pour le 21 h 30. Reste à l'attraper.

Si l'avion d'Ajaccio a du retard, c'est loupé. Pendant le vol, l'hôtesse recense les passagers en correspondance, car, précisément, nous avons dix minutes de retard. Une cinquantaine de passagers prennent la correspondance « officielle », une poignée d'audacieux sans bagages sont inscrits sur le 21 h 30. Arrivée à Marseille, galopade dans les couloirs, il est plus de 21 heures. Hasard ou coordination exemplaire entre compagnies, le 21 h 30 a, justement, le retard d'une dizaine de minutes qui sauve l'affaire...

C'était un voyage ordinaire entre Ajaccio et Paris.

J. L. A.

JEAN MOULIN :

La vérité

"Tout ce que j'ai trouvé, je le publie, n'ayant rien ni personne à ménager"
Daniel Cordier

Cette œuvre ne ressemble à nulle autre... Outre la biographie définitive du martyr de la Résistance, on y trouve notamment une nouvelle histoire de la Résistance, la première biographie de l'homme politique Pierre Cot, une étude fouillée sur une carrière dans la préfectorale entre les deux guerres, une monographie d'une incroyable précision sur la vie d'un département français (Eure-et-Loir) en 1940, une enquête impitoyable sur les rapports entre de Gaulle et les résistants de l'intérieur.

DES RÉVÉLATIONS ? ELLES SONT PARTOUT, À TOUS LES CHAPITRES.

Pierre Assouline. *Lire*

Les deux premiers volumes de cette monumentale biographie sont stupéfiants. Par l'ampleur du travail. Par sa sûreté documentaire. Par l'art du recoupement d'archives authentifiées. Par l'émotion du contenu.

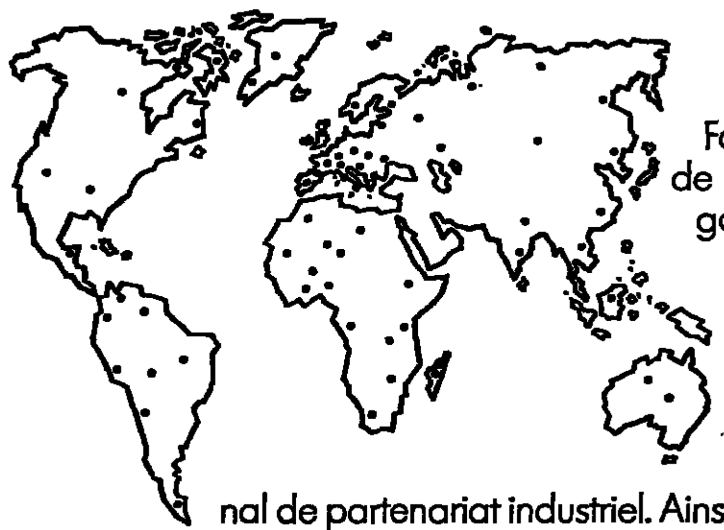
Jean-Pierre Rioux. *Le Monde*

Tome 1 :
Une ambition pour la République.
896 P. - 170,00 FF

Tome 2 :
Le choix d'un destin. 762 P. - 155,00 FF

JC Lattès

PASSEPORT POUR L'AVENIR



Forte de ses 96,5%* de notoriété dans l'hexagone, MANUFRANCE veut affirmer avec les entreprises qui l'ont sollicitée, sa présence en France et à l'international par un concept original de partenariat industriel. Ainsi, avec vous, avec tous ceux qui partagent notre ambition, notre détermination, nous mettons tout en œuvre pour que la qualité française soit compétitive sur des marchés à fort développement.

En faisant bénéficier vos produits de la marque MANUFRANCE ou du label MF, vous leur offrez un véritable visa d'entrée sur les marchés, un passeport pour l'avenir.

Un formidable atout de développement.

Avec des millions de consommateurs prêts à acheter ses produits**, MANUFRANCE est aujourd'hui un véritable sésame qui vous ouvrira bien des portes, sur bien des marchés en France comme à l'export.
Entre un bon produit et un grand produit, c'est la marque qui fait la différence.

Un rayonnement international.

L'expérience de l'un des pionniers de l'exportation française, une présence dans près de 100 pays, une très forte notoriété en Afrique et en Europe, MANUFRANCE est aujourd'hui en mesure de doter les entreprises françaises des atouts indispensables qui facilitent l'ouverture des frontières et des marchés.
Oui, c'est certain, MANUFRANCE est une marque connue et reconnue à l'international.

La caution d'une marque, d'un pays.

A l'heure où les consommateurs redécouvrent cette exigence de produits fiables, cette attente de qualité, MANUFRANCE apporte toutes les garanties du savoir-faire français. Du savoir-faire et du savoir-vendre car MANUFRANCE, c'est aussi l'assurance du meilleur rapport qualité/prix et c'est cela qui fait la différence.

Visa pour la réussite.

Vos produits sont d'excellents produits, novateurs, capables de répondre aux exigences du marché ?
Vous êtes animés d'une grande ambition et souhaitez donner une formidable accélération à vos ventes ?
Avec ses 96,5%* de notoriété, MANUFRANCE est aujourd'hui prête à allier les qualités de la marque aux performances de vos produits pour une synergie parfaite, de celle qui fait que tout devient possible.

CONTROLE MF MANUFRANCE

N'est pas MANUFRANCE qui veut...

Parce que la qualité MANUFRANCE n'a jamais déçu, des millions de consommateurs nous accordent une confiance totale. C'est pourquoi nous mettrons tout en œuvre pour la mériter encore longtemps.
Un bureau d'études ainsi qu'un laboratoire de contrôle animés par une équipe d'ingénieurs sélectionnent, améliorent, conçoivent les produits qui portent le label ou la marque MANUFRANCE.

Un nouveau concept de partenariat industriel.

Déjà un certain nombre d'industriels, de fabricants ont sollicité l'utilisation de la marque MANUFRANCE.
C'est pour eux, pour dépasser le simple partenariat que MANUFRANCE propose une véritable infrastructure. A la partie technique (laboratoire de contrôle et bureau d'études), s'ajoutent un service marketing et commercial, un plan de communication géré par un groupe spécialisé, un service consommateurs et un showroom.
Oui, aujourd'hui MANUFRANCE s'engage à vos côtés et met tout en œuvre pour faire de vos produits des succès commerciaux.

*Étude réalisée par le Cabinet Sophie de Menthon Conseil auprès d'un échantillon représentatif de la population française du 11 au 17 octobre 1989.
**76% des Français.

MANUFRANCE® MF

Vous voulez en savoir plus, envoyez-nous votre carte de visite: MANUFRANCE, 6, r. de Lodi - 42045 SAINT-ÉTIENNE Cedex 1 - Tél. 77 21 29 92. Relations presse : 16 (1) 45 74 75 42.

SOCIÉTÉ/CULTURE

14 Imbroglio judiciaire dans l'affaire Touvier — La première journée du judaïsme
15 Les nouveaux rites funéraires
16 La réouverture du Centre Pompidou
19 La Belgique, laboratoire audiovisuel
24 Rugby : un mélange explosif

La lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, la surconsommation médicamenteuse...

Cinq experts proposent un plan d'urgence contre l'abus des drogues licites

Nous publions les principaux extraits du plan d'action de santé publique demandé en janvier dernier par M. Claude Evin aux professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Gremy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana.

Ce plan devrait faire l'objet d'une communication en conseil des ministres avant la fin de l'année. Les propositions des cinq spécialistes permettraient d'éviter chaque année plusieurs milliers de décès prématurés. Elles dépassent le cadre traditionnel de la santé publique (lutte contre le tabac et l'alcool, dépistage des cancers et des maladies cardio-vasculaires) et s'attaquent notamment à *« la publicité contraire aux intérêts de la santé »* et à la surconsommation de tranquillisants et de somnifères.

Réunies sous le titre « L'action politique dans le domaine de la santé publique et de la prévention », les propositions des professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Gremy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana constituent un document de trente-sept pages qu'accompagnent de nombreuses annexes (1). Ce texte avait été demandé à ces cinq spécialistes de la santé publique par M. Claude Evin, ministre de la santé, en janvier dernier (*le Monde* du 11 janvier). Il s'agissait d'obtenir une série de propositions d'actions concrètes, susceptibles d'être rapidement mises en œuvre dans différents domaines : lutte contre le tabagisme et contre l'alcoolisme, surconsommation de médicaments tranquillisants, dépistage et prévention de maladies graves comme les cancers, les affections cardio-vasculaires, etc.

En dépit de la volonté, plusieurs fois affirmée, du ministre de la santé quant à la priorité qui devait être accordée à la politique de santé publique et en dépit aussi des souhaits, maintes fois formulés par les auteurs, de voir aboutir leurs propositions, de nombreux blocages politiques ont, pendant plusieurs mois, compromis la mise en œuvre de ce plan d'action tout à fait novateur. On indique toutefois, dans l'entourage de M. Claude Evin, qu'après un arbitrage par l'Hôtel Matignon, une communication sur ce thème devrait être faite en conseil des ministres, *« vraisemblablement avant la fin de l'année »*.

Doubler les taxes sur le tabac

Les auteurs rappellent qu'en France, les moyens d'action en santé publique sont notablement sous-développés, si on les compare à ceux des pays scandinaves ou des pays anglo-saxons.

La mise en œuvre d'une politique ambitieuse est, selon eux, d'autant plus urgente et nécessaire que, d'une part, l'allongement de la durée de la vie s'accompagne inévitablement d'une augmentation des charges dues à la maladie et à l'incapacité et que, d'autre part, le développement économique impose à la nation de faire des choix. Selon eux, *« il devient de moins en moins acceptable de vouloir maîtriser les dépenses de santé et de laisser promouvoir des comportements dangereux pour cette santé. La publicité conditionne à des comportements dangereux, publicité pour des voitures rapides, occasionnant mort et handicap ; valorisation du tabac et de l'alcool, entraînant cancers et cirrhoses ; nous devons supprimer cette incohérence »*.

Les propositions formulées par les cinq spécialistes de santé publique comportent un nombre limité de mesures de prévention prioritaires, *« dont la mise en œuvre*, soulignent-ils, *constitue un test quant à la volonté d'agir du gouvernement »*.

Sont sucessivement abordés dans le document :

● **La limitation de la consommation des tranquillisants et des médicaments hypnotiques.** La France est à la fois le premier consommateur mondial d'alcool et de benzodiazépines, principale famille des médicaments tranquillisants ou somnifères. 15 % des ordonnances médicales comportent une prescription de benzodiazépines avec, dans un cas sur quatre, un autre médicament psychotrope.

« La prescription massive de tranquillisants est une solution inadaptée aux problèmes de l'anxiété et des difficultés à vivre dans des sociétés qui associent de multiples contraintes à un affaiblissement des rapports affectifs et de la solidarité « non financière » entre les individus, lit-on dans le rapport. *Accepter cette dépendance serait admettre que le traitement d'une maladie de société consiste à prendre un produit qui pourrait aider à la supporter. »*

Sans retenir des mesures par trop drastiques (inscription de ces médicaments au tableau B, limitation des prescriptions aux seuls psychiatres) et en soulignant l'importance d'actions à long terme (formation des prescripteurs, réforme de la promotion et de la publicité), les auteurs formulent une série de propositions qui pourraient, selon eux, être rapidement mises en œuvre : création d'une nouvelle règle de prescription de l'ensemble des médicaments tranquillisants et des somnifères, limitant la durée de leur consommation ; nouveaux conditionnements adaptés à cette règle ; remboursement accordé aux seuls malades atteints d'une affection de longue durée, création d'un groupe de travail ayant pour objet de revoir l'ensemble des techniques de promotion de l'industrie pharmaceutique, ainsi que de limiter la dépendance financière de la presse médicale spécialisée.

● **La politique des prix dans le domaine des consommations dangereuses.**

Les propositions formulées reposent sur le postulat selon lequel l'augmentation des taxes sur les produits dangereux pour la santé serait une méthode efficace pour en limiter la consommation. Ce sujet est d'autant plus d'actualité qu'à l'objectif de santé publique s'ajoute une obligation communautaire puisque la libre circulation des produits, à partir de 1993, impose, dès aujourd'hui, une harmonisation des taxes, ce qui devrait, entre autres, modifier considérablement le prix de vente du tabac en France.

Les auteurs proposent un doublement des taxes sur le tabac, réparti sur les budgets de 1990, 1991 et 1992. Ils souhaitent aussi que les autorités européennes infléchissent leurs positions en ce qui concerne la taxation de l'alcool, afin de mieux prendre en compte la quantité d'alcool pur contenu dans les boissons alcooliques ; ils aimeraient enfin que l'on demande à l'INSEE de publier dès maintenant un indice des prix *« hors tabac »* et un indice *« hors alcool »*.

● **La publicité, contraire aux intérêts de la santé.**

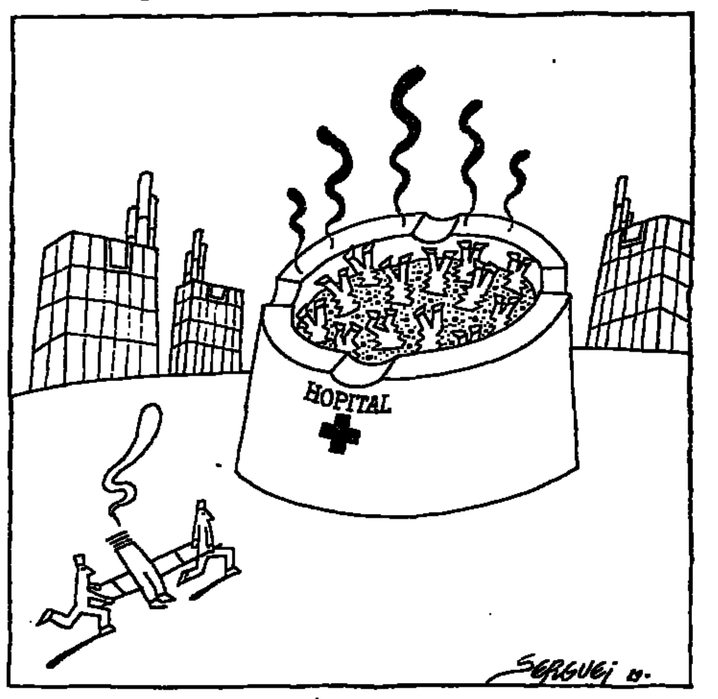
« Le développement de la publicité et la transformation de ses méthodes sont des faits marquants de notre société, écrivent les auteurs du rapport. *La publicité moderne commande la vie économique de nombreux médias et, en particulier, celle des chaînes de télévision. Elle intervient de plus dans la vie politique, en contribuant à la promotion de l'image des candidats. Cette situation interfère avec la santé publique quand la publicité assure la promotion de l'alcool, du tabac, des médicaments ou lorsqu'elle valorise des véhicules inadaptés aux limites réglementaires de la vitesse. »*

Les auteurs réfutent les arguments traditionnellement avancés par les publicitaires concernant le faible impact de ces publicités sur les volumes de consommation, ainsi que les arguments invoquant une atteinte à la liberté de consommation. *« L'interdiction de toute publicité pour le tabac et pour les boissons alcooliques faisait déjà partie des recommandations du Comité des sages sur la sécurité sociale, en 1987, ainsi que des recommandations des états généraux de la Sécurité sociale*, rappellent les auteurs. *D'autre part, ces publicités sont financées par les acheteurs. Si les publicités dangereuses pour la santé sont inefficaces, autant supprimer cette charge inutile du budget des ménages, mais, si elles sont efficaces, il convient alors de les interdire. »*

La première proposition concerne la modification de la loi de 1976, afin d'interdire toute publicité pour le tabac, en étendant l'interdiction actuelle à tous les produits ou services commercialisés sous un nom de marque utilisé pour les cigarettes ou pour le tabac.

La loi devrait également supprimer toute publicité de parrainage des manifestations sportives, artistiques et culturelles, notamment lorsqu'il s'agit de rétribuer des producteurs d'œuvres de fiction pour qu'ils fassent apparaître dans un texte ou sur des images le nom de marque d'un produit du tabac.

La seconde proposition concerne la publicité pour l'alcool : présenter au Parlement un texte interdisant la publicité au cinéma, sur les affiches, en radio et en télévision, mais, en revanche, autoriser cette publicité dans la presse pour adultes, lorsqu'elle est publiée sous forme strictement informative.



Protéger les non-fumeurs

● **La protection des non-fumeurs dans les lieux publics clos.**

Compte tenu du danger médical parfaitement démontré du tabagisme passif sur la santé des non-fumeurs, les auteurs proposent que les règlements intérieurs des entreprises traitent dorénavant de manière obligatoire du problème du tabagisme. Ils souhaitent d'autre part le développement de la protection des non-fumeurs dans les lieux ouverts au public, en tenant compte de la proportion des non-fumeurs dans la population générale. Ils demandent enfin l'évaluation de l'application de la réglementation actuellement en vigueur dans les établissements d'enseignement tout comme dans les établissements sanitaires.

● **La prévention des maladies cardio-vasculaires.**

Cette action complexe passe à la fois par une prévention primaire (lutte contre la consommation de tabac et hygiène alimentaire) et par un dépistage médical (hypertension, hypercholestérolémie). Si 60 % des Français ont chaque année une prise de sang, seuls 20 % connaissent leur taux de cholestérol. Les auteurs du rapport proposent le développement de la politique de dépistage de l'hypertension artérielle, tout comme celle de l'hypercholestérolémie, grâce notamment au fonds de prévention qui vient d'être mis en place par la Caisse d'assurance-maladie.

Ils proposent également de rendre obligatoire la mise en place d'un « menu diététique » dans la restauration collective, d'évaluer de manière systématique la qualité diététique des repas servis dans les cantines scolaires, de rendre obligatoire l'information sur le contenu en sel et en graisse des produits alimentaires et d'aggraver les peines encourues en cas d'allégation de nature à induire les consommateurs en erreur. Ils proposent d'autre part de faciliter l'accès aux boissons non alcooliques en mettant gratuitement à la disposition du plus grand nombre sur les lieux de travail et dans tous les endroits publics des fontaines fournissant une eau fraîche et de qualité.

● **L'amélioration du dépistage de certains cancers**

Les cinq spécialistes de santé publique proposent d'intensifier les opérations programmées de dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein. La réussite de telles opérations devrait permettre de sauver entre 2 500 et 4 500 vies chaque année. Ils proposent aussi l'évaluation du rapport coût-efficacité du dépistage des cancers du colon et du rectum.

Plus généralement, le rapport propose, au-delà de ces actions pertinentes mais sectorisées, la création auprès du ministre chargé de la santé et de la protection sociale d'un « conseil national de la santé et de la prévention ». Cette structure, qui devrait réunir une quinzaine de spécialistes nommés par le ministre, devrait être dotée d'un budget et assurer l'observation de l'état de santé des Français. Elle publierait un rapport annuel sur ce thème et aurait accès de droit à toutes les informations et à toutes les statistiques concernant la santé de nos compatriotes.

J.-Y. N.

(1) « Le Monde Sciences Médecine » daté mercredi 15 novembre publiera un point de vue des professeurs Dubois, Got, Gremy, Hirsch et Tubiana.

Sur les paquets de cigarettes

Danger de mort

Les ministres de la santé de la CEE, réunis à Bruxelles, devaient se prononcer lundi 13 novembre, pour la mise en place, avant le 31 décembre 1991, d'une législation commune sur l'étiquetage des paquets de cigarettes et de tabac. Tous les pays de la Communauté devront faire en sorte qu'avant cette date les produits du tabac portent des messages très lisibles et sans ambiguïté quant à la nocivité de leur consommation (quatre cent quarante mille morts prématurées chaque année dans la CEE). On pourra ainsi lire sur tous les paquets de cigarettes : *« Le tabac nuit à la santé »*, ainsi que d'autres messages, du type : *« Fumer provoque le cancer »* ou *« Fumer provoque des maladies cardio-vasculaires »*, ou encore de manière plus directe : *« Fumer tue. »* Les responsables bruxellois du programme « L'Europe contre le cancer » ne cachent pas leur satisfaction devant ce résultat, qu'ils qualifient de *« grande victoire »*.

Les ministres de la santé devraient, par ailleurs, adopter en première lecture une proposition de directive commune concernant les concentrations en goudrons des cigarettes commercialisées dans la Communauté. La directive européenne prévoit que la teneur maximale en goudrons des cigarettes devra être de 15 milligrammes à compter du 31 décembre 1997 (au lieu du 31 décembre 1995, comme il était prévu initialement). Une dérogation d'une dizaine d'années devrait, dans ce cadre, être accordée à la Grèce, de manière que ce pays ait le temps d'adapter ses technologies pour atteindre ces objectifs.

Enfin, les ministres devraient fixer les volumes de financement du plan d'action européen contre le cancer pour la période de 1990-1994 à 55 millions d'écus (environ 390 millions de francs), une somme dont le montant devra être confirmé en décembre par le Parlement européen. Le précédent programme « L'Europe contre le cancer » avait été financé, sur trois ans, à hauteur de 20 millions d'écus (plus de 140 millions de francs).

J.-Y. N.

Pouvoir et lobby

par Jean-Yves Nau

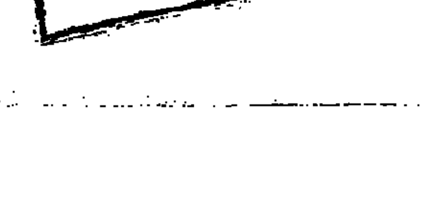
M. Claude Evin mesurait-il véritablement les risques qu'il prenait en janvier dernier lorsque, il demandait aux cinq « sages » français de la santé publique un plan d'action permettant de faire chaque année l'économie de plusieurs dizaines de milliers de morts prématurées ? Le rapport rédigé par le professeur Got et par ses collègues, qui forment aujourd'hui un véritable comité de santé publique, est un document politiquement très dérangeant, comme en témoigne la décision ministérielle de ne pas, pour l'heure le rendre public.

Le temps n'est plus où le ministre concerné pouvait sans crainte demander leur opinion *« sur l'alcoolisme, le tabagisme ou la lutte contre le cancer »* à un groupe d'experts qui formulaient à l'occasion quelques propositions qualifiées d'intéressantes avant d'être vite rangées au rayon des utopies hygiénistes. La connaissance de plus en plus fine des principales causes de mortalité prématurée et l'analyse des véritables responsabilités impliquées dans le processus de l'alcoolisation collective, de l'imprégnation tabagique et médicamenteuse ou de l'hécatombe routière font que les rapports demandés aux spécialistes perdent progressivement leur aspect médical et se transforment en manifestes sociopolitiques. En d'autres termes, les hommes politiques ne peuvent plus aujourd'hui faire comme si la prévention des principaux fléaux de notre temps n'était pas très directement de leur responsabilité. A cet égard, il faut souligner le développement de l'action courageuse de « lobbying sanitaire » lancée et animée par le professeur Got, qui permet de mettre en lumière une série d'effets pervers et excessivement nocifs jusqu'ici trop méconnus ou sous-estimés. Il s'agit de ceux, par exemple, dus à la publicité envahissante au service du tabac, des tranquillisants ou des somnifères, contraires aux intérêts de la santé. De ceux encore liés à une politique des prix sans rapport avec le caractère dangereux des produits (tabac et alcool) concernés. De ceux enfin dus à l'absence de rationalisation de la politique nationale de dépistage des maladies cardio vasculaires ou des cancers.

Les diysfonctionnements majeurs de la lutte contre le tabagisme responsable de plus de soixante-mille morts prématurées par an en France, illustrent de manière exemplaire les défaillances des pouvoirs publics dès lors qu'il s'agit de prendre en compte les véritables intérêts de la collectivité face à la puissance d'un lobby national et international.

Peut-on imaginer l'avenir des propositions formulées par les cinq professeurs de médecine, qui, après plusieurs mois de malentendus, semblent depuis peu avoir retrouvé l'oreille de leur ministre ? Quelques-uns des axes de travail du rapport (dépistage des cancers et des maladies cardio-vasculaires) semblent à court ou moyen terme pouvoir être sans mal développés. En revanche, la lutte contre la publicité, contre la surconsommation de médicaments ou la mise en place d'une politique « sanitaire » des prix des produits dangereux resteront-elles encore longtemps du domaine de l'utopie ? Il sera à cet égard fort instructif d'analyser le contenu de la communication que après arbitrage interministériel, M. Claude Evin entend faire dans les semaines qui viennent devant le conseil des ministres.

FESTIVAL DU CINEMA ESPAGNOL
PARIS/15-21 NOVEMBRE 89
PUBLICIS ELYSEES
13 FILMS INÉDITS (V.O. SOUS-TITRÉS)
LA NUIT OBSCURE/ Carlos SAURA
LES BREBIS GALEUSES/ José Maria CARREÑO
ANDER ET YUL/ Ana DIEZ
BATON ROUGE/ Rafael MOLEON
JOURNAL D'UNE SAISON/ Francisco REGUEIRO
LE MARQUIS D'ESQUILACHE/ Josefina MOLINA
LE FLEUVE QUI NOUS EMPORTE/ Antonio DEL REAL
AVENTIS/ Vicente ARANDA
L'ENFANT DE LA LUNE/ Agustin VILLARONGA
LE MEILLEUR DES TEMPS/ Felipe VEGA
LE VENT DE L'ILE/ Gerardo GORMEZANO
LA MER ET LE TEMPS/ Fernando FERNAN GOMEZ
LES CHOSES DE L'AMOUR/ Jaime CHAVARRI
Publicis Elysées - 129, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.
Métro : Charles-de-Gaulle - Etoile. Prix : 38 F.
Renseignements au 47.20.76.23



SOCIÉTÉ

Une instruction à Lyon et une autre à Paris

Imbroglio judiciaire dans l'affaire Touvier

Deux juges instruisent à présent le dossier de Paul Touvier, l'un à Paris, l'autre à Lyon. Ainsi Mᵉ Serge Klarsfeld devait-il déposer, lundi 13 novembre, deux nouvelles plaintes auprès du doyen des juges d'instruction de Lyon. Si la Cour de cassation, après avoir été saisie par les autorités judiciaires, ne choisit pas entre Lyon et Paris, l'ancien chef milicien pourrait être jugé à deux reprises.

L'affaire Touvier serait-elle en passe de se transformer en imbroglio judiciaire ? Voilà une quinzaine de jours maintenant que deux juges, l'un à Paris, l'autre à Lyon, sont officiellement saisis de cette instruction. Inculpé en mai dernier d'assassinats, tentative d'assassinat, arrestations illégales, séquestration de personnes et crimes contre l'humanité par M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris, Paul Touvier le sera de même, très prochainement, par M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon.

La situation est insolite. Depuis cinq mois, M. Getti instruit avec diligence plusieurs plaintes, dont l'arrestation et l'exécution des sept otages juifs de Rillieux-la-Pape, dans la banlieue lyonnaise, le 29 juin 1944. Désormais, M. Hamy – le procureur de la République de Lyon, M. Christian Gallut, a signé le 27 octobre son réquisitoire introductif – instruit d'autres plaintes qui ne recoupent pas les premières, mais les complètent assurément...

Si la situation ainsi créée se prolongeait, la défense de Paul Touvier et les avocats des parties civiles seraient « confrontés » à deux juges conduisant deux instructions conçues pour ne jamais se croiser, mais portant sur les activités d'une même personne durant une période identique (1943-1944). A terme, il faudrait envisager que l'ancien chef du service de renseignement de la mMilice de Lyon soit jugé deux fois, à Paris et à Lyon.

Cette évolution pourrait satisfaire tous ceux qui avaient publiquement souhaité, en mai, que Lyon puisse juger Paul Touvier. En réalité, il n'en est rien. *« Je vois mal Touvier jugé deux fois*, nous a déclaré Mᵉ Jean Bonnard, bâtonnier du barreau de Lyon. *Il ne faut pas découper en tranches l'activité de Touvier durant la guerre. »*

Le bâtonnier souhaitait, et souhaite toujours, une situation claire, sans ambiguïté. Tout comme M. Michel Noir, maire de Lyon, lorsqu'il écrivait en juillet à M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux : *« Il est évident que le procès de M. Touvier doit s'inscrire dans le prolongement naturel du procès Barbie, qui s'est tenu à Lyon dans la dignité que chacun sait. Indépendamment de cet aspect pédagogique et historique, il convient de ne pas perdre de vue que la bonne administration de la justice a toujours, à ma connaissance, exigé qu'un accusé soit jugé sur les lieux des faits qui lui sont reprochés. »*

« Querelles byzantines »

La désignation de deux juges d'instruction ne va pas exactement dans ce sens. Et cet état de fait – temporaire ou non – nourrit d'innombrables interrogations en même temps qu'une certaine émotion. *« On ne peut pas imaginer un seul instant une dualité de juges dans un tel dossier*, souligne Mᵉ Alain Jakubowicz, conseil du consistoire central. *Les associations juives tiennent à éviter tout pré-jugement, tout procès d'intention, tout manichéisme. Elles désirent observer un grand recul et se cantonner dans une confiance totale en la justice, mais il faut qu'elle en soit digne »*. Les *« querelles intestines actuelles »* sont-elles de mise, s'interroge Mᵉ Jakubowicz.

Plus ou moins placés dans la position délicate d'avoir à donner leur préférence au juge d'instruction de Paris ou de Lyon, les avocats n'apprécient guère. *« Mes clients souhaitent surtout que le procès ait lieu à Lyon. Et par commodité que l'instruction soit aussi conduite dans cette ville. Mais nous n'avons pas à choisir notre juge »*, précise Mᵉ Ugo Iannucci, avocat de plusieurs parties civiles.

Mᵉˢ Joë Nordmann et Alain Lévy notent, pour leur part, que *« l'instruction, depuis mai, est menée avec tout le sérieux et toutes les diligences voulues »*, mais qu'ils ne souhaitent pas être des acteurs dans ce qu'ils appellent des *« querelles byzantines »* *risquant de ralentir le cours de la justice.* L'avocat de Paul Touvier, Mᵉ Jacques Trémolet de Villers, manifeste, quant à lui, clairement son choix « pour » Paris : *« Si l'on s'oriente définitivement vers une double information judiciaire ou, pire, si l'on transmet tout le dossier à Lyon, je ne réponds plus de la coopération de la défense et de Paul Touvier à la manifestation de la vérité. »*

Pour éviter la confusion naissante, les autorités judiciaires peuvent naturellement saisir le procureur général près la Cour de cassation, à charge pour ce dernier de demander à la chambre criminelle de déterminer qui, de M. Jean-Pierre Getti ou de M. Jacques Hamy, reprendra l'ensemble du dossier d'instruction Touvier. Mais ni le parquet de Lyon, ni le parquet de Paris, ni la chancellerie ne semblent, apparemment, considérer qu'il y a urgence *« dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice »*.

« Lyon offre plus de garanties »

« Tout le monde attend, résume le bâtonnier Jean Bonnard. *Actuellement, on a le sentiment d'une manipulation, mais on ne sait pas qui manipule qui ! J'ai l'impression que l'on sonde l'opinion... Ce que je crains, c'est que le ministre ne tranche pas. Il faut une décision juridique, et l'on est en train d'en faire une décision politique. »* Beaucoup d'avocats qualifient cette situation de *« malsaine »*.

D'autres motifs interfèrent encore dans ce débat. Ainsi l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris, en date du 19 octobre dernier, inquiète-t-il plusieurs avocats. Si les magistrats, au terme de trente-neuf feuillets d'analyse, rejettent en effet la demande de mise en liberté présentée par Paul Touvier, les parties civiles considèrent tout de même qu'ils *« ouvrent bien des portes à l'ancien milicien » (lire l'encadré).*

« Il est clair qu'à la prochaine demande Touvier peut être mis en liberté, indique Mᵉ Serge Klarsfeld. *Certaines phrases de l'arrêt laissent percer beaucoup d'agacement. Je respecte infiniment le travail du juge d'instruction Jean-Pierre Getti à Paris, mais je prends parti pour Lyon, qui offre plus de garanties »*.

Voilà pourquoi Mᵉ Klarsfeld avait décidé de déposer lundi 13 novembre, plus rapidement que prévu, deux nouvelles plaintes auprès du doyen des juges d'instruction de Lyon. En termes plus voilés, Mᵉ Iannucci, futur bâtonnier du barreau de Lyon, ne dit pas autre chose : *« A l'évidence, il y aurait plus de sécurité si le dossier revenait à Lyon. Il faut que la Cour de cassation règle au plus vite cette situation. »*

LAURENT GREILSAMER

Un arrêt de la chambre d'accusation

Opinion et ordre public

Nous publions ci-dessous un extrait de l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris, en date du 19 octobre, qui se concluait par le refus de la demande de mise en liberté présentée par Paul Touvier, inculpé de crimes contre l'humanité. Ce passage est tiré de la réflexion des magistrats sur « le trouble à l'ordre public ». *La chambre d'accusation analyse par ailleurs les* « données de la procédure », *la situation créée par l'état de santé de l'inculpé, la légalité de la détention et les garanties de représentation de l'ancien milicien :*

« (...) Bien entendu, les forfaits imputés à l'inculpé n'ont pas manqué d'inspirer, non seulement chez les victimes survivantes, les descendants ou parents des personnes exterminées; ou leurs coreligionnaires, pour ceux appartenant à la communauté israélite, mais encore, dans une très large part de l'opinion, des sentiments évidents de douleur, d'indignation et de répulsion, motivant la volonté, tout à la fois, de faire toute la lumière et de saisir la justice.

» L'expression de ces sentiments ne date pas de l'interpellation de Touvier, et pour vigoureuse qu'elle puisse être, elle n'est aucunement révélatrice d'un trouble qui serait actuellement causé à l'ordre public par les infractions.

» Elle est une des composantes de l'opinion publique, qui a pu, qui peut être, troublée par l'affaire Touvier, mais rien n'autorise à confondre l'ordre public et l'opinion publique.

» Du reste, ce trouble de l'opinion est marqué de complexité, et rien ne permet de présumer en l'état qu'il puisse dériver vers un trouble à l'ordre public.

» L'inculpé est un vieillard de soixante-quatorze ans et chacun sait que, même en matière criminelle, il n'est pas fréquent de voir placé en détention un prévenu de cet âge.

» L'intéressé a obtenu un décret de grâce du président de la République au sujet duquel le plus haut magistrat de l'Etat a cru devoir, en son temps, s'expliquer. Il n'est pas question d'en discuter ici le bien-fondé, la portée et les effets ; il sera observé seulement qu'aux yeux de beaucoup de profanes, ce décret constitue un élément d'interrogation, en présence des poursuites qui ont été engagées par la suite et qui ont mis si longtemps à aboutir à l'interpellation de l'inculpé.

» Les faits dénoncés, pour odieux qu'ils soient, datent de plus de quarante-cinq ans. Ces crimes ne sont oubliés par aucun des contemporains, et, en outre, il n'est pas de leur essence, selon la volonté du législateur, qu'ils puissent juridiquement l'être (...).

» Mais ils sont niés formellement par l'inculpé qui, sans renier son appartenance à la milice, tente, depuis des années, de persuader ses interlocuteurs, ecclésiastiques, politiques, médiatiques, judiciaires ou privés, qu'il est innocent de ce dont on l'accuse, alors que la plupart des coauteurs ou complices des actions qui lui sont imputées ont disparu depuis longtemps, tout comme la plupart des victimes des forfaits dénoncés.

» Le sentiment commun qui paraît prévaloir, et qui est très loin d'induire quelque trouble que ce soit, est que seule une instruction méthodique et minutieuse permettra de déterminer si les accusations qui pèsent sur l'inculpé résultent davantage de la puissance du ressentiment provoqué par les actes qui lui sont prêtés que par l'existence d'un faisceau suffisant de preuves, ou si, au contraire, ses dires ne sont que fables, les faits dénoncés lui étant personnellement et directement imputables.

» Ce qui n'est pas explicitement indiqué dans les considérations présentement analysées ayant trait au trouble causé à l'ordre public, mais ce qui est suggéré (et même ouvertement précisé dans une lettre de l'une des parties civiles), c'est que la mise en liberté de Touvier provoquerait un scandale, compte tenu de la gravité des faits qui lui sont reprochés.

» Or, à supposer que cela se vérifie, le trouble résulterait non pas des infractions commises, mais de la mise en liberté accordée. Cet argument n'est donc pas recevable. »

RELIGIONS

30 000 personnes au Bourget pour la première Journée du judaïsme français

Les rabbins hors de la synagogue

Près de 30 000 personnes ont participé, dimanche 12 novembre, au parc des expositions du Bourget, à la première Journée du judaïsme français, présidée par MM. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, Mordehaï Eliaou, grand rabbin, et Zvouloum Hamer, ministre des cultes d'Israël. M. Sitruk a annoncé la prochaine création dans toute la France de cercles d'études et de rencontres pour la jeunesse juive.

Le mois de hechvan (qui correspond presque à novembre) est le seul du calendrier juif qui ne comprenne pas de grande fête religieuse. M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, a donc voulu créer ce mois-là un Yom Hatora, c'est-à-dire une journée du judaïsme français et de retour aux sources de la tradition, marquée notamment par un rassemblement de masse.

Pour une première, il a réussi au Bourget un coup de maître. Si, emporté par l'enthousiasme, il a sans doute grossi le nombre de participants (35 000), il n'avait pas tort de dire, dans l'émotion finale, que *« les rescapés de la Shoah voient ce que nos yeux ont vu aujourd'hui : l'un des plus grands rassemblements religieux juifs depuis la guerre »*.

On n'avait jamais vu en effet autant de rabbins hors des synagogues, empoignant le micro sur les estrades et essayant de couvrir de leur voix les décibels de la fête. *« C'est à nous que la Torah a été confiée. Allons-nous la trahir ? »* s'égosillait le rabbin Frankforter, invitant ses auditeurs à retrouver toutes les vertus du judaïsme et le respect du shabbat.

« Judaïsme et astrologie » ; « les femmes dans le judaïsme » ; « judaïsme et monde moderne » ; « la venue du Messie » : autant de tables rondes qui ont fait recette toute la journée. *« Le Messie, nous l'attendons tellement ! Croyez-vous qu'il y aura résurrection pour les morts enterrés en dehors d'Israël ? »* interrogeait avec inquiétude un jeune Français couvert de sa kippa. *« Il n'y aura de résurrection des morts qu'en Israël*, répondait, sentencieux, le rabbin en citant la tradition, rassurant toutefois son auditoire : *« Mais Dieu emmènera les autres morts en Israël et, là, il les ressuscitera. »*

Le grand rabbin de France a voulu faire de ce rassemblement une journée d'étude. Alors que les offices de prière se succédaient dans la première synagogue jamais construite dans un hall d'exposition commerciale, des centaines de juifs, vieux, jeunes et enfants, se penchaient gravement, dans une salle voisine, sur des exemplaires de la Torah, commentant certains passages, des heures durant, en présence de spécialistes.

« Ce sont les mêmes textes depuis des millénaires, expliquait l'un des ces exégètes en herbe, *et pourtant on y trouve toujours quelque chose de nouveau. La Torah est sans limites. »* Toutes les écoles juives de Paris, les mouvements de jeunesse, les écoles rabbiniques de France avaient leur stand. Des Yeshivot israéliens étaient également représentés. *« Avec la Torah, nous avons la plus grande spiritualité au monde »*, devait s'écrier, un peu plus tard à la tribune M. Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris.

Outre des textes fondateurs, le judaïsme, c'est aussi un ensemble de pratiques rituelles dont les juifs, même religieux, ne connaissent parfois plus le sens. D'où l'intérêt des multiples expositions de cette journée-mode d'emploi, retraçant l'origine et le déroulement des fêtes, décrivant la signification des objets d'étude et de culte (les rouleaux de la Torah), rappelant les recettes de la table juive, les secrets de préparation d'un shabbat ou d'une bar-mitsva, ainsi que la disposition de la maison juive : jusqu'aux deux lits séparés de la chambre conjugale, pour mieux respecter les obligations rituelles que les conjoints se doivent, explique une hôtesse, pendant les *« périodes d'impureté »* de l'épouse...

Pas de mariages avec des non-juifs

« Je voudrais que des jeunes gens juifs n'épousent jamais que des jeunes filles juives », s'est écrié dans son discours de clôture le grand rabbin Sitruk. Dans cette exhortation, l'objectif d'une telle journée était affiché : réaffirmer l'identité du judaïsme français, mobiliser toutes ses composantes et ses énergies en vue de stopper l'hémorragie qui, ici, a pour nom assimilation, notamment par les mariages mixtes.

M. Sitruk n'a jamais caché sa préférence pour une stricte orthodoxie juive. *« Je ne suis pas pour une Torah édulcorée. Je suis pour Torah moderne, mais non modernisée... »*, a-t-il l'habitude de dire. Les représentants du judaïsme libéral, moins tatillon quant à l'application de la loi, étaient fort peu nombreux dimanche au Bourget. Le grand rabbin de France a vu dans ce rassemblement *« une première vers une approche saine, pure et entière de notre tradition »*.

Ce faisant, il ne tient pas un discours très différent de celui des autres responsables confessionnels, face au réveil des sentiments religieux. Ce réveil s'exprime par une forte demande de rassemblements identitaires, de formations, de références doctrinales fermes, enfin par des signes extérieurs religieux et vestimentaires, dont la multiplication fait trembler aujourd'hui les règles de la laïcité à la française, mais qui est une donnée que plus personne ne peut ignorer.

HENRI TINCQ

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'entretien sur la laïcité avec le grand rabbin de France, M. Sitruk (*le Monde* du 11 novembre), une erreur a rendu un passage incompréhensible, que nous rétablissons ainsi : *« Faudra-t-il supprimer du calendrier des jours chômés le 1ᵉʳ novembre, parce que c'est la Toussaint ? Le 25 décembre, parce que c'est Noël ? C'est l'inverse qu'il faudrait faire, parce que, pour moi, la laïcité n'est pas autre chose que cette reconnaissance de la liberté culturelle et religieuse des différentes communautés. »*

Ne commandez pas votre PEUGEOT
205, 309, 405, 605
sans nous avoir rendu visite !
800 voitures en stock permanent
en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT
*en fonction des options choisies
Plus vite, moins cher !
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Le Monde sur minitel
36.15 TAPEZ LEMONDE

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ EN FONDS DE COMMERCE "LES ANNONCES"
que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

LAURENCE PAYE-JEANNENEY - JEAN-JACQUES PAYAN
LE CHANTIER UNIVERSITAIRE
"Bâtir l'avenir"
PRIX DE VENTE : 120 F - 264 pages
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 20 28

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

L'archevêque de New-York pour la première fois à Paris

Les certitudes du cardinal O'Connor

Pour la première fois et devant deux mille personnes, un archevêque de New-York a prononcé, dimanche 12 novembre, une conférence à la cathédrale Notre-Dame de Paris. Le cardinal John O'Connor était reçu par le cardinal Lustiger.

Dans un exposé consacré aux relations entre l'Eglise et l'Etat aux Etats-Unis et au cours d'une conférence de presse, l'archevêque de New-York a justifié le droit d'intervention de la hiérarchie catholique dans le débat politique américain.

Les évêques de ce pays ont consacré d'importants documents, en 1983 et en 1986, aux questions de l'armement nucléaire et de l'économie. Ils interviennent régulièrement contre la permissivité morale qui conduit, selon eux, à l'avortement, à l'euthanasie et au sida. L'Eglise revendique le droit d'intervenir au nom d'une *« éthique objective, qui est la loi morale universelle »* et qui fonde également la Constitution américaine : *« Les évêques des Etats-Unis sont fermement convaincus que leur devoir est (...) d'insister pour que les décisions politiques soient conformes aux normes objectives de la morale universelle »*, a affirmé le cardinal O'Connor.

Parlant du sida, l'archevêque de New-York, qui devait ouvrir à Rome lundi 13 novembre la conférence organisée par le Vatican sur cette maladie, a encore déclaré à Paris que *« l'Eglise est la dernière protection contre une tyrannie de spécialistes qui prétendent dire ce qui est bon et ce qui ne l'est pas »*.

Rappelant que l'Eglise catholique avait été critiquée à propos du génocide juif, non pas pour ce qu'elle a fait et dit, mais *« pour n'avoir rien dit »*, le cardinal américain a cité le grand prédicateur Fulton Sheen : *« Ce dont le monde a besoin, ce n'est pas d'une voix qui ait raison quand le monde a raison, mais d'une voix qui ait raison quand le monde a tort. »*

A propos de la montée de l'islam en Europe, le cardinal O'Connor a déclaré : *« De nombreuses régions du monde font face à un profond vide moral et spirituel. Or l'islam offre des réponses simples et directes, des certitudes, et c'est ce qui explique sa rapide expansion. La meilleure réponse à lui opposer n'est pas politique ou matérielle. Elle est spirituelle. Il faut opposer aux convictions et aux affirmations de l'islam des certitudes spirituelles et morales fortes. »*

H. T.

Affirmant que « le gouvernement n'assume pas ses responsabilités »

SOS-Racisme réclame une politique d'intégration des immigrés

SOS-Racisme, qui avait convoqué, dimanche 12 novembre, à Paris, une réunion extraordinaire de son conseil national pour débattre notamment de l'affaire des foulards islamiques, estime que l'école doit être l'instrument essentiel de l'intégration des enfants d'immigrés.

Toutefois, a expliqué son président Harlem Désir, l'école ne pourra pas résoudre à elle seule cette question. *« La ville est le nœud du problème,* a-t-il expliqué. *C'est pourquoi on doit éviter la constitution de ghettos sur le modèle anglo-saxon de la ville, qui conduirait inéluctablement à la formation d'écoles pour immigrés islamiques, d'écoles pour les petits Français catholiques. »*

Pour SOS-Racisme, l'affaire des foulards islamiques est la conséquence directe de l'absence de la part du gouvernement de politique d'intégration. Il estime qu'à ce sujet *« le gouvernement n'assume pas ses responsabilités »*.

Intégrer ne signifie pas gommer les différences, a expliqué Harlem Désir, mais faire partager les mêmes règles de vie, les mêmes valeurs. C'est pour cela que l'école ne doit pas exclure les jeunes filles portant un foulard islamique.

Un tour de France

SOS-Racisme organise un tour de France pour l'intégration, dont le départ sera donné le 16 novembre, à Rennes. Une quinzaine de jeunes vont parcourir une trentaine de villes à bord d'un autobus de la RATP. A chaque étape, ils organiseront des débats et rencontreront des responsables politiques locaux. Ce tour de France se terminera le 9 décembre, aux Arcs-sur-Argens (Var), par un meeting-concert au cours duquel Harlem Désir rendra publiques les propositions de SOS-Racisme pour une politique de l'intégration.

A Avignon

M. Le Pen invite à la « résistance » contre l'immigration

Quelque sept mille personnes ont défilé, samedi 11 novembre à Avignon, avec Jean-Marie Le Pen pour rendre hommage à une Avignonnaise, sympathisante du FN, assassinée par un Algérien le 31 octobre dernier. *« Avignon, deuxième ville de France au hit-parade de la délinquance, subit la loi de l'immigration et du crime »*, a affirmé M. Le Pen, invitant à *« démissionner » « ceux qui n'ont pas le courage de punir et d'appliquer la loi »*. Le rétablissement de la peine de mort *« serait la marque de leur volonté »*, a ajouté le chef du FN, qui a fait de la victime une *« martyre de l'invasion étrangère ». « Il n'y a plus d'intégration possible, il n'y a plus que la résistance ou la subversion tôt ou tard »*, a assuré M. Le Pen, qui a estimé par ailleurs que permettre le port du foulard islamique et la construction de mosquées, *« c'est admettre que la France devienne terre d'islam, ce qu'elle n'a jamais été »*.

Le numéro un du FN a également mis l'accent sur le problème de la sécurité, *« première des libertés des citoyens »*.

Vendredi 10 novembre, dix-sept organisations dont le MRAP et SOS-Racisme avaient tenu à Avignon un meeting devant près de huit cents personnes pour dénoncer la récupération *« politicienne »* de ce fait divers par l'extrême droite.

Les nouveaux rites funéraires

Vingt-quatre mille défunts ont été incinérés en 1988

Les crématistes, autrement dit les adeptes de l'incinération des défunts, sortent de l'ombre. Leur fédération, qui groupe cent cinquante-six associations locales et compte plus de cent mille adhérents, affiche l'âge respectable de cinquante-neuf ans.

Fondée en 1930, elle était restée jusqu'ici d'une grande discrétion. Elle a profité du centenaire de la première incinération pratiquée en France – cette démonstration avait eu lieu sur le Champ de Mars lors de l'Exposition universelle de 1889 – pour se montrer à visage découvert.

Quelques centaines de personnes et des représentants venus de Suisse, de Belgique, d'Italie et d'Espagne ont pieusement visité le colombarium de Paris. L'édifice, de style byzantin, construit en 1895 à l'initiative du Conseil mondial, est l'une des curiosités du célèbre cimetière du Père-Lachaise. Il est aussi l'ancêtre de tous les crématoriums français, dont justement le trente-septième vient d'être inauguré à la Réunion.

L'activité du colombarium parisien – trois mille incinérations par an, vingt-cinq mille cases sagement rangées sur trois étages – témoigne que cette pratique funéraire est en plein essor. La demande est telle que, à Paris au moins, les délais d'attente peuvent aller de quatre jours à une semaine. Aussi la ville a-t-elle fait moderniser les installations et Mme Jacqueline Nebout, l'adjointe de Jacques Chirac chargée des espaces verts et des cimetières, va en demander le classement au titre des monuments historiques.

Si les crématistes ont longtemps adopté un profil bas, c'est qu'ils se sont heurtés, durant des décennies, à l'hostilité des représentants religieux : israélites, protestants et catholiques. Oubliant qu'autrefois de nombreux ecclésiastiques se faisaient incinérer, l'Eglise de France a interdit cette pratique pendant trois quarts de siècle, de 1885 à 1963. L'un des arguments avancés à l'époque était que la réduction des corps en cendres empêcherait leur resurrection le jour du Jugement dernier.

L'incinération a pourtant de nombreux avantages sur l'inhumation. Elle est discrète, rapide (une heure suffit), peu coûteuse (ni cercueil de luxe, ni concession, ni monument de marbre), hygiénique (elle empêche radicalement toute propagation d'épidémie) et peu gourmande en espace : les vingt mille cases du colombarium du Père-Lachaise occupent la place *d'un millier de tombes classiques.*

Avantageux

« Je trouve scandaleux d'entasser les vivants dans des immeubles tiroirs, alors qu'on continue à étaler les défunts », dit le docteur Godard, président honoraire de la Fédération française de crémation (1). Enfin, l'incinération laisse une totale liberté aux familles. 60 % d'entre elles emportent l'urne, 8 % la laissent au colombarium, 29 % dispersent les cendres en mer ou à la campagne, 3 % les répandent sur les pelouses du « Jardin du souvenir » attenant au crématorium.

Ces avantages ont été reconnus par de nombreux pays. 99 % des Japonais se font incinérer. 25 % des Américains, 60 % des Suisses, 70 % des Britanniques en font autant. En 1987, le Parlement italien a voté une loi assurant la gratuité de la cérémonie d'incinération à tout citoyen adoptant ce mode funéraire. Cercueil, transport, crémation, urne, case au colombarium pour quinze ans, tout est à la charge des pouvoirs publics. Ceux-ci estiment que l'incinération, qui dispense d'acheter de vastes terrains pour aménager des cimetières, entraîne pour les municipalités d'importantes économies.

La France est donc à la traîne, bien que, selon un sondage réalisé en 1979, un Français sur cinq adopterait ce type de rite funéraire s'il en avait la possibilité. Actuellement, en effet, malgré un développement rapide, soixante-trois départements ne disposent encore d'aucune installation de crémation. Mais le mouvement est lancé. En 1988, vingt-quatre mille défunts ont été brûlés, alors qu'ils n'étaient que deux mille quatre cents en 1974. Progression foudroyante qui, selon les Pompes funèbres générales – la plus importante entreprise funéraire française, – *devrait porter ce nombre à cinquante* mille en 1993 et à cent mille à la fin du siècle, soit alors 20 % du nombre total des décès.

Dans cette perspective, les créamatistes ont décidé de se faire connaître et de passer à l'action. A leur demande, l'Académie française va officialiser le verbe « crématiser ». Ensuite, la Fédération souhaite que la loi de 1904, obligeant les municipalités à avoir un cimetière, soit étendue au crématorium. Au moins un établissement de ce genre devrait exister dans chaque département. Enfin, s'appuyant sur le fait que la moitié des incinérés sont de confession catholique, les crématistes suggèrent à l'Eglise d'autoriser la célébration d'offices religieux dans les crématoriums. *« Tant que ces facilités ne seront pas offertes aux familles,* estime M. Ricaud, président de la Fédération, *la liberté funéraire ne sera pas effectivement assurée en France. »*

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Fédération française de crémation, 50, rue Richer, 75009 Paris.

JUSTICE

A Nantes et à Draguignan

Mouvement de protestation des détenus

Une vingtaine de détenus de la maison d'arrêt de Nantes ont réussi, dimanche 12 novembre vers 18 heures, à monter sur les toits de l'établissement pour protester contre leurs conditions de détention. Ils affirment en effet que celles-ci se sont dégradées depuis l'arrivée, au mois de septembre, d'un nouveau directeur. Ils dénoncent notamment la mauvaise qualité de la nourriture, affirment que les brimades sont fréquentes et les mises à l'isolement abusives. Les détenus, qui entendaient aussi protester contre la mise à l'isolement d'un des leurs, accusé par l'administration d'avoir eu un rapport sexuel avec son épouse au parloir, ont réintégré leurs cellules vers 21 h 45. L'un des protestataires se serait fracturé le poignet en tombant du toit.

Au centre régional de détention de Draguignan (Var), une centaine de prisonniers ont refusé de regagner leurs cellules au terme de la promenade, dimanche après-midi. Ces détenus protestaient contre les conditions d'application des peines, trop rigoureuses selon eux, et réclamaient le bénéfice de remises de peine et de permissions de sortie. Ce mouvement des prisonniers, qui avaient déjà manifesté pour les mêmes raisons au début du mois de novembre, s'est terminé sans incident en fin d'après-midi.

Le 27 septembre, durant le mouvement revendicatif des surveillants de prisons, une mutinerie des détenus s'était produite dans cet établissement de Draguignan, entraînant des dégâts estimés à plusieurs dizaines de millions de francs.

□ **Peines modifiées en appel pour les « mutins » de Poissy.** – La cour d'appel de Versailles a modifié les peines infligées en correctionnelle à deux des trois mutins de la centrale de Poissy (Yvelines) et confirmé celle concernant le troisième détenu. Confirmant la peine de dix-huit mois infligée à Luc Diamant, la cour d'appel a aggravé celle prononcée à l'encontre d'Eric Pasquet qui passe de douze à quinze mois. Et à l'inverse elle a ramené la condamnation de Vincent Maton de quinze à douze mois.

SCIENCES

A Genève

Inauguration du LEP le plus grand accélérateur de particules du monde

Plus de mille personnalités, parmi lesquelles les présidents français François Mitterrand et suisse Jean-Pascal Delamuraz, le roi de Suède Carl-Gustav, la princesse Margriet des Pays-Bas et le prince héritier Harald de Norvège, devaient officiellement inaugurer le LEP (grand collisionneur électron-positon), lundi 13 novembre, au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) de Genève.

Dernière en date des étapes d'une course à la connaissance de la matière commencée il y a près d'un siècle, cet anneau de 27 kilomètres de circonférence – le plus gros instrument scientifique jamais construit – installé à la frontière franco-suisse, d'un coût global de 4,6 milliards de francs, n'a pas attendu cet hommage pour mobiliser les physiciens. Les premiers électrons y ont été injectés le 14 juillet (*le Monde* du 2 août). Un mois plus tard, le LEP produisait ses premiers bosons Z^0. Grâce aux cinquante mille exemplaires détectés depuis lors, les chercheurs du CERN sont d'ores et déjà parvenus à déterminer la masse de cette particule, dont l'étude sera fondamentale pour percer les secrets de la matière.

MÉDECINE

Deux cent mille Américains ont manifesté pour la liberté de l'avortement

Des dizaines de milliers de partisans de l'avortement ont manifesté dimanche 12 novembre dans les grandes villes des Etats-Unis.

A Washington, cent cinquante mille manifestants (trois cent mille selon les organisateurs) se sont réunis pendant cinq heures aux environs du Capitole et de la Maison Blanche. Parmi les nombreuses personnalités politiques présentes, les sénateurs Alan Cranston (démocrate) et Bob Packwood (républicain) se sont engagés à soumettre prochainement au Congrès un projet de loi empêchant les Etats de restreindre le droit à l'avortement, déjà limité par l'arrêt de la Cour suprême du 3 juillet (*le Monde* du 5 juillet 1989).

Des manifestations en faveur de la liberté de l'avortement ont rassemblé vingt mille personnes à Los Angeles en présence de l'ancien candidat à la présidence, le pasteur Jesse Jacksson, cinq mille personnes à Jefferson City (Montana) et quelques milliers d'Américains sur le Golden Gate de San-Francisco. A la Nouvelle-Orléans, la police a dû intervenir pour séparer les partisans du « pro-choice » des adversaires de l'avortement.

A Kennebunk, dans le Maine, où se trouve la résidence d'été du président Bush, un millier de partisans de l'avortement ont également manifesté.

Encouragés par les victoires de leurs candidats à plusieurs élections locales, les partisans de l'avortement ont décidé de faire de cette question un des thèmes principaux des campagnes électorales de 1990 où seront élus 34 sénateurs, 36 gouverneurs et 435 membres de la Chambre des représentants. – *(AFP, UPI.)*

CATASTROPHES

Après le passage du typhon Gay

437 morts dans le sud de la Thaïlande

Le bilan du typhon Gay, qui a ravagé, au début du mois, le sud de la Thaïlande, atteint désormais quatre cent trente-sept morts, ont indiqué, dimanche 12 novembre, les responsables du pays. Quatre cent dix-neuf personnes ont perdu la vie dans la seule province de Chumphon, à 460 km au sud de Bangkok. Des centaines de marins sont également portés disparus dans le golfe de Thaïlande, où la tempête avait provoqué le naufrage d'un navire de prospection de gaz, le *Sea-Crest* (*le Monde* du 4 novembre).

Au sommaire de « Dossiers et Documents » de novembre

Les multinationales

Depuis les années 70, l'image des multinationales s'est considérablement améliorée. Après avoir incarné un capitalisme à abattre, elles sont considérées comme des partenaires du jeu économique.

Leur puissance et leur omniprésence n'ont fait pourtant que croître et embellir, et leur influence se fait sentir tant au plan économique que dans la vie politique sans qu'il existe de véritables contre-pouvoirs. La percée japonaise est un des facteurs récents les plus remarquables.

Les multinationales disposent d'une large panoplie stratégique pour s'adapter à la conjoncture : redéploiements, recentrages, abandons de certains secteurs en perte de vitesse, délocalisations, alliances perfois surprenantes entre les groupes.

Mais, à côté des grands groupes issus des économies occidentales, se profilent de nouvelles formes de multinationales : celles qui ont leur siège à l'Est ou dans les pays du tiers-monde, celles qui rassemblent plusieurs firmes européennes, mais aussi les entreprises publiques ou de petites, voire très petites sociétés, bien éloignées de l'image traditionnelle.

Le Grand Maghreb

L'idée de l'unité des cinq pays du Grand Maghreb a pris corps au début du siècle, mais la mise en route fut longue. De nombreux freins ont joué dont certains persistent encore comme le conflit du Sahara occidental, la montée de l'islamisme qui n'a pas la même puissance selon les pays, les conceptions des droits de l'homme ou encore l'héritage berbère.

Etape par étape, le long cheminement vers le premier sommet maghrébin est retracé depuis février 1986 jusqu'à la concrétisation, le 17 février 1989, avec la création de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

Différents projets sont évoqués et, petit à petit, des liens internes s'établissent d'abord à partir de relations bilatérales (échanges économiques), puis par des opérations communes aux cinq pays (lutte conre les acridiens, création d'une compagnie aérienne). En outre, s'amorce la coopération indispensable avec la CEE.

▶ En vente chez tous les marchands de journaux. 8 F.

CAMPUS

Des étudiants dans la caserne d'Albi

Depuis l'annonce, au printemps dernier, du départ des six cents hommes du 7e régiment parachutiste de commandement et de soutien, prévu pour juillet 1991, dans le plan Armée 2000 de redéploiement des effectifs militaires, l'idée d'une antenne universitaire dans la préfecture du Tarn a avancé à grands pas. Dans une lettre du 2 novembre adressée aux élus, le ministre de l'éducation national, donnait son feu vert pour la création, dans les plus brefs délais, d'une antenne universitaire dans la ville en liaison avec les universités de Toulouse.

Aussitôt M. Jacques Durand, président du conseil général, M. Michel Castel, maire d'Albi, et M. Patrick Mérian, secrétaire général de la préfecture, annonçaient l'ouverture pour septembre 1990 d'un premier cycle de droit pouvant accueillir trois cents étudiants dans un lycée de la ville. Cette « université décentralisée », à 80 kilomètres de Toulouse, aura pour vocation de drainer les étudiants tarnais et aveyronnais principalement. Selon les prévisions des élus et du rectorat, elle devrait être transférée dans les locaux de la caserne après son réaménagement. A moyen terme, les objectifs des élus sont d'y adjoindre un DEUG de culture générale, une maîtrise de sciences-techniques spécialisée dans la restauration et le tourisme et une antenne d'enseignement à distance. – *(Correspondant).*

A. A.

Français pour étrangers

La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise pour les étrangers de toutes nationalités des sessions de français des affaires et des professions (connaissances scientifiques, techniques et de secrétariat). Deux niveaux de cours sont proposés, les examens comprenant des épreuves écrites et orales.

▶ Service des examens de français pour étrangers, 42, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 45-08-37-35.

Imaginaire et technique

Un séminaire portant sur le thème « Imaginaire et technique » sera organisé par le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) d'avril à juin 1990. Cette session ouverte aux ingénieurs et aux cadres sera le lieu de cinq conférences-débats, animées notamment par MM. Emmanuel Leroy-Ladurie, Hubert Reeves et Daniel Sibony.

▶ Renseignements auprès de Annick Boudier au 40-27-23-76.

هكذا من الأصل

CULTURE

THÉATRE

Calamity Jane la rôdeuse de l'Ouest

Elle appartient à la légende du Far West. Viviane Théophilidès lui a aménagé un saloon au Bataclan. Rendez-vous à partir du 16 novembre

Chapeau de cow-boy, pantalons et veste à franges, Calamity Jane appartient à la légende de l'Ouest. Mais l'Ouest est un monde d'hommes, et peu de films lui ont été consacrés. Il y a bien eu *Une aventure de Buffalo Bill*, de Cecil B. De Mille, en 1937, avec Jean Arthur. On ne s'en souviendrait pas si le jeune premier n'avait été Gary Cooper. Elle apparaît dans *Lucky Lucke*, où on la traite de menteuse.

DR

Viviane Théophilidès

Ce n'est pas pure misogynie, c'est qu'elle a publié une autobiographie fortement romancée. Elle était pauvre et travaillait dans le cirque de Buffalo Bill. Elle faisait semblant de conduire une diligence que le chef indien Sitting Bull faisait semblant d'attaquer. Histoire aussi flamboyante que celle de Lola Montès revue par Max Ophüls. Et la vraie histoire de Calamity Jane, telle qu'on la connaît à travers les lettres à sa fille, est d'un romanesque encore plus exacerbé.

La rencontre devait bien se faire entre la farouche héroïne et Viviane Théophilidès, à qui rien de ce qui est féminin n'est étranger, et qui présente là un « théâtre western musical » de Jean-Pierre Leonardini et Anne Sylvestre à partir du 16 novembre au Bataclan.

« *Anne Sylvestre m'a parlé des lettres, que j'avais lues il y a une quinzaine d'années*, dit Viviane Théophilidès. *Elles ont d'ailleurs déjà donné matière à un spectacle. Comme il se passait plusieurs mois entre elles, j'ai préféré imaginer ce qui avait pu advenir dans les intervalles. C'est ce que j'ai demandé à Jean-Pierre Leonardini, et Anne Sylvestre a écrit les chansons.*

Du côté de Sergio Leone

» *La vie de Calamity Jane est incroyable. Elle est fille d'un pasteur. Ses seuls modèles sont un père tyrannique et une mère esclave. Elle veut s'en sortir. Elle s'habille en homme, ce qui était scandaleux à l'époque. Elle exerce des métiers d'homme, rencontre un homme dont elle tombe folle amoureuse. Elle l'épouse, et il la trompe tout de suite. Elle en a un enfant, cette fille à qui elle écrira. Car elle la confie à de riches Anglais, qui lui donnent une éducation victorienne. Calamity Jane ne voulait pas que sa fille connaisse la vie de chien.*

» *Elle lui écrivait et savait que les parents adoptifs donneraient les lettres seulement après sa mort. Sa fille avait quarante-deux ans quand elle a appris la vérité.*

» *Quant à Calamity Jane, elle est morte à cinquante et un ans, alcoolique, aux trois quarts aveugle, affreusement seule. Seule, c'est ce que nous imaginons. Nous jouons à plein le jeu du mélo, sans ironie, sans moquerie. Nous cherchons du côté de Sergio Leone plutôt que de John Ford. Dans l'esprit, car nous ne sommes pas assez fous pour vouloir nous confronter au cinéma. Je vais d'ailleurs rarement au cinéma.*

» *L'Ouest m'intéresse moins que cette femme qui s'est battue et perdue pour gagner son indépendance. Elle est tombée sur le pire des machos et n'a même pas pu vivre son état de mère. Elle a écrit à sa fille : « Je veux être capable » de me conduire comme une » femme blanche quand j'irai te » voir », et elle savait très bien qu'elle ne la verrait jamais, et elle s'est appliquée à détruire les valeurs bourgeoises de la femme blanche...*

» *J'aime la Calamity Jane décrite par Anne Sylvestre : « J'suis une traîneuse. Une » rôdeuse... J'ai une rage au cœur. » Qui me pousse toujours ailleurs. » Plus loin que le bonheur. »*

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

▶ **Bataclan à partir du 16 novembre. Tél. : 48-06-21-11 et 47-00-30-12.**

La ballade des cœurs lâches

« Casimir et Caroline », d'Horvath les amants perdus des années 30

Ils portent des noms d'enfants de contes de fées, Casimir et Caroline, des noms sucrés comme de la barbe à papa. Ils sont jeunes, beaux, ils vont à la fête foraine, il y a un marchand de glaces et de ballons, l'appareil à mesurer sa force, un bonimenteur et ses monstres, le grand huit et un zeppelin qui passe dans le ciel. Mais ils vivent à Munich dans les années 30, la bière coule à flots, avec la crise et les idéologies tonitruantes.

Casimir vient de perdre son emploi de chauffeur. Il dit à Caroline : « *Ton zeppelin, je l'emmerde, c'est de l'esbroufe. Quand, nous autres, on voit voler cet aéronef, on a l'impression que nous aussi on est du voyage. Alors que notre lot, c'est les semelles trouées et le coin de table où l'on s'écrase la gueule.* » Et juste à la scène suivante, Tabliet, un tailleur médiocre, dragne Caroline : « *Supposons : vous êtes amoureuse d'un homme. Supposons : cet homme devient chômeur. L'amour flanchera automatiquement* ».

Dans *Casimir et Caroline* d'Odon von Horvath, tout est dit ainsi, avec les mots simples des gens simples, des mots crus, terribles parce que formulés sans état d'âme. Ses contemporains reprochèrent à Horvath d'être grossier, cynique. « *On oublie que ma seule ambition est de peindre le monde tel que, hélas, il est* », répliquait-il.

Contemporain de Brecht, Horvath peuplait son théâtre de personnages ordinaires en même temps victimes et coupables. Piaf aurait pu chanter cette ballade de Casimir et Caroline (Virginie Lacroix et Antoine Coubet), les enfants perdus des temps de crise.

A leur côté, il y a la foule et quelques figures croquées à gros traits : le patron lubrique, les filles faciles, le voyou, la femme battue. Cette foule, sans cesse présente autour de Casimir et Caroline, est traitée dans la mise en scène d'Alain Béhar (un quasi-inconnu de vingt-huit ans) comme un personnage en soi. Elle manipule à vue des figures grandeur nature, des personnages proches de ceux du peintre Grosz. Elle chante, boit, fait la fête. Puis, parfois, se fige. A chaque tableau, la pièce d'Horvath en compte cent dix-sept, un homme se détache et annonce, par exemple : l'orchestre joue l'hymne à la bière. On chante l'hymne des vers luisants ou *Nuit d'amour*. La mise en scène est ainsi faite de temps d'action et de temps arrêté. Traité sans trop de souplesse, ce système ralentit le rythme. Mais sa ballade de *Casimir et Caroline*, orchestrée avec ce qu'il faut d'ironie et de charme par Hugues Le Bars, laisse dans la bouche le goût amer des lendemains de fête. On devrait jouer plus souvent Horvath.

ODILE QUIROT

▶ **Au Théâtre de l'Est parisien, jusqu'au 10 décembre (tél. : 43-64-20-96).**

▶ ***Casimir et Caroline* est paru dans le tome 1 du théâtre de von Horvath aux éditions Christian Bourgois, en 1988.**

Moulinette punk

La Fura dels Baus, une douzaine de Catalans en colère à la Grande Halle de La Villette

Cela fait plusieurs années qu'une bande de révoltés catalans tourne dans le monde entier avec ses spectacles fourre-tout entre rock – dur – et théâtre – dur dur – pour dire sa haine du monde de pouvoir, d'exploitation, de violence, dans lequel nous vivons.

Tous les moyens sont bons pour que le spectateur « prenne conscience » : lumières crues, sons à la limite du supportable et mise en espace au cœur même du public de saynètes hyperréalistes, dans le cas de leur dernière production, *Tier Mon* : pendaisons, gavages de détenus, combats de rue tandis que sur des podiums élevés, des musiciens produisent une musique live démarquée de l'ambiance qui règne sur le plateau. En contrepoint : arrosage du public à grande eau, explosions de pétards en tout genre, jets de gravillons, etc.

Dès la première seconde, abasourdis par tant de brutalité, plusieurs spectateurs se précipitent hors de la salle et trouvent refuge sur un gradin spécialement prévu pour ceux qui craquent. Ceux qui restent, plutôt inquiets, se serrent les uns contre les autres et se préparent au pire. Pendant les quinze premières minutes de *Tier Mon*, on se croirait – à chacun ses références – à une manifestation de nuit de la Ligue communiste révolutionnaire en faveur de Klaus Croissant, avocat des Brigades rouges, interdite par la préfecture de police, au moment où une poignée d'autonomes attaque le cortège à coups de cocktails Molotov.

Très vite, les spectateurs se réfugient dans le rire, pour créer une certaine distance. Et cela donne des choses comme : « *T'as vu ? C'est super-marrant les six pendus...* » Moi, je veux bien. Mais on arrive paradoxalement au contraire de ce que la Fura dels Baus veut démontrer : l'horreur est « marrante », l'insupportable « poilant », bref le fascisme distrayant.

C'est donc finalement en colère que l'on quitte la Grande Halle, très contrarié que ces Catalans, qui pourtant « donnent tout », n'aient trouvé d'autre forme que celle d'un Living Theatre des années 60 passé à la moulinette du punk.

OLIVIER SCHMITT

▶ **Grande Halle de La Villette. Jusqu'au 18 novembre à 21 heures (relâche les 12 et 13). Tél. : 42-49-77-22. Durée : 1 heure. 100 F et 130 F.**

La réouverture du Centre Pompidou

Après six semaines de grève du nettoyage le Centre est de nouveau ouvert au public

Seule la bibliothèque publique d'information reste fermée. Pour reclasser ses 360 000 volumes

La grève du nettoyage qui a paralysé le Centre Pompidou depuis plus de six semaines aura eu au moins un effet bénéfique : l'inventaire général de la bibliothèque publique d'information (BPI), jamais entrepris depuis sa création, il y a douze ans. « *Nous avions envisagé cette indispensable tâche pour la fin de l'année. Il aurait alors fallu fermer la bibliothèque pendant trois semaines*, explique son responsable, Michel Melot. *La grève nous a permis d'accélérer ce processus. Le catalogue informatisé de la BPI est prêt depuis un an et demi, mais il fallait reclasser de fond en comble l'ensemble des 360 000 volumes et des 60 000 micro fiches, vérifier leur état d'usure ainsi que les éventuelles disparitions. Aujourd'hui, près d'un tiers du travail est déjà fait. Il sera achevé le 22 novembre. La BPI rouvrira donc à cette date.* »

Ce récolement général est aussi un bilan de santé des ouvrages qui se trouvent sur les rayons de la BPI. La première constatation est l'usure accélérée de certains volumes. La BPI a reçu 50 millions de visiteurs depuis 1977, soit 4 millions par an. Les titres les plus abîmés sont ceux qui sont le plus demandés : droit, économie, gestion. « *Nous mesurons là les grands manques des bibliothèques parisiennes* remarque Michel Melot ; *il n'y a pas de bibliothèque des affaires dans notre capitale.* » Les livres les plus atteints sont ensuite les livres d'art puis les livres scientifiques et techniques (tout ce qui traite d'informatique est particulièrement mis à mal) et enfin les ouvrages d'histoire, de littérature et de philosophie.

Le vandalisme est une autre source de dégradation. Il touche tout particulièrement les livres d'art, dont les illustrations sont arrachées par des lecteurs indélicats. Les grands concours organisés par les journaux amènent eux aussi leur lot de détériorations, les participants n'hésitant pas dans certains cas à mutiler la page qui peut apporter la réponse à une question. Le fanatisme joue enfin un rôle non négligeable. Si *les Versets sataniques* de Salman Rushdie n'ont pas souffert, en revanche 150 volumes abordant l'islam sous des angles très divers, allant de la médecine à la théologie, ont été systématiquement lacérés au cutter. Le vandale n'a laissé intacte que la reliure.

Océaniques à Beaubourg

La BPI dispose de 2 000 films documentaires sur cassettes qui sont visionnables sur écran dans l'enceinte de l'établissement. La BPI vient de passer un contrat avec FR 3 aux termes duquel 115 cassettes des émissions « Océaniques » et « Thalassa » seront désormais à la disposition des usagers de Beaubourg.

La société IVAO a prêté le robot qui manipule les cassettes et la société ASV les 4 magnétoscopes nécessaires. L'équipement complet devrait être de 420 cassettes et de 14 magnétoscopes. La BPI aimerait acquérir prochainement cet équipement par le biais d'une action de mécénat. En un mois et demi de fonctionnement, 3 133 émissions ont été visionnées.

Les plus demandées sont celles consacrées à Heidegger (200 demandes), Foucault (191 demandes), Young (163 demandes), Lacan (159 demandes), Don Juan (127 demandes) et le dialogue Duras-Godard (102 demandes). Cette initiative permet de mesurer la place de l'audiovisuel dans une bibliothèque. Un problème qui concerne tout particulièrement la future TGB.

Un règlement plus strict

Autre constat, les vols ne sont pas plus nombreux que dans les autres établissements du même type, de 3 à 6 % selon les secteurs. Sans doute parce que le dispositif d'alarme est assez dissuasif. Sept personnes se font néanmoins prendre chaque jour aux portillons de sortie avec un volume dans leur serviette. Ce qui est le plus inquiétant, c'est le vol organisé. On a ainsi découvert dans une librairie de la place Saint-Sulpice – l'Intermédiaire du Livre – 450 volumes de théologie venant incontestablement de la BPI. Si le voleur, qui court encore, a pu être identifié, on n'a pas pu localiser la filière qui lui a permis de sortir un aussi gros paquet d'ouvrages.

Ce récolement aura des conséquences sur l'avenir de la BPI : le règlement intérieur particulièrement libéral sera désormais un peu plus strict, mais les volumes seront tous reclassés, réparés ou remplacés quand leur état sera trop défecteux. Le budget de fonctionnement de la BPI, dont le tiers (7 millions de francs) est consacré à l'acquisition de documents, ne tenait pas compte de ce phénomène d'usure. Trois millions de francs seront nécessaires en 1991 pour pallier cette conséquence. Ce calcul, rarement établi en France, pourra servir de modèle à d'autres bibliothèques.

EMMANUEL DE ROUX

MODE

Gian Franco Ferré à Milan

Le couturier italien partage désormais sa vie entre Paris, où il a pris en charge la maison Dior, et Milan, sa ville

Prenant en charge la maison Dior, haute couture et prêt-à-porter, le Milanais Gian Franco Ferré n'a pas laissé de côté sa propre griffe. Il a présenté à Milan une collection aux couleurs vives qui claquent sur le blanc, riche en daims légers comme la soie, en gris réchauffés par le plissé soleil et qui a offert les silhouettes sans faille auxquelles il nous a habitués. Mais les mots comme « pureté », « limpidité », « méthode », constants jusqu'alors dans ses déclarations, ont fait place à « déstructurer », « mélanger »...

Voilà quelques années, dans un communiqué de presse, Gian Franco Ferré écrivait : « *J'ai pris la liberté de me mesurer aux vêtements classiques.* » Liberté prise d'ailleurs dès ses débuts, quand il avait fui l'architecture pour échapper à la décoration intérieure. Pour lui, la simplicité est « *le summum de ce que l'on peut atteindre. Plus la ligne est épurée, plus important est le soin à apporter à la décoration* ». Décoration avare et somptueuse : un bouton, une broderie, l'éclat d'une manchette et d'un col blanc. Les vêtements sont conçus « en mouvements » par rapport à un effet précis, que peaufine la matière. Gian Franco Ferré appartient à la génération de stylistes italiens qui ont beaucoup innové dans le domaine des tissus.

Inventer des langages

Dans son atelier vitré, via della Spiga, l'Italien de chez Dior semble avoir oublié l'accueil peu courtois que certains lui avaient réservé à Paris, à sa première présentation en juillet. Il lui semble avoir démontré qu'un Français n'est pas absolument indispensable pour reprendre et faire renaître le prestige de la maison.

Gian Franco Ferré se sent proche de l'inventeur du new-look. Il sait, comme lui, dessiner des formes précises qui tiennent sur la coupe. Le glamour l'intéresse modérément, non plus que l'excentricité. Il veut éviter de revenir sur le passé, préfère inventer des langages en alliant, par exemple « *des tissus sévères avec des formes qui ne le sont pas* ». Avenue Montaigne, il reste fasciné par la tradition, le rite sacré selon lequel le créateur doit être le premier à voir le vêtement, cet esprit maison, cet esprit de secret jalousement gardé.

Rien de tout cela via della Spiga ou le décor précis, fonctionnel, organisé en grands espaces, laisse tout voir. C'est, selon lui, la différence entre la haute couture, « *acte élitaire, unique, qui va au-delà de la réalité et où tout est permis* », et le prêt-à-porter.

Ce jovial barbu, qui, pour jouer le bourgeois, déclare qu'il change ses blazers blens seulement quand ils ont les manches lustrées, s'anime en parlant architecture. Admirateur de Wright, de Gropius et de Le Corbusier, il n'aime pas l'Opéra de la Bastille. « *Je trouve que l'édifice a des prétentions de triomphalisme; qu'en plus il n'assume pas. Aucune de ses caractéristiques ne correspond à la tradition architecturale française, surtout il ne convient pas à l'environnement. Autant l'Arche de la Défense a toutes les qualités pour devenir l'arc de triomphe de notre temps, autant la Bastille n'a rien de commun avec l'Opéra. C'est une architecture de type nordique, je la verrais bien à Oslo, par exemple.* »

Amoureux de la danse et du théâtre, il regrette l'intensité des émotions d'autrefois, celles de *la Mouette* au Piccolo Teatro, de *l'Orlando furioso* sur la place du Dôme par Ronconi ou de la dernière mise en scène de Visconti, une *Manon* à Spolète. Alors, dit-il, « *je choisis d'aller au concert pour observer les gens, plus peut-être que pour la musique. J'aimerais, aussi, retourner à Avignon, au festival. Qui sait, peut-être là, je retrouverais les mêmes émotions.* »

Les Goncourt à Brive sans Michel Tournier

BRIVE

de notre envoyé spécial

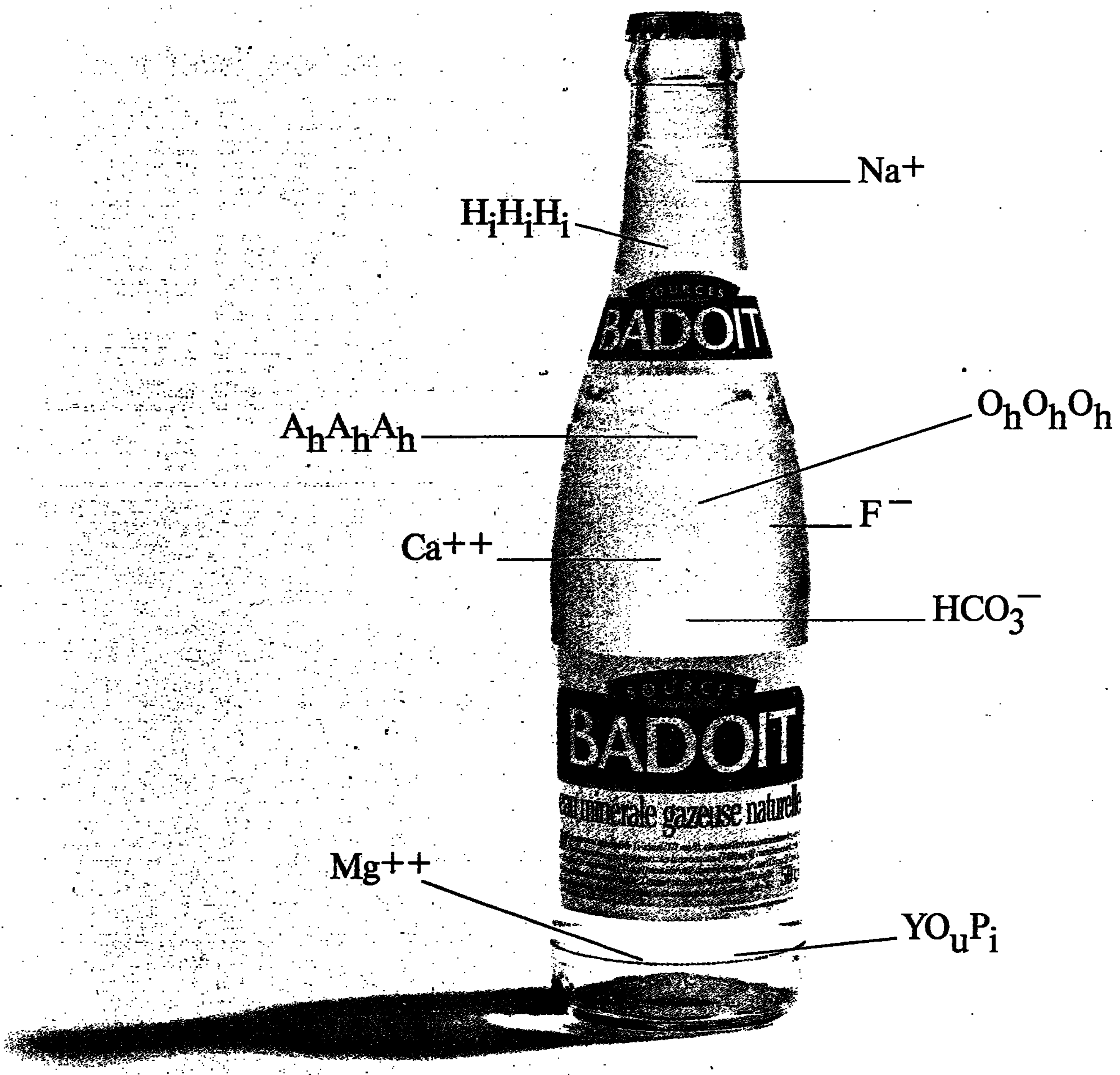
Avec ses huit années d'existence et sa solide réputation de meilleure et de plus sympathique manifestation littéraire provinciale, la Foire du livre de Brive ne peut, à chacune de ses éditions, qu'enregistrer son irrésistible progression. Celle-ci se traduit par quelques chiffres : 90 000 visiteurs (pour une ville qui compte 57 000 habitants) ; 30 000 volumes vendus (plus 20 % par rapport à l'année dernière ; 275 auteurs et presque tous les grands « patrons » des maisons d'édition présents.

Entre la poire et le fromage, ou plutôt entre le foie gras et le magret de canard, la grande attraction de la foire est, traditionnellement, la proclamation de la dernière sélection pour le prix Goncourt. L'absence du roman de Pascal Quignard, *les Escaliers de Chambord* (Gallimard), sur cette liste fut commentée et, aussi, regrettée. Une autre absence, parmi le jury des Goncourt, donna lieu à quelques interrogations, celle de Michel Tournier, dont les déclarations sur les « *avorteurs* », pour le moins inconsidérées, à *Newsweek* (*le Monde* du 1er novembre) avaient déclenché une polémique. Interrogé lundi matin 13 novembre par Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, l'écrivain a déclaré ne pas vouloir commenter le « *déferlement de mensonges, de bêtise et de haine* » qui a accompagné ses propos. « *Je ne veux pas revenir sur le contenu de cette interview*, a-t-il a notamment déclaré, *ce sont des questions qui ne m'intéressent pas ; j'en ai parlé comme ça, à titre privé. (...) Je suis ébahi de m'apercevoir que je n'appartiens plus à la moyenne des gens qui peuvent tenir des propos style « Café du commerce » sans que cela soit un « scoop » international* ». A une question sur l'attitude des autres membres du jury Goncourt à son égard, Michel Tournier a répondu : « *Au Goncourt on ne se demande pas s'il faut exclure Tournier. On est entre amis.* »

Voici les cinq titres retenus dans la dernière sélection : *le Palais des nuages* (Phébus), Patrick Carré; *White Spirit* (Gallimard), Paule Constant; *les Comptoirs du Sud* (le Seuil), Philippe Doumenc; *la Chair de pierre* (Robert Laffont), Jacques Folch-Ribas; *Un grand pas vers le Bon Dieu* (Grasset), Jean Vautrin.

PATRICK KÉCHICHIAN

Voici enfin expliqué scientifiquement ce qui rend la Badoit unique.



La Badoit jaillit naturellement gazeuse à St-Galmier (Loire) après avoir traversé sous pression les terrains granitiques des contreforts de la plaine du Forez et s'être enrichie en sels minéraux. Ses qualités uniques, c'est donc à la nature que Badoit les doit. Ses principales caractéristiques: les bicarbonates (1420 mg/l) qui contribuent à faciliter la digestion, le magnésium (92 mg/l) qui aide à combattre certains états de fatigue, le fluor (1,5 mg/l) qui favorise la prévention de la carie dentaire, le calcium (222 mg/l) qui est important pour la croissance des enfants, et la joie (1 litre/l).

SOURCES BADOIT

Y'A D'LA JOIE DANS LA BADOIT.

هكذا من الاصل

CULTURE

MUSIQUES

Le mur de « Fidelio »

Des groupes en liesse sur des fortifications démantelées : le tableau final de « Fidelio », chanté vendredi au Châtelet n'était pas, hélas, à la hauteur du symbole

La musique rejoint parfois l'actualité par d'étonnants symboles : le 13 août 1961, à Munich, j'assistais à une représentation d'une œuvre de 1938, « pacifiste » et rarement jouée, on l'imagine, de Richard Strauss, *Jour de paix*, inspirée par *la Reddition de Breda*, de Vélasquez ; contraste sinistre, et conforme au destin de l'œuvre, à la sortie du théâtre la voix monotone des crieurs de journaux annonçait inlassablement l'érection du mur de Berlin.

Vendredi soir, au Châtelet, le tableau final de *Fidelio*, l'unique opéra de Beethoven, mis en scène par Giorgio Strehler, montrait des groupes en liesse sur les débris de fortifications démantelées, dans la lumière d'aurore de la liberté, au moment où la radio annonçait que les jeunes de Berlin-Est et de Berlin-Ouest se retrouvaient juchés sur le fameux mur.

C'est, hélas ! la seule image, superbe, que nous garderons de ce spectacle qui promettait tant de bonheur et pour lequel tant d'énergies s'étaient coalisées. Le Châtelet paie ainsi la note du vedettariat, en préférant un Giorgio Strehler à bout de souffle à un jeune metteur en scène que cet hymne à la liberté ferait vibrer de toutes ses fibres, et un Lorin Maazel, dont on sait le peu d'affinités avec Beethoven, à un chef généreux (rappelons-nous le *Fidelio* bouleversant de Lavelli et Plasson à la Halle aux grains de Toulouse en 1977).

De Strehler, on ne reconnaît guère que le placement si judicieux de ravissantes figurines mozartiennes dans les trios ou quatuors d'opéra-comique, au premier acte, et cette manière de les faire chanter dans l'ombre ou les lumières rasantes, comme dans *l'Enlèvement au sérail*, l'un de ses chefs-d'œuvre.

Mais comment a-t-il pu demander à Ezio Frigerio ce mur cyclopéen qui encombre toute la scène et entrave le déploiement du chœur des prisonniers, cet éventail de voix sublimes, réduit à la sortie de larves du plancher en grouillement informe, sans même qu'un rayon d'espérance éclaire ce Rembrandt en musique ?

Etait-ce bien utile de donner à la prison de Florestan ce relief vertigineux de gorge aux loups, si c'était pour y faire arriver Léonore ou Pizzaro... par la porte du fond ? Rien dans ce tableau n'était vraiment au niveau du génie beethovénien. Ni les coups de piston démesurés arrachés par Maazel à l'orchestre à la place des soupirs quasi métaphysiques au début, ni les cris de Florestan, promptement réveillé de sa léthargie, de son épuisement, ni la raideur banale de Pizzaro, plus préoccupé de regarder le chef d'orchestre que de tenir en respect ses ennemis.

Un ton grinçant et dur

Et dans le merveilleux final, ouvert par Maazel comme une marche grotesque, la belle scène dramatique entre le ministre, le geôlier et les deux époux passait presque inaperçue, aussi mal « phrasée » scéniquement par Strehler que musicalement.

On n'en finirait pas de détailler tout ce gâchis autour de ce symbole de la liberté et de la fraternité, judicieusement choisi pour commémorer le bicentenaire des droits de l'homme. L'Orchestre national a sans doute fait ce qu'il a pu (malgré des cors toujours incertains), mais sa dynamique sonore spectaculaire était gâtée par le ton grinçant, dur, en tout cas dépourvu d'humanité beethovénienne, que lui imprimait Maazel avec sa précision habituelle.

Faut-il y voir aussi la raison d'une certaine brutalité qui entachait quelque peu la belle qualité du Chœur philharmonique national de Varsovie ?

Côté distribution, on louera d'abord deux voix fruitées d'opéra-comique, celles de Joanna Kozlowska (Marcelline) et d'Uwe Peper (Jaquino) ; celle du ministre (Cornelius Hauptmann) paraît bien frileuse et sans rayonnement, et Siegmund Nimsgern (Pizzaro) n'a même plus cette conviction diabolique qui le faisait passer naguère pour un génie du mal...

Kurt Rydl en Rocco, voix puissante et rude, joue d'une manière primaire et ambivalente (comme, semble-t-il, le souhaite Strehler), si bien qu'on ne sait s'il est bon, méchant, borné ; probablement falot.

Quand on se rappelle Windgassen ou Vickers, impossible d'éprouver le moindre sentiment de pitié pour le Florestan de Siegfried Jerusalem qui joue faux, aussi désordonné vocalement que dans ses gestes, et à l'occasion canarde dans l'aigu.

En définitive, Sabine Haas (remplaçant Jeannine Altmeyer) est le seul personnage émouvant, en dépit d'un physique inadéquat et d'une voix mal posée, aux couleurs brouillées, mais puissante et riche en frémissements émus. Maigre bilan.

JACQUES LONCHAMPT

▶ Coproduction Châtelet, Scala de Milan, Radio-France, et enregistrement télévision pour la SEPT et NVC Arts. Prochaines représentations au Châtelet les 14, 17, 21 et 23 novembre.

Le Marché du spectacle à La Villette

La vitrine du producteur : c'est la vidéo ou un extrait de spectacle vivant

La troisième édition du Marché du spectacle, de la musique et de la communication (MARS) se tient à la grande halle de La Villette du 14 au 18 novembre. Carrefour des agents et producteurs de spectacles, des éditeurs et des diffuseurs, le MARS regroupe cette année trois mille cinq cents professionnels de quarante-cinq pays. Aux rencontres et expositions s'ajoute une diversité sans précédent de spectacles : soixante-dix, dans dix salles aussi différentes que l'Olympia, la Cigale, l'Elysée-Montmartre, le New-Morning, l'Opéra-Bastille et la salle Favart. L'inauguration au Palais des congrès, mardi 14 novembre, coïncide avec la conclusion des Etats généraux de la francophonie : elle est le prétexte à une soirée de la chanson et des musiques francophones.

Le MARS a introduit en France le système des *show cases* en vigueur aux Etats-Unis depuis déjà vingt ans et qui est devenu la spécificité du marché organisé par Jean-François Millier et Olivier Gluzman, deux agents et producteurs français.

Le *show case*, c'est la vitrine du producteur de spectacle : en quinze minutes, il montre en vidéo ou sur une scène ce que son artiste sait faire.

Un bon investissement

Chaque après-midi au MARS, salle Boris-Vian, à La Villette, les professionnels pourront ainsi voir deux *show cases* d'une heure, chacun de ceux-ci comportant un extrait de la prestation de trois artistes différents. Le soir, c'est à un spectacle complet, un concert classique, jazz-rock ou un tour de chant, selon les genres, que les participants, et plus largement le public, seront conviés dans un des théâtres prévus à cet effet.

La production de chaque *show case* est lourde dans la mesure où elle est conçue pour une seule représentation. Mais pour les professionnels, c'est un bon investissement. En 1987, après la première édition du MARS, des contrats ont été signés entre participants pour une valeur de 30 millions de francs. En 1988, un groupe alternatif comme Boucheries productions a conclu un accord avec le Canada et les producteurs de Cheb Kader ont obtenu un premier engagement avec le Japon.

Deux preuves encore du succès progressif du MARS : en 1989, le marché des exposants est passé de cent soixante-quinze à deux cent cinquante et le nombre des participants a triplé ; en automne 1990, Jean-François Millier et Olivier Gluzman organiseront à Tokyo, avec la fondation Mitsubichi, un MARS du Pacifique.

CLAUDE FLÉOUTER

DISQUES

The BoDeans, Foster and Lloyd, Hewerdine and Smith

Les démographes ne se sont pas encore penchés sur le phénomène, mais les groupes de rock, comme les familles, rétrécissent. Voici dans des régions musicales voisines (de Milwaukee à Austin en passant par Nashville) trois duos, dont on ne sait s'ils témoignent de la hausse de la composition organique du capital (le coût des équipements digitaux obligeant à diminuer le nombre de musiciens) ou d'une tendance au cocoooning (auquel on ne peut prétendre en compagnie d'une section de quinze cuivres) chez les rockers.

Les BoDeans viennent du Wisconsin et le premier quart d'heure de la première face de *Home*, leur troisième album est un pur délice, du tempo moyen déhanché de *When the Love is Goob (I Mean Good)*, dans la lignée *Honky Tonk Women-Dixie Chicken*, à la cavalcade furieuse de *Good Work*. La suite va du rock à grand spectacle à la balade country *(Far Far Away)* que l'absence de vrai chanteur dans le groupe (l'un des BoDeans chante d'une de ces voix que l'on casse pour en dissimuler les limites) n'arrive pas à gâcher. Et le final, *Beaujolais*, une valse tex-mex dont le refrain chante le beaujolais dans la pluie de septembre, est un hommage bouleversant de la part de citoyens de la capitale américaine de la bière.

Foster and Lloyd viennent de Nashville, on peut le deviner aux *pedal steel guitars*, aux harmonies serrées qui donnent sa couleur country à *Faster and Llouder*. Des trois groupes, ce sont eux les plus malins, ils ont la mélodie facile et aguicheuse, le texte rigolo *(Fat Lady Sings)*. *Faster and Llouder* est pourri de réminiscences, des Everly Brothers aux Anglais américanophiles Nick Lowe ou Dave Edmunds ; on peut s'amuser à les énumérer, ou s'abandonner au charme facile mais sincère de l'artisanat du Tennessee.

Darden Smith vient d'Austin (Texas) mais, dans ce petit recensement américain, Boo Hewerdine fait figure de passager clandestin. Leader de The Bible, groupe britannique, son passeport ne l'a pas empêché de trouver un terrain commun avec le musicien texan : *Evidence* est un album à base acoustique et vocale, avec de vrais morceaux de pop anglaise plus ou moins bien venus *(These Chains*, pas très réussi, *Out of This World*, euphorisant). Le son est ample, comme il sied à la bande-son d'un *road-movie* imaginaire, le ton rêveur insinuant et tenace. *Evidence* s'impose.

T.S.

▶ The BoDeans : *Home*, album, CD et cassette Slash/London. Distribution Barclay.

▶ Foste an Lloyd *Faster and Llouder*, album, CD et cassette RCA. Distribution BMG.

▶ Heedine and Sith *Evidence*, album, CD et cassette Ensign/Chrysalis. Distribution BMG.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FÊTE
LES DIX ANS DES "ARTS FLORISSANTS."
MUSIQUE !

Lully, Charpentier, Monteverdi, Purcell, Rameau, et bien d'autres encore, un répertoire exceptionnel pour un ensemble unique.

Fondé par William Christie en 1979, l'ensemble vocal et instrumental "Les Arts Florissants" fête son dixième anniversaire.

La Fondation Société Générale est heureuse de fêter cet événement et d'être associée au rôle capital que joue cet ensemble dans la redécouverte d'œuvres baroques françaises et européennes.

Place à la musique !

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

OPERA
DE PARIS
GARNIER

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

BALANCHINE
ROBBINS

26, 29, 30 NOVEMBRE,
1, 2, 5, 6, 7, 8, 9 DECEMBRE 1989

SERENADE
Tchaïkovski - Balanchine

LE FILS PRODIGUE
Prokofiev - Rouault - Balanchine

IN THE NIGHT
CREATION A L'OPERA
Chopin - Robbins

VIOLON CONCERTO
Stravinski - Balanchine

LES ETOILES, LES PREMIERS DANSEURS
ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS
ORCHESTRE DE L'OPERA DE PARIS
Direction : Michel Tabachnik
Pianiste : Henri Darda, violon solo : Hervé le Floch

LOCATION (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
TARIF : de 40 à 250 F

CULTURE

MUSIQUES

Le dixième anniversaire des Arts florissants

La salle Favart était comble pour fêter le prestigieux ensemble baroque

Tandis que retentissaient les derniers accords du chœur final de *The Fairy Queen*, d'un rythme et d'une couleur extraordinairement joyeux, plus d'un millier d'amis des Arts florissants se levaient d'enthousiasme, le dimanche 12 novembre salle Favart, pour une ovation debout qui allait durer un bon quart d'heure : après deux heures et demie de concert, musiciens et chanteurs de la formation, créée en 1979 par son chef William Christie, danseurs de la compagnie Ris et Danceries et spectateurs fêtaient sous une pluie de roses le dixième anniversaire de l'ensemble de musique baroque le plus réputé au monde.

L'année 1989 aura commencé par la reprise d'*Atys*, de Lully, dans la mise en scène de Jean-Marie Villégier, à Favart puis à New-York où, événement sans précédent, une œuvre lyrique était jouée pour la quarante-cinquième fois devant un parterre d'Américains sous le charme. Puis vinrent l'été et la création au Festival d'Aix-en-Provence d'une *Fairy Queen* qui fit l'unanimité, et l'automne avec la reprise de *Médée*, de Charpentier, à Vienne et au Châtelet (le mercredi 15 novembre, concert complet depuis des lustres et pourtant unique, incompréhensiblement) et une tournée en Amérique latine (Argentine et Paraguay).

Et, bien sûr, cette soirée mémorable à Favart, pour laquelle les Arts florissants ont joué quelques-uns de leurs plus grands succès avec beaucoup de virtuosité, d'émotion et, peut-être surtout, d'humour : ouverture et trois scènes d'*Atys*, deux madrigaux de Monteverdi, un extrait de *Médée*, quatre airs de cour de Lambert, deux scènes et le final de *The Fairy Queen*, et bien sûr, deux extraits des *Arts florissants*, de Marc-Antoine Charpentier. Autant d'œuvres que pourront entendre les auditeurs de France-Musique le dimanche 19 novembre prochain à 20 heures.

Il faudra qu'ils sachent que, lors de l'ultime rappel entre les vivats, le chef William Christie était sur la scène tandis que son orchestre, dans la fosse, jouait sans lui et pour lui. Le grand « Bill », souvent d'une raideur élégante et intransigeante, se voûtait, ému, comme pour être plus près de ses musiciens. Un bel anniversaire !

OLIVIER SCHMITT

CINÉMA

Souvenirs et solitudes

Un jeune metteur en scène allemand décrit « le Dernier Chemin de Waller »

On prétend qu'un homme en train de se noyer revoit sa vie en quelques secondes. Waller, le vieux contrôleur de voies de chemin de fer en Allgäu (dans le sud de l'Allemagne) n'est pas menacé de noyade, mais il a atteint et dépassé l'âge de la retraite ; il va sans doute être renvoyé, ce qui est pour lui une forme de mort. Alors, il remonte, à pied, la voie dont il a longtemps assuré la surveillance, une voie désaffectée maintenant, morte en somme. C'est comme cela qu'il revoit sa vie.

Ce film allemand, étrange et beau, éclairé par Thomas Mauch, directeur de la photographie d'Alexander Kluge, Helma Sanders-Brahms, Werner Herzog et Werner Schroeter, n'est pas un chant funèbre. Le passé y surgit comme un rêve (juste quelques bribes de l'époque nazie), et c'est surtout d'amour qu'il est question pour le vieil homme (surprenant Rolf Illig), qui doit, avant de disparaître dans le brouillard, accomplir un devoir sentimental envers sa fille, cette Rosina (Sibylle Canonica) qu'il a élevée seul.

Il y a quelque chose de symbolique dans cet itinéraire de fin du monde, mais Christian Wagner, réalisateur de trente ans qu'on découvre, nous touche en ouvrant les portes de l'imaginaire, en laissant filtrer l'émotion.

JACQUES SICLIER

Abel Gance à la Cinémathèque française

Né à Paris, le 25 octobre 1889, Abel Gance aurait eu cent ans ces temps-ci. On s'étonne même qu'il ne les ait pas eus, car ce patriarche aux allures de prophète semblait fait pour durer un siècle et plus, jusqu'à un autre anniversaire, celui de la naissance du cinéma des frères Lumière, pourquoi pas ? Abel Gance a préféré nous quitter à quatre-vingt-douze ans, laissant dans des tiroirs des projets de films et d'inventions qu'il n'a pu réaliser. Ce n'était pas la faute d'avoir lutté, mais, à la longue, il s'était lassé, malgré les honneurs dont on le couvrait, après l'avoir considéré comme un homme du passé, un créateur fou, un génie encombrant.

A Gance mort, on a donné, finalement, une place officielle dans l'histoire du cinéma comme on offre une concession à perpétuité au cimetière pour ne plus avoir à penser au « cher disparu ». Quelques-uns de ceux qui l'ont fidèlement soutenu, à commencer par Nelly Kaplan, savent bien qu'il y a toujours quelque chose à redécouvrir chez Gance et pas seulement dans le monument qu'est *Napoléon*, œuvre reprise au cours de toute une vie.

C'est pourquoi il faut prêter une particulière attention à l'« Hommage à Abel Gance » de la Cinémathèque française. Il commencera le jeudi 14 décembre, avec *le Nègre blanc, la Folie du docteur Tube, le Droit à la vie, Au secours !* (vous connaissez ?) dans une même séance. Et se terminera le samedi 13 janvier avec *Marie Tudor*, la pièce de Victor Hugo, réécrite et repensée pour la télévision en 1965. « *Je ne fais de différence*, disait le cinéaste, *entre l'image petite ou grande. Il suffit que l'esprit créateur l'anime. L'esprit parle dans l'image, quelle que soit sa dimension.* » Le résultat aurait sidéré Hugo, mort quatre ans avant la naissance de Gance.

J. S.

▶ **Projections : salle de la Cinémathèque française au palais de Chaillot. Contacter Chantal Gatineau au 45-53-21-86. L'intégrale des films muets et parlants figure dans cet hommage.**

COMMUNICATION

La guerre des chaînes sur le câble

La Belgique, laboratoire de l'Europe audiovisuelle

Dans un pays où 95 % des foyers reçoivent plus de vingt chaînes, l'audiosivuel n'a depuis longtemps plus de frontières. La Belgique est aussi un terrain de manœuvres privilégié pour les chaînes européennes qui se disputent audience et publicité.

« *Et maintenant, le relais de Paris.* » 1953 : la télévision belge, encore balbutiante, diffuse un nombre très restreint d'émissions nationales, l'essentiel des programmes étant diffusé à partir de *la capitale fraçaise. Certains* critiques estiment même qu'une télévision purement belge « *pourrait priver les futurs spectateurs de toutes les excellentes émissions françaises* ».

Aujourd'hui, ce n'est pas le vide mais plutôt le trop-plein qui menace la Belgique, deveneue en quelque sorte le laboratoire, mais aussi le champ de bataille, des grandes compagnies européennes. Comme si la directive « Télévision sans frontières », avant même qu'elle n'entre en vigueur dans la Communauté, y avait été appliquée, mais dans le désordre.

La situation géographique du pays, son multilinguisme et son ouverture sur le monde, le rôle de Bruxelles comme capitale *de facto* de l'Europe, le haut niveau de vie de ses habitants, expliquent en partie l'attrait *qu'il représente.* D'autant plus que la Belgique est sans doute le pays le plus câblé au monde. Près de 95 % des foyers sont en effet reliés à un réseau de télédistribution et peuvent recevoir aujourd'hui plus de vingt chaînes. « *Les Belges francophones sont, certes, seulemnnt 4,5 millions, mais ce sont 4,5 millions de spectateurs potentiels de notre chaîne* », expliquait ainsi un responsable français.

Les télévisions de service public – RTB pour la Wallonie et Bruxelles, BRT pour la Flandre – ne furent pas longtemps seules puisque le pays commença à être câblé dès 1960, permettant aux chaînes française, néerlandaise, allemande... d'entrer dans le royaume sans aucune contrepartie, et même de diffuser leurs messages publicitaires. Le marché belge étant ainsi offert « en prime » aux annonceurs. Certes, la publicité était interdite en Belgique, et il appartenait aux télédistributeurs d'interrompre les émissions au moment des spots publicitaires. Mais ils ne le firent pratiquement jamais.

Permis de chasse

La guerre commence en fait lorsque RTL-Télévision – soutenue par le Parti libéral, qui estimait la RTBF trop « *gauchiste* » – installe à Bruxelles les bases d'une « *vraie* » *télévision. En attendant* une loi fixant les nouvelles règles du jeu, RTL – qui deviendra officiellement RTL-TVI – continue à émettre de la publicité sans aucune contrainte. Votée en 1987, une loi accorde le monopole de la publicité à cette chaîne, qui doit, en contrepartie, respecter un cahier des charges. Mais cette apparence d'ordre dans le paysage audiovisuel belge ne fait pas illusion longtemps. Les chaînes françaises, notamment, poursuivent la diffusion de leur publicité en Belgique, et RTL-TVI met au point quelques schémas ingénieux pour tourner la législation. Interdiction de couper les films par des spots publicitaires ? Qu'à cela ne tienne, les programmes seront interrompus chaque heure par une courte séquence d'informations... suivie d'écrans publicitaires !

La Cinq, qui fait des débuts difficiles dans l'Hexagone, frappe à son tour aux portes du royaume. Au grand dam des dirigeants de RTL, qui accusent la chaîne de MM. Hersant et Berlusconi de concurrence déloyale. « *D'accord, moi aussi, j'ai braconné pendant plusieurs années*, admet avec humour Jean-Charles de Keyser, le directeur de RTL-TVI, *mais maintenant j'ai payé mon permis de chasse.* » « Ils » ne passeront pas !

Tout change de nouveau avec l'arrivée des socialistes au pouvoir à la suite des élections de décembre 1987. Une nouvelle loi est votée qui accorde maintenant à la RTBF le droit de diffuser des écrans publicitaires. Les frères ennemis – RTL et RTBF – créent alors une filiale commune, TVB, chargée de gérer la manne publicitaire. Celle-ci pourrait être abondante, compte tenu de l'audience cumulée des deux chaînes (près de 50 %). Du moins le croit-on, car les premiers résultats sont décevants.

Entre ouverture et protectionnisme

Les chaînes françaises, de leur côté, poursuivent leur « harcèlement ». Ainsi, Canal Plus, en association avec la RTBF, émet depuis quelques mois, et sa première campagne d'abonnement semble prometteuse. Quant à TF 1, elle *devrait bientôt pouvoir accéder au* marché publicitaire belge et pourrait ainsi « récolter » près de 750 millions de francs belges (plus de 110 millions de francs français). En contrepartie, la chaîne devrait réaliser des investissements en Belgique de 10 millions de francs belges (environ 1,6 million de francs français) par point d'audience. Actuellement, la RTBF, RTL-TVI et TF 1 ont, chacune, une audience de 20 % à 25 % du public francophone. Si Antenne 2 (10 % d'audience environ) et FR 3 (un peu plus de 5 %) n'ont pas, pour le moment, demandé à pouvoir récolter la publicité en Belgique, la 5, en revanche, compte bien, prochainement, faire d'une pierre deux coups : pouvoir, enfin, diffuser ses programmes et accéder au marché publicitaire. Selon ces mêmes prévisions, la chaîne pourrait recueillir entre 5 % et 10 % de l'audience.

Autres arrivées probables : M 6 et la SEPT. Si l'on ajoute aux chaînes françaises, la vingtaine de chaînes internationales, qui « grappillent » toutes quelques points d'audience, on comprend mieux les craintes des chaînes nationales : comment résister à ce raz de marée ? Apparemment, la RTBF semble plus à même d'amortir le choc. Son statut de service public, son antériorité – qui a « fidélisé » son public – mais aussi une programmation qui n'a pas cédé aux modes du moment devraient lui permettre de faire face.

L'avenir paraît en revanche plus bouché pour RTL-TVI qui va continuer à subir la concurrence de TF 1, s'apprête à affronter la 5 et doit résoudre un problème évident de « double emploi » avec M 6, dont l'un des deux actionnaires principaux est aussi la CLT. RTL-TVI se repliera-t-il sur Luxembourg pour ne devenir qu'une antenne de M 6 ? Rien n'est encore sûr. *Il reste qu'un échec de la* chaîne commerciale belge marquerait la faillite d'une politique nationale ayant sans cesse louvoyé entre le laxisme et la fermeté, entre l'ouverture et le protectionnisme. Maigre consolation : les dirigeants de RTL-TVI pourront toujours se dire qu'ils ne seront pas les seules victimes du combat qui a commencé pour la maîtrise de l'audiovisuel européen.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Retour aux bénéfices pour les grandes chaînes américaines

Malgré l'effritement continu de leur audience, les trois grandes chaînes américaines fêtent cette année le retour de leurs bénéfices après cinq années plutôt difficiles.

Selon l'hebdomadaire *Variety*, ABC prévoit d'engranger entre 150 et 200 millions de dollars alors qu'elle affichait respectivement 4 millions et 70 millions de dollars de pertes en 1988 et en 1986. CBS pourrait atteindre les 100 millions de dollars de bénéfices... contre 45 millions l'an dernier. NBC, qui conforte sa position de leader, espère dépasser les 320 millions de dollars de bénéfices.

Les trois « networks » ont profité d'un net redressement du marché publicitaire, stimulé notamment par d'importants budgets des constructeurs automobiles. Mais le développement de leur rentabilité est surtout dû à des plans rigoureux de redressement.

Depuis 1987, Laurence Tisch, le nouveau propriétaire de CBS, a pris directement les commandes de la chaîne, faisant le ménage dans les filiales et réduisant sévèrement les effectifs et le budget de l'information. Le groupe Capital Cities, qui a repris ABC en 1986, a mis fin à de désastreuses expériences de production (20 millions de dollars perdus dans la série « War and Remembrance »), sans parvenir à éviter un trou de 64 millions de dollars, dû à la couverture des Jeux olympiques. Dans les trois chaînes on a, en quatre ans, supprimé plusieurs milliers d'emplois.

Les bons résultats des « networks » suscitent un regain d'optimisme dans le microcosme de la communication américaine.. Les observateurs affirmaient, il y a peu de temps, que le marché grignoté *par le développement du câble et* de la vidéo, ne pourrait plus supporter qu'une ou deux grandes chaînes nationales. Aujourd'hui, certains n'hésitent pas à parier sur la coexistence de cinq grandes chaînes en prédisant un équilibre proche pour Fox TV, le réseau de M. Rupert Murdoch, et de bonnes chances de réussite pour le projet de chaîne élaboré par Paramount et MCA.

J.-F. L.

Europe 1 candidate à une fréquence à Londres

Le groupe Europe 1 Communication a déposé auprès des autorités britanniques chargées de la régulation de *l'audiovisuel un dos*sier de candidature pour une fréquence de radio sur Londres. Europe 1, qui a constitué un tour de table dont il est le leader (avec 20 % des parts), et qui comprend plusieurs professionnels de la radio britannique, prévoit la création d'une station musicale destinée aux 25-40 ans et consacrée, comme Europe 2, à la chanson des vingt dernières années. Il ne s'agira pas, précise-t-on, de dupliquer le programme français, mais de concevoir une radio ancrée dans la culture anglaise, et de prendre pied, ainsi, dans l'audiovisuel d'outre-Manche promis à une dérégulation d'ici deux ans.

C'est d'ailleurs la même démarche que suit le groupe français en Allemagne. Associée notamment à la radio publique sarroise, Europe 1 y lancera le 31 décembre prochain, à Sarrebruck, Radio Salu, première manifestation d'une politique de développement international, Europe 1 étant plus que jamais décidée à s'affirmer comme l'un des premiers groupes de radio en Europe.

EN BREF

□ **Démission de M. Agnes directeur général de la RAI.** – M. Biagio Agnes, directeur général du réseau de télévision publique italienne, la RAI, a démissionné le 10 novembre de l'IRI, la société holding du secteur public actionnaire majoritaire, « *en raison des polémiques qui la traversent depuis plusieurs mois* ». M. Agnes a critiqué le manque de « *règles claires* » au sein de l'IRI, notamment en matière de responsabilité des dirigeants de la RAI.

□ **M. Philippe Guilhaume : la gestion de FR 3 doit être transparente et claire.** – M Philippe Guilhaume, président d'Antenne 2 et FR 3, a indiqué à Bordeaux, le vendredi 10 novembre, que « *l'entreprise FR 3 doit être présente tous les jours de l'année, ouverte le matin et gérée de façon transparente et claire* ».

Il a annoncé la mise en place en janvier d'un contrôle de gestion et d'un contrôle quantitatif et qualitatif des téléspectateurs des deux chaînes publiques. « *La faiblesse de FR 3*, a-t-il précisé, *n'est ni technique ni financière mais elle est due à une question d'ambition et d'identité.* »

En soulignant que les centres de production de FR 3 « *comptent trois fois plus de cars de reportage, trois fois plus de plateaux qu'il n'en faut et un nombre de caméras qui pour raient équiper la France et l'Espagne réunies* », M. Guilhaume a indiqué que « *si FR 3 doit investir, c'est dans ses personnels* ». « *FR 3 doit faire appel à ses propres moyens plutôt qu'à des prestations extérieures* », a-t-il conclu.

□ **PRÉCISION.** – Plusieurs erreurs de transmission ont altéré le sens de l'article du *Monde* daté 12-13 novembre intitulé « La Caisse des dépôts en quête de nouvelles alliances ». Ainsi, les pertes de la Caisse dans le câble ne représentent-elles que la moitié de ces investissements en 1989 (et non le double comme indiqué). Le prix des abonnements à Rennes correspond à un nombre de chaînes recevables, et non de semaines. Enfin, une ligne oubliée rend difficile la compréhension du troisième paragraphe. Il fallait lire : « *L'offre de programmes augmente. Aux chaînes qu'elle gère déjà (Canal J, Canal Info, TV Club), la filiale spécialisée Sinedi compte ajouter cinq autres programmes...* »

HEYOKA
Centre Dramatique National pour l'Enfance et la Jeunesse
SARTROUVILLE
Création
EMBRASSE-LES TOUS
Comédie en musique et en chanson de Nicolas Lormeau
« C'est dur à faire une déclaration d'amour »
Du 14 au 18 novembre et du 1er au 3 décembre
ESPACE GERARD PHILIPE
TEL. 39 14 23 77

SORTIE LE MERCREDI 15 NOVEMBRE
LE TEMPS DES GITANS
UNE HISTOIRE D'AMOUR
PRIX DE LA MISE EN SCÈNE
CANNES 1989
UN FILM DE
EMIR KUSTURICA
AAA CLASSIC

L'ECU, MOYEN DE PAIEMENT FEU VERT AU LUXEMBOURG!

L'ECU, la devise européenne

Créé dans le cadre du SME, l'ECU est devenu sous l'impulsion des banques une devise reconnue de tout premier plan.

En effet, l 'ECU est aujourd'hui couramment utilisé dans les transactions financières internationales (émissions d'obligations, opérations bancaires) et se développe progressivement dans les transactions commerciales.

L'ECU, moyen de paiement: Feu vert au Luxembourg

Du 11 novembre au 3 décembre, pour la première fois dans l'histoire, les consommateurs peuvent payer leurs achats en ECU.

Les commerçants, hôteliers et restaurateurs de la capitale luxembourgeoise qui participent à l'action afficheront leurs prix à la fois en ECU et en Francs luxembourgeois.

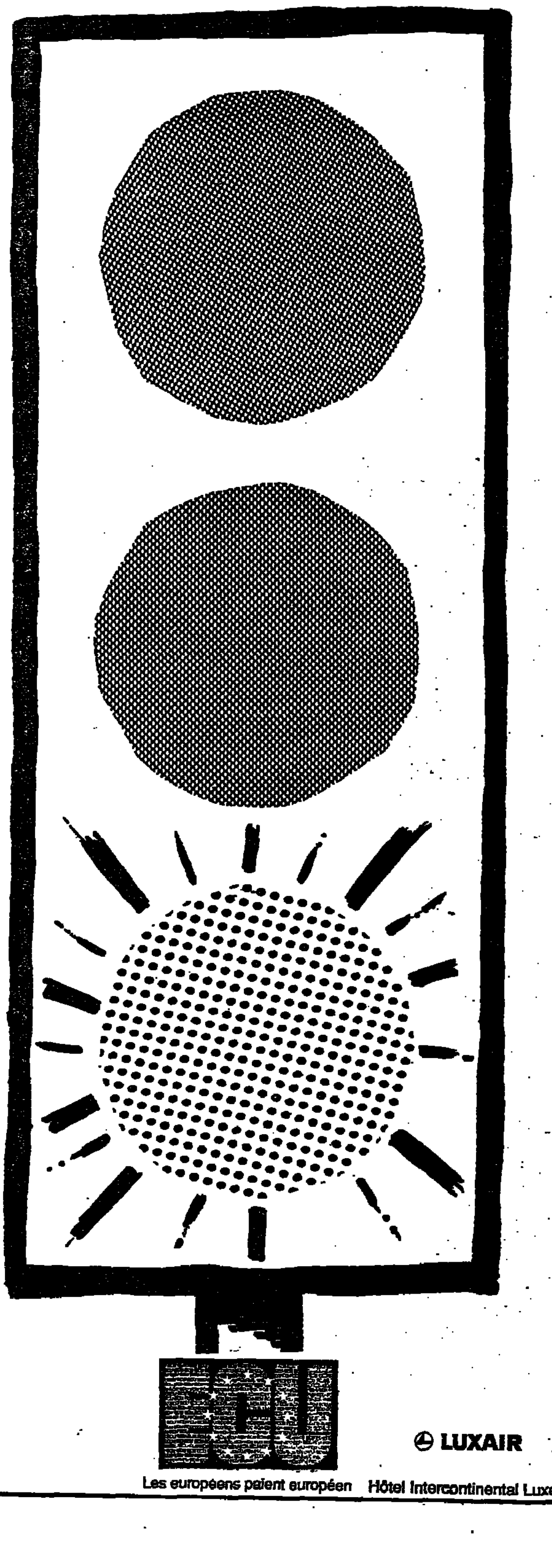
Pour payer en ECU, rien de plus simple: il vous suffit de régler soit par eurocheque, soit par carte de crédit.

Luxembourg, Place de l'Europe

Dès la première heure, le Grand-Duché de Luxembourg participe activement à la construction d'une Europe Unie.

La capitale luxembourgeoise, siège de nombreuses institutions européennes, est devenue un carrefour des grandes initiatives européennes.

Dans cet environnement fertile, la place bancaire luxembourgeoise s'est développée en un centre financier au rayonnement mondial.



Novembre à Luxembourg: le mois de l'Europe et de l'ECU

Cet événement sans précédent qui se déroule dans la capitale luxembourgeoise, centre commercial, financier et touristique, a été conçu et réalisé par l'Association Eurocitoyen en coopération avec les commerçants et les banques de la place.

L'initiative se produit avec la collaboration et avec le soutien actif des commerçants, des banques, associations et sociétés suivants :

Banco di Roma International Luxembourg S.A.
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
Banque Générale du Luxembourg S.A.
Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A.
Banque Paribas Luxembourg
Caisse Centrale Raiffeisen
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine S.A.
Crédit Lyonnais
San Paolo - Lariano Bank S.A.
Société Générale Alsacienne de Banque S.A.
Association Bancaire pour l'ECU
Association pour l'Union Monétaire de l'Europe
CEDEL
Société de la BOURSE de Luxembourg
Union Commerciale de la Ville de Luxembourg
HORESCA
Confédération du Commerce Luxembourgeois

et avec la participation de

VISA International
EUROCARD
eurocheque
DINERS CLUB
AMERICAN EXPRESS

Le mois de l'Europe et de l'ECU est organisé avec la participation des moyens de paiement suivants:

VISA EUROCARD eurocheque

et la collaboration de: LUXAIR ICELANDAIR IBERIA

Les europeens paient européen Hôtel Intercontinental Luxembourg Hôtel Aérogolf Sheraton Luxembourg

AGENDA

CINÉMA

LUNDI 13 NOVEMBRE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Révoltes, révolutions, Cinéma : le Chemin de la vie (1931), de N. Ekk, 14 h 30 ; la Ultima Cena (1975, v.o. s.t.f.), de Tomas Gutierrez Alea, 17 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles
(40-26-34-30)

Relâche.

LES FILMS NOUVEAUX

COMÉDIE D'AMOUR. Film français de Jean-Pierre Rawson : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT. (*) Film franco-britannique de Peter Greenaway, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

HEAVEN. Film américain de Diane Keaton, v.o. : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

HIVER 54. Film français de Denis Amar : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PLUIE NOIRE. Film japonais de Shôhei Imamura, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ARIEL (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES BAISERS DE SECOURS (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

BATMAN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CALME BLANC (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHIEN DE FLIC (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DERNIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN (*) (All., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ERIK LE VIKING (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

GREAT BALLS OF FIRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

HEAVEN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

HISTOIRES D'AMÉRIQUE (Fr.-Bel., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

HIVER 54 (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JUSQU'AU BOUT DU RÊVE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

KATIA ET VOLODIA (Fr.-Sov.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

KICKBOXER (Hong Kong, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAN NO RUN (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MOUNA (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

OLD GRINGO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

PERMIS DE TUER (Brit., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Images, 18e (45-22-47-94).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

RAIN MAN (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

ROUGE VENISE (Fr.-It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SUIVEZ CET AVION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

TOLÉRANCE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UNE JOURNÉE DE FOUS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

VILLE ZÉRO (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

TALABOT. Malakoff. Théâtre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim. 18 h (8).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15). Salle Jean-Vilar (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE CHIEN MORT. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (8).

LA COMEDIE DE L'AMOUR. Comédie italienne (43-21-22-22) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (8).

FATUS PRESENTE FATUS. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 20 h 30 (9).

LE THEATRE DU CAMPAGNOL FETE MARIVAUX. Châtenay-Malabry. *Théâtre du Campagnol* (46-61-33-33) jeudi 20 h et 21 h 30 ; (ven., sam.) 19 h, 20 h 30 et 22 h ; dim. 15 h et 18 h 30 (9).

LA STATION DEBOUT. Cartoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (jeu., ven., sam.) 20 h 30 ; dim. 17 h (9).

PASTEUR. Saint-Maur. Salle d'Arsonval (42-83-47-22 ou 48-86-58-82) (jeu., ven., sam., lun.) *20 h 45 ; dim. 16 h (9).*

HISTOIRE DU TIGRE. Bateau-théâtre Péniche Docteur Paradis (42-08-68-89) (jeu., ven., sam. mar.) 20 h 30 (9).

BEDOS AU ZENITH. Le Zénith (42-40-01-01) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 16 h (10).

LES PETITS AQUARIUMS. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). Petite salle (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 16 h (10).

LA PASSION DU JARDINIER. Créteil. Maison des Arts (49-80-18-88) (dim. soir, lun., jeu.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (10).

SAISON DE NACRES. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, jeu.) 20 h 30 ; dim. 17 h (13).

PHEDRE. Cergy-Pontoise. Théâtre des Arts (30-30-33-33) 21 h (14).

FLUO. Théâtre Moderne (49-95-09-00) 21 h (17).

LA DECLARATION DE PETER LE ROUGE. Berry (43-70-37-02) 20 h 30 (14).

DIALOGUE DES CARMELITES. Versailles. Théâtre Montansier (39-50-71-18) 21 h (14).

TABARIN. Tac Studio (43-73-74-47) 21 h (14).

TABLEAU DE PARIS AVEC GUILLOTINE. Gennevilliers (47-93-26-30) 20 h 30 (14).

LE BORGNE EST ROI. Marie Stuart (45-08-17-80) 21 h 45 (14).

CHAGRIN ZOOLOGIQUE. Châtillon. Théâtre. (46-57-22-11). Grande salle 21 h (14).

ARCANE (43-38-19-70). ◊ Saison de nacres : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Flagrant Délit de mensonge : 21 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Chemin d'une âme : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Moby Dick : 20 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Profession imitateur... et en plus : 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). ◊ Revue parlée : Avec Guy Hocquenghem : 14 h 30, 15 h, 18 h 30 et 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ La Folle Journée ou Le Mariage de Figaro : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◊ Hérault de Séchelles : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'as sauvé la vie : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). ◊ Charmant mais fou : 20 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Point de feu sans fumée : 20 h 45.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (45-27-13-88). Le Grand Ecart : 20 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-femme de ma vie : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'Impromptu du Palais-Royal : *21 h 30.*

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Bâton de la maréchale : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. ◊ Simone Weil 1909-1943 : 18 h 30. Thermidor-Terminus : 20 h 30. Dialogues d'exilés : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◊ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Un éléphant dans le jardin : 19 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Archi Truc : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Salle II. ◊ L'Ecume des jours : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Neveu de Rameau : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). C'est dingue : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ◊ Physique et Métaphysique : 18 h 30. L'Extra : 21 h.

MUSIC HALL

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). *Marcel Amont, 21 h, « Amont tour ».* Avec Sophie Delmas, Jean-Pierre Pousset (guit.), Yves Sultan (synth.).

DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Jean-Jacques Vanier, Les Sardines, 20 h 30. « Charmant mais fou » de J.-J. Vanier, « Trenet ouap dou ouap » des Sardines.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-68-10-86). Pierre Meige, 22 h 30. Téléphone location : 42-93-69-68.

LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Yves Marx, Christophe Gaillot, 22 h 30. Piano, batt.

ZÉNITH. (42-08-60-00). Enfoirés, 20 h. Avec Johnny Hallyday, Eddy Mitchell, Véronique Sanson, Michel Sardou et Jean-Jacques Goldman. Concert donné au bénéfice des Restaurants du cœur. Téléphone location : 45-72-11-22.

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Ensemble Musique vivante, 19 h. Dir. Diego Masson. Œuvres de Schoenberg.

AUDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29). Quatuor Arditti, 20 h 30. Œuvres de Berg, Stravinski, Bartok.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Alvaro Vilaverde, Angelo Da Silva, 20 h 30. Chant, guit. Lictor Lopez (acc.), Lionel Sanna (basse), Kilikus (perc.), Xavier Bodart (fl.), Laurent Sabatier (guit.), Frédéric Peyrat (comédien).

CHATELET, THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). *Lucia Mazzaria*, 12 h 45, lun. Sopranos, Ado Tarchetti (piano). Œuvres non déterminées. Orchestre national de France, 20 h 30. Dir. Lorin Maazel. Quatrième et Cinquième Symphonie de Beethoven.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Concerto Köln, 20 h 30, lun. Werner Ehrhardt, Andrea Keller (vl), Michael Niesemann, Eberhard Zummach (hbt), Mike Roberts, Raphaël Vosseler (cor.). Œuvres *de Krauss, Davaux, Martin, Boccherini.*

THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Ensemble SIC, 20 h 30. Œuvres de Cage, Xenakis, Boulez, Mabry, Carre.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Orchestre philharmonique de Radio France, 20 h 30, lun. Dir. Yves Prin. Carlos Roque Alsina (piano). Œuvres de Stravinski, François, Bon.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Nusrat Fathe *Ali* Khan, 20 h *45.* Musique qawwali. Musique traditionnelle du Pakistan.

LES FESTIVALS

JEAN COCTEAU CINÉASTE, La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) : le Baron fantôme, lun. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Villa Santo Sospir, le Sang d'un poète, mar. à *12 h, 14 h,* 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ROCK

BATACLAN (47-00-39-12). And Also the Trees, 20 h. 1re partie : Mary Goes Round.

nom .... prénom ....
adresse ....
.... places à 180 F = ... F
1re date ....2e date ....

Joindre un chèque libellé à l'ordre de Hamlet accompagné d'une enveloppe timbrée à vos noms et adresse à envoyer à :
ENTREES SPECTACLES, 25, rue Mogador, 75009 PARIS

PARIS EN VISITES

MARDI 14 NOVEMBRE

« Exposition Egypte Egypte », 14 h 30, Institut du monde arabe, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

« *Le Palais de justice en activité* », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. Pohyer).

« L'Arsenal de Sully », 14 h 30, 1, rue de Sully (Paris livre d'histoire).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, à l'entrée (M.-C. Lasnier).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie *métro Saint-Paul (Résurrection du passé).*

« Les poètes et la poésie du Père-Lachaise », 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, porte principale (V. de Langlade).

« Les Catacombes », 14 h 45, métro Denfert-Rochereau, sortie principale, sur la place (Tourisme culturel).

« La Conciergerie restaurée », 15 heures, 1, quai de *l'Horloge* (D. Bouchard).

« L'art de Cartier », 16 heures, Petit Palais (G. Marbeau-Canard).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Une journée au Père-Lachaise » : « Le vieux cimetière de Brongniart », 11 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant ; « Le cimetière moderne », 15 heures, métro Gambetta, sortie côté avenue du Père-Lachaise.

« La Défense et son Arche (extérieur) », 15 heures, RER La Défense, sortie K.

CONFÉRENCES

55, rue des Francs-Bourgeois, *14 heures : « Trésors, les plus grandes* découvertes du vingtième siècle » : « Le trésor de la rue Mouffetard » et la « Nuestra Senora de la Maravilla », par S. Bourgey (Crédit municipal de Paris et de l'Ile-de-France).

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « La civilisation étrusque. Les étapes de l'histoire », par O. Boucher (Antiquité vivante).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Visages de Paris : la rue de Paris sous l'Ancien Régime, le décor, les petits métiers », par Mme Zujovic (Monuments historiques).

55, rue du Cherche-Midi, 18 h 30 : « Technique vernaculaire et esthétique baroque », par V. Comoli (Société française des architectes).

1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 18 heures : « *Le pétrole arabe à l'horizon 2000* », par P. Terzian (Institut du monde arabe).

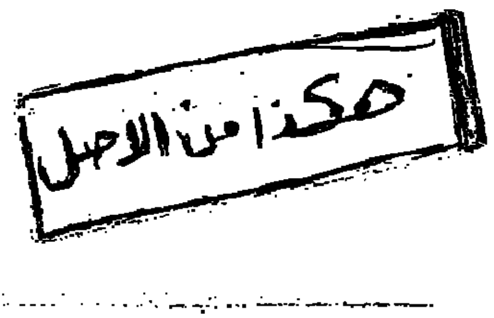
107, rue de Reuilly, 19 heures : « Illettrisme, échec scolaire, chômage », par J. Barbin (Université libre de Paris. Tél. : 43-43-40-70).

91, rue de Seine, 20 heures : « La fin de l'absolu ou l'espace-temps retrouvé », par J. Jaffelin (L'Espace bleu).

Ministère de la recherche, 1, rue Descartes, 20 h 30 : « La Méridienne », par D. Guedj (Association française d'astronomie).

Centre Jean-Verdier, 11, rue de Lancry, 20 h 30 : « Les tensions facteurs d'obésité ou de maigreur », par J.-P. David.

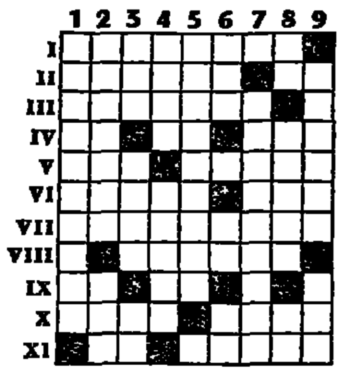
هكذا من الاصل



AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5130



HORIZONTALEMENT

I. Peuvent laisser des marques après avoir frappé. – II. Mieux vaut ne pas y être mené en bateau. Eau. – III. Sont susceptibles d'intéresser ceux qui font des cérémonies. – IV. Fait tourner la tête. Arrivée à la fin. Qui n'est plus le même. – V. Nous en fait voir de toutes les couleurs. De quoi faire du chemin dans la vie. – VI. Ce qu'il a fait connaître est toujours fort prisé. Se fait tirer dessus. – VII. C'est une évidence ! – VIII. Etranger à la « confusion ». – IX. Pour avoir la ligne. Pronom. – X. A tout pour plaire. Utile à celui qui se serre la ceinture. – XI. Conjonction. Est adapté à des choses que l'on sait sur le bout du doigt.

VERTICALEMENT

1. Caractérise certaines vaches. – 2. On y fait suivre des traitements. Est deux fois plus peuplée en Afrique qu'en Europe. – 3. Dont on a pu profiter de l'éventuelle richesse. Tel que nombreux sont ceux qui ne peuvent pas le sentir. Conjonction. – 4. En contact avec l'extérieur. Fut battu par un futur vaincu. – 5. Il faut lui mâcher la besogne. – 6. Sort de l'eau. Au cœur de l'Etna. Adverbe. – 7. Appréciera ce qu'il fera. – 8. Possessif. Obéit très bien à son maître. Son jour finit toujours par arriver. – 9. N'apporte pas de l'eau qu'au moulin. Figure mythologique.

Solution du problème nº 5129

Horizontalement

I. Friperie. Doreur. – II. Ion. Nestor. Se. – III. Dunette. Manteau. – IV. Ego. Ri. Simoun. – V. Lèchefrite. Roc. – VI. Al. Stérer. – VII. Tentative. Mie. – VIII. Estocade. Accent. – IX. Tes. Saï. Este. – X. Cédas. Ino. Un. – XI. Diane. Féru. – XII. Balivernes. – XIII. Ares. Cet. Sion. – XIV. Li. Emu. Rue. Lieu. – XV. Taire. Fer. Velus.

Verticalement

1. Fidélité. Cobalt. – 2. Rouge. Esse. Aria. – 3. Innocent. Le. – 4. Totaliser. – 5. Entrelacés. Me. – 6. Rétif. Tas. Déçu. – 7. Ise. Raid. Aire. – 8. Et. Silves. Antre. – 9. Omit. Aine. Ur. – 10. Drames. Aînesse. – 11. No. Tic. – 12. Rature. Ce. Fiole. – 13. Enormes. Nil. – 14. Usa. Ceinture. Eu. – 15. Reus. Retenu. Pus.

GUY BROUTY

loto

TIRAGE DE LA SUPER CAGNOTTE DU LOTO Nº 45 DU SAMEDI 11 NOVEMBRE 1989

11 16 17 42 44 49 — 19

6 BONS Nº	2	18 500 000,00 F
5 BONS Nº + complémentaire	34	161 730,00 F
5 BONS Nº	1 850	11 570,00 F
4 BONS Nº	112 517	160,00 F
3 BONS Nº	2 087 819	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 251 042 — [illegible] 10,00 F x 2 = 20,00 F

LOTO SPORTIF

RESULTATS COMPLETS Nº 55

[illegible]

MATCH DU JOUR AUXERRE 0 LYON 1

13 bons pronostics	10	342 762,00 F
12 bons pronostics	648	6 751,00 F
11 bons pronostics	10 733	349,00 F
MATCH DU JOUR	15 933	113,00 F

NUMERO PACTOLE : 6

Tirage du Dimanche 12 Novembre 1989

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité : ____________ Pays : ____________ 921 MON 03
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CARNET DU Monde

Naissances

– **Catherine RISTERUCCI, Daniel AIACHE, et Léna AIACHE-RISTERUCCI,**
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clio,

le 11 novembre 1989, à Paris.

62, rue Doudeauville,
75018 Paris.

– Heureux, qui, comme **Inès et Pierre-Yves**
ont eu un beau bébé.
Honnie soit toute fierté maladive,
mais sachez que

Joachim GAUTIER

est né.

Le 10 novembre 1989.

59, rue de Rennes,
Paris-6ᵉ.

– **Christine et Francis COQUEREL-ILLOUZ**
ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin, Thierry, Athanase,

le 8 novembre 1989, à Chartres.

7, rue Mathurin-Régnier,
28000 Chartres.

– **Frédérique et Roland de VILLEPIN, Maxime et Eléonore,**
sont heureux de faire part de la naissance de

Thibault,

le 31 octobre 1989, à Paris.

26 *bis*, rue Paul-Bert,
92150 Suresnes.

Mariages

– Pierre et Virginie Linhart
ont la joie de faire part du mariage de leur mère

Nicole COLAS-LINHART
avec
Gérald CAILLAT,

qui a eu lieu le 10 novembre 1989, à Paris-14ᵉ.

Décès

– Saint-Cloud. Villeneuve-sur-Lot.
Mᵐᵉ Simone Ferran,
Mˡˡᵉ Marie-Louise Bounoure,
Les familles Lacheze et Ferran,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FERRAN,

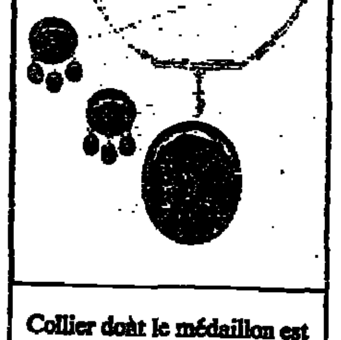
le 8 novembre 1989, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le défunt avait souhaité faire don de son corps à la science.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

POMPES FUNEBRES ROBLOT
NOUVELLE FORMULE
"LE CONTRAT PREVOYANCE"
pour l'organisation de vos obsèques
Interrogez-nous
Nº VERT 05.45.22.27

JACQUES GAUTIER



Collier dont le médaillon est en émail noir.
Boucles d'oreilles : 2 500F
36, rue Jacob, 75006 Paris
Tél. : 42-60-84-33

– Mᵐᵉ Romain Germain,
son épouse,
M. et Mᵐᵉ Jean-Louis Germain,
Le docteur et Mᵐᵉ Daniel Philippe,
Florence et Sylvie Germain,
ses enfants,
Marc, Nicolas, Elisabeth, Olivier, Alexandre et Hélène,
ses petits-enfants,
M. et Mᵐᵉ Michel Germain
et leurs enfants,
M. Pierre Basque
et ses enfants,
Ses frère, belle-sœur, beau-frère,
Neveux et nièces,
Sa famille et ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu, le 24 octobre 1989, à l'âge de soixante-quatre ans, de leur très cher

Romain GERMAIN,
officier de la Légion d'honneur,
sous-préfet honoraire,
directeur honoraire
de la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en la basilique de Vézelay, le 28 octobre, dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite, à sa mémoire, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16ᵉ, le lundi 20 novembre, à 17 h 30.

« Toute vie enfouie est semence de Pâques » (R. Germain).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

4, rue Nungesser-et-Coli,
75016 Paris.

– Le président,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR),
expriment leur grande tristesse à l'occasion du décès de

M. Romain GERMAIN,
directeur général d'honneur,

et témoignent de leur profonde gratitude pour l'action qu'il a menée pendant de longues années à la direction de la société.

– L'association des Sociétés françaises d'autoroutes, au nom des présidents des sociétés d'autoroutes et de l'ensemble de leur personnel, exprime sa grande tristesse à l'occasion du décès de

M. Romain GERMAIN,
sous-préfet honoraire,
directeur général honoraire
des Sociétés des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône,
officier de la Légion d'honneur,

et témoigne de sa profonde gratitude pour l'action qu'il a menée pendant de longues années au sein de l'association, ainsi qu'au niveau international.

– Ses enfants, petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
Son frère et sa sœur,
font part du décès de

Mᵐᵉ Festal KOHN,
née Stella Ledoux,

le 9 novembre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année.

A l'occasion de son enterrement, une réunion d'actions de grâces pour tous les bienfaits qu'elle a reçus de Dieu durant sa vie a lieu le lundi 13 novembre, à 15 heures, à L'Oasis, 225, rue de Roquemaure, 45160 Olivet.

« Je suis la Résurrection et la Vie. Celui qui croit en moi vivra, même s'il meurt. » Jean XI - 25.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons pour les chrétiens persécutés pour leur fidélité à Jésus-Christ. Cela par la CSEM, BP 203, 74105 Annemasse Cedex, CCP - CSEM Lyon 2 152 31 A.

– Le docteur Anne-Marie Quétin,
M. Michel Quétin,
Gilles, François et Rémi,
Mˡˡᵉ Marguerite Quétin,
M. André Ginestet,
Mᵐᵉ Antoine Lafont,
M. et Mᵐᵉ Jean-Pierre Palade
et leurs enfants,
Leurs proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ veuve Henri QUÉTIN,
née Adrienne Lafont,

survenu à Aurillac, dans sa quatre-vingt-treizième année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Aurillac, en l'église du Sacré-Cœur, le vendredi 10 novembre 1989.

87, boulevard Raspail,
75006 Paris.

– Guy et Julien Riboreau,
Jean Riboreau,
Chantal Riboreau-Royer
et ses enfants,
Hubert Riboreau et ses enfants,
La famille Robin,
ont la tristesse de faire part du décès subit de

Nathalie, Monique RIBOREAU,

à l'âge de quarante-huit ans.

L'inhumation a eu lieu le 10 novembre au cimetière de Montmartre.

185, rue Ordener,
75018 Paris.

Remerciements

– Votre amitié, votre présence, vos témoignages de sympathie ont été un précieux réconfort lors du décès de

M. Pierre PRENTOUT.

Danièle Bouchet,
Ses filles,
Et toute la famille,
vous en remercient du fond du cœur.

Anniversaires

– Un an déjà !

Christiane GALLENCA,
professeur des universités,

nous quittait le 14 novembre 1988.

Ceux qui l'ont aimée se souviennent dans la douleur et la piété.

Priez pour elle.

« A glooming peace this morning with it brings. »

– Il y a un an, le 13 novembre 1988,

Antoine-Toussaint NGONGO-OTTOU,
avocat,

quittait les siens et ses amis.

Sa famille demande une pensée affectueuse à ceux qui l'ont connu, aimé et estimé, en associant à son souvenir celui de

Marie-Yvonne OBONO-ESSOMBA,
sa mère,

et de

Martin, Marie Désiré NGONGO-OTTOU,
son père.

– Il y a six ans, le 13 novembre 1983,

Dominique VIGUET-CARRIN,
professeur de lettres,

nous quittait.

Que ceux qui se souviennent aient une pensée pour elle.
« Seul l'oubli est la vraie mort. »

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le samedi 18 novembre, à 11 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce (Paris-5ᵉ), à la mémoire du

professeur Paul BREGEAT,

décédé le 5 octobre 1989.

– **Pierre SALA,**
ancien directeur de théâtre,
metteur en scène, designer,

décédé le 18 octobre 1989,

a souhaité qu'une messe fût célébrée pour son salut, et pour réunir sa famille et ses amis.

Cette messe aura lieu le lundi 20 novembre, à 18 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris (2ᵉ).

Communications diverses

– A l'occasion de la Fête du roi, l'ambassadeur de Belgique en France fera célébrer un *Te Deum* en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris, le mercredi 15 novembre, à 12 heures. Tous les Belges résidant en France et les amis de la Belgique sont cordialement invités à cette cérémonie.

– Les Journées interdiocésaines du service d'entraide des prêtres, de la Maison Marie-Thérèse et des maisons de repos et de retraite pour les prêtres auront lieu les vendredi 17, samedi 18 (de 10 h 30 à 18 h 30) et dimanche 19 novembre 1989 (de 10 h 30 à 17 h 30), à la Maison diocésaine, 8, rue de la Ville-l'Evêque, 75008 Paris. Chèque bancaire : JIADP ; CCP : JIADP Paris 46341B.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques ....87 F
abonnés et actionnaires .77 F
Communicat. diverses ..90 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 10 novembre 1989 :

DES DÉCRETS

● Nº 89-824 du 9 novembre 1989 modifiant et complétant le décret nº 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privé sous contrat.

● Nº 89-825 du 9 novembre 1989 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales de remplacement aux personnels assurant des remplacements dans le premier et le second degré.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 11 novembre 1989 :

UN DÉCRET

● Nº 89-831 du 10 novembre 1989 modifiant le code de la Sécurité sociale et relatif à la revalorisation des allocations de logement.

DES ARRÊTÉS

● Du 20 septembre 1989 fixant les conditions d'obtention de la formation spécifique du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré (option Animation des activités physiques pour tous).

● Du 3 novembre 1989 portant déclaration de vacance d'emplois de professeur des universités-praticien hospitalier offerts à la mutation et au recrutement au titre de l'année 1989 et fixant les modalités de candidature.

● Du 3 novembre 1989 portant déclaration de vacance d'emplois de maître de conférences des universités-praticien hospitalier offerts à la mutation et au recrutement au titre de l'année 1989 et fixant les modalités de candidature.

● Du 10 novembre 1989 revalorisant les plafonds de loyer à prendre en considération pour le calcul des allocations de logement.

EN BREF

□ **COLLOQUE : « La décision éthique selon saint Paul ».** – Les critères de décision n'étaient pas plus faciles du temps de saint Paul qu'aujourd'hui. Ils l'étaient plutôt moins. Le colloque organisé par le centre culturel Les Fontaines, les 9 et 10 décembre, essaiera de faire jouer la distance pour indiquer la nouveauté de la situation des premières communautés et pour voir comment l'apôtre a joué sur différents modèles pour suggérer des solutions aux questions urgentes qui se posaient.

▶ ***Renseignements et inscriptions : Les Fontaines, BP 205, 60501 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.***

□ **Les sentiers de la science passent par Gap.** – Jusqu'au dimanche 19 novembre, les Gapençais auront quatorze lieux d'animation à leur disposition dans le chef-lieu des Hautes-Alpes pour se familiariser avec les sciences et techniques. Dans le cadre de cette semaine, baptisée « Les sentiers de la science », des expositions, des ateliers, des projections, des débats auront lieu tous les jours pour donner aux jeunes et aux adultes un aperçu des volcans, du Parc des Ecrins, des trous noirs, de la conquête de l'espace, de trains, de l'énergie solaire, etc.

▶ ***Pour tout renseignement, s'adresser à Mlle Christine Maciet, bibliothèque municipale, 133-137, boulevard Pompidou, 05000 Gap. Tél. (16) 92-51-38-43.***

□ **FESTIVAL : L'âge dans tous ses états.** – Ce Festival, premier rassemblement européen des plus de cinquante ans, se déroule à Mâcon jusqu'au 17 novembre. Au programme : colloques, forum-débats sur la vie culturelle, artistique, affective ou relationnelle, mais aussi des spectacles.

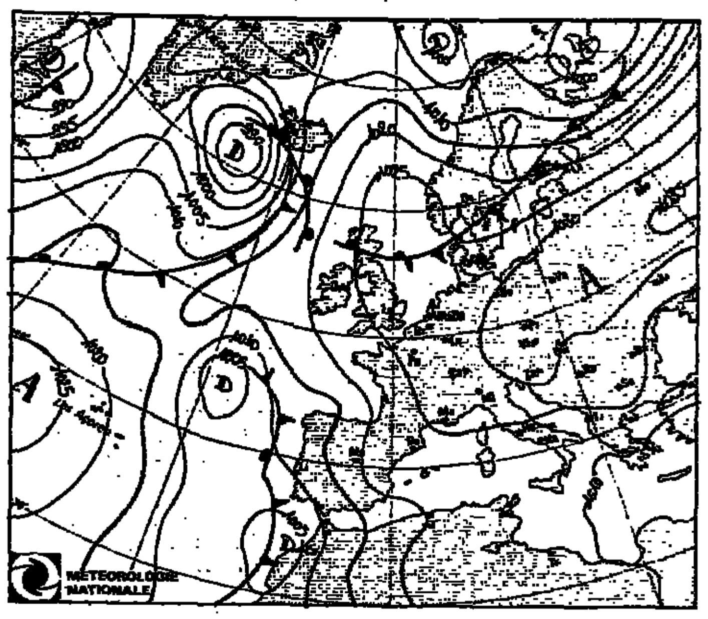
★ Renseignements et programme détaillé : L'âge dans tous ses états, 15, place Saint-Pierre, 71000 Mâcon. Tél. : (16) 85-38-08-38.

Pourquoi risquer la grippe, il y a Mutagrip !
vaccin mutagrip
ceci est un médicament
PASTEUR VACCINS

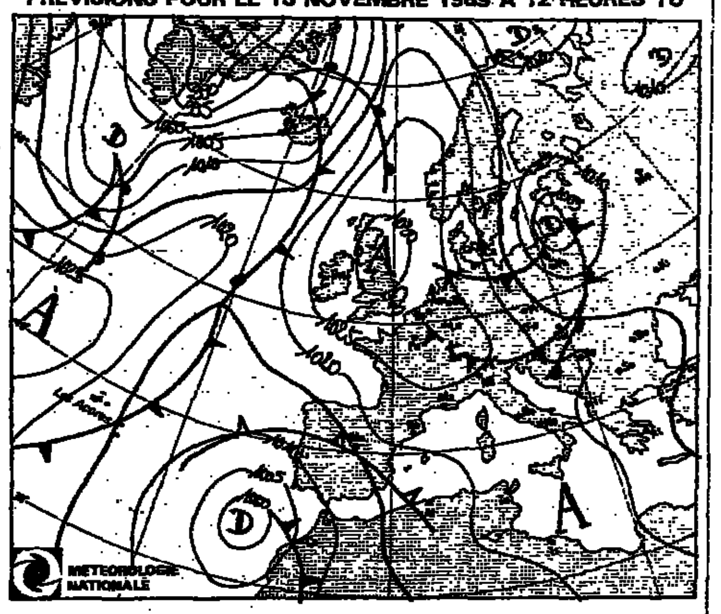
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 novembre 1989 à 0 heure et le mardi 14 novembre à 24 heures.

Les conditions anticycloniques prédominent sur la France pour les deux prochains jours.

Mardi : brumes et brouillards.

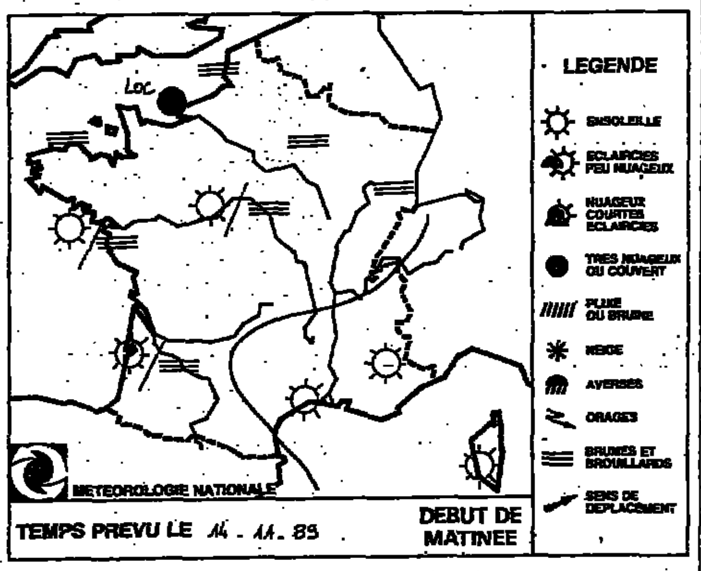
Les brumes et brouillards seront nombreux le matin sauf dans le Sud-Est. Ils seront plus denses dans le Nord-Est, ils auront du mal à se dissiper et pourront rester tenaces dans les vallées. Près des côtes de la Manche, des nuages bas seront présents toute la journée.

Sur le reste du pays, le soleil brillera mais l'atmosphère restera brumeuse.

Les températures minimales varieront de 0 à –3 degrés dans le Nord-Est et le Centre, de 2 à 4 degrés dans le Nord, de 4 à 7 degrés ailleurs et atteindront 7 à 9 degrés près des côtes.

Les températures maximales monteront peu dans le Nord-Est, de 4 à 5 degrés à cause des brouillards persistants.

Ailleurs, elles iront de 10 à 13 degrés sur la moitié nord et de 13 à 17 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 12-11-1989 à 6 heures TU et le 13-11-1989 à 6 heures TU — le 13-11-1989

	max	min	temps
FRANCE			
AJACCIO	18	7	D
BIARRITZ	24	9	N
BORDEAUX	20	10	D
BOURGES	18	4	D
BREST	16	11	N
CAEN	17	4	D
CHERBOURG	14	8	B
CLERMONT-FER.	19	3	D
DIJON	13	0	D
GRENOBLE St-M-H	13	–1	D
LILLE	13	2	D
LIMOGES	18	10	D
LYON	16	1	D
MARSEILLE-MAR.	19	7	D
NANCY	10	–3	D
NANTES	19	9	D
NICE	17	9	D
PARIS-MONTS.	15	6	D
PAU	25	7	D
PERPIGNAN	18	13	C
RENNES	17	7	B
ST-ETIENNE	17	2	D
STRASBOURG	-3	0	B
TOURS	18	6	D
TOULOUSE	18	9	–
POINTE-A-PITRE	31	22	A
ÉTRANGER			
ALGER	24	8	D
AMSTERDAM	13	1	N
ATHÈNES	16	11	C
BANGKOK	34	26	N
BARCELONE	20	10	D
BELGRADE	7	4	P
BERLIN	6	1	C
BRUXELLES	13	2	D
LE CAIRE	24	16	D
COPENHAGUE	11	0	B
DAKAR	25	21	D
DELHI	31	13	D
DJERBA	22	15	N
GENÈVE	6	5	C
HONGKONG	27	22	D
ISTANBUL	11	8	C
JÉRUSALEM	19	9	N
LISBONNE	13	12	N
LONDRES	16	5	B
LOS ANGELES	26	14	C
LUXEMBOURG	11	2	D
MADRID	19	10	D
MARRAKECH	29	16	C
MEXICO	–	–	–
MILAN	7	2	B
MONTRÉAL	9	–5	C
MOSCOU	4	0	C
NAIROBI	27	17	C
NEW-YORK	14	6	D
OSLO	8	2	D
PALMA-DE-MAL.	23	11	D
PÉKIN	9	–4	D
RIO-DE-JANEIRO	25	23	C
ROME	17	4	D
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	11	8	P
SYDNEY	22	14	N
TOKYO	20	15	C
TUNIS	20	9	N
VARSOVIE	5	0	P
VENISE	15	3	D
VIENNE	5	3	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 13 novembre

TF 1

Un grand roman, une grande saga télévisée
LUANSHYA GREER
BONNE ESPÉRANCE
ROBERT LAFFONT

20.40 Feuilleton : Bonne Espérance. De Philippe Monnier et Pierre Lary.
22.20 Magazine : Chocs. De Stéphane Paoli.
23.10 Magazine : Minuit sport. *Spécial automobiles classiques.*
23.50 Journal et Météo.

A 2

20.35 Théâtre : Le bluffeur. Comédie en trois actes de Marc Camoletti, mise en scène de l'auteur, avec Jean Lefèbvre, Hélène Manesse, Bénédicte Roy. *Adultère réciproque.*
22.20 Flash d'informations.
22.25 ▶ Magazine : Comment ça va ? Thème : La grippe.
23.30 Quand je serai grand. Invité : Bertrand Renard.
23.35 Informations : 24 heures sur la 2.
23.55 Météo.
0.00 Soixante secondes. Every Shatzman, astrophysicien.

FR 3

20.35 Cinéma : La sirène du Mississippi. ■■ Film français de François Truffaut (1969). Avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve, Michel Bouquet. *Un riche fabriquant de cigarettes de la Réunion épouse une aventurière qui s'est substituée à sa vraie fiancée. Elle le vole, disparaît. Il la recherche pour se venger et ne plus se passer d'elle.*
22.35 Journal et Météo.
23.00 Magazine : Océaniques. Malraux : Œuvres. De Michel Cazenave et Jean-Denis Bonan. 2. La monnaie de l'absolu. *Les approches de l'art, vers l'intemporel.*
23.50 Musiques, musique. Missa Sancta Caecilia (Gloria), de Haydn.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Hidden. ■ Film américain de Jack Sholder (1987).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Magazine : Lundi sport. Football ; à 22.25, Boxe ; à 23.25, Football américain.
0.20 Cinéma : The big easy. ■■ Film américain de Jim McBride (1986) (v.o.).

LA 5

20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Des filles canon.
22.30 Série : Vendredi 13.
23.30 Magazine : Aparté. De Pierre-Luc Séguillon.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Cinéma : Shanghaï surprise. ■ Film américain de Jim Goddard (1986). *Film d'aventures et d'humour façon bande dessinée. Agréable même si Madonna n'est vraiment pas une actrice !*
22.10 Téléfilm : Les mutants de la Saint-Sylvestre.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Magazine : Jazz 6.
0.20 Boulevard des clips.

LA SEPT

20.40 Cinéma : Le beau mariage. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1982).
22.20 Court métrage.
22.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle, José Bergamin.
23.30 Feuilleton : *Sainte-Thérèse d'Avila* (4e épisode).
0.30 Série : It's our world (4).
1.00 Magazine : Mégamix.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Luigi Dallapiccola. 1. L'enfance, la jeunesse, *les temps troublés.*
20.30 L'histoire en direct. Novembre 1954 : la guerre d'Algérie commence.
21.30 Cinémaquettes. Le cœur volé, de Philippe Soupault.
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Art of noise.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct du Châtelet) : Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 60, Symphonie n° 5 en ut mineur op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel. A 22.30 Virtuoses, virtuoses : Prélude, Ballade n° 1 en sol mineur op. 23, Scherzo n° 2 en si bémol mineur op. 31, de Chopin, par Arturo Benedetti Michelangeli, piano. A 22.55 Faites voir la musique. A 23.07 La Walkyrie (acte 3), de Wagner.
0.30 Myosotis. *Le magazine des oubliettes : plan incliné.* Visuelaudio.

Mardi 14 novembre

TF 1

16.00 Variétés : La chance aux chansons.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Il est génial, papy ! □ Film français de Michel Drach (1987). Avec Guy Bedos, Fabien Chombart, Marie Laforêt. *Un musicien raté apprend l'art d'être grand-père. Le film aussi est raté, malgré Guy Bedos.*
22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Série : Intrigues.
0.30 Série : Mésaventures.
0.55 TF1 nuit.

A 2

16.15 Série : Les mystères de l'Ouest.
17.05 Dessin animé.
17.20 Magazine : Graffitis 5-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.35 *Cinéma :* Les diamants sont éternels. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1971). Avec Sean Connery, Jill St John, Charles Gray. *Un inconnu stocke des diamants, afin de pouvoir contrôler le marché mondial. James Bond prend l'identité d'un trafiquant pour remonter la filière. Aventures spectaculaires, femmes plus ou moins fatales, déluge de gadgets.*
22.35 Flash d'informations.
22.40 Magazine : Stars à la barre. Présenté par Daniel Bilalian. Thème : L'école laïque et la religion.
0.05 Quand je serai grand. Invité : Jacques Toubon.
0.10 Informations : 24 heures sur la 2.
0.33 Soixante secondes. François Gros, biologiste.

FR 3

15.25 Magazine : Télé-Caroline.
17.00 Flash d'informations.
17.05 Petit ours brun.
17.06 Denver, le dernier dinosaure.
17.10 Les petits malins.
17.30 Auto vélo bravo.
17.35 Les Diplodos.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.51 Dessin animé : Kimboo.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 ▶ Téléfilm : Paris mirage. *Un jeune provincial dans la capitale.*
22.05 Journal et Météo.
22.30 Télévision régionale.

CANAL PLUS

15.30 Cinéma : La nuit bengali. ■ Film franco-suisse de Nicolas Klotz (1988).
17.25 Cabou cadin.
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Mon ami le traître. □ Film français de José Giovanni (1988). Avec Valérie Kaprisky, André Dussolier.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Silverado. ■■ Film américain de Lawrence Kasdan (1985) (v.o.).
0.35 Sport : Les jeux du siècle. Automobile : Grand Prix de formule 1 du Portugal 1987 ; Moto : Grand Prix 500 cc de RFA 1985.

LA 5

16.45 Dessins animés.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Le bar des ministères.
20.00 Journal.
20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Samson et Dalila. ■ Film américain de Cecil B. De Mille (1949). *Samson pour l'indépendance de son peuple. Il se fait une ennemie de Dalila. La légende biblique vue dans le style baroque et kitsch propre à Cecil B. De Mille. Un régal pour les amateurs, mais la version doublée est insupportable.*
23.00 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Le frelon vert.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Série : Les jupons de la Révolution. Talleyrand, de Vincent de Brus, avec Stéphane Freiss. *Le jeune abbé passait beaucoup de temps dans les maisons closes...*
22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : *La vengeance d'Hercule.* ■■ Film franco-italien de Vittorio Cottafavi (1960).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : *Boulvrock'n hard.*
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Espagnol.
16.30 Magazine : Dynamo. De Benoît Delepine et Matthias Sanderson.
17.00 Documentaire : *Ici bat la vie.*
17.30 : Cinéma : Démons dans le jardin. ■■ Film espagnol de Manuel Gutierrez Aragon (1983).
19.20 Court métrage.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
20.15 Jazz soundies collection.
20.30 Documentaire : Les camps du silence. De Bernard Mangiante.
22.25 Cartes postales vidéo.
22.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle, José Bergamin. De Jean-José Marchand.
23.30 Danse : Changing steps. Ballet de Merce Cunningham.
0.10 Documentaire : Vladimir Horowitz.

FRANCE-CULTURE

20.00 *Musique : Le rythme et la raison.* Luigi Dallapiccola. 2. Le sentiment de la captivité et la quête de la liberté.
20.30 Archipel science. Une affaire de faux : des crânes à ne pas prendre au sérieux.
21.30 Rencontres franco-allemandes 1989. Les fondations culturelles de la maison commune.
22.40 Nuits magnétiques. *Rondes de nuit.*
0.05 Du jour au lendemain.
050 Musique : Coda. Art of noise.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique ensembles. Antiphoniesmoi, de Halffter ; Fancy de Bon ; Arco I pour violoncelle seul de Malec ; *Lumières de Guang-Ling* de Chen ; Concerto pour violoncelle de Darbellay, par l'Ensemble Denosjours, dir. Jean-Luc Darbellay, sol. : Hanssi Karttunen, violoncelle.
22.30 L'univers non tempéré. Musique traditionnelle canadienne.
0.00 Club d'archives. Piero Coppola dirigeait la musique française. Œuvres de Debussy, Dukas, Indy, Chabrier.

Audience TV du 12 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55.1	7/7 21.2	Publicité 13.1	M. Duvallier 6.6	Jumpin's jack 3.3	Supercopter 9.0	Culture pub 2.5
19 h 45	60.1	7/7 23.0	Maguy 19.2	M. Duvallier 6.1	Flash 1.9	Supercopter 8.2	Roseanne 1.8
20 h 16	68.6	Journal 24.9	Journal 17.2	Benny Hill 11.9	Ça cartoon 4.3	Journal 5.4	Mme est servie 5.1
20 h 55	72.4	Pas de problème 33.3	David Lansky 19.2	Optique 5.5	Couleur vert 1.4	Terminator 12.0	Rêves femmes 3.4
22 h 08	59.2	Pas de problème 35.9	Ciné, cinés 6.0	Océaniques 1.6	Journal art 0.5	Terminator 13.4	Rêves femmes 3.8
22 h 44	29.4	Le tueur... 12.2	Ciné, cinés 3.1	Roi clowns 0.9	Journal art 0.4	Ciné 5 6.6	L'important 5.2

هكذا من الأصل

SPORTS

RUGBY : le second test-match France-Australie

Un mélange explosif

Après quatre défaites consécutives, une équipe de France de rugby profondément remaniée a arrêté l'hémorragie en battant les Wallabies 25-19, samedi 11 novembre à Villeneuve-d'Ascq (Nord), lors du second test-match de la tournée australienne en France. Difficile pourtant d'en tirer des conclusions dans la perspective du Tournoi des cinq nations 1990.

VILLENEUVE-D'ASCQ

de notre envoyé spécial

« Un trophée va être remis à l'équipe d'Australie qui a marqué le plus grand nombre de points au total des deux test-matches. » Dans la liesse qui a saisi les vingt-huit mille spectateurs du Stadium nord de Villeneuve-d'Ascq au coup de sifflet concluant la tournée australienne en France, l'annonce est quasiment inaudible. En ce 11 novembre gentiment ensoleillé, la grisaille de Strasbourg est oubliée. Loin de son terroir, en plein plat pays, en terre de football, le rugby français s'est retrouvé, conquérant, audacieux, roublard. L'heure n'est pas à la célébration des mérites de l'adversaire, elle est tout entière aux plaisirs de la victoire retrouvée.

« Je n'ai pas dit qu'ils étaient agressifs, j'ai bien dit qu'ils ont joué comme des tigres. » L'entraîneur australien Bob Dwyer martèle ses mots : il lui a été demandé de commenter la prestation des Français et il n'est pas satisfait de la traduction faite par l'interprète lors de la conférence de presse qui suit le succès français dans le second test-match de la tournée. Des tigres ? Manifestement, le maître tacticien wallaby ne s'attendait pas à cet appétit de victoire, aussi subit que violent, chez des adversaires peu vindicatifs pendant les trois premiers quarts d'heure de la partie.

Car, comme une semaine auparavant en Alsace (*le Monde* du 7 novembre), les Australiens paraissaient dans le Nord parfaitement maîtres de la situation. En tout cas, ils avaient quasiment le monopole du ballon grâce à leurs prises en touche et leurs conquêtes dans les *regroupements*. Et ils menaient au score le plus logiquement du monde : 13-9.

Thierry Lacroix, sûr, lucide

Pas plus que Serge Blanco à Strasbourg, Patrick Sella, centre agenais reconverti pour la circonstance au poste d'arrière, n'avait pu contrôler la première « chandelle » dangereuse, et le talonneur australien, Philippe Kearns, avait profité de la confusion entre Henri Sanz et Stéphane Weller pour inscrire le premier essai orange et vert. L'ouvreur Mickael Lynagh n'avait pas été aussi régulier qu'à l'accoutumée mais il avait tout de même passé trois buts de pénalité. Côté français, la seule satisfaction venait alors de Thierry Lacroix : le jeune ouvreur landais pour sa première sélection à plein temps avait confirmé sa sûreté dans le jeu de pieds en « enquillant » trois des quatre pénalités tentées, mais aussi sa lucidité dans la distribution du jeu.

Les Australiens firent alors une remise de touche au centre du terrain. Et le demi de mêlée Nick Farr-Jones tapa à suivre. En rebondissant à la hauteur de la ligne des 22 mètres français, le ballon déclencha-t-il un signal d'alarme dans l'inconscient collectif des bleu et blanc ? A cet instant, les joueurs sélectionnés par Jacques Fouroux furent comme pris de fureur. Tour à tour, Henri Sanz, Alain Carminati, Patrick Sella, Sanz encore, puis Louis Armary foncèrent tête baissée dans le paquet australien. Regroupement après regroupements, ils grignotèrent quelques dizaines de mètres. Mais ils avaient surtout déstabilisé la défense adverse, véritable machine à plaquer, que rien n'avait enrayé jusqu'alors. C'était l'occasion à ne pas manquer. En une fraction de seconde, le match allait basculer.

Henri Sanz passe à Thierry Lacroix. L'ouvreur transmet à Franck Mesnel. Le centre relaie pour Patrice Lagisquet. A ce moment, l'ailier bayonnais est à 45 mètres de l'en-but australien ; 10 mètres avalés d'une foulée de lévrier : Darren Junee lui barre le passage. Feinte de corps, crochet intérieur : les bras de l'Australien se referment sur du vide ; 10 mètres de plus : Timothy Horan, Jason Little et David Campese sont en embuscade. Un coup d'épaule, un autre crochet : Lagisquet franchit la ligne sous l'œil impuissant de Greg Martin. Essai ! Le premier en cent trente minutes de test contre les Australiens. Un exploit personnel après un énorme travail collectif, la cerise sur le gâteau.

Lorsque le centre nîmois Marc Andrieu marqua le second essai français de la partie vingt minutes plus tard, l'enthousiasme rageur de l'équipe était retombé. Cet essai-là était un essai de rapine : une balle interceptée alors que les Australiens dansaient sur la ligne de but française, un beau coup de reins, et une chance du diable. Bref quatre points en trompe- l'œil. Car la bande à Nick Farr-Jones avait repris les opérations en main comme devait bien le montrer l'essai inscrit dans les toutes dernières secondes de jeu après une rafale de pénalités jouées à la main.

Pour avoir montré les dents un bon quart d'heure, les Français ont-ils donc bien été les tigres décrits par Bob Dwyer ? Ils étaient plutôt comme des fauves blessés. Difficile d'apprécier dans ces conditions la valeur réelle de cette équipe dans la perspective du prochain Tournoi des cinq nations qu'elle entamera à Cardiff le 20 janvier 1990.

Le sélectionneur-griot

Le vrai vainqueur de Lille a en fait été Jacques Fouroux. Le sélectionneur, en introduisant neuf éléments nouveaux, dans son « mélange anti-australien » avait pris beaucoup de risques après une série de quatre défaites qui avaient fini par faire tousser le président de la Fédération française, Albert Ferrasse. Le succès acquis avec panache grâce à Lagisquet a redonné du crédit à des manipulations qui s'apparentent malgré tout à celles d'un chimiste ayant mélangé les éprouvettes.

Bob Dwyer a trouvé, grâce à cette tournée dans l'Hexagone, l'ossature d'une équipe capable d'attaquer la prochaine Coupe du monde avec de solides arguments. Après le fiasco de la tournée estivale en Nouvelle-Zélande, son homologue français n'a réussi qu'à provoquer un malaise en écartant - momentanément ou définitivement - le trio Blanco-Berbizier-Rodriguez, qui avait été à la base des succès anciens. Un dîner promis à chacun permettra-t-il de dissiper les malentendus ? S'il s'agit, bien de cela, d'ailleurs...

Après avoir passé en revue les différents éléments objectifs qui avaient conduit à la victoire samedi, Jacques Fouroux a expliqué comment il avait choisi comme lieu de résidence de l'équipe dans le Nord un *« hôtel qui fait gagner »*. La superstition est-elle une base de travail solide pour composer une équipe ? Faut-il des trèfles à quatre feuilles, des pattes de lapin ou des fers à cheval pour gagner des matches ?

Il a beau jongler avec les mots et les hommes - *« Avec Henri, l'équipe de France est dans le bon Sanz »*, a-t-il dit à propos du demi de mêlée narbonnais promu capitaine, - Jacques Fouroux, sélectionneur-griot, rate son tour de prestidigitation quand il donne sa version du dernier essai australien : il aurait été marqué parce que la présence au bord de la touche du troisième ligne toulousain Thierry Maset, appelé pour remplacer Alain Carminati, aurait déconcentré les joueurs. En fait, le rugby français a montré à Lille qu'il possède de beaux talents – les Lagisquet, Sanz, Lacroix, Armary, – mais qu'il n'a pas encore une grande équipe pour affronter les années 90.

ALAIN GIRAUDO

AVENTURE : le Raid Gauloises en Nouvelle-Zélande

Endurance et transhumance

Six équipes seulement, sur les vingt-six engagées au départ, ont terminé, samedi 11 novembre dans le sud de la Nouvelle-Zélande, la première édition du Raid Gauloises. Mélange de course d'endurance, de canoë, de raft et d'équitation, cette épreuve a séduit les participants, la beauté des sites traversés faisant oublier les plus durs moments de ce jeu de piste pour adultes en mal d'émotions fortes.

QUEENSTOWN

de notre envoyé spécial

Accoudé au comptoir devant un bock de bière, l'homme à l'accent rocailleux hoche la tête de satisfaction. Dans ce bar de Te-Anau digne d'un décor de western, il fête, avec quelques amis, aux muscles aussi puissants que les siens, la victoire des Kiwis. Il parle des vainqueurs du Raid Gauloises, mais n'oublie pas les valeureux All Blacks et, la bière aidant, l'équipage du voilier *Steinlager II* en compétition autour du monde.

Mark est fier des sportifs de son pays. Pour l'étranger, venu de la lointaine Europe, il accepte même de glisser une plaisanterie en guise d'explication : *« La Nouvelle-Zélande est peuplée de soixante et onze millions millions de moutons, dont trois millions se prennent pour des être humains. »* L'anecdote fait s'exclaffer ses compagnons. Les verres s'entrechoquent avant que l'un d'entre eux lance : *« Pour éliminer une bière que nous buvons, nous devons faire beaucoup d'exercices physiques. »* Le secret des vainqueurs du Raid Gauloises est là : une préparation intensive et un palmarès impressionnant de triathlètes rompus aux courses en montagne.

Deux heures de musculation 20 kilomètres de footing

Première à aborder la rive du lac Manapouri, terme des 400 kilomètres du parcours, l'équipe de Christchurch s'était préparée depuis plusieurs mois. Sandy Sandblom, un charpentier de quarante-cinq ans, avait obligé ses trois compagnons, lauréats comme lui de courses de longue distance, et la petite Anne, championne à vingt ans du Alpine Ironman et du National Moutain Bike, à pratiquer tous les jours deux heures de musculation suivies de 20 kilomètres de footing. *« Deux fois par semaine, nous choisissions une montagne bien haute, bien raide, que nous escaladions avec des sacs à dos chargés de 40 kilos »* explique l'homme au corps sec et au visage mangé par la barbe.

Les « Néo-Z », ainsi que les nomment les autres concurrents, ont abordé l'épreuve comme une course. Un *coast-coast* supplémentaire pour augmenter leur palmarès. Triathlètes confirmés, ils ont obéi aux règles de ce sport, qui veulent que le minimum de temps soit perdu lors des changements de mode de compétition. *« Lorsqu'ils sont arrivés à la fin du* Ride and Run (trois chevaux pour cinq coureurs) *chacun avait un membre de l'équipe d'assistance près de lui pour l'aider à se sécher, frictionner des muscles tétanisés par 60 km de cheval ou de course à pied. Un autre procédait à la même opération en leur soulevant le tee-shirt, alors qu'un dernier les aidait à absorber des quantités impressionnantes de yaourt »*, raconte Gérard Fusil, l'organisateur du Raid.

« Avaleurs de pentes »

Entre ces *« avaleurs de pentes »*, au mieux de leur condition physique, et le pilote Patrick Tambay, il n'y avait pas de comparaison possible. Pas plus qu'avec la joyeuse équipe féminine, *« partie avec de lourdes chaussures de marche là où des tennis suffisaient »*, ainsi que le reconnaît Brigitte Deydier, en montrant ses ampoules.

La différence des préparations explique que les régionaux de l'étape aient mis cinq jours et vingt et une heures pour boucler une épreuve durant laquelle les dames ont souffert pendant plus de huit jours. *« Il faut aussi tenir compte des conditions atmosphériques,* souligne Gérard Fusil. *Les Néo-Zélandais ont franchi en short des cols que les autres concurrents ont découverts sous la neige. »*

L'arrivée de la pluie, sur la partie méridionale de l'île du Sud de la Nouvelle-Zélande, a transformé la physionomie de l'épreuve.

Les autorités locales avaient lancé un *civil warning* pour inviter les éleveurs à éloigner les moutons des cours d'eau. Gérard Fusil, lui, s'est contenté d'appeler toutes ses brebis à la plus grande prudence. Le déluge a modifié bien des schémas établis, transformant les rivières en torrents, rendant le bush, ce sous-bois couvert de mousse et de troncs putréfiés, semblable à une pateaugeoire.

A ce moment, la course est devenue l'aventure que son promoteur avait imaginée, il y a plus d'un an. Grâce à la vigilance des guides de la station des Arcs, postés en surveillance sur le parcours, et à l'efficacité des pilotes d'hélicoptère, elle ne s'est pas transformée en drame. Les divers blessés ont pu être rapatriés promptement et les concurrents ont évité de jouer aux héros d'*Indiana Jones* en se jetant dans les cascades.

« Et pourtant on a pu continuer »

Transis de froid, les cent vingt-cinq concurrents ne regrettent pas leur voyage au bout du monde. Ils n'ont pas gagné, mais ils ont découvert la solidarité. Mises à part quelques équipes qui se sont déchirées, beaucoup ont préféré jouer la cohésion du groupe, quitte à aider un compagnon en difficulté, ou même à unir leurs efforts, comme Ginseng et Jura, qui ont souhaité fabriquer avec leurs quatre canoës accolés une étrange embarcation, tirée par une toile de tente.

La blonde Virginie, commandant de bord de l'armée de l'air, ainsi qu'Annie, tout émue en pensant à ses trois enfants restés aux Rousses, figures de proue de ce Kom Tiki insolite, se déclarent ravis de leur périple.

« Le froid, l'humidité, c'était horrible, on avait l'impression d'être au bout du rouleau, et pourtant on a pu continuer », racontent-elles. Mais elles applaudissent Pierre Bruno, le représentant de la Seita, la société qui a financé l'organisation de l'épreuve, lorsqu'il déclare, au moment de la remise des prix : *« Le Raid Gauloises a été un succès. »*

Comme d'autres participants, elles affirment être prêtes à tenter à nouveau l'aventure l'an prochain au Costa-Rica. Même si le départ se fait en parachute, même si les serpents peuplent les forêts, comme Gérard Fusil le signale avec son éternel sourire.

SERGE BOLLOCH

BASKET-BALL : championnat de France 1 B

Saint-Etienne joue et perd

Boycotté par les clubs signataires des « accords de Cholet » sur l'emploi des joueurs de basket naturalisés, le CA Saint-Etienne, qui a fini par transiger avec les autres équipes sous la pression de la municipalité et des commanditaires, a repris le championnat de nationale 1 B à zéro. Samedi 11 novembre, les Foréziens ont reçu Berck, et ils ont perdu (113-106).

LYON

de notre bureau régional

Nanou, le gardien du stadium de Saint-Etienne, en est tout retourné : *« Ce matin, j'ai vu les gars de Berck à l'entraînement, y'a des grands. »* Il est d'autant plus impressionnné par ces joueurs que, dans quelques heures, « son » équipe, le Club atlétique de Saint-Etienne (CASE), va les affronter, et qu'elle sera privée de Cecil Rucker et de Terence Tarpey, les deux non-qualifiables. *« Ce sont nos pestiférés »*, avait dit d'eux, il y a un mois, leur entraîneur, Jorge Andrijasevic.

D'abord, ils n'avaient pas compris ce mot. Depuis, ils s'en amusent, en l'écorchant de leur accent. *« C'est vrai, je me sens un peu pestiféré,* admet Terence Tarpey, vingt-quatre ans, de mère française et de père américain. *C'est ridicule, mais le basket me manque, c'est fou. »* Il est lassé d'expliquer, à longueur de coups de téléphone, l'imbroglio de sa situation à ses amis d'outre-Atlantique : *« Mentalement, je suis perdu. »* Puis l'humour reprend le dessus : *« J'aime le bon vin, j'aime le fromage. Je vais ouvrir un restaurant. Franco-Américain. »*

Son compère d'infortune, Cecil Rucker, lance ses grandes mains noires en signe de dépit. Dans les rues de Saint-Etienne, des passants reconnaissent sa haute dégaine élégante, l'arrêtent, l'interrogent sur le boycottage. *« Je les comprends, mais ce n'est pas moi qui fais le règlement. »* Depuis le 16 septembre, jour du premier forfait, Cecil Rucker a d'abord cru que cela s'arrangerait, que Terence et lui finiraient bien par jouer. Il y a quelques semaines, il a compris que les négociations entre le CASE et le Comité des clubs de haut niveau (CCHN) pourraient aboutir. Avec une condition : son départ. *« Je me suis caché, j'avais envie de quitter la France, je ne me sentais pas protégé. »* Quand, en juin dernier, il a signé un contrat de trois ans pour le CASE, il a eu l'intention d'acheter une maison dans le coin, pour y loger sa fille, Joya, née en juillet, et sa femme, Caroline, une Française qu'il a épousée en avril 1986. Finalement, il a préféré la location.

Tous les deux se sentent ballottés, pris dans une partie de chaises musicales entre le CASE, le CCHN, la pression de la municipalité stéphanoise, celle du principal sponsor, le groupe Casino (1). Maintenant, il semblerait que Cecil Rucker jouera les matchs-retour, et que ce soit Terence Tarpey qui fasse les frais de l'accord. Tant de rumeurs, de décisions définitives, imminentes et reportées ont couru en deux mois, qu'ils ne savent plus vraiment. Alors, ils attendent : Terence Tarpey, l'arrivée de sa fiancée américaine, qui va venir travailler à Paris en janvier ; Cecil Rucker, le sourire de Joya.

Cette parenthèse les a rendus complices. Cecil Rucker a monté une petite société d'import-export, du commerce d'équipement sportif. Sachant Terence Tarpey titulaire d'un diplôme universitaire de comptabilité, il lui propose de l'embaucher. *« OK, mais je suis très cher. »*

Mais vite ils abandonnent les facéties. Il est quand même un peu tôt pour songer à leur reconversion, ils ont encore de belles années à sauter sous les paniers. Et ce maillot rouge du CASE, ils y tiennent. *« On est une bonne équipe, jeune. »* Ils redoutent ce premier match contre Berck. *« Le cinq de base est amputé de deux joueurs. On va souffrir en deuxième mi-temps. »*

A quinze heures trente, Cecil Rucker, large costume gris, cravate et chemise noires, Terence Tarpey, ensemble bleu plus classique, se présentent au stadium. Ils rejoignent les joueurs et les dirigeants dans les vestiaires. *« La France nous regarde, il faut gagner »*, a prévenu le président du CASE. Dernier échauffement, présentation des équipes et coup d'envoi. Sur le banc, Terence Tarpey reste serein, concentré. Cecil Rucker s'agite, accompagne tous les gestes de ses partenaires, se mêle au jeu, mime les tirs. Aux temps morts, ils se lèvent pour entendre avec les autres les conseils de l'entraîneur. Ils savent qu'ils ne doivent surtout pas se couper de l'équipe.

Le CASE tient un peu la partie. Mais Berck fait ce qu'il faut pour remporter le match dans les cinq dernières minutes. Le maigre public conspue les arbitres. Des supporters dévident à n'en plus finir les fils embrouillés de l'affaire. *« Ah, si on avait gagné, c'était une bonne claque pour les autres. »* Loin du brouhaha, Albert Butts, le pivot américain du CASE, si prompt d'habitude à lancer des éclats de rire sonores, porte sur son visage toute la sueur, toute la fatigue de la défaite, 106-113. Cecil Rucker s'approche de lui, lui parle à mi-voix, le rassure. Il ne lui dit pas ses inquiétudes. *« J'ai peur que cette saison, le CASE soit attendu à chaque match à l'extérieur, que le public ou les arbitres nous fassent payer le boycottage. »*

Dans un coin du parquet, Nanou se résigne : *« On nous a coupé les pattes. Sans Rucker, sans Tarpey, on ne pouvait pas faire mieux. »*

BRUNO CAUSSÉ

(1) Le CASE dispose d'un budget de 8 millions de francs.

Les résultats

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale I A

(treizième journée aller)

Limoges b. *Villeurbanne	84-78
Pau-Orthez b. *Racing Paris	89-80
*Cholet b. Avignon	120-87
*Reims b. Montpellier	101-100
Nantes b. *Roanne	99-93
*Saint-Quentin b. Lorient	84-59
Monaco b. *Caen	78-75
*Mulhouse b. Tours	91-77
Antibes b. *Gravelines	100-91

Classement. – 1. Limoges, 26 pts ; 2. Pau-Orthez et Mulhouse, 24 ; 4. Antibes, 23 ; 5. Nantes, 22 ; 6. Cholet et Saint-Quentin, 21 ; 8. Villeurbanne, 20 ; 9. Monaco et Reims, 19 ; 11. Gravelines et Montpellier, 18 ; 13. Racing Paris et Avignon, 17 ; 15. Roanne, 16 ; 16. Tours, 15 ; 17. Caen et Lorient, 14.

BOXE

Championnat d'Europe des lourds-légers

Après Daniel Londas (super-plume) et Eric Nicoletta (mi-lourds), un troisième boxeur français, Anaclet Wamba, est devenu champion d'Europe dans la catégorie des lourds-légers (86,450 kg). L'élève de Bernard Dambrosio, qui comptait vingt-cinq victoires pour une défaite avant de conquérir ce titre, s'est imposé aux points en douze reprises au tenant italien Angelo Rottoli sur le ring de Citta-di-Castello près de Pérouse. Agé de vingt-neuf ans, Wamba, qui est né au Congo, a été naturalisé en 1987. Il habite à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), où il est agent de sécurité dans une discothèque.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Division I

(dix-neuvième journée)

*Bordeaux b. Nice	3-0
Marseille b. *Caen	2-0
*Toulon b. Sochaux	2-1
*Toulouse b. Paris-SG	1-0
*Monaco b. Montpellier	1-0
Lyon b. *Auxerre	1-0
*Saint-Etienne b. Lille	2-1
Nantes b. *Mulhouse	2-0
*Cannes b. Metz	1-0
*Brest b. RP 1	2-0

Classement. – 1. Bordeaux, 30 pts ; 2. Marseille, 26 ; 3. Toulouse, Sochaux et Monaco, 22 ; 6. Lyon, 21 ; 7. Nantes et Saint-Etienne, 20 ; 9. Paris-SG et Toulon, 19 ; 11. Lille, 18 ; 12. Auxerre, 17 ; 13. Metz, Brest, RP 1 et Caen, 16 ; 17. Montpellier et Cannes, 15 ; 19. Mulhouse et Nice, 14.

Division II

(dix-huitième journée)

Groupe A

*Alès et Nancy	1-1
*Martigues b. Orléans	2-1
*Strasbourg b. Grenoble	4-2
*Annecy et Bastia	0-0
*Reims et Nîmes	0-0
*Dijon et Gueugnon	2-2
Louhans-Cuiseaux b. *Istres	3-2
*Avignon et Chaumont	2-2
*Montceau et Red Star 93	0-0

Classement. – 1. Nancy, 27 pts ; 2. Martigues, 24 ; 3. Strasbourg et Bastia, 23 ; 5. Alès et Nîmes, 22 ; 7. Reims, 21 ; 8. Louhans-Cuiseaux, 18 ; 9. Gueugnon, Annecy et Avignon, 17 ; 12. Istres, 16 ; 13. Chaumont, 15 ; 14. Montceau, 14 ; 15. Dijon, 13 ; 16. Orléans et Grenoble, 12 ; 18. Red Star 93, 11.

Groupe B

*Créteil et Lens	1-1
*Dunkerque b. Saint-Seurin	3.1
*Quimper b. Tours	1-0
*Le Havre b. Abbeville	3-0
*Rennes b. Rouen	2-1
*Niort b. Lorient	1-0
*La Roche-s.-Yon et Laval	1-1
*Valenciennes b. Guingamp	2-0
*Angers et Beauvais	1-1

Classement. – 1. Le Havre, 26 pts ; 2. Rennes et Valenciennes, 23 ; 4. Laval, Lens et Angers, 21 ; 7. Beauvais et Dunkerque, 20 ; 9. Niort et Créteil, 19 ; 11. Rouen, 18 ; 12. Tours, 16 ; 13. Quimper, 15 ; 14. Saint-Seurin, La Roche-s.-Yon et Guingamp, 14 ; 17. Abbeville, 11 ; 18. Lorient, 9.

HANDBALL

COUPES D'EUROPE

Coupe des champions

*US Créteil b. Volksbank Wien (Autriche), 21-18. (Créteil qualifié pour les quarts de finale.)

Coupe des coupes

TV Grosswallstadt (RFA) b. *USAM Nîmes, 19-18. (Nîmes éliminé.)

Coupe de l'IHF

USM Gagny b. * URAED Porsgrunn (Norvège), 28-26. (Gagny qualifié pour les quarts de finale.)

JUDO

Finale de la Coupe d'Europe des clubs

En s'imposant par quatre victoires à trois à Paris, samedi 11 novembre, sur les Racingmen, les Orléanais ont pris une option sur la Coupe d'Europe des clubs qu'ils ont déjà remportée à trois reprises. Le match retour aura lieu le 2 décembre dans le Loiret. A noter que le racingman Michel Nowak a battu sur pénalité le champion du monde des 86 kg, Fabien Canu.

TENNIS

Tournoi de Wembley à Londres

L'Américain Michael Chang a gagné son deuxième tournoi de la saison en battant dimanche 12 novembre, à Londres, le Français Guy Forget (6-2, 6-2, 6-1) qui avait réussi, auparavant, la plus belle performance de sa carrière en éliminant l'Américain John McEnroe en demi-finale (6-4 ; 7-6).

Tournoi de Stockholm

Vainqueur dimanche 12 novembre du Suédois Magnus Gustafsson (7-5, 6-0, 6-3) en finale du tournoi de Stockholm après avoir battu Stefan Edberg en demi-finale, le Tchécoslovaque Ivan Lendl a remporté son dixième titre de la saison. Cela lui a permis de conforter sa première place mondiale, qui avait été menacée par l'Allemand de l'Ouest Boris Becker.

VOLLEY-BALL

COUPES D'EUROPE

Coupe des champions

*Fréjus b. Roeselare (Belgique)	3-1

Coupe confédérale

*Montpellier b. Salonique (Grèce)	3-0
Grenoble b. * Pétange (Luxembourg)	3-0

Coupe des coupes

*Lyon b. Lisbonne (Portugal)	3-0

26 Les créations d'emplois et les chômeurs
27 à 30 Champs économiques
44 Ne tirez pas sur les « RES »
45 Euromarché s'installe en Nouvelle-Calédonie
46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

Enthousiasme des industriels et inquiétude des financiers : les Européens réagissent diversement à l'ouverture des frontières de la RDA

BILLET

Le deutschemark au pied du mur

Vendredi 10 novembre, dans l'après-midi, les marchés des changes, jusque-là amorphes, se réveillaient brusquement, le dollar étant à la hausse. En fait, c'était le deutschemark qui s'orientait à la baisse, contrecoup retardé de l'écroulement du mur de Berlin. Les milieux financiers internationaux, après avoir, ces dernières semaines, considéré comme une bonne affaire pour la RFA, l'afflux de réfugiés en provenance de la RDA, ont changé leur fusil d'épaule et estimé que, maintenant, l'intensification éventuelle de cet afflux comportait plus d'inconvénients que d'avantages pour le pays d'accueil.

Auparavant, ces même milieux mettaient en avant les effets bénéfiques de l'entrée, en Allemagne de l'Ouest, de travailleurs jeunes et souvent qualifiés, venant à point pour compenser le vieillissement de la population. Maintenant, ils montent en épingle les aspects négatifs du phénomène. Tout d'abord, les dépenses supplémentaires pour l'aide aux réfugiés vont peser sur un budget dont le gouvernement veut réduire le déficit. Ensuite, la demande de logements va être stimulée sur un marché déjà tendu, de même que la consommation domestique, ce qui risque de nourrir l'inflation et de surchauffer encore plus une économie déjà dopée par des exportations en vive croissance.

De telles perspectives, et une rechute éventuelle du deutschemark, sont de nature à accroître les inquiétudes de la Banque fédérale d'Allemagne, qui s'efforce, depuis des mois, de lutter contre cette surchauffe et, surtout, de faire remonter les cours du deutschemark dont la baisse a contribué à renchérir les prix des matières premières importées par la RFA.

L'accès de faiblesse de la monnaie allemande se produit en dépit du vif raffermissement des taux d'intérêt outre-Rhin, où l'on anticipe, déjà, un nouveau durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale, ce qui montre à quel point les prolongements économiques des événements à l'Est préoccupent les milieux économiques et financiers, au-delà de l'euphorie régnante.

F. R.

INSOLITE

A toute vapeur pour le pilon

La Banque d'Angleterre a commencé à détruire cinq millions de billets de 5 livres sterling en raison d'une erreur d'imprimerie. Les billets, à l'effigie de George Stephenson, inventeur de la locomotive à vapeur, indiquaient, pour la date de son décès, l'année 1845, alors que la date réelle est 1848. La Banque d'Angleterre s'est rendu compte, un peu tard, qu'elle avait indûment, abrégé l'existence de George Stephenson et elle a donc décidé de mettre au pilon les « Banknotes » déjà émises. *« Il n'est pas question de mettre en circulation des billets qui comportent une erreur. Ils seront détruits »*, a déclaré un porte-parole de la Banque d'Angleterre, qu'on ne peut que féliciter : dans le passé, on a voulu tant de fois réécrire l'histoire que la décision de la banque est digne d'être relevée.

Les chefs d'entreprises ouest-allemands se préparent à un nouveau miracle économique

L'ouverture de la frontière entre la RDA et la RFA provoque des *réactions contrastées* dans les milieux économiques et financiers européens. Les industriels allemands se réjouissent des perspectives nouvelles que leur offre potentiellement le marché est-allemand. Les *milieux bancaires sont* cependant plus prudents. Le deutschemark connaît un léger affaiblissement, notamment par rapport au dollar. Les financiers s'inquiètent des incertitudes que font naître les événements *actuels et craignent* la persistance de la surchauffe et l'inflation. A Zurich, des responsables est-allemands auraient, selon le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (du 13 novembre), sondé les banquiers suisses pour emprunter à court terme quelque 1,5 milliard de dollars. En France, les milieux économiques s'interrogent sur les conséquences de ces événements *sur* la construction de l'union économique et monétaire. Le conseil des ministres des finances européens doit se réunir, lundi 13 novembre à Bruxelles. *Dans un entretien* publié par *la Tribune de l'Expansion*, M. Roger Fauroux appelle les entreprises françaises « à se précipiter » à l'Est et annonce la *nomination* au sein de son cabinet d'un « M. Hongrie » et d'un « M. Allemagne-de-l'Est ». M. Jean-Louis Beffa nous *déclare* qu'*« il faut renforcer l'unité économique de la CEE »*.

FRANCFORT

correspondance

La Bourse a été la première à donner le ton. L'immense espoir *soulevé par la décision de* la RDA d'ouvrir ses frontières a aussitôt relancé la spéculation sur la possibilité d'un nouveau miracle économique de la RFA grâce à une intensification de ses relations avec l'autre Allemagne. Les marchés ne *s'y sont pas trompés puisque*, dès la fin de semaine, on assistait à une flambée des cours de la plupart des entreprises ouest-allemandes. Le bâtiment, les biens de consomma*tion mais aussi la sidérurgie, l'élec*tronique – autant de secteurs, d'activités susceptibles de profiter au premier chef d'une ouverture de la RDA – ont, bien sûr, tenu la vedette.

Dans une interview au journal *Bill Am Sonntag*, le tout-puissant chef de la Bundesbank, M. Alfred Herrhausen, n'a pas hésité à prédire que la RDA, grâce à l'aide de la RFA, pourrait rattraper son retard et prétendre au même niveau de vie que l'Ouest dans les dix années à venir. La raison de cette optimisme, M. Herrhausen est catégorique : *« L'absence de barrière linguistique, la communauté de valeurs et de mentalités sont autant d'éléments pour qu'une coopération avec la RDA porte ses fruits beaucoup plus rapidement qu'avec d'autres pays de l'Est. »*

Peut-être plus encore que les dirigeants politiques de Bonn, les entreprises ouest-allemandes ont tout intérêt à favoriser les réformes éoconomiques en RDA par le biais de l'accroissement des échanges commerciaux et techniques entre les deux Allemagnes. De nombreux liens existent déjà, puisque près de sept mille entreprises ouest-allemandes réalisent une partie de leur chiffre d'affaires dans le cadre du commerce interallemand.

Le chancelier Kohl a promis une nouvelle aide à la RDA, à condition que des réformes sérieuses, aussi bien sur le plan politique qu'économique, soient mises en place afin, notamment, de tarir le flot des réfugiés. Leur nombre, qui dépasse les deux cent mille, depuis le début de cette année, sans compter les quelque trois cent mille émigrants de souche allemande en provenance des autres pays de l'Est, commence à poser de sérieux problèmes à l'économie ouest-allemande en raison de la pénurie de logements.

Selon un récent sondage réalisé auprès des chambres d'industrie et de commerce ouest-allemandes, une immixtion de Bonn dans les affaires de la RDA, pour aider l'Etat est-allemand à imposer une légitimité à la population est toutefois assez mal perçue par les patrons ouest-allemands

La question de l'aide qu'il convient d'accorder à ce pays reste donc largement ouverte, particulièrement au vu des changements soudains des derniers jours. Mais un consensus semble se dégager. Ainsi, comme le souligne un responsable du DIHT, l'association des chambres d'industrie et de commerce de Bonn, les entreprises ouest-allemandes sont toutes désireuses d'intensifier leurs investissements en Allemagne de l'Est *« pour des raisons essentiellement émotionnelles »*. L'octroi de crédits à la RDA, *destinés* à la fois à moderniser des infrastructures surannées et à améliorer l'approvisionnement de la population est, certes, un premier pas.

Dans des secteurs comme la protection de l'environnement, où la RDA est très friande de technologies en provenance de l'Ouest, les retombées *sous forme de* commandes peuvent même se traduire par des bénéfices substantiels pour le secteur privé. Mais sans la conclusion d'un accord bilatéral sur la protection des investissements, comme celui signé en juin avec l'URSS ou celui qui vient *d'être conclu* avec la Pologne, la plupart des contrats de coopération resteront lettre morte. Surtout si l'on considère les rigidités idéologiques dont la RDA a fait preuve jusqu'à présent en ce qui concerne, par exemple, les joint-ventures *honnis par* les dirigeants du SED, alors qu'ils sont devenus monnaie courante dans les relations de l'Occident avec l'Est.

Interrogé sur les conséquences pour la RFA de l'ouverture des frontières de la RDA, M. Otto Lambsdorff, président du Parti libéral, membre de la coalition gouvernementale, n'y a pas été par quatre chemins : *« Les dirigeants de la RDA ne peuvent réaliser des réformes économiques que par le biais d'une plus grande coopération avec la RFA. »* Ainsi que M. Lambsdorff l'a souligné lui-même, il ne s'agit en aucune façon d'un diktat puisque la RDA est libre de décider de son avenir, y *compris en* ce qui concerne son économie. Mais si la RDA s'entêtait dans la voie passée, l'éradication des différences dans les niveaux de vie entre les deux pays *« devient alors impossible à réaliser »*.

C. HOLZBAUER-MADISON

Des écarts importants du niveau de vie

	RFA	RDA
● Superficie (milliers de km²)	248,6	108,18
● Population (millions d'habitants)	61,15	16,7
● PNB (en milliards de francs)	7 844	912
● PNB par habitant (en francs)	87 000	52 000
● Indice de fécondité (en nombre d'enfants par femme)	1,3	1,7
● Salaire mensuel net moyen (en francs)	7 500	3 000
● Origine du produit intérieur brut (en pourcentage)		
– Agriculture, sylviculture, pêche	2	8
– Industrie (construction comprise)	41	70
– Services	57	12
● Taux d'équipement par ménage 1987 (en pourcentage)		
– Téléphone	97	16
– Automobile	95	50
– TV couleur	91	47

Le secteur industriel, clé du développement économique de la RDA, représente encore 70 % du PNB. En RFA, plus de 50 % du PNB proviennent des services. L'accès à la plupart des biens de consommation, comme les automobiles, est encore très limité en RDA, quantitativement et qualitativement, alors que les taux d'équipement de la RFA atteignent pour de nombreux produits leur niveau de saturation. Les frustrations de la population est-allemande relatives au manque de biens de consommation s'ajoutent au nombre insuffisant de logements, dont les loyers sont fortement subventionnés.

Un entretien avec M. Jean-Louis Beffa

« Il faut renforcer l'unité économique de la CEE »

affirme le PDG de Saint-Gobain

« Que pensez-vous des événements dans les pays de l'Est et en particulier de ceux de ce week-end à Berlin ?

– Le point essentiel de tout n'est pas la percée du mur vendredi dernier, mais ce qui se passe en URSS. Cela fait donc déjà un certain temps, que les événements ont commencé et à Saint-Gobain nous y réfléchissons depuis plus de dix-huit mois. Au-delà de l'appréciation personnelle que chacun peut porter, ces événements sont économiquement très positifs. Pour l'Europe, bien sûr, mais aussi pour des entreprises comme les nôtres. L'ouverture et la libéralisation auront des incidences à long terme. Dans l'immédiat, Saint-Gobain, qui produit du vitrage – nous sommes le n° 1 en Allemagne sur ce créneau – ou des produits d'isolation, est dépendant des marchés du logement. L'afflux des réfugiés est-allemands à l'Ouest est donc bénéfique pour la compagnie. Cela va soutenir la conjoncture allemande et donc européenne dans tous les secteurs du bâtiment.

– Que peut-il se passer ensuite ?

– L'ouverture du bloc de l'Est va mettre en lumière les grandes différences de ces pays. Il est évident que certains sont plus proches de notre fonctionnement économique comme la Hongrie, la RDA, et d'autres moins comme l'URSS ou la Pologne. Saint-Gobain doit *adapter* sa politique à ces contextes différents. Nous venons par exemple de décider de construire une usine de verre en Yougoslavie avec un partenaire local mais avec la majorité du capital pour nous. En URSS, nous avons à l'étude plusieurs sociétés communes (joint-ventures).

» Ces pays devront préciser les conditions de prix, de vente, de rémunération du capital occidental investi, etc. Bref, donner des règles du jeu claires. Mais cela fait, ce sera à nous de saisir les opportunités. Saint-Gobain veut avoir à l'Est une stratégie active. Avec des possibilités plus directes dans les pays qui sont plus proches de nous, plus avancés.

– Qu'attendez-vous du gouvernement français ?

– Deux choses très précises. Un : faciliter le financement des investissements des entreprises françaises à l'Est. Deux : garantir le risque politique que nous prenons.

– Est-il possible de faire plus pour la RDA ?

– Saint-Gobain, je vous l'ai rappelé, est le premier groupe verrier outre-Rhin. On ne sait pas exactement ce qui va se passer, mais nous serons au premier rang pour agir en Allemagne de l'Est et ferons tout ce qu'il est possible de faire.

– Craignez-vous une remise en question de la Communauté à douze ?

– Les événements mettent la Communauté face à ses responsabilités. Pour répondre, je pense que la seule solution cohérente est le renforcement de l'unité européenne économique puis ultérieurement politique. De ce point de vue, la décision que prendra le prochain conseil européen prévu au début de décembre est essentielle. Fixer une date en 1990 pour la conférence de mise en œuvre du traité d'union économique et monétaire serait donner, au-delà des inévitables difficultés techniques, un signe politique tangible de notre volonté. Je l'attends avec espoir. »

Propos recueillis par
ERIC LE BOUCHER

« Se précipiter à l'Est » déclare M. Roger Fauroux

Ce qui se passe en Allemagne est une chance pour la France, affirme, lundi 13 novembre, M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie *dans un entretien au quotidien* économique, *la Tribune*. *« Nous voyons s'ouvrir des marchés de consommation, il faut s'y précipiter. (...) Nos grandes entreprises étaient présentes partout avant que ne tombe le « rideau de fer ». Nous devons y retourner massivement. »* Mais le ministre de l'industrie considère que c'est aux entreprises françaises *« de trouver leur propre démarche, même si l'Est peut les inciter et les soutenir dans leur avancée vers l'Est »*, notamment par la signature de protocoles, et non plus des grands *accords-cadres de coopération* industrielle et technologique.

Ce qui se passe en RDA est également *« une victoire pour la Communauté européenne »*, affirme M. Fauroux. *« Grâce à la vitrine occidentale de Berlin, l'Ouest a magnétisé l'Est. Désormais, il faudra que les chefs d'Etat pensent à la nouvelle Europe, imaginent des nouvelles relations entre Etats avec la fin des blocs. »*

Lufthansa et Interflug réclament de nouvelles liaisons

Lufthansa, la compagnie ouest-allemande, et son homologue est-allemande Interflug ont réclamé en commun, à la fin de la semaine dernière, la possibilité d'établir de nouvelles liaisons aériennes entre les deux Allemagnes : *« L'allégement des formalités pour les voyages à l'étranger pour les Allemands de l'Est va faire croître la demande pour des liaisons aériennes régulières entre les deux Etats. »* Depuis la guerre, des liaisons régulières entre la RFA et Berlin-Est étaient assurées par les compagnies aériennes des pays alliés (Air-France, British Airways, Pan Am). Mais *Lufthansa a déjà* été autorisée à établir une desserte Francfort-Leipzig et Interflug une ligne Leipzig-Dusseldorf : fin octobre, la dérogation accordée le 10 août dernier à été renouvelée pour trois mois.

ÉCONOMIE

LOGEMENT

Une étude d'« Economie et statistique »

La demande de logements neufs restera forte jusqu'au milieu des années 90

D'ici à 1995, combien faut-il construire de logements par an pour satisfaire les besoins ? Selon une étude de Mme Claudie Louvot publiée dans le dernier numéro d'*Economie et Statistique*, la revue de l'INSEE, la demande, qui approche aujourd'hui les 350 000 logements, devrait se maintenir plusieurs années encore au niveau des mises en chantier actuelles, soit environ 330 000 logements par an (1). Elle redescendrait ensuite progressivement au-dessous de 300 000 au milieu de la prochaine décennie. De quoi cependant soutenir encore un bon moment la construction neuve, repartie depuis 1987.

La demande viendra pour l'essentiel de l'arrivée sur le marché du logement des jeunes générations encore nombreuses nées avant 1974. Elle atteindra 170 000 logements par an jusqu'à 1993 et tomberait ensuite à 156 000. En revanche le morcellement des ménages (la « décohabitation » selon le mot des spécialistes) par départ des jeunes de la famille ou par séparation du couple, qui s'est accéléré dans les années 1960-1980 et a accru fortement la demande de logements, jouerait moins.

L'accroissement annuel, déjà inférieur à 70 000 logements par an (contre 100 000 en moyenne pendant les années 1975-1982) retomberait selon l'étude à 50 000 après 1990 et à 40 000 vers 1995.

Au cours des dernières années, cependant, beaucoup de jeunes n'ont pu se loger comme ils le souhaitaient en raison du chômage réduisant leurs ressources ou faute de trouver un logement adapté à leurs besoins : non seulement on a moins construit mais on a construit surtout des maisons individuelles.

Chute de la natalité et vieillissement

A ces deux facteurs s'ajoutera le besoin de renouvellement du parc (par suite de destructions, de l'agrandissement de logements existants, de la transformation de résidences principales en locaux professionnels ou en résidences secondaires). Celui-ci n'est plus que de 62 000 logements par an contre 100 000 dans les années 1975-1982. En effet, la rénovation du parc a déjà ramené de 51 % à 43 % entre 1978 et 1984 la proportion de logements « anciens », (antérieurs à 1949). En outre, dans les zones périurbaines on constate plutôt un mouvement de transformation de résidences secondaires en résidences principales.

Enfin, la demande de résidences secondaires, qui tourne actuellement autour de 45 000 par an, devrait se maintenir voire augmenter, selon l'étude ; il faudra à la fois compenser les transformations en résidences principales et répondre à des demandes nouvelles, notamment d'étrangers de pays de la Communauté européenne.

La construction devrait donc bénéficier d'une demande assez soutenue jusque vers 1995. Mais au-delà les besoins vont sans doute baisser fortement par suite de la chute de la natalité et du vieillissement de la population : vers 2000-2005, la demande serait moitié moins élevée qu'aujourd'hui.

Reste à savoir quels logements correspondront aux besoins. Partant de la répartition constatée lors de la dernière enquête « logement », si l'on ne tient compte que de l'évolution démographique probable (diminution de la taille des ménages par suite du vieillissement et de la baisse du nombre des familles nombreuses), on peut prévoir une forte demande de petits appartements correspondant aux besoins des ménages jeunes ou âgés. La part du logement collectif dans le parc total augmenterait de 0,4 point et celle des appartements de moins de quatre pièces de 1,5 point au milieu de la prochaine décennie.

En revanche, si l'on tient compte des desirata exprimés par les ménages (désir d'espace, préférence pour l'habitat individuel), on aboutit à des résultats très différents. La part des logements de quatre pièces et plus dans le parc total augmenterait de 3,6 points et celle des pavillons de 3,3 points.

Effets pervers

C'est sur ces derniers qu'a porté la demande des familles au cours des années récentes ; la proportion de ménages avec enfants vivant en logement individuel est passée de 55 % à 65 % entre 1978 et 1984.

Toutefois, ce second scénario est considéré comme un hypothèse « *extrême* ». Il prolonge une évolution antérieure rendue possible par un système d'aides dont on critique aujourd'hui les effets pervers (le surendettement de certains ménages). De plus, la cohabitation juvénile, la fréquence des divorces renforcent la demande de petits logements en ville. L'évolution dépendra de l'offre et des prix, des possibilités de financement mais aussi d'autres conditions, comme l'existence de transports publics dans les zones péri-urbaines, ou les désirs des ménages âgés de continuer à vivre « au large ».

GUY HERZLICH

(1) *Economie et Statistique*, n° 226, octobre 1989.

SOCIAL

Derrière la stabilité des chiffres du chômage en septembre

Les créations d'emplois ne profitent pas aux chômeurs

Par leur stabilité même, les chiffres du chômage pour le mois de septembre (*le Monde* du 26 octobre) sont parfaitement révélateurs de la situation du marché du travail. Le mouvement de création de nouveaux emplois se poursuit et atteint des sommets, selon l'UNEDIC. Mais cela n'entraîne pas une diminution sensible du nombre des chômeurs.

En provenance du front de l'emploi et de celui du chômage, les informations deviennent de plus en plus contradictoires ou ne se raccordent pas toujours. Depuis cet été, avec la publication des premiers résultats de l'enquête annuelle de l'INSEE, et jusqu'à cet automne, avec la récente confirmation de la stabilité des chiffres du chômage en septembre, chaque indicateur fournit une estimation qui ne coïncide pas, apparemment, avec la précédente. Une véritable cacophonie de statistiques.

Premier exemple significatif : la surprise est déjà grande quand l'INSEE fait savoir, en août, que le taux de chômage par rapport à la population active doit être révisé à la baisse, pour tenir compte du dépouillement de l'enquête emploi, réalisée chaque année en mars. Celui-ci passe alors de 10,1 % à 9,6 %, soit 0,5 point de moins, correspondant à une différence de cent vingt mille personnes. Un grand saut et, en même temps, une broutille, en regard des 2,5 millions de chômeurs...

Que s'est-il passé ? Plusieurs explications, encore esquissées, sont possibles. Avec la reprise de la création d'emploi, on assisterait à une augmentation de la population active, des personnes qui avaient été dissuadées de chercher un travail se manifestant à nouveau et, semble-t-il, avec succès. Des femmes, bien sûr, mais aussi des jeunes restés jusqu'à présent dans le système scolaire, par prudence, seraient à l'origine du phénomène. Mais on peut aussi penser que, interrogés directement, des chômeurs de plus de cinquante-cinq ans ne se considèrent pas comme des demandeurs d'emploi mais plutôt comme des préretraités potentiels. De même, et compte tenu notamment de diverses dispositions prises en ce sens, on peut imaginer que des personnes inscrites à l'ANPE, dont des jeunes, se déclarent au travail tout en étant indemnisés.

Baisse énigmatique

Il n'empêche. Cette baisse brutale reste énigmatique et continue de surprendre à l'annonce des chiffres du chômage de septembre quand on apprend que, sur un an, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a diminué de quarante mille, alors que le taux de chômage est revenu, lui, de 10,1 % à 9,5 % (sans changement par rapport à août dernier)...

Deuxième exemple, tout aussi significatif : le mouvement de création d'emplois se poursuit mais le chômage ne diminue pas vraiment. L'INSEE, encore lui, estime que de juin 1988 à juin 1989, le volume des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles a augmenté de 1,7 % et que la progression a été de 0,6 % au cours du premier semestre de 1989. Même l'industrie augmente ses effectifs. Mais l'Institut national de la statistique croit que la tendance est au ralentissement au deuxième trimestre de 1989 et évalue la hausse des effectifs salariés à 0,1 % seulement.

Une fois de plus, l'UNEDIC, qui fournit ses propres évaluations à partir des rentrées de cotisations à l'assurance-chômage se montre bien plus optimiste. Plutôt que de se ralentir, le mouvement de création d'emplois s'amplifie. Toutes entreprises soumises aux versements ASSEDIC confondues, la croissance du nombre de salariés supplémentaires a été de 0,7 %, sans compter les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), au cours du deuxième trimestre. Comme elle avait été de 1,1 % au premier trimestre, la hausse est de 1,8 % sur les six premiers mois de l'année et même de 3,5 % sur les douze derniers mois, de juin à juin. A champ comparable avec l'INSEE, l'estimation de l'UNEDIC demeure toujours très favorable.

40 000 de moins

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles s'est accru de 3 % pendant les douze derniers mois (+ 0,6 % au deuxième trimestre 1989), sans les SIVP. C'est-à-dire que 423 000 emplois supplémentaires ont été dégagés par l'ensemble des entreprises, y compris industrielles, grâce à la reprise de l'activité économique.

Mais si ces centaines de milliers d'emplois existent bien – et d'ordinaire les appréciations de l'UNEDIC sont fiables –, ils n'ont manifestement pas profité aux chômeurs qui, de septembre à septembre, on l'a dit, sont seulement 40 000 de moins en données brutes comme en données corrigées. Du coup, tout se passe en fait comme si l'emploi allait d'abord à ceux qui en sont déjà pourvus, s'ils bénéficient d'un contrat stable, et s'offrait ensuite à ceux qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail (les jeunes), ou y reviennent (les femmes).

Troisième et dernier exemple significatif : la situation du chômage est étale, et plus que jamais en septembre. Avec 2 533 000 personnes inscrites à l'ANPE, en données corrigées, et une augmentation de 0,1 % en un mois, l'insensibilité même de l'indicateur du chômage aux facteurs économiques extérieurs confine à l'anesthésie. Il n'y a eu que 2 200 chômeurs de plus et le chômage aura rarement augmenté d'aussi peu, particulièrement à un moment de l'année qui coïncide théoriquement, à la rentrée, avec l'arrivée de jeunes sur le marché du travail. Ce que le communiqué du ministère du travail résume parfaitement : « *Malgré la reprise de l'emploi, qui réduit les inscriptions à l'ANPE, le chômage reste quasiment stable en septembre* ».

Tout, dans les statistiques de septembre, concourt à créer cette situation *a priori* paradoxale. Les nouvelles entrées à l'ANPE baissent en un an de 0,3 %, en données corrigées, et de 4,4 % en données brutes. En revanche, et cela accentue le phénomène d'enfermement, les sorties des listes reculent globalement de 2,9 % en données brutes et n'augmentent que de 1,3 % en données corrigées, toujours en un an, soit selon des rythmes qui ne correspondent pas avec la création d'emplois. D'ailleurs, le volume des offres d'emploi déposées à l'ANPE, qui s'accroît pourtant de 15,1 % en un an, passe seulement de 4 300 à 49 500.

Il apparaît donc bien que les chômeurs sont pris au piège au moment où l'effort en faveur des mesures d'insertion ou des stages s'affaiblit avec le discrédit du traitement social. Preuve supplémentaire : le nombre des retours déclarés dans un travail recule de 0,5 % en un an, en données brutes.

Précarité aggravée

Deux conséquences apparaissent clairement. D'abord, la tendance au chômage de longue durée s'alourdit. L'ancienneté moyenne de présence à l'ANPE s'allonge de 14 jours en un an avec 362 jours. Ensuite, la précarité s'aggrave pour une partie toujours plus importante de la population active. Désormais, les inscriptions à la fin d'un contrat à durée déterminée ou à l'issue d'une mission d'intérim représentent 50,5 % des motifs d'entrée au chômage.

D'ailleurs, le nombre de contrats d'intérim a progressé de 29,8 % en douze mois, soit 506 000 missions en juillet, en données corrigées. Ce qui n'est sans doute pas sans rapport avec l'effondrement des SIVP, passés de 87 000 à 28 000 en un an, ou avec la chute des TUC, tombés de 162 000 à 128 000, également en un an.

A travers ces indications déconcertantes, il faut comprendre le vaste mouvement de recomposition du marché du travail qui est aujourd'hui à l'œuvre. Redouté de longue date, le partage entre les catégories de population s'opère désormais à toute vitesse. La sélectivité accentue le clivage entre ceux qui ont un emploi et ceux qui, n'en ayant pas, ont encore moins de chances d'en retrouver un.

ALAIN LEBAUBE

Selon le BIPE

L'économie française créera moins d'emplois en 1990

L'économie française créera moins d'emplois en 1990 qu'en 1989, selon les experts du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), du fait d'un léger tassement de la croissance qui pourrait revenir à 3,1 % contre 3,7 % cette année. Cette décélération ne sera pas spécifique à la France, le BIPE estimant à 2,9 % la croissance moyenne de nos principaux partenaires en 1990, au lieu de 3,8 % en 1989.

Cette moindre expansion pourrait remettre en cause le mouvement de réduction du chômage amorcé en France. La création de 145000 emplois nouveaux en 1990 contre 230000 cette année (estimation) devrait, aux yeux des experts du BIPE, s'avérer « *tout juste suffisante pour faire face à la progression du nombre d'actifs* ».

ÉTRANGER

Le conseil des ministres des finances à Bruxelles

Un autre climat

Réunis à Bruxelles lundi 13 novembre pour discuter des projets d'Union économique et monétaire (UEM), les ministres de finances des Douze de la Communauté européenne voient un ordre du jour officieux s'imiscer dans l'officiel : les événements de RDA, avec toutes les questions qu'ils posent sur la place de l'Allemagne dans l'Europe. Aux incertitudes allemandes, à l'isolement britannique sur l'UEM, s'ajoute un autre changement : l'arrivée du nouveau ministre des finances néerlandais, M. Wim Kok, qui a succédé à M. Onno Ruding à la faveur de l'alliance entre son parti, le PUDA (socialiste), et celui du premier ministre, le chrétien-démocrate Rud Lubbers.

Le nouveau ministre des finances néerlandais, un socialiste réaliste

AMSTERDAM

de notre correspondant

Dirigeant syndical de 1973 à 1985 et chef de file depuis 1986 de l'opposition au gouvernement de centre droit, M. Wim Kok n'a pas l'expérience des questions monétaires internationales de son prédécesseur. Avant d'être nommé ministre des finances en 1982, M. Ruding était banquier et il l'est toujours resté, dans son approche de la situation financière des Pays-Bas, mais aussi comme président à partir de 1985 du comité intérimaire du Fonds monétaire international. Avant son baptême du feu européen, M. Wim Kok a observé un mutisme prudent sur le principal dossier à l'ordre du jour : l'union monétaire européenne. Tout au plus a-t-il constaté que « *Mme Tatcher est de plus en plus isolée* », concédant dans la foulée qu'il « *serait moins porté à la conciliation que M. Ruding qui avait profité de son statut de ministre démissionnaire pour lancer des ponts* » entre la Communauté et la Grande-Bretagne.

Tiraillements au Parti socialiste

Le nouveau ministre des finances néerlandais représentera par ailleurs un appui non négligeable pour les partisans de l'Europe sociale. Ce volet de la construction européenne est cher à M. Kok qui présida, de 1979 à 1982 la Confédération européenne des syndicats.

Tout acquis qu'il soit à la cause européenne, les syndicats néerlandais attendent toutefois M. Kok à un tournant avant tout national. Succédant à un Onno Ruding personnifiant la politique de rigueur menée depuis 1982, M. Kok incarne la volonté de changement d'un premier ministre que rien n'obligeait à gouverner avec le Parti du travail.

Mais M. Lubbers a néanmoins fait primer son envie d'alternance afin de mener une politique définie par un double concept : « la poursuite de redressement » et le « renouvellement ».

Mais des tiraillements sont à prévoir entre le ministre des Finances et ses collègues de l'Éducation, de l'Environnement, de la Santé ou de l'Intérieur. Tous ces ministères « dépensiers » sont, comme par hasard, détenu par des ministres socialistes !

Or, M. Kok a négocié un accord de gouvernement qui prévoit la poursuite de la réduction du déficit budgétaire. Estimé à 5,35 % du revenu national, il doit être ramené à 3,25 % d'ici à 1993. La stabilisation à leur niveau actuel des prélèvements obligatoires étant également annoncée, cet objectif ne peut être atteint que si la croissance économique se maintient et que si les taux d'intérêt n'accroissent pas la dette des Pays-Bas.

C'est seulement si la conjoncture internationale s'y prête que M. Kok trouvera les 15 milliards de francs nécessaires au financement des actions nouvelles qu'a promis d'engager le gouvernement. Une fraction de cette enveloppe est destinée au rétablissement du mécanisme d'indexation des prestations sociales et des salaires de la fonction publique sur l'évolution des rémunérations dans le secteur privé.

Le problème de M. Kok et de son collègue chrétien-démocrate des affaires sociales est double : un point de hausse des salaires dans le privé coûte 6 milliards de florins. Or les syndicats parlent de 4 % de hausse dans l'industrie et de 5,5 % dans la construction.

CHRISTIAN CHARTIER

Dans les pays en développement

L'ONU préconise la limitation de la croissance démographique et de l'urbanisation

La conférence internationale de l'ONU sur la croissance de la population au vingt et unième siècle a lancé, jeudi 9 novembre, un appel en faveur d'efforts accrus de la communauté internationale pour endiguer la croissance démographique mondiale. Dans une déclaration finale, les 80 pays représentés à la conférence, qui s'est déroulée à Amsterdam, ont estimé que le taux de natalité devrait être ramené à 3,2 enfants par femme d'ici à l'an 2000, contre 3,4 enfants actuellement.

Une telle baisse permettrait de limiter la population mondiale à 6,2 milliards de personnes en l'an 2000, contre 5,5 milliards actuellement.

D'autre part, l'urbanisation galopante, qui caractérise actuellement le tiers-monde, ne favorise pas le développement économique et le progrès social comme cela a été le cas pour l'Europe après la révolution industrielle au dix-neuvième siècle, estime une étude du Bureau international du travail (BIT).

D'ici à la fin du siècle, 17 des 20 plus grandes agglomérations urbaines mondiales seront dans le tiers-monde, et les mégapoles que sont Sao-Paulo et Mexico compteront chacune 25 millions d'habitants ; 75 % de la population seront urbanisés en Amérique latine, 42 % en Afrique et 37 % en Asie.

Dans la plupart des grandes villes du tiers-monde, un quart de la population vit actuellement dans la pauvreté absolue, et il est probable que cette situation aille en empirant, estime le BIT. Dans ces agglomérations, qui sont en fait des bidonvilles, des millions de personnes souffrent du manque d'assainissement, d'infrastructures sociales et surtout d'une absence désespérante de possibilité d'emplois et de formation, ce qui force les pauvres à trouver un moyen d'existence dans la rue.

□ **PRÉCISIONS.** – M. Séverac, délégué général du Syndicat national des articles métalliques, nous demande d'apporter une précision à la suite des informations publiées dans *l'Insolite*, sous le titre : « Appellation non contrôlée » (*le Monde* du 5 octobre). Contrairement à ce qu'indiquaient les tracts distribués par des agents des impôts en grève, les contrôles exercés dans les capsuleries n'ont pas d'autre but que de garantir à la direction générale des impôts la perception des droits frappant les vins et alcools destinés à la vente sur le marché intérieur français.

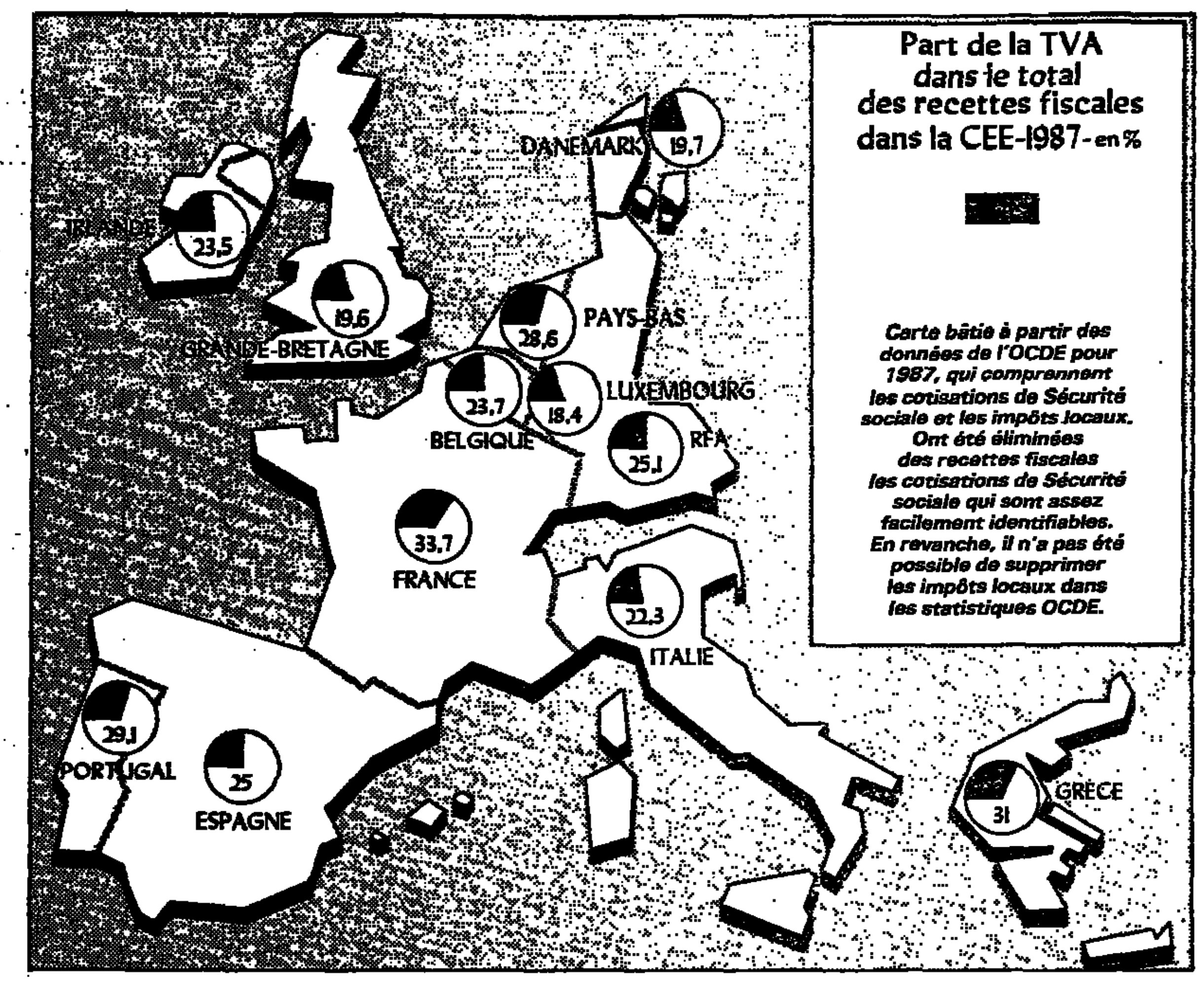
□ **RECTIFICATIF.** – Une erreur s'est glissée dans l'article sur la non-privatisation des centrales nucléaires britanniques publié dans *le Monde* daté 12-13 novembre. Contrairement à ce qu'indiquait le surtitre, l'Etat ne gèle pas son programme pendant vingt ans mais pendant cinq ans, ainsi que le précisait l'article.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les entreprises et le piège déjoué de la TVA européenne

Face au projet de la Commission de Bruxelles, les firmes des pays à fiscalité lourde et leurs gouvernements ont réussi à éviter les risques d'une concurrence faussée.



VOICI l'Europe empruntant de nouvelles voies pour parvenir au grand marché unique. Voici les gouvernements nationaux refusant à la Commission de Bruxelles et à ce qu'elle représente – l'amorce d'un pouvoir supranational – le droit de décider des chemins à prendre pour parvenir à plus d'unité, plus d'organisation, plus d'efficacité. Voici douze Etats se *raidissant pour défendre leur souveraineté*, dans le domaine essentiel de la fiscalité.

En refusant, le 9 octobre dernier, le plan d'harmonisation des fiscalités indirectes dans la Communauté européenne, les gouvernements de la CEE ont mis en panne, et probablement pour de longues années, un grand projet de la Commission. Projet bâti sur l'idée que, pour créer un marché sans frontières de trois cent vingt millions d'habitants, dans lequel circuleraient librement les biens, les personnes, les services, les capitaux, le premier geste à accomplir devrait être la suppression des frontières physiques, c'est-à-dire le paiement des taxes lors du passage d'un pays à l'autre. Cette idée, d'une certaine façon, a fait ses preuves puisqu'on la retrouve à la base de la formation de l'unité allemande au dix-neuvième siècle, unité qui fut d'abord économique avec le Zollverein, avant d'être politique.

Le projet de la Commission tel qu'il fut exposé à l'été 1987 ne visait pas du tout, malgré les apparences, à une grande réforme des impôts, même s'il proposait de bouleverser profondément des pans essentiels des fiscalités nationales. Sa philosophie était autre, qui *consistait à tout miser sur les* consommateurs pour modifier les comportements, aiguiser la concurrence et finalement créer par « effet de souffle » plus de dynamisme et, partant, plus de richesses.

Tout miser sur les consommateurs en incitant des millions *d'entre eux à s'approvisionner* là où les prix sont les plus avantageux. Pour supprimer ou plutôt effacer les douaniers, la Commission, raisonnant sur douze pays comme s'ils constituaient un espace politique unique, imaginait des taxes à la consommation payées immédiatement sur le lieu d'achat. Ce faisant, elle mettait à bas le principe de la territorialité de l'impôt, principe fondamental de la TVA qui veut que la taxe soit payée dans le pays de consommation.

Telle était la stratégie pensée et choisie par la Commission, stratégie qui *a priori* paraissait effectivement la plus intelligente et la plus intelligible. Comment donner réalité à une Europe unifiée, comment rendre crédible cette idée, aussi longtemps qu'hommes et marchandises stopperaient aux frontières ?

Des risques sous-estimés

Un prix à payer avait été envisagé : quelques distorsions de concurrence au bénéfice des pays à fiscalité indirecte faible mais compensés par un tel regain de prospérité, une telle multiplication des échanges que la grande communauté européenne des producteurs et des consommateurs oublierait rapidement ces désordres initiaux.

Si le prix à payer ne fut pas complètement ignoré au départ, il fut sous-estimé, comme furent sous-estimés les risques de l'aventure. Frontières fiscales supprimées, les entreprises des pays à taux de TVA élevés se seraient trouvées désavantagées par rapport à leurs concurrentes des pays à TVA réduite. L'affaiblissement des unes par rapport aux autres se serait probablement traduit non pas tellement par des détournements de trafic – les Français préférant acheter en RFA – mais plutôt par des réductions de marges bénéficiaires pour les firmes installées dans les pays à fiscalité élevée.

L'expérience prouve en effet *que, là où la concurrence existe*, la compétition se fait sur des prix finaux, c'est-à-dire toutes taxes comprises. Plus la TVA est légère et plus les prix hors taxes peuvent être élevés, donnant aux firmes – à travers des marges bénéficiaires confortables – d'importants moyens de développement ; plus la TVA est lourde et plus les prix hors taxes doivent être bas, réduisant d'autant les marges et les moyens d'investir.

Ne pouvant assister sans réagir à l'effacement progressif de leurs entreprises, les Etats des pays à fiscalité lourde auraient été obligés de réduire rapidement leurs taxes *indirectes jusqu'à les rendre semblables* à celles des pays où elles sont les plus faibles. C'est bien cet enchaînement qu'avait imaginé la Commission de Bruxelles en proposant que les taux de TVA se resserrent à l'horizon 1993 dans une fourchette comprise pour l'essentiel des produits et services entre 14 % et 20 %.

Le principe de ce regroupement des taux n'a pas été contesté par la majorité des gouvernements. Mais, outre que l'unanimité reste la règle du jeu de l'Europe fiscale, ce regroupement a été jugé insuffisamment protecteur des entreprises, les conditions d'une concur*rence égale n'étant pas assurées.* Ce que les pays accepteraient est une différence minime de taux de TVA.

Une difficulté supplémentaire

Toutefois un tel alignement supposerait de grosses pertes fiscales pour certains comme le Danemark ou la France. Il supposerait aussi de cruels abandons de souveraineté nationale pour des pays comme la Grande-Bretagne qui entendent rester maîtres d'une fiscalité originale, comprenant notamment un taux zéro.

M. Michel Rocard avait exprimé il y a un an sa répugnance pour de tels abandons qui aboutiraient à réduire gravement les moyens dont dispose l'Etat pour financer les dépenses publiques. « *C'est un risque lourd de la part de la Communauté de nous avoir entraînés sur la voie qui consiste à tarir la seule ressource fiscale significative de l'avenir* », avait-il déclaré, « inventant » sa formule sur la paupérisation de l'Etat.

Toujours est-il qu'en jouant ce puissant levier que constituent les consommateurs européens, la Commission ne s'était probablement pas aperçue à quel point elle mettait *soit les entreprises, soit les Etats* dans des situations difficiles.

S'était-elle aperçue d'une difficulté supplémentaire qui, pour être d'un autre ordre, n'en était pas moins réelle ? Pour éviter que les pays qui importent plus qu'ils n'exportent ne perdent des recettes de TVA, une Caisse de compensation avait dû être imaginée par Bruxelles pour rembourser les trop-perçus. La TVA, étant un impôt sur la consommation, doit être remboursée à l'Etat du pays où le produit est consommé par l'Etat du pays où le produit est vendu. Les risques de fraudes accrues entraînés par ce système, sa complexité, peut-être aussi la crainte de donner naissance à un pouvoir fiscal fédéral, ont fait l'unanimité – ou presque – contre le projet.

Le 9 octobre dernier, les douze gouvernements sont tombés d'accord pour refuser le projet de la Commission. Les taxes sur la valeur ajoutée continueront d'être perçues dans les pays de destination – ceux où les produits et les services sont consommés, – rendant inutile la Caisse de compensation. Le système imaginé à *Bruxelles* n'aura pas résisté à l'épreuve du feu.

Le principe de rapprochement progressif des taux de TVA entre pays européens a pourtant été retenu. Dans dix ans, quand le bilan du grand marché unique sera fait, c'est probablement ce qui comptera le plus.

La réunion des ministres des finances des Douze qui se tient ce 13 novembre devrait décider quelques gestes symboliques pour effacer la mauvaise impression que doit faire en Europe l'affrontement entre Commission et gouvernements. Pourrait donc être annoncée une liberté quasi totale laissée aux voyageurs de franchir les frontières intra-communautaires sans contrôle et sans taxes, celles-ci étant payées *sur les lieux d'achat*.

Restent les véritables incertitudes : les Douze s'imposeront-ils un calendrier pour rapprocher leurs taux de TVA ? Comment remplaceront-ils les contrôles aux frontières si les douaniers n'y sont plus, la fraude restant la grande menace pesant sur le marché unique...

Les engagements qui seront pris ne seront pas seulement révélateurs *des convictions européennes de* chacun. Ils traduiront aussi la distance prise par les Etats vis-à-vis d'une Commission qui vient de se voir cruellement rappeler qu'elle n'incarne encore aucune légitimité politique.

ALAIN VERNHOLES

Les eurocrabes et la fiscalité

L'« harmonisation » communautaire aboutissait à l'instauration de vingt-cinq taux de TVA, à la création de trois frontières administratives et à l'édification d'une cathédrale de papiers

par Jean-Henri Lebrun

LES hommes politiques décident et les techniciens se mettent en mouvement pour atteindre l'objectif en traçant le cheminement des textes et des procédures. Mais *le micro-climat des bureaux a fait* naître le technocrabe, et Bruxelles a développé le stade supérieur de l'espèce, l'eurocrabe. Loin de chercher à aller droit au but, il est conditionné pour le gagner par des voies latérales.

Vous avez entendu parler de l'Europe de la TVA : harmonisation des taux de cette taxe dans toute la CEE et suppression de la frontière fiscale. Avez-vous lu les directives communautaires ? L'harmonisation des taux y devient *l'institution de deux taux par pays* (multipliez par douze) plus un taux zéro intérieur pour l'Angleterre, alors que tous les Etats (Grande-Bretagne comprise) en ont pourtant décidé la suppression.

En effet, déjà, la Commission dit comprendre que sa suppression soulève d'importants problèmes politiques. De comprendre à admettre, le pas sera vite franchi. En outre, les écarts de taux pourront pour un même produit atteindre 5 à 6 points dans les gammes du taux réduit et du taux normal instituées.

Suppression de la frontière fiscale, vous a-t-on dit. En clair, cela signifie que l'exportateur français facturera la TVA française à l'importateur allemand au lieu, comme aujourd'hui, de ne lui facturer aucune taxe. Admirez au passage le paradoxe : pas d'impôt quand on exporte est baptisé frontière par les technocrabes. Admettons cette apparente logique. Bureaux et entreprises doivent se réjouir ensemble de cette initiative : voilà *en effet*, créées d'un coup, trois frontières administratives.

Deux nouveaux chantiers

Renault vendait en France et exportait au Danemark et en Suède. Sa déclaration de chiffre d'affaires comportait deux lignes : affaires faites en France (taxe due), exportations (pas de TVA). Désormais, elle en comportera trois : ventes en France, exportation en Suède (première « frontière », pas de taxe), exportation dans la Communauté (deuxième et bien réelle « frontière »). Tout en appliquant la TVA française, il en faudra isoler le montant car (troisième frontière) la France devra, *c'est normal, restituer* au Danemark la TVA encaissée à Boulogne-Billancourt et déduite à Copenhague par l'importateur.

Ajoutez, pour simplifier, que toutes les créances et les dettes « communautaires » TVA seront centralisées à Bruxelles dans une vaste chambre de compensation (à quels taux de change ?) et que la Commission conservera une partie de ce pactole à son profit, pour des raisons techniques bien sûr. En prime, les Etats exportateurs commenceront par encaisser, outre la rentrée de devises, davantage de TVA, et les Etats importateurs perdront leurs devises et la TVA sur les importations.

Les responsables des finances publiques et les chefs d'entreprise ont contemplé ces échafaudages avec tant d'enthousiasme que les autorités politiques de Bruxelles ont repris le contrôle des opérations et ouvert deux nouveaux chantiers. La chambre de compensation n'enregistrerait plus les dettes et les créances de pays à pays, mais globalement et sur la base d'un calcul macroéconomique établi à partir des statistiques nationales du commerce extérieur des biens et des services. Certains biens, automobiles et achats par correspondance, demeureraient soumis au taux de TVA du pays de l'acquéreur.

Lire la suite page 28.

SUP DE CO NANTES

un débat à propos du
DROIT
Philosophie du Droit et évolution des Sociétés

Avec la participation de
THIERRY MIGNON
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
François OST
Doyen de la Faculté de Droit des Facultés Universitaires St-Louis à Bruxelles
Alain SUPIOT
Professeur des Facultés de Droit - Université de Nantes/ Institut Universitaire Européen - Florence

Débat animé par
Alain ETCHEGOYEN
Normalien - Agrégé de Philosophie
Createur des Sociétés SHS - Sciences de l'Homme et de la Société

Mardi 28 Novembre 1989 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren
18, avenue de Suffren - 15e

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES
8, route de la Jonelière - BP 72 - 44003 Nantes Cedex 01 - Tél. 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

Les eurocrabes et la fiscalité

Suite de la page 27.

La portée de ces initiatives a été mal perçue parce qu'elle était seulement implicite. C'était reconnaître que des tonnes de paperasses ne permettraient jamais de suivre à la fois le mouvement des marchandises à travers l'Europe et les flux financiers et fiscaux ni de rendre à chaque pays son dû.

C'était admettre également que, faute d'un rapprochement plus poussé des taux de l'impôt, les activités industrielles ou les acheteurs se précipiteraient vers les pays à taux faible. Mais, pour louable qu'elle soit, cette nouvelle donne n'est qu'un palliatif.

Une économie souterraine

Les statistiques des pays européens ne sont pas suffisamment homogènes et, suivant les pays, leur fiabilité est variable. N'a-t-on pas vu tel pays, l'Italie, gonfler son produit national d'une estimation importante de la valeur de son économie souterraine ? De même, le sort particulier réservé aux voitures et à la vente par correspondance ne pouvait qu'ouvrir la liste des exceptions.

Les banques, les universités et les écoles, les cliniques, ne sont pas assujetties à la TVA. Elles supportent donc intégralement la taxe portée sur leurs achats. Elles ne manqueraient donc pas d'acheter ordinateurs, scanners et matériels audiovisuels dans les pays à taux faible, gagnant ainsi 2 %, 3 % ou plus du seul fait de la différence des taux. Liste des exceptions à élargir, nouvelle boîte de Pandore.

Le mouvement politique était néanmoins lancé, qui vient d'aboutir à Luxembourg à un accord des ministres des finances sous l'impulsion de la présidence française. Leur unanimité s'est faite autour de quatre principes : maintien du rapprochement des taux, libération du mouvement des marchandises, application de la TVA dans le pays de l'acheteur et liberté des achats des particuliers dans toute l'Europe sans taxation à leur retour dans leur pays.

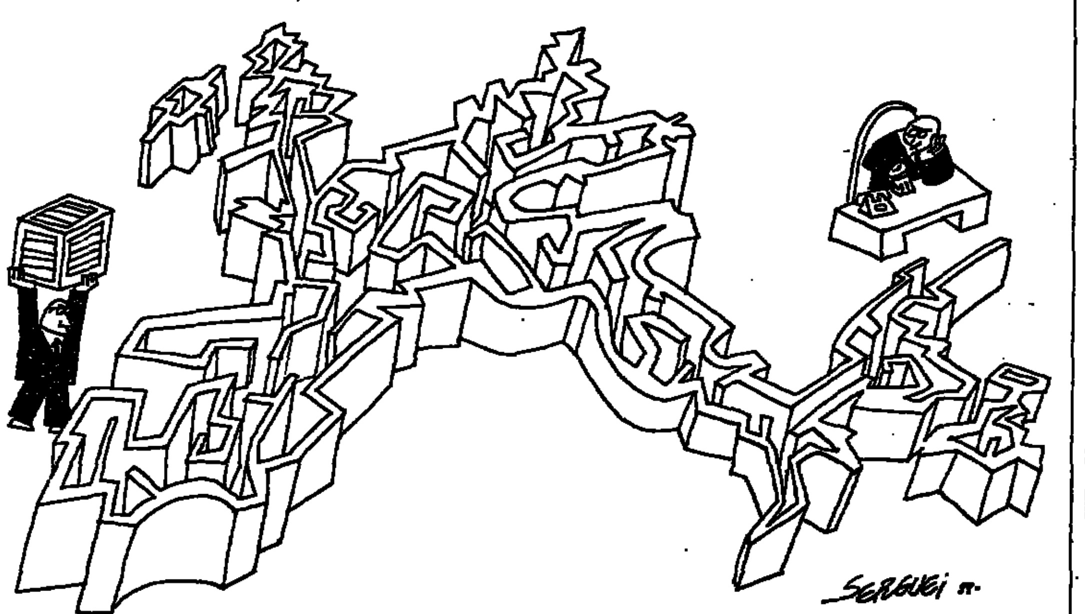
En France, certains s'inquiètent de cette évolution, qui prolongerait l'isolationnisme fiscal et renverrait 1993 aux calendes grecques. Cette analyse est contestable : le mécanisme retenu libère effectivement les mouvements de marchandises en substituant au contrôle frontalier un suivi documentaire minimal à défaut duquel s'installerait une fraude généralisée.

En maintenant la taxation dans le pays de l'acheteur, on conserve aux mouvements financiers et fiscaux toute leur fluidité. L'éléphantesque et ubuesque caisse de compensation passe à la trappe. Ce retour à la situation antérieure est libérateur. En outre, tous les échanges à l'intérieur de la Communauté et avec les pays tiers demeureront traités également.

A cet égard, a-t-on pesé suffisamment le risque de contentieux international majeur que soulève la proposition initiale de la Commission ? Une banque française achète un ordinateur à un producteur anglais : elle acquitte la taxe anglaise (15 %) ; l'achète-t-elle à un producteur américain, elle acquittera 18,60 % de taxe. Est-on sûr que les Etats-Unis n'invoqueront pas une distorsion de concurrence d'origine fiscale ?

Enfin, les Etats membres, à quelques nuances près, sont en accord avec les propositions de la Commission sur la libération presque totale des achats des particuliers lors de leurs voyages dans les onze autres pays. Resterait un seul péché, mais mortel : l'isolationnisme fiscal. C'est, en fait, exprimer la crainte que les Etats membres ne saisissent cette occasion pour refuser l'harmonisation du nombre et du niveau des taux, ou que le rapprochement des taux à l'intérieur des fourchettes instituées ne prenne trop de temps.

Pour que cet argument soit fondé, il faudrait d'abord démontrer la force politique déterminante des propositions de la Commission. Qui ne voit que le maintien de la chambre de compensation offrirait à lui seul un ample prétexte à refuser en fait la politique d'harmonisation des taux, en invoquant la nécessité d'élever au préalable la cathédrale des papiers nécessaires au fonctionnement et au contrôle des transaction intereuropéennes et des opérations de compensation ? Le tout dans une saine atmosphère de méfiance mutuelle.



Les propositions des ministres à Luxembourg offrent déjà l'avantage de rendre ce prétexte inopérant. Mieux même, elles poussent à une harmonisation plus rapide des taux. Privés d'arguments techniques, les Etats ou les intérêts qui s'y opposent devront soit rompre ouvertement l'unanimité toujours proclamée sur ce sujet, soit se résigner. Ensuite, la pression des entreprises et des citoyens vers l'uniformisation des taux ira croissant.

En se libérant à Luxembourg des obstacles administratifs, les responsables politiques ont repris l'initiative. Il leur reste à se concentrer sur l'essentiel : harmoniser les taux de la TVA pour supprimer la vraie frontière économique que constituent les diversités de taux actuels : taux faible/marge forte des entreprises, donc capacité de financement de la recherche et de l'investissement ; taux fort/marge faible, donc moindre capacité de développement et d'attaque des marchés extérieurs.

De l'harmonisation des taux de la TVA naissent déjà et se poursuivront un rééquilibrage et une harmonisation européenne des impôts directs sur le revenu et les bénéfices.

JEAN-HENRI LEBRUN
▶ Contrôleur d'Etat.

COURRIER

LMBO : affaire de pros !

L'article « LMBO piège à gogos ? » (*le Monde* du 24 octobre 1989) est pernicieux car il applique des raisonnements souvent justes à des postulats qui sont faux. Il est faux de dire que « *les RES ne sont concevables que dans le cadre des sociétés... en forte croissance* ». Celles-ci doivent en effet garder la totalité de leur cash-flow pour financer cette croissance. Le RES (ou LMBO) s'applique à des sociétés à maturité qui occupent une position solide sur leur marché et qui génèrent des excédents de trésorerie.

» L'auteur a négligé en outre le caractère très dynamisant du LMBO. De quoi s'agit-il ? Un ou plusieurs managers, compétents mais peu fortunés, veulent racheter une entreprise — la leur ou une autre — dont le prix excède très largement leur capacité financière. Ils vont voir des organismes financiers qui, croyant à leur talent, leur permettent d'acheter cette entreprise à crédit grâce à des prêts qui seront remboursés par les excédents de trésorerie de la société rachetée. Les managers peuvent ainsi acquérir le contrôle de sociétés valant 50 à 100 millions de francs en ne décaissant eux-mêmes que quelques millions de francs.

» Ce mécanisme incite les managers à être très performants grâce au système classique de la carotte et du bâton. La carotte, c'est la perspective d'une forte plus-value si les excédents de trésorerie permettent le remboursement de la dette. Le bâton, c'est le risque de perdre la totalité de sa mise initiale, si le bénéfice est insuffisant pour assurer le paiement d'une échéance.

» Le LMBO ressemble un peu à une vente à crédit d'un cheval de course à son jockey, le crédit étant remboursé si le jockey gagne les courses. Nul doute que le jockey se surpassera pour que le cheval soit toujours au mieux de sa forme !

» Cette technique de vente pourrait effectivement se révéler dangereuse pour l'entreprise comme pour le cheval, si celle-ci (ou celui-ci) était en mauvaise santé ou n'avait pas atteint sa pleine maturité au moment de l'achat. Mais l'expérience montre que, si elle est appliquée à bon escient, cette formule est favorable aux entreprises.

Motivation et compétence

» Les performances ne proviennent pas seulement de la motivation des managers ; elles viennent aussi de leur compétence. A-t-on remarqué que le LMBO était sans doute la seule technique de transmission qui permette de choisir les acquéreurs d'une entreprise en fonction de leur qualité et non de leur capacité financière ? Les organismes qui montent de telles opérations doivent en effet s'assurer de la qualification des repreneurs, sous peine de se discréditer vis-à-vis des banques prêteuses.

» Il est également faux de dire que le LMBO fait monter le prix des transactions. Au contraire, la nécessité de rembourser la dette sur une durée relativement courte conduit à déterminer un prix plafond, souvent inférieur au prix que les groupes industriels sont prêts à payer. En outre, on ne peut imaginer que les organismes financiers aient intérêt à pousser les prix, dans la mesure où ils prennent un risque important dans l'opération. Ils ne disposent en effet d'aucune garantie, si ce n'est sur les actions de la société rachetée.

» Il serait particulièrement fâcheux que la campagne qui se développe actuellement à partir des Etats-Unis conduise à une défiance vis-à-vis de cette technique. Les LBO ou LMBO américains n'ont quasiment rien de commun avec les opérations montées en Europe. Outre-Atlantique ces opérations sont généralement dénouées par la revente d'actifs, cette revente servant à rembourser les fameux « junk bonds ». En Europe, les crédits sont gagés sur les cash-flows futurs de l'entreprise et non sur les actifs.

Tout cela ne signifie pas que le LMBO, tel qu'il est pratiqué ici, soit un mécanisme sans risque, en particulier si le prix de l'affaire est surévalué ou si le financement par emprunt est excessif par rapport au capital. Mais si ces réserves doivent nous conduire à veiller au bon emploi de la technique, elles ne doivent pas remettre en cause son utilisation, compte tenu de ses vertus économiques indéniables. »

GÉRARD LESAUVAGE
▶ Directeur général d'Initiative et Finance.

Avant 1993

Les LMBO sont-ils des « pièges à gogos » ? Un article récent du *Monde* a le mérite de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Les rachats d'entreprise par les salariés (RES), ou en américain LMBO *(leveraged management buy-out)*, constitueraient une mode dangereuse. Le succès de cette recette reposerait sur de contestables exonérations fiscales et des crédits excessifs consentis par les banques. La mode serait entretenue par l'appétit de plus-values à court terme des financiers ainsi que par celui de dirigeants qui « se paient sur la bête ».

A mon sens, cette vision des LMBO est erronée. Elle s'appuie sur la caricature de quelques grandes transactions américaines. Elle ne correspond pas à l'expérience européenne et française. D'abord quelques faits : la très grande majorité des entreprises reprises en LMBO, dont certains datent maintenant de quatre ou cinq ans, se portent bien. Les noms sont connus : Jeanneau, Goupil, Parker Pen (G.-B.)... Les cas d'entreprises en difficulté sont, à ma connaissance, très rares.

C'est d'ailleurs bien le succès qui explique l'ampleur du phénomène. Rappelons quelques chiffres : de 1980 à 1988, il y a eu 2500 LMBO au Royaume-Uni, plus de 300 en France, plus de 200 aux Pays-Bas. Aux Etats-Unis, le chiffre dépasse 10 000. L'année dernière, le tiers des entreprises américaines et le quart des entreprises britanniques qui ont été vendues l'ont été dans le cadre de LMBO. En France, ce pourcentage reste faible, même si depuis le début de 1989 on a enregistré dans notre pays, plus de 75 LMBO.

Rigueur et dynamisme

Dans ces trois pays, les LMBO s'appliquent, dans leur très grande majorité, à des entreprises moyennes ou petites et non cotées. On est donc loin de l'image des raids boursiers. A l'issue du LMBO, les dirigeants de ces entreprises possèdent en général une part importante du capital et gèrent celles-ci en propriétaires soucieux du long terme. Ils ont de plus la fierté de se savoir maîtres à bord d'une entreprise restée, ou redevenue, indépendante.

Le service des emprunts et leur remboursement n'absorbent qu'une partie des cash-flows dégagés. Les entreprises continuent à investir, à financer la recherche-développement et à embaucher. Ce n'est que dans un nombre réduit de cas que le succès du LMBO nécessite la revente d'actifs, par exemple immobiliers, non nécessaires au fonctionnement courant de l'entreprise. Bien souvent, la possession de ces actifs par l'entreprise ne se justifiait plus que par une vision patrimoniale.

Surtout, ce que la pratique des LMBO démontre, c'est que les entreprises, dont les dirigeants deviennent eux-mêmes actionnaires, sont gérées avec plus de rigueur et plus de dynamisme que celles dont les dirigeants sont des employés. Combien de grands groupes conservent en leur sein des filiales qui respireraient mieux et se développeraient davantage en tant qu'entités indépendantes ?

C'est dans une vision dynamique qu'il faut considérer un LMBO. Un meilleur contrôle des frais de gestion, un nouveau dynamisme commercial et une analyse plus serrée de la rentabilité réelle des investissements permettent souvent un redressement spectaculaire des capacités d'autofinancement après un LMBO. Dans la grande majorité des opérations dont j'ai eu connaissance, les prêts des banques ont été remboursés plus vite qu'il n'était prévu au départ.

En bref, les LMBO constituent une réponse appropriée, parce que souple, à deux problèmes réels que connaissent les entreprises françaises : la préparation ordonnée de la transmisson des entreprises créées dans les années 50-60 dont les propriétaires souhaitent maintenir l'indépendance ; le renforcement des grands groupes français face aux échéances de 1993. Celles-ci nécessitent que les grands groupes concentrent résolument leur activité sur deux ou trois métiers et acceptent donc de se séparer d'un certain nombre de leurs filiales périphériques.

Face à la concentration croissante des affaires dans quelques mains publiques ou privées, le LMBO est souvent une solution imaginative en même temps que raisonnable. C'est l'intérêt de tous que ces mécanismes soient mieux compris et plus souvent utilisés.

GÉRARD TARDY
▶ Président de Schroder Partenaires.

Notre nom
est connu
du monde
des affaires :

dans 16 mois
le vôtre sera
très recherché.

Plateforme privilégiée pour le monde des affaires, l'ISA assure en 16 mois une formation supérieure au management du type MBA, sur le campus HEC-ISA. 1300 postes de haut niveau sont proposés chaque année aux 100 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien.
Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.

Réunions d'information

Paris
Jeudi 16 novembre 1989 à 18 h 30
Cercle France-Amérique, 1er étage
9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8e
Metro : Franklin-Roosevelt

Lyon
Mardi 21 novembre 1989, à 18 h 30
Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton, Lyon 2e

isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Pour toute information contacter le service des admissions au (33-1) 39 56 73 82 ou 39 56 73-79.
CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES : UN MBA EUROPEEN

PICARD ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

par Bernard MARREY
Coédition Pavillon de l'Arsenal
à l'occasion de l'exposition
"Le fer à Paris" au Pavillon de l'Arsenal
du 9 mars au 21 mai 1989
Un volume 18 × 30, 209 pages.
130 illustrations dont 40 en couleurs.
broché. 180 F

Vient de paraître
la 2e édition revue de
LA CONSTRUCTION ROMAINE
Matériaux et techniques
par Jean-Pierre ADAM
Collection Grands manuels Picard
Un volume 22,5 × 27, 368 pages,
756 illustrations, relié, 550 F

LE 15 NOVEMBRE 1989

Nous quittons
PARIS pour aller
rue de PARIS

PROMO J
agence-conseil en communication spécialisée
membre de l'AACC

15 rue de PARIS
92100 BOULOGNE
☎ (1) 46 03 84 84
télécopieur : (1) 46 04 01 21

CHAMPS ECONOMIQUES

Les grandes manœuvres industrielles

Pour la conquête des marchés, la création d'un réseau et la mobilisation de capitaux, la recherche d'une grande taille s'impose de plus en plus aux sociétés

par Jean-Marie Chevalier

OPA, fusions, prises de contrôle... Il ne se passe pas une semaine sans que la presse économique annonce de nouveaux mouvements de *concentration industrielle* qui tendent à modifier en permanence la structure des grands secteurs de l'activité économique. Derrière ces mouvements, il y a la préparation des entreprises au grand marché européen et, plus largement, une mondialisation rapide des marchés qui remet radicalement en cause des stratégies nationales ou même continentales.

Dans cette dynamique de la concentration, le thème de la taille critique revient comme un leitmotiv, mais le concept n'est jamais défini avec précision alors pourtant qu'on en pressent l'importance. Les économistes industriels disposent sur ce sujet de deux outils bien connus : les économies d'échelle et les économies d'envergure, mais aucun des deux ne permet cependant de déboucher sur une définition précise de la taille critique.

● Les *économies d'échelle* reflètent, pour une unité de production donnée, la diminution des coûts de production que permet une capacité de production d'une certaine taille (dite taille minimale requise) : une usine de ciment d'un million de tonnes par an de capacité, une raffinerie de cinq millions de tonnes par an, représentent par exemple des unités de production qui permettent de minimiser le coût de production.

Une présence mondiale

Par extension du concept technique, on pourrait dire qu'une entreprise qui possède cinquante usines de taille optimale pourrait avoir un coût global unitaire (y compris les *coûts de mise à disposition*) inférieur à celui d'une entreprise ne possédant que dix usines en raison de la mise en commun des services généraux. Ce raisonnement pourrait faire émerger la notion de taille critique, mais encore faut-il définir avec précision les avantages réels dont dispose l'entreprise la plus grande par rapport à la plus petite.

● Les *économies d'envergure* reflètent les économies de coûts que peut engendrer la production par une même firme de deux ou plusieurs produits différents. Si, par exemple, ces produits sont commercialisés à travers les mêmes circuits de distribution, les coûts de vente unitaires peuvent être réduits. La recherche des économies d'envergure peut donc justifier, dans certains cas, certaines fusions, mais le problème de la taille critique demeure entier.

Au-delà des économies d'échelle et d'envergure, il paraît donc exister aujourd'hui un effet de *taille absolue* ou de *taille critique*.

L'émergence de cette préoccupation dans la stratégie des entreprises peut s'appréhender à plusieurs niveaux : la nécessité d'une présence mondiale sur des marchés en voie d'internationalisation, l'affirmation d'une marque, la possession d'un réseau international, la puissance financière.

Beaucoup de secteurs sont aujourd'hui caractérisés par la mondialisation des produits et des services. Un bon produit, un bon service, se définissent de plus en plus par rapport à des standards internationaux, et il n'y a donc plus aucune raison pour que sa production et sa diffusion se cantonnent à un marché local ; l'espace d'organisation de la production et de la commercialisation s'étend progressivement au monde entier. En parallèle, on voit apparaître des catégories socio-économiques de consommateurs caractérisés par un comportement internationalisé : les clients d'American Express, les acheteurs de voitures haut de gamme, illustrent bien l'homogénéisation internationale de certaines catégories d'acheteurs.

Face à cette évolution, la stratégie des entreprises concernées – et elles sont de plus en plus nombreuses – doit être planétaire, avec une présence forte sur les trois *principaux marchés : le continent* américain, l'Europe occidentale et l'Asie. Il faut donc pénétrer ces zones et y renforcer sa position. Dans cette optique, la croissance externe (achat d'entreprise) paraît à la fois plus rapide et moins coûteuse que la croissance interne, compte tenu en particulier d'un marché important du « capital d'occasion » (les entreprises à vendre ou celles qui sont opéables). Cette dynamique de la croissance encourage l'acquisition d'une taille mondiale.

La recherche de la grande taille n'est pas totalement contradictoire avec le « *small is beautiful* ». En *effet, au niveau de la construction* d'une unité de production, les économies d'échelle ne sont ni automatiques ni infinies. Une usine de petite dimension peut parfaitement présenter des qualités de divisibilité, de flexibilité, de simplicité qui rendent caduques les économies d'échelle. Par contre, au niveau de l'entreprise dans son ensemble, les avantages de la grande taille paraissent se renforcer.

La vocation mondiale d'une entreprise passe par une forte différenciation des produits et l'affirmation d'une marque, symbole des produits que l'on fabrique. Le consommateur moyen d'un grand pays industriel mémorise entre deux cents et trois cents marques de produits ou services, chacune d'entre elles représentant un réflexe de consommation plus ou moins révélé. Ce stock d'images se modifie dans le temps, mais la capacité de mémorisation reste à peu près constante. Tout nouvel entrant en chasse normalement un autre.

La composition de ce « portefeuille de marques » n'est pas le même en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, mais il a cependant tendance à s'homogénéiser, reflétant une tendance à la standardisation des marchés. L'internationalisation des réseaux de télévision devrait accélérer le processus. Toute firme visant la mondialisation doit chercher un positionnement à l'intérieur de ce groupe des deux cents ou trois cents, ce qui permet d'amplifier considérablement les effets des politiques de différenciation menées dans chaque pays. En effet, le consommateur d'un pays donné retrouve, dans les pays où il se déplace, les produits, services et marques auxquels il est habitué.

Des marchés « globaux » peuvent être ainsi captés par les firmes qui pratiquent cette stratégie. Prenons le cas du marché européen des produits pétroliers : une firme présente dans les douze pays peut capter *beaucoup plus facilement* qu'une autre la clientèle mobile (entreprises de transports et de tourisme) en leur délivrant des cartes de crédit et en leur proposant une compatibilité des achats de carburants. Une telle capacité de présence et de diversification est un puissant facteur d'augmentation des parts de marché.

Le réseau international

L'organisation mondiale de la production et de la commercialisation s'accompagne de la mise en place d'un réseau de circulation de l'information, de communication, d'échanges. Les avantages inhérents à un tel réseau s'affirment progressivement : rationalisation et flexibilité des circuits d'approvisionnement ; optimisation d'une capacité mondiale de production avec des possibilités de modulation de l'offre, d'adaptation à la demande, d'exportation au coût *marginal* ; *échanges de biens et services* ; trading ; veille permanente sur la technologie, les stratégies des concurrents, les opportunités d'investissements.

Un tel réseau est en mesure de suivre vingt-quatre heures sur vingt-quatre l'évolution des marchés. L'entreprise se trouve ainsi automatiquement dans une position qui lui permet d'ores et déjà des transactions en temps réel sur les marchés des biens et services et sur les marchés financiers. La montée en puissance du *on line processing business* préfigure sans doute les conditions de fonctionnement d'un certain nombre de marchés d'ici à la fin du siècle. La mise en place d'un réseau international, c'est enfin l'occasion de recruter des hommes et des femmes dans différents pays et d'en profiter pour internationaliser la culture d'entreprise tout en la focalisant sur des objectifs stratégiques prioritaires.

Dans le mouvement de recomposition des secteurs à l'échelle mondiale, de grandes manœuvres sont menées par les principaux protagonistes : recherche de firmes à acheter, recentrage sur les métiers de base – ou au contraire diversification, – dégraissage, réorientation, recherche de partenaires, d'alliés. De multiples opportunités se présentent *ainsi chaque semaine : divisions* industrielles ou sociétés entières à acheter, raids à lancer, etc.

Pour pouvoir saisir les opportunités les plus intéressantes qui se présentent, il faut agir rapidement et surtout être en mesure de lever auprès des banques les fonds dont on a besoin. De ce point de vue, la taille reflète à peu près automatiquement la puissance financière dont on dispose, au moins dans une logique industrielle de long terme qui relègue les *junk bonds* à une phase historique de la réorganisation industrielle américaine.

Les différents arguments énoncés paraissent aujourd'hui pousser à la recherche d'une grande taille ; ils illustrent un *effet de taille absolue* qui caractérise les secteurs en voie d'internationalisation. *Ces arguments ne répondent* pas encore au problème de la taille critique mais ils débouchent sur l'idée qu'il existe, dans la plupart des secteurs internationalisés ou en voie de l'être, une taille critique.

Cette taille est relative ; elle doit se définir par rapport à la dynamique concurrentielle du secteur. *Chaque secteur est, en effet – pour* reprendre une expression d'économistes, – une « *arène oligopolistique* » constituée par des firmes de taille inégale disposant d'avantages comparatifs différenciés qui ne sont pas tous directement liés à la taille (avantage coût, organisation, technologie, etc.).

Le problème majeur pour une entreprise, c'est d'avoir un positionnement concurrentiel tel que la totalité des avantages comparatifs dont elle bénéficie par rapport à ses concurrents, y compris les avantages directement liés à la taille, lui permette de maintenir, et si possible d'étendre, sa part de marché. L'effet de taille apparaît ainsi, *in fine*, comme l'un des éléments nécessaire dans la recherche de la compétitivité.

La combinaison de ces différents facteurs devrait accélérer la tendance à la concentration au niveau mondial, aboutissant dans certains cas à des oligopoles restreints (trois ou quatre firmes). *Le* problème qui se pose alors est d'empêcher l'émergence de pratiques collusives, sachant que l'espace mondial apparaît de plus en plus comme l'espace pertinent. Il devient urgent que les grands pays industrialisés réfléchissent sérieusement à la mise en place d'une concertation *dans ce domaine si l'on veut* éviter les abus du pouvoir de marché.

▶ **Directeur du magistère d'économie industrielle (Université Paris-XIII).**

LIVRES

« Enquête sur la Banque mondiale », de Zaki Laïdi

Comptes et mécomptes de la lutte contre la pauvreté

Zaki Laïdi s'est attaché durant plusieurs années à comprendre l'histoire des hommes, des mécanismes, des courants qui ont donné son image trouble à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus simplement appelée Banque mondiale. Son livre n'est pas un rapport, mais, comme son titre l'indique, une « enquête » agréablement menée au style clair et vif. L'auteur n'hésite pas à mettre en scène les personnages qui comptent, à illuster son propos d'anecdotes et à placer dans des encadrés, à l'usage des chercheurs et curieux, les considérations plus austères.

La montée en puissance de la Banque mondiale est décrite avec une grande précision. Au départ, en 1946, elle avait pour ambition de reconstruire l'Europe, mais le plan Marshall lui coupa l'herbe sous le pied et elle se tourna alors vers les pays pauvres. Quand les groupes privés jugent trop faible la rentabilité de tel projet de centrale ou d'infrastructure, la Banque apparaît. Puis elle élargit timidement son programme de prêts à l'agriculture et aux services sociaux.

Il fallut attendre l'arrivée de Robert McNamara, qui dirigea l'institution avec poigne entre 1968 et 1982, pour que des objectifs plus larges de lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme fussent définis plus amplement. Mais la politique, sans doute plus volontariste, reste fondée sur deux môles : l'économie libérale seule capable de sortir les nations pauvres de l'ornière ; la « conditionnalité », c'est-à-dire le lien entre le financement de telle ou telle réalisation et la réforme institutionnelle de l'ensemble du secteur économique dont relève le projet.

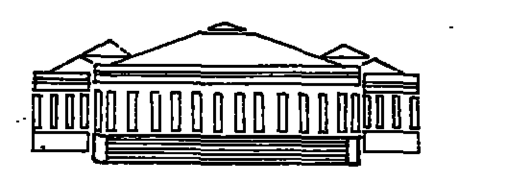
Comment fonctionne cette machine bureaucratique de six mille personnes ? Sans parti pris. Zaki Laïdi dégage aussi bien les exemples de son efficacité que ceux de ses échecs. Il faut attendre la fin de l'ouvrage pour qu'il confesse très discrètement sa position : « *L'évolution vers plus de marché me paraît inévitable et très souhaitable...* [mais] *par conviction plutôt que par souci d'équilibre, je me sens aussi éloigné des doctrinaires incultes du « tout libéral » que du « dernier quarteron tiers-mondiste » qui s'obstine à ne voir dans la Banque mondiale que le planificateur de la marginalisation économique du tiers-monde.* »

La Banque mondiale a été examinée sur toutes ses faces par Zaki Laïdi, et son « enquête » ne sera boudée que par ceux qui se cuirassent de préjugés. L'institution financière n'est « *ni démon ni démiurge* ».

PIERRE DROUIN

▶ *Enquête sur la Banque mondiale*, de Zaki Laïdi. Fayard. 360 pages. 120 francs.

LES AMPHIS AIESEC UNIVERSITÉ DE NANTERRE
Le Monde
LES GRANDES MANŒUVRES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE
JEUDI 23 NOVEMBRE à 12 h 30
UNIVERSITÉ DE NANTERRE
AMPHI C - BATIMENT G
avec
Jean-Marie CHEVALIER, *professeur à l'université Paris-XIII directeur du magistère d'économie industrielle.*
Guy CRESPY, *directeur de l'observatoire des stratégies industrielles au ministère de l'industrie.*
Christian STOFFAES, *directeur adjoint à la direction générale d'EDF.*
Michel BOYER, *responsable de « Champs économiques » au journal* le Monde.



GUIDE DES VALEURS MOBILIERES
des institutions au régime fiscal
JOURNAL OFFICIEL
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
Tél. : (16-1) 45-78-61-44

LE MONDE diplomatique
Novembre 1989
● DÉMOCRATIES SANS COURAGE : *Confrontées aux bouleversements dans les pays de l'Est, les démocraties occidentales multiplient les questions mais sont avares de réponses. Le même manque d'imagination, la même incohérence se retrouvent au sujet du tiers-monde, écrit* Claude Julien. *Engluées dans leur vision sclérosée, elles n'ont pas le courage de regarder la réalité en face.*
● DÉSORDRE MONDIAL ET PAUVRETÉ DES NATIONS : *Censées porter remède aux crises du sous-développement, les politiques d'ajustement structurel font faillite, écrit* Jacques Decornoy. *La « mondialisation » de l'économie concerne une poignée de nations riches. Mais l'Occident continue de prôner un libéralisme qui ne peut qu'aggraver le désordre planétaire.*
Également au sommaire :
● ÉCOLOGIE : *Les politiques sommés de faire un choix radical, par* Bernard Cassen.
● RDA : *La quête des Allemands de l'Est, par* Jean-Jacques Guinchard *et* François Bafoil.
● PROCHE-ORIENT : *La paix qui se négocie au-dessus des peuples, par* Mohamed Sid-Ahmed.
En vente chez votre marchand de journaux

OU 36 15 SAMOENS

INFORMATIONS RESERVATIONS
36 15 FLAINE
23 RUE CAMBON
75001 PARIS
TÉL : 42 61 55 17

CHRONIQUE

PAUL FABRA

L'Europe européenne après le mur aboli

AVEC la chute du mur de Berlin, ce n'est pas seulement un symbole et la réalité la plus insupportable de la division de l'Europe qui sont tombé. Sans méconnaître pour autant l'œuvre immense et souvent admirable qui a été accomplie depuis quarante ans par les peuples et les gouvernements de l'Europe occidentale pour recréer des économies prospères (peut-être les plus prospères du monde) et fonder à leur mesure une Communauté qui, malgré ses faiblesses, vaut infiniment plus que n'importe quelle autre organisation internationale actuellement existante, c'est seulement avec les virtualités offertes par la reconstitution d'un espace interallemand (consacré ou non, à terme, par une réunification constitutionnelle) et par la démocratisation en cours de la Pologne et de la Hongrie que pour la première fois l'idée d'une Europe européenne a des chances de prendre corps.

Bien que la géographie ne soit pas tout, la meilleure façon d'échapper à son déterminisme, c'est encore de la changer (sans guerre, sans conquête, sans déplacement des frontières sauf celles, inhumaines, maintenues de force comme la ligne barbelée de démarcation entre les deux Allemagnes) quand les limites qu'elle impose ne correspondent ni aux exigences minimales de la morale politique, ni aux aspirations culturelles, ni aux besoins de l'économie. Tel était le cas pour l'Europe, artificiellement coupée en deux tranches, l'une occidentale et l'autre dite orientale (en réalité centrale), et dont la réunion s'opère au rythme des grandes secousses, mais dans les conditions psychologiques — et espérons aussi pratiques — les meilleures dont on pouvait rêver : la débandade des dictatures à prétention idéologique et populaire devant des démonstrations de masse.

C'est que les Etats intéressés avaient beau faire ou ne pas faire, parler ou ne pas parler des grandeurs passées du Continent, évoquer ou ne pas évoquer la possibilité de renouer un jour avec le fil de l'histoire (mais gloire à celui qui osa, quand l'horizon paraissait bouché à tout le monde, ouvrir la perspective d'une *« Europe de l'Atlantique à l'Oural »*), tous se trouvaient enfermés dans le carcan géographique hérité de la fin de la seconde guerre mondiale. Ce n'est pas faire injure à l'Amérique libératrice, mais c'est mettre au jour la mutilation du Vieux Continent que de constater que sa partie de l'Ouest, réduite à un étroit ruban de terre s'étirant le long des rivages de l'Atlantique sur une largeur toujours inférieure à 1 500 kilomètres, cette Europe-là, quels que soient par ailleurs son dynamisme, sa richesse, la fierté de certains de ses habitants et de quelques-uns de ses gouvernants, n'est guère autre chose qu'un avant-poste, jeté de l'autre côté de l'Océan, du vaste et profond continent nord-américain. L'un des premiers, sinon le premier à l'avoir dit clairement est un Américain. La frontière de l'Elbe entre les forces de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie, a écrit le grand journaliste Walter Lippman (1889-1974), correspond à la ligne de défense naturelle du territoire des Etats-Unis.

Il est vrai que cela n'a pas changé et ne changera probablement pas de sitôt, sauf bouleversements et retours en arrière que l'on ne peut, hélas ! évidemment pas exclure à l'époque par excellence des coups de théâtre (provoqués cependant par une lame de fond sur la puissance et la direction de laquelle il n'y a aucun doute). Moscou, Washington, Bonn, Varsovie, Pankow — pour Budapest, c'est moins certain — sont d'accord sur ce point : pas de modification des accords militaires. Fait inouï : le statu quo dans ce domaine est en passe de faire figure aujourd'hui de meilleur garant possible pour le déroulement du processus démocratique.

Il n'empêche que si, demain ou après demain, la RDA (quel que soit le nouveau nom qu'elle pourrait se donner), progressivement agrégée, économiquement et socialement, à la RFA, la Hongrie, la Pologne et, on l'espère, d'autres pays de l'Europe centrale (la Tchécoslovaquie mais aussi la Roumanie et la Bulgarie) devenaient des membres associés ou à part entière de la Communauté économique européenne, ce rassemblement apparaîtrait comme le phénomène décisif, et la division en deux alliances militaires comme accessoire. Si, à la suite d'un retournement dramatique de la situation, il devait en être autrement, tout serait vraisemblablement remis gravement en question. Les nostalgiques (qui existent aussi en Occident) de la guerre froide ou chaude auraient prévalu et, avec leur victoire, l'espoir européen se serait évanoui plus tristement encore qu'après la mainmise soviétique sur Prague de février 1948.

Evidemment, une Europe dont l'aire économique, sociale, politique, culturelle déborderait de beaucoup la zone géographique couverte par le traité de l'Atlantique nord changerait *de facto* de statut. En s'élargissant vers l'est, elle aurait cessé d'être étroitement conditionnée par l'appartenance des principaux pays la constituant à une alliance militaire qui, par construction, et quoi qu'on puisse prétendre par ailleurs, la ramène à ses dimensions de poste avancé du monde occidental, dont le cœur est situé de l'autre côté de l'Océan. Que cela poserait ou posera (pour nous placer d'emblée dans une perspective optimiste) d'énormes problèmes de rééquilibrage à l'intérieur du Vieux Continent (le poids de l'Allemagne) et entre celui-ci et ses partenaires du Nouveau Continent — Etats-Unis, Canada, — qui pourrait en douter ? Mais il faut savoir ce que l'on veut, et cette remarque vaut en tout premier lieu pour notre pays. C'est en France qu'a été inventée la formule d'Europe européenne. D'elle, il dépend que le programme grandiose que cette formule implique prenne le pas sur d'autres modèles d'évolutions, exclusives de l'unité organique de l'Europe, où l'on verrait resurgir les jeux anciens dominés par le souci de la *balance of powers*.

L'engagement ferme pris par le président de la République et le gouvernement de Michel Rocard de mettre tout en œuvre pour renforcer la Communauté, dans l'esprit de l'Acte unique, donne un premier gage, et le plus important de tous. Personne ne peut douter que le cœur de la France y soit. Personne ne peut douter non plus qu'une profonde révolution soit en cours dans les esprits. Mieux, qu'elle est déjà faite.

POUR reprendre un sujet évoqué dans les deux chroniques précédentes, à savoir l'union économique et monétaire (voir le « Surplace communautaire » dans *le Monde* du 31 octobre et « La chance de l'Europe monétaire » dans celui du 7 novembre), l'idée — qui nous rapproche beaucoup des Allemands — que, premièrement, la stabilité monétaire est une nécessité et non un frein pour l'économie et que, deuxièmement, le meilleur moyen de l'atteindre est, sans doute, d'assurer une large indépendance à l'Institut d'émission a fait beaucoup de chemin dans notre pays. Une bonne partie de la haute administration y est désormais acquise. Naguère, elle était quasi unanime pour penser que la France et la Banque de France étaient au service de l'Etat, résumant à lui seul l'intérêt de la nation et des Français.

Il reste que tant l'effondrement de l'Europe soviétique que l'avenir de l'Europe communautaire et de ses relations avec le monde extérieur, les deux superpuissances militaires en tête, conduit à nous interroger sur la nature de la « meilleure construction communautaire possible » en vue de promouvoir l'Europe européenne. Il s'agit aussi de prévenir par avance les tentations que pourrait avoir telle ou telle de ces super-puissances de bloquer net le processus (ce qui, il est vrai, appellerait probablement de leur part l'emploi des grands moyens, tant apparaît irrésistible l'élan vers la démocratie et le mieux-être dans les pays qui en sont privés ainsi que la volonté de mettre en œuvre les promesses de l'Acte unique dans l'occident de l'Europe).

C'est ici qu'il faut bien prendre conscience du contexte international dans lequel est lancée la grande entreprise de l'union économique et monétaire. Ce contexte n'est pas fait que d'aspiration à la démocratie et à la prospérité. La crise des structures n'est pas une spécialité du monde de l'Est. Sous des formes certes beaucoup moins traumatisantes, elle est aussi à l'œuvre à l'Ouest. Le modèle de l'économie de marché l'a emporté haut la main sur son concurrent moribond. Cela ne veut pas dire qu'il soit lui-même en très bonne santé. Une dangereuse dérive le rapproche précisément de certaines pratiques plus proches d'une économie très politisée que d'une économie libérale au sens authentique de ce terme (sens assez éloigné de l'idée que s'en font les néolibéraux).

Ne citons que deux exemples, mais deux exemples-clefs. Le rôle dévolu à la monnaie dans les relations internationales, d'abord. Fondé sur le dollar et accessoirement sur le deutschemark et le yen, le système international des paiements est de plus en plus un instrument au service de la gestion de la dette publique américaine, qui lui sert de matière première : c'est en bons du Trésor des Etats-Unis que les banque centrales détiennent l'essentiel de leurs réserves. Est-on sûr, au-delà des déclarations lénifiantes sur l'unification monétaire de l'Europe, que cette dernière n'essayera pas d'imiter l'exemple venu de haut ? Un institut d'émission unique pour l'Europe pourrait disposer, lui aussi, d'un pouvoir fantastique, celui de créer de la monnaie et d'emprunter au reste du monde. L'Europe communautaire s'est jusqu'à ce jour hissée au premier rang dans l'ordre de l'économie, et celà beaucoup plus grâce à la sagesse de sa politique qu'à une quelconque volonté de puissance.

Quand on dénonce la « suprématie » du deutschemark au sein de l'Europe d'aujourd'hui, on oublie de dire que cette suprématie est d'abord le fruit d'une stabilité acquise, précisément, à la faveur des bornes mises par les strictes règles d'émission de la Bundesbank aux éventuels appétits de dépenses (et donc d'influence et de puissance) de l'Etat fédéral allemand. Celui-ci n'a pas l'accès qu'il aurait à certaines périodes voulu avoir auprès de la banque centrale pour financer son déficit. L'Europe communautaire pourvue d'un système européen de banques centrales sur le modèle proposé par le rapport Delors saurait-elle rester la Communauté de la mesure et du pouvoir politique tenu en lisière ?

DANS le domaine des échanges internationaux, autre exemple, la « politisation » est encore plus nette et, à terme, aussi dangereuse. L'avènement d'une super-Europe économique ne peut que pousser dans ce sens, quelque sincère que soit l'intention exprimée de refuser la « forteresse » Europe. L'antagonisme avec le Japon, que la plupart des hommes politiques acceptent d'un cœur léger — à l'exception notable de Jacques Chirac, — porte en germe de graves dangers à cet égard. D'ores et déjà, l'argument de la « réciprocité » tend à prendre le pas sur tout autre, avec la complicité active de Bruxelles, dans les négociations commerciales internationales. Rien ne paraît plus justifié aux yeux des producteurs et des industriels.

Le résultat est de placer les échanges — moteur de la croissance et de la liberté des entreprises — sous la surveillance des gouvernements. Une version, fut-elle très édulcorée, du Comecon pour le monde entier serait une catastrophe. A écouter certains propos de Mme Carla Hill, représentante du président Bush pour le commerce, et même certaines déclarations de Mme Edith Cresson concernant la protection des intérêts commerciaux de l'Europe, la menace d'une périlleuse dérive loin de l'esprit qui animait les signataires du traité de Rome n'apparaît pas aussi illusoire qu'on pourrait le croire.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

BERNARD KAPP

Interviews posthumes. L'économie racontée par ses théoriciens et ses acteurs

Un genre agréable, qui nous distrait toujours non sans nous instruire ni nous inspirer des contestations. Le préfacier, Jean-Marie Albertini, spécialiste bien connu, nous signale les difficultés de la vulgarisation et fait allusion aux déviations commises dans les manuels d'économie. Tout en nous avertissant des surprises qui peuvent nous atteindre, il nous recommande de ne pas nous scandaliser, ajoutant même que plusieurs vérités valent mieux qu'une. Il resterait évidemment à préciser la portée du mot vérité.

A tout le moins, sommes-nous toujours tenus en haleine ; à côté des classiques ou presque, sous une forme vive : « L'inflation fait des miracles », de John Law, « Physiologie du PNB », de François Quesnay, ou encore « Des équations, pas de littérature », de Léon Walras, et même « Je n'ai jamais été malthusien » de Malthus, nous trouvons des thèses plus troublantes « M. Mitterrand n'a rien inventé », nous dit Saint-Simon (au risque de troubler Jacques Attali), « Vive le patronat de droit divin », d'Eugène Schneider, et des rappels plaisants, « J'ai fait comprendre l'économie à de Gaulle », de Jacques Rueff. Seulement omettre les noms de Jean Fourastié et d'Antoine Cournot (tout en citant *les Trente Glorieuses*) est quelque peu déconcertant.

Chaque entretien est suivi d'une note biographique. Illustrations de Stanislas Bouvier.

★ **La Découverte. *Science et Vie* — Economie. Paris 1989. 24 cm. 253 pages. 89 F.**

PAUL MENTRE

L'Amérique et nous. L'« insoutenable légèreté » du fort

C'est un spécialiste français de l'économie américaine qui nous présente ce pays, en contestant quelques vues communes, notamment sur la nocivité du déficit extérieur. Le résultat le plus net, le plus nouveau aussi, est la concurrence toujours plus forte de l'Extrême-Orient. La productivité du travail aurait ces dernières années augmenté de 6 % par an en Corée, de 3 % au Japon, de 2 % en Allemagne et en France et de 1 % seulement aux Etats-Unis.

Leur domination se poursuit néanmoins, non seulement du fait de la dimension, au sens le plus large, mais de la souplesse. Après un rappel de l'épisode pittoresque de l'économie de l'offre en 1980, vient celui de la flexibilité du marché du travail, opposée à la rigidité européenne. Eloquentes, les statistiques du chômage, mais loin d'exclure le solde négatif des capitaux, la domination financière s'en accommode. N'est-ce pas là que réside précisément *« l'insoutenable légèreté »* du fort ?

Un retour en arrière sur les erreurs, classiques ou non, de la politique de Franklin Roosevelt, sauvée en somme par la guerre. Pas très claires, encore, les vues de George Bush, en partie du fait de la Constitution. La production nationale doit s'accroître de 3 % en 1989, comme en 1988 (le progrès par habitant est, comme toujours, oublié), mais déficits extérieur et intérieur se poursuivent, étroitement liés.

D'étranges reproches protectionnistes contre *« la forteresse Europe »*, reproches qui n'auraient pas de base si les Douze ne faisaient qu'une seule nation. Viennent alors les trois thèses classiques : recherche d'automatismes (étalon or), flottement libre et solution intermédiaire.

Conclusions banales, peut-être légitimes. Annexes, dont la dernière sur l'équilibre international. Bibliographie française et anglaise.

★ **Dunod. Paris 1989. 24 cm. 191 pages. 180 F.**

JEAN FOURASTIÉ

Le Grand Espoir du XXe siècle

C'est l'édition définitive de cet ouvrage, consacré à un homme, souvent mal accueilli à ses débuts, perturbateur qu'il était, aujourd'hui mieux que classique. Une remarquable introduction de Jacqueline Fourastié présente cette édition, rappelle le concours demandé, dès 1945 (un peu plus tard, nous semble-t-il), au commissariat du Plan par Jean Monnet, lequel s'explique clairement sur cet appel dans ses Mémoires.

Cette économie, qui sortait de neuf ans de crise et de neuf ans de guerre ou de pénurie, avait plus que jamais besoin d'un rénovateur. Tout en contestant l'étrange communauté de vues, annoncée ici, entre Georges Friedmann et Jean Fourastié, rappelons l'influence sérieuse de Colin Clark. La préfacière propose, en outre, de modifier la classification en trois secteurs et fait remarquer qu'un même produit peut appartenir successivement aux trois secteurs, et cela dans un sens ou dans l'autre.

Ce *« grand espoir »*, devenu un grand classique, présente, toujours selon la préfacière, le « défaut » d'une grande clarté. Souhaitons à bien des auteurs de la cultiver, cette faiblesse. Tout en contestant le calcul démographique de la postface, accordons au parrain — et en partie au père — des *« Trente Glorieuses »*, le regret de ne pas l'avoir vu, lui aussi, couronné du prix Nobel, dont le jury est anormalement éloigné de l'école française et, disons-le sans crainte, de l'économie elle-même.

★ **Gallimard. Edition définitive 1989. 19 cm. 427 pages. 58 F.**

KENNETH R. TIMMERMAN

La Grande Fauche. La fuite des technologies vers l'Est

Le proverbe russe « Faire confiance, mais vérifier », rappelé en tête de l'ouvrage et cité par le président Reagan lors d'un entretien avec Mikhaïl Gorbatchev, donne le ton de l'ouvrage.

La préface rappelle, avec humour, la prévision de Nikita Khrouchtchev en 1960, selon laquelle l'URSS dépasserait l'Occident dans un délai de vingt ans (le pain gratuit). La création est notable, mais c'est la fabrication en série qui est défectueuse.

Autre faute, plus classique et de forme, cette fois : l'emploi constant du mot « technologie », même au pluriel, au lieu du terme « technique ». Faut-il rappeler que la technologie, c'est la science des techniques ?

Ouvrage très documenté, qui n'hésite pas à mettre en cause le président Mitterrand, accusé d'*« offrir aux Soviétiques sur un plateau d'argent tout ce qu'ils tentent de nous voler depuis dix ans »* (traduction d'un texte officiel américain). La France est loin d'être seule en question : la République fédérale est largement citée, ainsi que le COCOM, comité dont l'avis défavorable n'empêche pas toujours l'exportation.

Bon lexique des termes et sigles utilisés, mais pas assez d'évaluations de la valeur totale en termes monétaires, évaluations certes très délicates.

★ **Plon. Paris 1989. 22,5 cm. 340 pages. 150 F.**

CHARBEL ZAROUR

La Coopération arabo-sénégalaise

Le nom du préfacier, Samir Amin, suffirait à indiquer l'orientation de l'ouvrage ou simplement à compléter son titre. Après avoir rappelé la conférence de Bandung (1955), premier lien entre les pays peu développés, assimilés au tiers état de la Révolution française, il fait le point de la coopération entre le Sénégal et le monde arabe, coopération à laquelle il a si étroitement participé.

Il s'agit aussi de contester la tendance de la Banque mondiale à réagir contre une excessive priorité accordée à l'industrie. Quant à l'aide occidentale, elle a suivi une voie analogue, en donnant la priorité au tourisme *« dernière planche de salut, pour les pays en voie de désindustrialisation »*.

Libanais d'origine, l'auteur, auquel nous devons déjà de remarquables travaux d'approche, rappelle que le Sénégal, membre fondateur et actif de l'organisation de la Conférence islamique, a entretenu d'étroites relations avec les pays arabes, notamment pétroliers. A partir du premier choc pétrolier, l'aide arabe au Sénégal s'est affirmée, non sans participation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, à titre d'observateurs. Mais la baisse des prix du pétrole a eu pour conséquence un certain ralentissement.

Quelles que soient les raisons qui la favorisent, elle reste fragile, la coopération entre les pays arabes et le Sénégal. La conclusion se prononce en somme en faveur de la mise en valeur du fleuve Sénégal, vaste friche. En fait, le prix du pétrole joue, en cette affaire, un rôle presque décisif.

Dix-sept tableaux, en particulier sur le fleuve Sénégal et sur le barrage de Manantali, lequel se trouve en territoire malien.

★ **L'Harmattan, avec l'aide de l'Université des Nations unies et de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social. Paris 1989. 24 cm. 112 pages. 170 F.**

ALAIN GILLETTE

Accueillir les personnes âgées. L'archipel médico-social

Il a suffisamment évolué, ce phénomène dramatique, au plein sens du mot, pour justifier une analyse de cette nouvelle édition. Contrairement au texte initial, il y a toujours eu une politique de la vieillesse, mais celle-ci a été plus ou moins réfléchie, plus ou moins adaptée, évoluant, peu à peu, de l'assistance à l'assurance.

Ayant, pendant deux ans, dirigé le cabinet du premier secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, l'auteur, magistrat, connaît de façon remarquable l'ensemble de l'« appareil », disons de la politique d'aide à la vieillesse. L'indulgence manifestée à l'égard de l'abaissement de la retraite montre cependant que, par une peur bien classique de paraître inhumain, le problème national n'est pas encore saisi. Les sondages confirment l'ignorance impressionnante de l'opinion sur ce sujet et même celle de nombreux hommes de poids, pour lesquels il s'agit, plus encore, d'un manque de courage. Les préjugés courants sur le chômage accroissent la confusion.

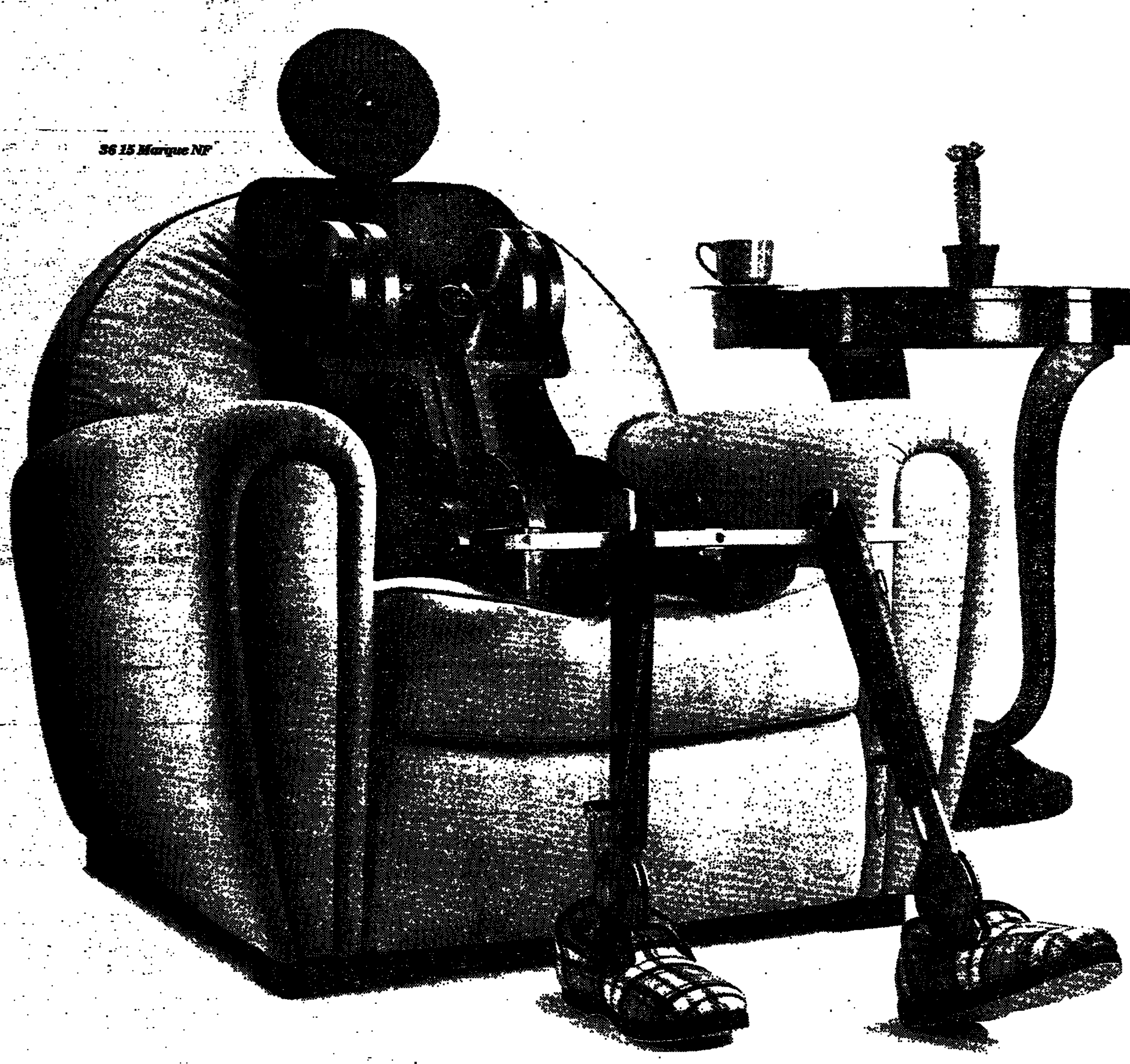
Il n'y a pas, sur un tel sujet, à être optimiste ou pessimiste : il s'agit de voir et de prévoir, puis de proposer les mesures appropriées. Mais c'est précisément la lecture d'un tel ouvrage, du fait de sa remarquable description, qui rend pessimiste pour l'avenir. Certes, une politique familiale *« plus dynamique »* est proposée ; certes, le risque de surmédicalisation est bien souligné, mais il manque le tableau général des charges, le juridique ayant classiquement tendance à primer le réel.

Ainsi, l'ouvrage peut être considéré comme répondant parfaitement à son titre, mais c'est l'ensemble de la vie nationale qui est en jeu.

★ **Editions du Moniteur. Paris 1989. 26 cm. 385 F.**

Ce Français moyen s'est assis 15 000 fois sur ce fauteuil NF et aucun des deux ne s'est avachi.

36 15 Marque NF



NF. Jamais, jusqu'ici, vous n'aviez entendu parler de cette marque de meubles. C'est normal, NF n'en fabrique aucun. NF les contrôle. Avant de bénéficier de cette marque, un meuble doit être testé de nombreuses fois. Il doit présenter des garanties de durabilité, de sécurité et de qualité d'usage. Les fabricants s'engagent à accepter les contrôles de leurs unités de production. NF teste avec le même sérieux plus de 130 000 produits dans des domaines aussi bien professionnels que grand public, vous donnant ainsi une indiscutable preuve de leur qualité.

NF

NF, pas besoin d'en dire plus

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

GRAND GROUPE LAITIER FRANCAIS de renommée internationale, pour l'une de ses divisions en forte expansion, recherche :

DIRECTEUR LOGISTIQUE

Rattaché au Directeur de la Division et en étroite liaison avec les Directions Commerciale et Technique ainsi que la Direction Logistique du Groupe, il sera responsable au sein de la division de l'optimisation des coûts, délais, services logistiques en France tout d'abord, puis en Europe. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes ; il sera l'interlocuteur privilégié ordonnancement entre le commercial et la production (une dizaine d'usines) ; il optimisera l'affrètement transports (interne/externe) et l'utilisation des entrepôts usines ; il assurera la réalisation d'études d'optimisation de la logistique (ex : simulation transports...) et conseillera les filiales en la matière. Agé de 40 ans environ, de formation supérieure, cet ENTREPRENEUR LOGISTICIEN DYNAMIQUE est un animateur d'équipe, un réel négociateur et une force de proposition organisatrice/gestionnaire de toute première qualité. Il pourra justifier d'une expérience d'au moins 5 ans de Responsable transport/logistique acquise, si possible, au sein d'une société de transport/distribution de produits frais ou d'un groupe alimentaire. La pratique de l'anglais serait appréciée. Poste basé à NANTES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. RP 153/M à :

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access
Conseil en ressources humaines.
4, place Félix Eboué
75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

DIRECTEUR ADJOINT RESSOURCES HUMAINES

Filiale d'un groupe international, cette société française dispose de plusieurs unités de production et distribue ses produits de forte notoriété auprès de la grande distribution, du commerce traditionnel et des collectivités. Dans le contexte de son évolution et de son développement, elle crée le poste de directeur adjoint, responsable des ressources humaines. Ayant pour objectif l'optimisation des moyens humains présents et potentiels, il mettra en place, en liaison avec la direction générale, la politique de développement des ressources humaines: recrutement, formation, appréciation, descriptions de fonction, gestion des carrières et des rémunérations individuelles. Ce poste d'envergure et évolutif s'adresse à un professionnel de la gestion des ressources humaines (huit à dix ans d'expérience) qui saura promouvoir les changements réalistes et efficaces. Diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles, universités, sciences humaines...), il est familiarisé avec un contexte international et il a une bonne pratique de l'anglais. Le poste est basé en région parisienne. Ecrire à Christine BERNET qui traitera votre dossier en toute confidentialité, en précisant la référence A/S8472M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DIRECTEUR CHARGE DES AFFAIRES FINANCIERES

L'EXPERTISE

Etre au premier rang d'une société leader dans l'information financière, économique et boursière..., c'est saisir l'opportunité d'évoluer au sein de la DAFSA, filiale du Groupe Expansion.
Supervisant la comptabilité générale et analytique, le reporting au Groupe et le crédit client, vous assumerez également la Direction Financière des filiales existantes ou à créer de Dafsa Europe, ainsi que le secrétariat général et le suivi des participations. Véritable bras droit du Directeur Général, vous serez également chargé du contrôle de la gestion de toutes les activités actuelles et futures.
La trentaine, parfaitement bilingue anglais, de formation Grandes Ecoles de Gestion (ESSEC, HEC, MBA), vous avez à votre actif une expérience de 3 à 5 ans dans l'audit d'entreprise chez un des "big eight" et environ 5 années dans le domaine du "Conseil en Organisation et Systèmes d'information". Homme d'imagination et de rigueur, actuel manager ou directeur, rejoignez notre Groupe en forte croissance.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. M116 au Groupe Expansion, Direction des Ressources Humaines, le Ponant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

- 11 titres diffusés à plus de 500 000 exemplaires
- 830 personnes
- 1,2 Md de CA
- Un réseau européen de presse et d'informations économiques et financières.

GROUPE EXPANSION

MEDIA-SYSTEM

PUISSANT EN CHIMIE SANS ETRE UN GEANT

Protex, société en croissance continue fabrique des produits chimiques spéciaux à usage industriel. Parallèlement à une activité internationale développée au travers de nombreuses filiales, Protex consacré des budgets importants à la recherche, aux investissements, et à l'informatisation, en gardant un objectif prioritaire : être écologiquement performant.
Dans ce contexte évolutif, nous recherchons :

DIRECTEUR DE RECHERCHE
(Normale Sup, X, Mines, Ensi Chimie)
Région Touraine

Vous justifiez d'une expérience de 10 à 15 ans en milieu industriel et maîtrisez les techniques de pointe utilisées en recherche (bibliographie, micro-informatique).
Rattaché au Directeur Technique, vous serez chargé d'accroître la compétitivité de l'entreprise (synthèse organique, applications...), et d'animer une équipe (40 personnes).
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. [illegible] à Mme [illegible], Société Protex, 6, rue [illegible], BP 177, 92305 Levallois Paris.

PROTEX

PROTEX, Oscar de l'[illegible]

CONTESSE

Responsable du développement

vente de produits agricoles

Paris

Le projet de développement de cette Société - filiale d'un Groupe international, spécialisée dans la vente de produits agricoles - l'amène à créer le poste de RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT.

Basé à Paris, en collaboration étroite avec le Directeur Général, vous travaillerez avec l'équipe de gestion existante.
Vous serez responsable du développement soit par acquisition de compagnies agricoles complémentaires, soit par développement naturel de la structure actuelle.

Votre formation d'ingénieur (MBA souhaité) et une expérience similaire acquise en France, en Angleterre ou dans d'autres pays européens vous permettent d'avoir aujourd'hui un sens aigu des affaires et du commerce. La connaissance du domaine agricole serait un réel atout.

Ce challenge est à relever en France, mais l'anglais est indispensable.

Votre aptitude à dresser des plans, votre puissance de travail et votre volonté de réalisation vous ouvriront des perspectives d'avenir au sein de la Direction Française de la Société.

Envoyez votre candidature sous référence D 11105 à Monsieur Nicholson - HOGGETT BOWERS Plc. Abbott House 1.2 Hanover Street - LONDON W1R - Tél. 1 734 6852.
Les entretiens auront lieu en France.

Hoggett Bowers

Le Monde CADRES

Lafarge Coppee

Ciments LAFARGE (4 700 personnes, 7 MM de francs de CA), filiale du Groupe LAFARGE COPPEE, l'un des leaders de l'industrie française, recherche pour sa Division Bétons Granulats (90 sociétés, 2 700 personnes et 3 MM de francs de CA) un

Chargé études stratégiques H/F

Intégré à notre service Etudes et Communication, vous optimiserez notre capacité d'études : économiques, analyses du marché européen, suivi de la concurrence et de l'environnement.

Diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, ESC, ESSEC, Sciences Economiques), vous désirez aujourd'hui valoriser votre expérience acquise en cabinet de conseil ou en entreprise.

Dynamique mais rigoureux, vous avez 28 ans environ, la parfaite maîtrise de l'anglais et si possible une bonne connaissance d'une autre langue européenne.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CES, à Francine FONTAINE CIMENTS LAFARGE - 5, bd Louis-Loucheur 92210 SAINT-CLOUD.
Pour en savoir plus, 3616 code LAFARGE.

MEDIAPA

BGP
BANQUE DE GESTION PRIVEE - SIB

LA BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE DU GROUPE PARGESA

Nos concurrents sont aussi... partenaires et clients

Notre banque est active tant dans le domaine des financements que dans celui des affaires financières, des marchés et de la gestion. Nombreuses sont les opportunités d'affaires à découvrir, monter et syndiquer avec des banques et intermédiaires financiers en France et à l'Etranger. Pour renforcer cette activité, nous recherchons un jeune cadre généraliste de haut niveau à qui nous confierons une mission résolument commerciale.

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience dans l'univers de la finance vous a donné l'assurance que procurent des contacts clients fréquents. De plus, vous avez acquis la culture financière nécessaire à l'approche multi-produits que nous pratiquons, vous parlez anglais couramment et vous aimez voyager. Bien évidemment, ce poste doit vous ouvrir des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) sous réf. VA5IF-M à l'attention de H. CARON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés
Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

Vous êtes motivé(e) par la communication dans le domaine municipal,
la ville de Thonon-les-Bains
recherche

UN(E) JOURNALISTE

pour prendre en charge la réalisation de ses différents supports de communication existants ou à créer : journal mensuel, plaquettes annuelles, communiqués, relations avec la presse, vie des quartiers.

FORMATION : Ecole de journalisme, d'attaché de presse ou équivalent et expérience exigée dans le domaine des collectivités locales.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé et d'exemples de réalisations d'articles ou de périodiques sont à adresser avant le 30 novembre 1989 à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville — B.P. 18
74203 Thonon Cedex.

Poste à pourvoir au 1er janvier 1990.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

AMENAGEMENT URBAIN
REGION PARISIENNE
X, PONTS,...

pour assurer la direction technique d'une opération de grande envergure

Une Société parisienne d'aménagement urbain recherche un Directeur qui se verra confier la Direction Technique d'une opération particulièrement importante.

Il animera une équipe de haut niveau et assurera les relations avec les intervenants extérieurs, publics et privés.

Ce poste, de tout premier plan, ne peut convenir qu'à un candidat ayant environ 10 ans d'expérience dans un secteur équivalent (société d'aménagement, D.D.E.,...), ayant assumé des responsabilités opérationnelles importantes et témoignant d'excellentes capacités relationnelles.

Ecrire sous réf. 46 B 1532-9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

CHEF DE SERVICE QUALITÉ

Nous sommes un groupe leader et en forte croissance réalisant des biens d'équipement pour la maison.

Rattaché à la Direction de notre principale usine (1000 personnes), nous recherchons le Chef du Service Qualité.

Il créera le poste, en prenant la Direction du Service Contrôle existant (20 personnes) et en le faisant évoluer tout en mettant en place des méthodes modernes de gestion et de promotion de la qualité.

Le titulaire de ce poste qui aura un rôle moteur dans le développement, sera un ingénieur qui a acquis un solide professionnalisme dans le domaine de la qualité et qui sera à même d'apporter une réelle contribution personnelle à une équipe de direction motivée grâce à son dynamisme, à son sens de l'organisation et des contacts.

Poste basé en Champagne.

Ecrire sous réf. 46 D 1052-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

A votre disposition : l'un des laboratoires d'essais "hydrodynamique" le plus moderne d'Europe.

LE BASSIN D'ESSAIS DES CARENES

recherche pour son centre du Val-de-Reuil (proximité Rouen), doté d'équipements uniques au monde et de moyens de mesures sophistiqués :

• CHEF DE GROUPE "MOYENS DE MESURES"

Il animera une équipe (2 ingénieurs et 3 techniciens) chargée en priorité de :
- la définition et la mise en œuvre de moyens de mesures nécessaires aux essais effectués dans le centre,
- la maintenance et l'évolution de ces moyens (lasers 2D-3D, dynamomètres, balances...) ainsi que tous les matériels électroniques associés.

Ce poste sera confié à un ingénieur électronicien diplômé IPCI ou équivalent) disposant d'une première expérience et d'une bonne connaissance des moyens de mesures (vitesse, efforts, pression...).
Notions de base en hydrodynamique et maîtrise de l'anglais appréciées. Réf. : 46A 1633-9M

• INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN-MESURES PHYSIQUES

Au sein du groupe "Moyens de mesures" il sera responsable de la définition et de la mise en place des moyens *de mesures, d'étalonnages et de visualisation nécessaires à la réalisation d'essais complexes.*
Ingénieur Physicien/Electronicien diplômé, il sera désireux de débuter sa carrière dans le domaine des essais et de la recherche appliquée. Des connaissances en hydrodynamique seraient un plus. Anglais nécessaire.
Réf. : 46A 1634-9M

• INGÉNIEUR HYDRO-ACOUSTICIEN

"Spécialiste" il sera chargé du développement des méthodes de mesures de bruit, de la définition des matériels et des logiciels, de la réalisation des mesures acoustiques et des analyses.
Ingénieur diplômé d'école ou d'université, il possèdera si possible une première expérience mais les candidatures des débutants seront également examinées très sérieusement. Anglais nécessaire.
Réf. : 46A 1635-9M

• INGÉNIEUR D'ESSAIS "HYDRODYNAMIQUE"

Il sera responsable de la définition des essais en collaboration avec les clients (internes ou externes) et les différents groupes du centre, de leur bon déroulement (délais, qualité) ainsi que de la rédaction des rapports finaux correspondants.
Ce poste s'adresse à des ingénieurs débutants (ou à un Docteur Ingénieur) spécialisé en mécanique des fluides ou hydrodynamique. Anglais nécessaire. Réf. : 46A 1636-9M

Tous ces postes nécessitent le sens du travail en équipe, des qualités de contact et un goût prononcé pour la recherche appliquée et les essais.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

AU CARREFOUR DE LA STRATÉGIE ET DU TERRAIN

Filiale d'une puissante société financière, nous sommes un Groupe industriel en fort développement en France et à l'étranger (12 PME, 1,2 milliard de francs, 2000 personnes).

Nous recherchons notre

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Rattaché directement au PDG, vous serez chargé de la création et de la mise en œuvre d'une politique novatrice de Ressources Humaines.
Vos principales missions :
- la gestion des cadres (recrutement, suivi des carrières, système de rémunération...) ;
- la communication interne (journal d'entreprise, groupes de progrès...).

Associé à l'élaboration du Projet d'Entreprise, concepteur d'outils visant à optimiser les Ressources Humaines, votre rôle s'étendra jusqu'à leur application concrète dans les sociétés du Groupe.

A environ 30 ans, vous avez une formation supérieure et une expérience polyvalente de la fonction Personnel. Vous souhaitez la valoriser dans un poste à fortes responsabilités.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence LM/2070, à notre Conseil.

MILO groupe

MILO R.H.
3, avenue des Ternes
75017 PARIS

AD'COM.

Cette institution spécialisée est l'élément majeur des évolutions de la Place financière française. Dans le cadre de sa politique de communication auprès des utilisateurs français et internationaux du marché financier, elle recherche un

Chargé de communication

institution financière

Auprès du directeur adjoint chargé de la communication, il a la responsabilité des actions de promotion des produits et services de l'institution.
Participant à l'élaboration de la politique de communication, il s'investit plus particulièrement dans les actions de promotion et les campagnes publicitaires à audience nationale et internationale.

Nous confierons cette ***création de poste*** *à un jeune diplômé d'une école ayant une expérience prédisposant à la promotion commerciale du secteur financier — écoles de commerce, IEP... Avec 2 à 3 années en agence ou chez un annonceur, il confirme une expérience des budgets et campagnes publicitaires dans une dimension internationale. La pratique professionnelle de la langue anglaise est requise.*

Marie-Agnès VALLÉE *étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. AVa 11.344 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.*

MDA. *Conseil en ressources humaines.*

PLAIN CHAMPS

La Direction des [illegible] de THOMSON a [illegible] l'ensemble du patrimoine immobilier [illegible] nationale [illegible] toutes les [illegible] à la [illegible] patrimoine (cessions, acquisitions [illegible]). [illegible] elle recherche [illegible]

CADRE JURIDIQUE

spécialisé dans le Droit Immobilier

Dans le cadre de cessions, vous assurez :
- la préparation des dossiers,
- la rédaction des conditions et clauses de promesses de vente et baux commerciaux,
- la prise en compte des données financières et fiscales relatives à toutes transactions.

Pour cela, vous êtes titulaire d'une Maîtrise de Droit Privé obligatoirement complétée par un DESS en Droit Immobilier ou par le diplôme de l'ICH et avez acquis au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans une étude notariale, chez un investisseur institutionnel ou à un poste identique au sein d'un grand groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Daphné BUNGENER
Direction du Personnel du siège - THOMSON
Cédex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE.

THOMSON

HCAP

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Gestionnaire du patrimoine immobilier

Pour participer à la gestion du patrimoine immobilier des AGF (675 immeubles, 1 763 000 m², 16 000 locations), la Direction Immobilière recherche plusieurs collaborateurs(trices).

– Vous êtes jeune, dynamique, disponible. Vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit, d'un DESS de droit immobilier ou d'un diplôme équivalent,
– ou vous avez déjà acquis une solide expérience de gestion immobilière.

Nous vous proposons plusieurs postes de gestionnaire. Vous serez entièrement responsable, sous tous ses aspects, de la gestion et des résultats d'un groupe d'immeubles situés à Paris ou en région parisienne.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle, sous réf. M/GI, à Madame EGLER – Département Gestion de l'Emploi – AGF – 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF. L'ESPRIT OLYMPIQUE

ALBERTVILLE 92

AGF

photo Zefa

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Directeur technique

Cette société en plein développement (235 millions de francs de chiffre d'affaires, 300 personnes) distribue au plan national des matériels et systèmes pour concevoir, fabriquer et véhiculer la communication écrite. Elle recherche le directeur de la division technique (100 personnes) qui devra créer et diriger sous 2 ans environ la filiale technique. Dans un premier temps, il aura pour mission de mettre en place une approche qualité et de réorganiser le système d'informations de la division. A terme, à la tête de la filiale technique il donnera une nouvelle dimension au service apporté (installation, maintenance, conseil, SAV) permettant ainsi une croissance significative de l'activité. Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Mines, Centrale, ESE, ENSAM) le candidat recherché disposera d'une expérience minimale de 5 ans à des fonctions managériales dans le secteur technique, idéalement en SAV. Compte-tenu de la nature du poste la rémunération sera évolutive et ne sera pas inférieure à 350.000 francs au démarrage. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/S8467M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

MAG FRANCE

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

JEUNE PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION H/F

GERLAND

Lyon

Grand groupe industriel français (près de 4 milliards de C.A.), diversifié et décentralisé, nous nous développons fortement.

Souhaitant renforcer l'image de notre groupe, nous menons une politique de communication institutionnelle active.

Nous vous proposons d'en devenir l'un des principaux artisans.

Attaché à la Direction Communication au secrétariat général et en relation étroite avec les responsables communication des divisions, vous serez chargé, conformément à la politique définie, de la mise en œuvre de la communication interne et de la communication externe : lettre du groupe, plaquettes, supports audio-visuels, organisation d'opérations de relations publiques etc...

Outre les relations avec les cabinets conseils et fournisseurs, vous aurez à traiter celles avec la presse, les grandes écoles, les milieux économiques et sociaux etc...

Fonction ouverte et passionnante s'adressant à un jeune professionnel de la communication : homme ou femme d'environ 27-30 ans, sachant rédiger, possédant une formation supérieure (économique par exemple) ou spécialisée type CELSA et 3 ans d'expérience, en entreprise de préférence ou en agence.

Vous avez le sens des contacts à tous niveaux. Nous vous souhaitons également créatif et rigoureux dans votre organisation.

Pour plus d'informations, consultez votre minitel : 36.14 code SEARCH * GERLAND réf. D636.

Nous vous remercions d'adresser votre CV à notre conseil KEY MEN, sous réf. 636 M - 2, rue Childebert - 69002 LYON.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

.Entrepreneurs "de notre pays", rejoignez-nous à :
NICE, STRASBOURG, TOULOUSE !...

Après une quinzaine d'années d'expérience professionnelle réussie, et un cheminement classique ou original, vous ressentez le besoin de vous investir "autrement" tout en mettant à profit votre acquis (qu'il soit commercial, technique ou de gestion ...). En qualité de

DIRECTEURS de CLIENTELE

chez nous vous aurez enfin le sentiment de vous épanouir loin des contraintes hiérarchiques, tout en exerçant un rôle essentiel, au cœur du marché de l'Emploi, sur VOTRE REGION. Votre connaissance de l'Entreprise vous qualifie pour "l'amont" de l'activité Recrutement (analyse du besoin, des structures ...), vos qualités personnelles et votre sensibilité naturelle pour les problèmes humains vous apporteront la "plasticité" nécessaire à l'assimilation de la technique "aval" de notre métier : la sélection des personnes.

Et si nous en parlions ? A bientôt !

René DAGIRAL, Directeur Général, recevra en toute confidentialité votre dossier sous la réf V/ENT/LM en précisant la ville choisie - **RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC

EuroPA

Raymond Poulain Consultants

Consultant, spécialiste en sécurité informatique

Conseil en organisation et systèmes d'information, nous intervenons auprès des grandes entreprises et des administrations (études d'organisation, audits de systèmes d'information, planification stratégique, conception de systèmes d'information...).

Votre rôle : réaliser des audits et des plans sécurité pour nos clients et contribuer au développement de nos méthodes dans ce domaine.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, CENTRALE, ESE, ENSIMAG...) vous avez environ 5 ans d'expérience minimum dont une solide expérience en sécurité informatique ou industrielle. Vous avez une bonne connaissance de l'organisation et de l'exploitation des sites informatiques ainsi que de certaines méthodes (Merise, SDMS, etc). Nous saurons apprécier votre expérience pratique des méthodes d'évaluation de la sécurité (Marion, Melisa, etc...) et celle de la réglementation dans ce secteur. La taille et le développement de notre structure permettent à nos consultants une progression de carrière rapide.

Merci d'adresser votre candidature sous réf 215.1/89/LM à notre Conseil Critère 4 rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

Critère

Recruter les meilleurs cadres et gérer le développement du potentiel humain du groupe.

GROUPE BSN

Près de 50 milliards de F de CA, plus de 50 sociétés, environ 50 000 personnes dont plus de 4000 cadres. Une politique humaine et sociale qui favorise la dynamique interne des carrières.

Pour conforter sa place de leader en France et développer ses positions en Europe, le groupe BSN se dote en permanence des meilleures compétences dans toutes les fonctions de l'entreprise.

Pour cela, une équipe de professionnels des ressources humaines est chargée de recruter et coordonner la gestion de l'ensemble des cadres du groupe en assurant qualité, synergie et optimisation des ressources internes.

Vous êtes diplômé d'études supérieures, fort d'une première expérience de 3 ans minimum dans une fonction recrutement, si possible en milieu industriel. La maîtrise d'une langue européenne sera appréciée dans une équipe amenée à partager son savoir-faire avec ses filiales étrangères.

Ces responsabilités vous ouvrent toutes possibilités d'évolution au sein du groupe, dans la fonction humaine, mais aussi dans la vente, le marketing, la production...

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 52/M3, à
Hervé & Millet Conseil
27 rue des vignes,
75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

MEDIA-SYSTEM

ETP - INSA - HEI

ASSISTANT MARKETING PRODUITS H/F

Ciments LAFARGE (4700 personnes, 7 Milliards de Francs de C.A.), filiale du Groupe LAFARGE COPPEE, l'un des leaders de l'industrie française, recherche pour sa Division Bétons Granulats (90 sociétés, 2700 personnes et 3 Milliards de Francs de C.A.) un Assistant Marketing Produits.

En collaboration étroite avec notre responsable Marketing, vous participerez à la définition et à l'animation du plan marketing produits.

Vous interviendrez auprès des sociétés de notre division dans le lancement et la promotion des produits nouveaux destinés aux prescripteurs et aux entreprises de BTP.

A 28 ans environ, de formation Ingénieur ETP, INSA, HEI..., vous alliez à votre expérience (2 à 4 ans) dans un chantier ou bureau d'études BTP, une bonne maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.

Homme de contact, disponible et créatif, vous avez une réelle ouverture d'esprit et des qualités de diplomate.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. AMP à Francine FONTAINE - CIMENTS LAFARGE 5, bd. Louis Loucheur - 92210 SAINT-CLOUD.
Pour en savoir plus, 3616 Code LAFARGE

Lafarge Coppee

MEDIAPA

Les Laboratoires HOECHST, filiale pharmaceutique française d'un grand groupe international, recherchent pour le service Biométrie de leur Département Médical un

STATISTICIEN

Rattaché au Responsable du Service de Biométrie (6 personnes), vous aurez pour mission de participer à la définition et à l'élaboration des protocoles d'études cliniques, de traiter les données recueillies et de rédiger le rapport statistique.

Ce travail se fera avec l'aide d'une assistante, titulaire d'un DUT en Statistique, et en étroite collaboration avec les médecins chefs de projet de la recherche clinique.

Pour cela, vous avez une formation supérieure en statistique, complétée si possible par l'expérience de S.A.S., une grande aisance dans les contacts humains et une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à la Direction des Relations Humaines - LABORATOIRES HOECHST Tour Roussel Hoechst - 92080 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 03.

MEDIAPA

Hoechst

HENKEL FRANCE, (CA de 5 mds, 3100 personnes, 12 usines, 9 sociétés), nous sommes la première filiale du groupe allemand HENKEL KgaA et l'un des principaux acteurs des marchés des lessives, des cosmétiques, des produits d'entretien et des colles en Europe.

Négocier, acheter, gérer sur des marchés internationaux

Jeune diplômé vous aurez au sein de notre direction achats, la responsabilité d'une gamme de produits d'emballage grand public, ce qui implique :

- une information constante sur l'évolution des marchés
- des contactc étroits avec nos services internes (marketing, développement, production, filiales du groupe...)
- une relation commerciale permanente avec nos fournisseurs.

Débutant ou ayant une première expérience, vous avez fait preuve d'une forte capacité d'investissement, de qualités de négociation et de communication. Nous saurons reconnaître votre valeur et gérer votre évolution au sein de nos structures. Diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles de commerce ou d'ingénieur, MAI), vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'allemand sera un plus.

Merci de transmettre votre dossier sous la référence ACH à l'attention de Philippe Grié : HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, 150 rue Gallieni - 92100 BOULOGNE

Henkel

CURRICULUM

La chimie directement utile

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Grand Groupe Industriel recherche pour sa Direction Fiscale

JEUNE CADRE FISCALISTE

Formation E.N.I. ou D.E.S.S. Fiscalité de l'Entreprise pour assurer l'assistance fiscale aux filiales françaises et participer à l'élaboration et au suivi de la fiscalité française.

Envoyez C.V., photo, prétentions s/réf. 6430 à MEDIAPA 50 - 54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
2 MILLIARDS DE C.A., 2200 PERSONNES

dans le cadre de la **mise en place de son département Études et Organisation** crée 2 postes

responsable études et organisation

320 KF

Rattaché au Directeur des Systèmes d'Information, vous serez également son adjoint et, à ce titre, assumerez des *responsabilités tant fonctionnelles qu'opérationnelles.*
Garant de la cohérence et de la flexibilité du système d'information, vous aurez en charge la conception et la mise en place de ses composantes en liaison avec le responsable du département informatique. Ce poste convient à un diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieur ayant acquis environ 5 années d'expérience de préférence en milieu industriel.

Réf. 8963 FXT

jeune organisateur

220 KF

Votre formation école de commerce ou d'ingénieur complétée d'une première expérience vous permet de mener à bien *les missions qui vous seront confiées :*
- études d'opportunités
- conception de systèmes
- procédures

dans des domaines tels que la production, le commerce ou la gestion financière.

Ref. 8964 FXT

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) en indiquant la référence concernée à l'attention d'Isabelle SALVIA, CREFORM, 7, rue Louis David, 75116 PARIS.

C CREFORM

PLAIN CHAMPS

Conjuguons le futur ensemble

Société du secteur tertiaire PARIS
recherche

ORGANISATEUR
350.000 F +

Mission : chargé de préparer l'avenir en améliorant les procédures existantes et en élaborant de nouveaux systèmes dans un souci de cohérence et d'efficacité, il mène cette évolution avec l'équipe bureautique et statistique dont il assure l'animation. Rattaché à la direction générale, il joue un rôle d'étude de diagnostic et de recherche mais aussi de conseil et d'interface.

Profil : sa formation de type ingénieur (Arts et Métiers...), une compétence informatique, une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction et un contexte similaires sont ses références. Des qualités d'innovation et d'anticipation, de rigueur et de méthode sont ses atouts.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 472 à notre Conseil PL Consultants 101, rue de Tolbiac 75013 PARIS.

CONSULTANTS

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'ayant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Une stratégie pour vos ambitions

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez une expérience d'environ 3 ans dans des fonctions de généraliste (contrôle de gestion, marketing, stratégie,...) acquise dans le tertiaire.

Aujourd'hui vous souhaitez évoluer et intégrer un secteur en pleine mutation, nous vous proposons deux opportunités :

– ***Responsable de la cellule stratégie*** de notre DIRECTION IARD DES PARTICULIERS (Auto, Habitation, commerces et services).
En liaison avec le responsable du Département Contrôle de gestion et stratégie, vous organiserez et animerez le processus de détermination stratégique de la direction.

– ***Chargé de développement*** de notre DIRECTION GENERALE.
Au sein du Département Stratégie et Développement, vous coordonnerez des projets interdirections concernant la distribution de nos produits par de nouveaux canaux, le développement d'activités et de services nouveaux.

*Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature (lettre, C.V., rémunération actuelle) sous réf. **M19** à Christine LABBE, Département des Ressources Humaines, AGF – 33, rue La Fayette 75009 PARIS.*

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

ALBERTVILLE 92 — AGF

NAÏMI photo Zefa

GROUPE
INSEP

Première société française de conseil et formation indépendante de tout groupe industriel ou financier, 60 consultants, étend ses activités en France de 25 % par an et prépare son extension sur l'Europe.

Nous recherchons,
pour mener ce développement :

CONSULTANTS ET FORMATEURS CONFIRMÉS

- MANAGEMENT STRATÉGIQUE
- MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
- ORGANISATION ET QUALITÉ
- STRATÉGIE DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES D'INFORMATION
- INGÉNIERIE DE LA FORMATION

pour conduire des missions complexes auprès de notre clientèle composée essentiellement de grandes entreprises et administrations.

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT

4 à 6 ans d'expérience en entreprise

pour s'intégrer à nos équipes de projets et acquérir progressivement une compétence de consultants responsables de missions

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à
INSEP, Service du Personnel
31, rue de Mogador - 75009 Paris

Diriger est un Métier

A.R.J

LYON En 8 ans nous avons acquis sur le plan national une notoriété dans le domaine du développement de l'efficacité des dirigeants et des équipes de direction d'entreprises de premier plan. La concrétisation d'accords de partenariat avec d'importants confrères nord-américains et européens conforte la spécificité de notre positionnement et amorce notre ouverture internationale à partir de nos implantations sur LYON et PARIS.

Nos interventions permettent aux dirigeants de perfectionner encore leurs savoir-faire, aux équipes de direction de maximiser la qualité de leur fonctionnement et de leurs processus décisionnels, aux organisations de développer une culture cohérente de management intégrée à la stratégie de l'entreprise.
Nous proposons à un professionnel du conseil auprès des dirigeants de nous rejoindre pour contribuer à notre fort développement. Autonome, il saura concevoir puis promouvoir et négocier auprès des Directions Générales des actions originales et performantes dans un souci élevé de qualité. Il conduira lui-même des interventions variées : conseil personnalisé auprès de dirigeants, animation d'équipes.

A partir de la richesse de son expérience antérieure, nous serons amenés à privilégier : maturité personnelle, adaptabilité, sens du travail en équipe et volonté d'affirmation professionnelle.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser à A.R.J 54, Cours Lafayette 69003 Lyon sous référence 1174-M à l'attention de Nello-Bernard ABRAMOVICI qui garantit toute confidentialité.

Société de services auprès d'un réseau d'une dizaine de sociétés en pleine expansion proches des usagers et consommateurs recherche

CHARGE D'ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

Collaborant très étroitement avec le chef de service, vous serez chargé de : piloter les audits de services et prestations offerts au public (transport, parking, tourisme, etc.) ; exploiter et faire évoluer les banques de données ; préparer, piloter et exploiter des enquêtes psycho-*sociologiques et des tables rondes usagers ; répondre aux courriers* d'usagers, préparer, mettre en forme les rapports, notes, documentations destinés aux décideurs des sociétés clientes ; assurer le suivi d'opérations entreprises à la demande des sociétés clientes en liaison avec les responsables "terrain".

Agé de 28 ans environ, de formation supérieure (I.E.P. option sciences humaines, D.E.S.S. psycho/socio ou équivalent), vous avez de réelles compétences en pilotage d'enquêtes psychosociologiques, de missions spécifiques "consommateurs" réalisées avec des partenaires extérieurs. Vous pouvez justifier d'une première expérience réussie de 3 ans minimum en bureau d'études ou en milieu institutionnel où vous utilisez couramment les outils informatiques et démontrez chaque jour vos aptitudes rédactionnelles et relationnelles. Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP/152/M à

CREA CONSULTANTS
Creatives Resources for European Access
Conseil en ressources humaines,
4, place Félix Eboué,
75583 PARIS CEDEX 12.

CURRICULUM

Le Conseil général de l'Isère
recrute
par voie de détachement ou de concours

UN ATTACHÉ

(Fonctionnaire en titre uniquement)

Responsable du service des œuvres sociales des personnels.

Sous l'autorité du Directeur de l'Administration Générale,
il aura pour mission :
– d'encadrer le service des Œuvres Sociales des Personnels, de développer une politique sociale des personnels et de gérer les prestations sociales (arbre de Noël, colonies de vacances, etc.).
– d'être le trésorier d'une Association des Œuvres Sociales des Personnels.

Profil souhaité :
– Une bonne expérience soit en matière de gestion du personnel, soit de gestion des Œuvres Sociales des personnels ;
– Connaissance des règles de la comptabilité privée.

Candidature et C.V. à adresser
avant le 1er décembre 1989 à :

Monsieur le président du Conseil général de l'Isère, direction de l'administration générale, service du personnel, Hôtel du département, 7, rue Fantin-Latour – BP 1096 – 38022 Grenoble Cedex.

هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Gestion des Ressources Humaines: former, conseiller.

EDF GDF

Conseil en Formation et Management

Votre mission, au sein de notre Centre de Formation, sera de former nos Chefs d'Unité et nos cadres décisionnaires à une gestion optimale des ressources humaines.

Pour cela, vous dispensez, d'une part des cours de formation théorique et pratique et, d'autre part, vous intervenez en tant que conseil en management et étude des organisations.

A partir de l'analyse des besoins des participants, vous suggérez des stratégies, aidez à mieux définir l'impact du projet d'entreprise sur la gestion des resssources humaines à moyen et long terme. Vous conseillez également des outils logistiques plus percutants (tableaux de bord...).

De formation supérieure (école d'ingénieurs ou formation universitaire, Bac + 5 minimum) avec un goût prononcé pour la gestion des ressources humaines, à 30-35 ans, vous justifiez d'une expérience significative dans une fonction similaire en entreprise commerciale ou industrielle ou encore en cabinet de recrutement.

Saisir l'opportunité de réussir dans cette fonction impliquante, riche et évolutive, c'est être en contact avec des interlocuteurs de haut niveau, démontrer créativité, autonomie, sens de la communication et avoir une grande ouverture sur la diversité des métiers EDF-GDF

Poste à pourvoir en Alsace (Mulhouse).

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo, prétentions) sous réf. M/1311 à Alain Chanel, Service Recrutement
EDF-GDF, 16 rue de Monceau,
75383 Paris Cedex 08.

MEDIA-SYSTEM

Un puissant groupe du secteur tertiaire, nombreux établissements et filiales, ayant un effectif supérieur à 3000 personnes, recherche son :

Directeur du Personnel

500 000 +

Le titulaire du poste assurera un poste "clé" au sein de l'équipe de direction. Il disposera d'un service étoffé, de moyens informatiques pour mener à bien sa mission comprenant :

- la gestion sociale (recrutement, salaires, gestion prévisionnelle, instances représentatives...)
- le développement des actions de progrès et le management dynamique des hommes.

Son profil :
Une expérience significative de 10 ans environ de préférence dans le secteur tertiaire et une personnalité "d'entrepreneur" et d'homme de dialogue.
Formation supérieure (grandes écoles , droit).
Poste basé à Paris.

Ecrire sous référence 9095 à :

PUBLIPANEL
145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

La ville d'Epinay-sur-Seine

recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE TÉLÉMATIQUE

Au sein de la direction de la communication, il assurera le développement du service actuel, animera un réseau de correspondants locaux et participera aux opérations de promotion du serveur.
Expérience de la télématique nécessaire, sens de l'initiative et goût du contact.

Envoyer rapidement c.v. détaillé et photo à : Monsieur le Maire, 3, rue Quétigny, 93806 Epinay-sur-Seine Cedex.

VILLE DE CONFLANS-EN-JARNISY

(Meurthe-et-Moselle)
3 000 habitants, ville en pleine expansion, à 30 km de Metz

recherche

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET URBAIN

Définition de poste

- mise en œuvre des grands projets de développement de la commune : reconstitution du centre-ville, zone commerciale de périphérie, parc paysager de sports et de loisirs à vocation régionale ;
- élaboration des dossiers administratifs et financiers (en particulier, les demandes de subventions), relations et négociations avec les partenaires publics et privés ;
- responsable des achats de la commune.

Formation

- HEC, Sup de Co, Sciences Po., ESCAE, formation universitaire de 3e cycle (urbanisme, économie appliquée au développement des collectivités locales, etc.)

Profil

- Dynamique, organisé, disponible, créatif, apte à la relation, souhaitant s'épanouir dans un travail à responsabilité globale qui requiert à la fois l'efficacité dans l'action et la rigueur dans l'élaboration des projets, intéressé par un poste passionnant situé dans une ville à taille humaine, et désireux de s'intégrer à une équipe élue unie, enthousiaste et travaillant à un projet ambitieux de développement pour la ville et ses habitants.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Maire de Conflans
Hôtel de ville
54800 CONFLANS-EN-JARNISY

CADRES DE BANQUE CLASSE V

Paris
Banque de Dépôts privée

Un groupe bancaire privé à taille humaine et en fort développement (350 personnes - 20 agences - total de dépôts : 2 milliards de Francs) recherche deux CADRES DE BANQUE pour son Agence Centrale de Paris. Sous l'autorité du Directeur de l'Agence, ils seront chargés de créer, développer et suivre un portefeuille clients composé de PME/PMI industrielles et commerciales auxquelles ils proposeront l'ensemble des services offerts par la banque et pour lesquelles ils étudieront et réaliseront la mise en place des moyens de financement les mieux adaptés à leurs besoins. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'environ 27 ans, de formation type ESC, Maîtrise de Droit ou ITB, et possédant quelques années d'une expérience professionnelle acquise au sein d'une Banque de Dépôts. Hommes de terrain, ils manifesteront également des qualités d'écoute, de dialogue et de conseil. Une carrière réellement motivante peut être envisagée pour des candidats capables de s'impliquer fortement dans leur vie professionnelle.

Écrire sous référence 1176 M à :

GRH Conseils
43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Ville de Rouen

recherche

Directeur de la communication

pour développer les actions de communication interne et externe.

Recrutement en qualité de contractuel au cabinet du maire.

Adresser candidature indiquant les formations, expériences et prétentions à :

Monsieur le Maire de Rouen,
76000 Mairie de ROUEN.

ACCOR

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION, ET DE SERVICES

La Direction Juridique du Groupe ACCOR recherche, pour l'un de ses services :

JURISTE

Diplômé d'études supérieures en droit (DESS Droit des Affaires, DEA...). Des connaissances en Droit Administratif seraient un atout. Anglais apprécié. Ses 3 à 5 ans d'expérience lui permettront de prendre directement en charge une partie des dossiers. Au sein d'une équipe jeune il s'intègrera à une activité en pleine expansion.

Il aura pour principales missions :
la négociation et l'établissement de contrats de Droit Privé et de Droit Administratif ;
la recherche et la mise au point de schémas juridiques et financiers ;
les consultations juridiques auprès des Directions fonctionnelles et opérationnelles ;
la constitution et la gestion de sociétés dans la branche d'Activité concernée.

Qualités requises :
dynamisme, rigueur, esprit d'ouverture.

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo à :
Service Juridique ACCOR-
61/69, rue de Bercy – 75589 PARIS CEDEX 12

Importante entreprise du secteur tertiaire à gestion paritaire
Paris-8e
Chiffre d'affaires : 26 milliards, 410 personnes

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Directement rattaché au Directeur général, il devra :

- Assurer les relations avec les instances, Conseil d'administration et Assemblée générale, pour préparer les réunions et en rédiger les procès-verbaux :
- Contribuer à l'élaboration d'un plan de développement et à sa mise en œuvre à travers l'élargissement des relations extérieures et l'amélioration de la communication interne, en vue d'accroître les activités actuelles et d'en promouvoir de nouvelles.

Ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle, le goût et la pratique de la communication, des qualités rédactionnelles, le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur (type Sciences politiques, ESC, droit). Une connaissance du métier des assurances serait un atout supplémentaire.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 350 000 F.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous n° 8628
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CHEF DE PRODUIT PRESSE JEUNE

Dans le cadre de notre développement, nous créons de nouveaux titres presse jeune et vous proposons d'assurer la promotion de l'un d'entre eux.
En lien avec la direction commerciale, vous participez à l'analyse du marché et à la définition du plan marketing. Responsable de votre budget, vous concevez, réalisez et suivez les opérations promotionnelles appropriées.
En liaison avec les services internes, vous prenez également en charge le développement commercial de votre titre : abonnement, vente au numéro...

Ce poste complet s'adresse à des candidats de formation ESC, ayant une première expérience marketing réussie dans le domaine des produits de grande consommation de préférence touchant au monde de l'enfance. Notre constant développement, la diversité de nos produits et votre réussite dans cette fonction vous permettront d'évoluer à terme au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, sous référence *MLA/26 M* à BAYARD PRESSE
3, rue Bayard - 75008 Paris -

28 publications en France
11 à l'étranger
1,3 milliard de CA
1800 personnes

POMME D'API · YOUPI · ASTRAPI · J'AIME LIRE

BAYARD PRESSE

VOG

LYON

Directeur Régional

Secteur de l'Economie Sociale

Leader dans notre secteur, notre développement au niveau national s'appuie sur le dynamisme des équipes, la qualité du service, la rigueur de la gestion.

Rattaché au Comité de Direction, vous animerez 40 personnes réparties, sur la région Rhône-Alpes, en agences proches du terrain. Par la qualité de vos relations avec les prescripteurs, vous contribuerez à accroître le nombre de nos adhérents.

A environ 32 ans, de formation supérieure, vous avez réussi des responsabilités de gestion, d'organisation, d'encadrement d'équipes commerciales, idéalement dans le secteur des services. Disponible et flexible, votre connaissance de la région, de ses structures administratives et universitaires sera un atout.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 49 5236 M à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES - 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - qui vous garantit la confidentialité.

EQUIPES ET CARRIERES
UNE EXIGENCE : LA REUSSITE

Le Monde CADRES

UNIVERS DE LA GESTION

Pays de langue germanique

CHEF DE ZONE EXPORT

Nantes

ARMOR

Cette entreprise française (430 personnes, 230 millions de francs de chiffre d'affaire) leader sur son marché est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits consommables pour matériels bureautiques et informatiques. Elle connaît aujourd'hui une forte expansion et souhaite intégrer dans sa structure Export un Chef de Zone.

Rattaché au Directeur du service, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera le développement commercial de son secteur géographique avec pour tâches principales : le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, les études de marché, etc... Pour ce faire, il entretiendra des relations commerciales directes et suivies auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.

Ce poste basé à Nantes doit motiver un commercial de terrain, âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce International...) et pouvant justifier d'une expérience de 5 années dans la vente de biens de consommation à l'export. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est impérative. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, de l'organisation et un sens aigu de la négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 17/054 L à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

LES PAPETERIES MOUGEOT

(480 personnes - CA : 600 MF) recherchent

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

Niveau ESC ou équivalent. Allemand courant indispensable.
3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits industriels.

Mission : prospecter, créer et développer une clientèle dans le secteur de l'imprimerie par contacts de vente à niveau élevé, à partir de produits nouveaux à forte croissance.

Poste à large autonomie et évolutif, exigeant des qualités de vendeur authentique au sein d'une entreprise particulièrement dynamique.

Poste basé indifféremment à PARIS ou dans les VOSGES. Déplacements 60% du temps.
Rémunération élevée + voiture de fonction.

Adresser C.V. en précisant la rémunération actuelle à :

Monsieur Jean-Maurice DUSSAPT
PAPETERIES MOUGEOT - *B.P. n° 8 - 88600 BRUYERES*

Votre expertise Multi-Médiatique ...
Et du Marketing Direct ! ...

C'est en effet l'apport que nous attendons, nous la structure régionale Ile-de-France d'un très grand réseau bancaire à forte notoriété et image de marque enviable.
En qualité de responsable de la

COMMUNICATION Produits/Services

Vous jouerez un rôle de Consultant Interne auprès des quatorze banques de notre région et leur apporterez votre expertise des techniques, moyens, mais aussi du milieu des prestataires extérieurs qui vous aideront à réaliser, par exemple, des Marchés Tests, voire des opérations d'envergure régionale.

En liaison étroite avec notre Département Marketing qui conçoit et/ou aménage nos produits et nos *services vous serez le "metteur en onde" capable de doser, en fonction d'un budget, notre effort pour* démultiplier l'impact de nos équipes commerciales. S'agissant de produits destinés, le plus souvent, aux particuliers, le MARKETING DIRECT est fondamental.
Un challenge à votre mesure ? Alors, à bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, recevra en toute confidentialité votre dossier sous la réf. V/COM/LM - *RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.*

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

[illegible] DIVISION ASSISTANCE ET SERVICE développe les activités de services du groupe THOMSON dans les domaines de l'Espace, de la Défense et dans l'industrie de pointe. Notre objectif : Satisfaire une clientèle à très haut niveau d'exigence (Aéronautique...) qui nous confie des missions de consultance, d'assistance et de formation. Nos prestations hautement spécialisées expliquent notre participation aux réalisations les plus ambitieuses [illegible] et vous offrent l'opportunité de participer au développement [illegible] d'un groupe industriel majeur.

CONTROLEUR DE GESTION

DIVISION

Vous assurerez le contrôle analytique des affaires et activités. Vous ferez établir le reporting des départements, les centraliserez pour consolidation destinée à la Direction de la Division et au Siège THOMSON-CSF. Vous assisterez les contrôleurs des départements en définissant et réalisant les outils analytiques.

Une bonne connaissance de la comptabilité analytique et des logiciels de gestion est indispensable.

Si vous êtes diplômé d'une école de gestion ou équivalent, et si vous avez une expérience d'encadrement dans le domaine :

Adressez votre dossier de candidature à : Catherine TILLOUS-BORDE
THOMSON-CSF - DIVISION ASSISTANCE ET SERVICE - 9 avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON

THOMSON

HCA

Diplômés Grandes Ecoles
(X, Centrale, Supelec, HEC, ESSEC, ESCP...)

Le **CRÉDIT LYONNAIS** renforce ses équipes d'**OPERATEURS** sur les marchés financiers.

Si vous êtes débutant, nous vous proposons de nous rejoindre.

- Vous travaillerez sur les produits financiers les plus *complexes* : ***options, swaps...***
- Vous aurez à prendre des décisions rapides dans un univers changeant.
- Vous aurez la possibilité d'évoluer à l'étranger.

ALBERTVILLE 92
BANQUE OFFICIELLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) au **CRÉDIT LYONNAIS** - DRSP Recrutement Cadres - Martine BEAULIEU - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS

Deb's

CREDIT LYONNAIS. LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Notre importance fait de nous un des leaders de la grande distribution.

Nous avons le souci permanent d'affiner notre approche des problèmes et de nous doter des compétences humaines adéquates. Notre Direction Générale (suite au départ du titulaire actuel) souhaite intégrer à son équipe un cadre juridique et fiscal de très bon niveau comme

JURISTE-FISCALISTE

Vous avez une formation supérieure juridique (DESS du Droit des Affaires) et une bonne dizaine d'années d'expériences en cabinet et en entreprise qui font de vous un professionnel reconnu, y compris en fiscalité.

La connaissance spécifique de la distribution serait un atout ; autrement vous êtes à même de vous initier rapidement à nos problèmes spécifiques : réglementation des prix, droit des marques enseignes, la loi Royer, consumérisme, publicité, immobilier.

Vous aurez la responsabilité, sous l'autorité du Directeur Général, de l'ensemble du droit des sociétés, du droit des affaires et de la fiscalité... dont vous assurerez le contrôle et garantirez la fiabilité des décisions prises. Vous devrez tenir compte de l'existant et vous imposer par une autorité de compétence et votre crédibilité personnelle. Vous serez le représentant de notre Direction auprès de l'Administration et vous aurez en charge les affaires contentieuses. Vous assumerez un rôle d'étude et de conseil auprès de nos structures et de nos affiliés sur tout ce qui concerne les problèmes de réglementation économique.

Cette opportunité doit retenir l'attention d'un cadre de valeur, en pleine possession de riches compétences acquises au cours d'expériences de premier plan. Il bénéficiera d'une forte rémunération (+ voiture). Le poste est à pourvoir très rapidement : localisation, banlieue sud.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous réf. 5307 M, à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 Paris.

SERIFO
Membre de Syntec

Certains Juristes statuent...
Chez nous, ils sortent du moule.

JURISTES CONSTRUCTION

Postes ouverts à Paris et en Province

Vous serez le relais juridique en Région de la Direction Contentieux Construction de SMAC ACIEROID. Une mission d'importance dans notre secteur d'activité : la protection et l'étanchéité des bâtiments et des ouvrages d'art.
Prévention des contentieux et règlement des litiges sont les deux axes principaux du Droit de la Construction. Vous y découvrirez un terrain d'investigation où chaque cas rencontré exige une solution originale.
Juriste, bien sûr, mais plus encore conseil auprès de nos responsables opérationnels et négociateur auprès d'interlocuteurs multiples (architectes, bureaux d'études, investisseurs...), vous vous affirmerez dans cette fonction grâce à votre sens critique et votre aisance relationnelle.

Disponible géographiquement comme intellectuellement, vos qualités de conciliateur contribueront à faire du contentieux un véritable support d'image de la société.
Titulaire d'une maîtrise de droit, avec ou sans expérience de notre métier, votre période de formation au siège dépendra de vos connaissances préalables.

Adressez-nous votre dossier de candidature avec photo sous réf. SSO/8389 en précisant la région de votre choix à SMAC ACIEROID : Direction des Relations Humaines 1 Av. E. Freyssinet - BP 6 - GUYANCOURT 78 062 St QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SMAC ACIEROID
SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

Sociétés industrielle et commerciales (C.A. supérieur à 2 milliards de francs), filiales d'un des plus importants Groupes Européens dans sa spécialité créent le poste de :

JURISTE

Placé sous l'autorité directe de la Direction Générale, sa mission s'étend à l'ensemble des problèmes de Droit qui peuvent se poser ; c'est un **généraliste** capable d'aborder le droit commercial, fiscal, du travail.

Suivant leurs importances il les traite lui-même ou présente au service interne de la Société mère ; il peut également les confier à des cabinets compétents.

Il possède une **maîtrise de Droit**, parle l'**allemand** ou l'anglais et occupe de préférence une fonction similaire dans un service juridique de grand groupe où il aspire à un poste autonome comme *celui que nous proposons à travers cette création de* fonction.

Résidence : LILLE ou environs.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire avec CV à Gérard STIKER sous la réf. M 32270 A qui vous assure de la plus totale discrétion.

G.L. STIKER & ASSOCIES
" Centre Vauban " - 201, rue Colbert
59800 LILLE - Tél. 20.54.06.37

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE SERVICE CONSOLIDATION DE LA DIRECTION DES AFFAIRES COMPTABLES RECHERCHE

2 JEUNES CADRES COMPTABLES *H/F*

Au sein d'un service de 12 personnes, vous participerez à l'élaboration des états financiers consolidés ainsi qu'aux divers retraitements comptables effectués dans le cadre des opérations de consolidation.

Par ailleurs, vous serez également chargés de gérer le dispositif de centralisation périodique des informations comptables et financières des filiales ainsi que les divers paramètres des applications informatiques de consolidation.

A ce titre vous aurez des contacts fréquents avec les filiales.

Vous êtes de formation type ESC, MSTCF ou DECF, débutants ou avec une première expérience acquise au sein d'un cabinet d'audit ou en entreprise.

Une bonne connaissance de l'anglais et un intérêt marqué pour l'informatique sont particulièrement souhaités.

La taille de notre banque vous permettra d'évoluer au terme de ce premier poste.

Merci d'adresser votre C.V., et prétentions sous référence PM, à Anne LAHAYE SOCIETE GENERALE - Service de recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

VECTOR CAREER CONSULTANTS

Conseil en Recrutement

ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Important groupe industriel, spécialisé dans les biens d'équipements lourds à technologie de pointe, nous sommes très présents à l'exportation. Aujourd'hui, nous recherchons pour l'un de nos départements (15 000 personnes environ et plus de 8 milliards de francs de CA) un

De formation supérieure, vous possédez une expérience industrielle (5 ans minimum) dans les biens d'équipements lourds, au cours de laquelle vous avez exercé vos compétences en comptabilité, procédures de gestion et circuits financiers anglo-saxons, études budgétaires, suivi d'affaires, ingénierie financière...

Vous participerez à la prise en charge de l'ensemble des aspects économiques et financiers de notre département ainsi que les questions d'ordre organisationnel et juridique y afférant.

Homme de communication et de rigueur, à votre parfaite maîtrise de l'anglais, vous alliez si possible la pratique d'une autre langue.

Pour ce poste, basé à PARIS, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. P/L/92 à VECTOR CAREER CONSULTANTS - Nadine CARRE 83 rue Michel Ange - 75016 PARIS.

MEDIAPA

Société de bourse, filiale d'un important groupe bancaire européen, nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur des opérations

A 35 ans environ, de formation supérieure (MBA et/ou DECS), vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum en tant que Directeur des Opérations au sein d'une société de bourse ou d'une banque de marchés.

Vous avez une bonne maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne et de la fiscalité des produits financiers (actions, obligations, options, matif...).

Vos connaissances du droit des affaires et de la langue anglaise sont vos atouts pour mener à bien la mission que nous vous proposons.

En effet, vous assisterez techniquement nos conseillers dans leurs contacts clientèle.

Vous serez responsable de l'organisation des services opérationnels et administratifs et du bon fonctionnement de la société. Une bonne connaissance de l'informatique serait un avantage.

Homme de contact et véritable manager, vous serez amené à diriger une équipe d'environ 40 personnes.

Vous êtes prêt à relever ce nouveau défi !

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence 6356, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Société française, leader dans le secteur du crédit automobile, (650 pers, CA 10,7 milliards de F), filiale d'un groupe financier français très important implanté dans toute la CEE (7 400 pers.) recherche son

RESPONSABLE DE LA TARIFICATION H/F

Mission : Directement rattaché à la Direction du Développement, vous aurez la responsabilité, **de toute première importance pour la Société**, de proposer en permanence à la DG des barèmes de tarification tenant compte des multiples paramètres et contraintes externes et internes.

Profil : Cette activité, faisant appel à un **haut niveau de compétences mathématiques, statistiques, informatiques et analyses financières**, ne peut s'adresser qu'à un ingénieur débutant type ECP, Mines de Nancy ou de Saint Etienne ou universitaire (DEA ou DES de math. appliquées) ou similaire, autonome, **très fiable** et imaginatif.

Il vous est offert : une rémunération de départ très attrayante + avantages Groupe. Une formation complète aux produits de la société. De larges possibilités d'évolution dans un groupe puissant.

Poste basé au Siège à Neuilly.

Ecrire avec CV, prétentions + enveloppe à v/adresse, ss réf. CO/LM1 à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIAPA

JEUNES DIPLOME ESCAE - ESC

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

Nous sommes une Banque privée, filiale d'un important groupe bancaire européen. Aujourd'hui nous développons nos activités en France et recherchons des Chargés de clientèle.

A 28 ans environ, vous êtes diplômé BAC + 4, 5 et si possible avez acquis une 1re expérience auprès d'une clientèle d'entreprises. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Votre capacité à analyser et apprécier le risque, votre professionnalisme et votre goût du challenge sont vos atouts pour réussir dans la mission que nous vous confierons : développer et gérer un portefeuille clients « haut de gamme ».

Pour ce poste, nous vous offrons une formation adaptée ainsi qu'une évolution en fonction de votre potentiel.

Cette nouvelle perspective de carrière vous intéresse ? Alors rejoignez-nous !

Adresser votre dossier complet, sous la référence 6422, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

FOSTER WHEELER

INVOICE AUDIT SUPERVISOR — Réf: IAS

(SUPERVISEUR SECTION VERIFICATION DES FACTURES)

Responsable d'une équipe de 3 vérificateurs permanents, vous serez chargé :

- d'assurer la gestion comptable des commandes en francs ou en devises d'équipement et de marchés de travaux passées dans le cadre de nos contrats.
- de vérifier la conformité des factures à la commande et la réalité de la fourniture,
- de l'ordonnancement de la facture.
- des comptes rendus le cas échéant aux clients de l'état d'avancement de leurs projets.

A 30 ans environ, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'ingénierie ou le BTP. De formation DUT/BTS ou ESC, vous avez des notions de droit commercial et une parfaite connaissance de l'anglais.

COMPTABLE DE FACTURATION — réf:CF

Vous serez Responsable d'un certain nombre de dossiers commerciaux de contrats, forfaitaires ou en régie. Vous assurerez l'émission en temps voulu des factures exigibles, conformément aux clauses contractuelles et en fonction d'informations à obtenir de l'ingénieur de projet. Vous tiendrez les comptes-clients, le suivi du recouvrement des créances, relances, ainsi que le suivi des garanties bancaires plus le suivi particulier des opérations de mandat.

A 30 ans environ, vous avez quelques années d'expérience dans une fonction, similaire. La connaissance de l'anglais, du droit commercial et de la fiscalité serait appréciée.

Merci d'adresser C.V, photo et prétentions s. réf du poste choisi à FOSTER WHEELER Service du Personnel - B.P. 214 - 31, rue des Bourdonnais 75024 Paris Cedex 01.

RSCG CARRIERES

---

responsable du contentieux

GROUPE BANCAIRE DE RENOMMEE MONDIALE — PARIS

Nous sommes la filiale financière d'un des **tout premiers groupes bancaires français.**

Notre **important développement** nous amène à rechercher le Responsable de notre Service **Contentieux.**

Votre mission :

- **animer une équipe bien structurée** d'une vingtaine de collaborateurs,
- **améliorer les procédures** visant à assurer un traitement rapide des dossiers,
- **conduire nos relations** avec nos partenaires privilégiés : cabinets d'avocats, agences régionales...

Vos atouts :

- vous avez une **bonne formation juridique** (niveau Maîtrise minimum),
- vous possédez une forte **expérience** acquise au sein de Sociétés financières,
- véritable **animateur**, doté d'un solide **esprit d'équipe**, vous savez **dynamiser et stimuler** vos collaborateurs,
- une connaissance du **crédit bail** serait un plus.

La forte **expansion** de notre Société vous garantit un **challenge** intéressant.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence RS 02 à notre Conseil qui vous garantit une totale confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Filiale d'un Grand Groupe Français, nous figurons parmi les leaders mondiaux dans le domaine des services industriels, et recherchons un :

Financier Export

Au sein du département financier, vous participerez à la conception et au montage de dossiers de financement et d'assurance de biens d'équipement à l'export, en liaison avec nos ingénieurs d'affaires.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure commerciale, vous maîtrisez les techniques de financement à l'export pour avoir acquis une première expérience en entreprise ou au sein d'une banque.

Vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique.

Votre dossier de candidature parviendra à notre Conseil sous la référence 1149/LM

YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Devenez NOTRE Directeur SCPI

A 35 ans environ, diplômé d'une grande Ecole de Commerce, vous avez acquis une expérience réussie de la banque en gestion de clientèle privée.

Vous avez le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Notre Groupe vous propose, au sein de son département immobilier, un poste à responsabilité sur un créneau en plein développement.

La rémunération est attractive et à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Poste basé à PARIS.

Si vous souhaitez nous rejoindre, écrivez à AXIAL (référence 2408), 27 rue Taitbout, 75009 Paris, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo.

Votre dossier sera examiné en toute confidentialité.

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Société industrielle, filiale française du premier groupe mondial dans son domaine, recrute son

Responsable Reporting et Consolidation

Paris **280 KF+**

Rattaché au contrôleur de gestion central, il sera chargé : de la mise en place du logiciel de reporting ; de la réalisation des travaux de consolidation budgétaire et comptable ; d'effectuer les missions d'audit opérationnel dans le cadre des fusions et acquisitions.

Ce poste multifonction s'adresse à un candidat diplômé d'une grande école et pouvant justifier d'une expérience réussie de trois à cinq ans en cabinet ou entreprise industrielle.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Alain Neret Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.AN4157MO.

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Société française de service à dimension internationale (CA - 650 MF) recherche son

Chef du Département Gestion Finance

Paris **250 KF+**

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il supervisera notamment le contrôle budgétaire et la gestion de trésorerie. Il établira les tableaux de bord. Il participera à la mise en place des nouveaux systèmes informatiques de gestion. Il encadrera une équipe d'environ 10 collaborateurs.

Le candidat bénéficiera d'une formation type universitaire de gestion et fera preuve d'une expérience similaire dans la fonction. Il maîtrisera la micro-informatique.

Contacter Pascale Gatton au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.PG4947MO.

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Conseils Juridiques et Fiscaux
recherche pour accompagner son développement

Juriste d'Affaires
à fort potentiel

Paris

Au sein d'une équipe de haut niveau que vous pourrez à terme animer, vous aurez à traiter des dossiers de fusions-acquisitions, restructurations de groupes, RES, LBO..., pour le compte des clients (entreprises et institutions financières) du Cabinet.

Agé de 30/35 ans, d'un niveau Doctorat en droit des Affaires, parlant couramment anglais et nanti d'une expérience d'au moins cinq ans des montages juridiques liés aux opérations financières, OPA, OPE..., vous souhaitez faire progresser votre carrière dans un des plus grands Cabinets de la Place, avec une rémunération particulièrement motivante.

Contacter Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.AG3000MO.

Michael Page Tax & Legal
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Juridique & Fiscal

Nous sommes une banque d'Affaires à taille humaine, filiale d'un important groupe financier. Nous recherchons pour notre département Trésorerie un

OPERATEUR FRONT OFFICE

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans une salle des marchés de banque ou de grande entreprise.

Vous seconderez notre Directeur du Département Trésorerie sur l'ensemble de ses missions.

Vous êtes particulièrement dynamique et prêt à vous impliquer fortement dans vos nouvelles fonctions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 6425, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Fabriquant des produits de haute technicité vendus dans le monde entier, nous sommes avec un CA de plus de 2 Milliards de F, un des leaders mondiaux de notre secteur.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour deux de nos départements leurs

Contrôleurs de Gestion

Bourgogne

Rattachés aux directeurs de ces départements (1000 personnes pour l'un, 350 personnes pour l'autre), vous aurez, outre la responsabilité des plans, budgets, reports, analyses d'écarts, un rôle moteur à jouer dans l'évolution du système d'information.

Ces deux postes seront des tremplins pour accéder a des fonctions élargies en France ou à l'étranger.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous avez une première expérience de l'univers industriel de 3/4 ans environ acquise en entreprise ou cabinet, que vous souhaitez mettre au service d'un groupe multinational. Vous avez bien sûr une bonne connaissance de l'Anglais.

Contactez Jérôme Lancrenon au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf.JL315MO.

Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

GESTIONNAIRES : FAITES PARLER

Vous avez des idées ? La taille du Groupe JACOBS SUCHARD FRANCE (N° 2 européen, N° 3 mondial sur le marché du café et du chocolat) nous permet de vous offrir une carrière pleine de rebondissements.

Votre formation ESC ou Maîtrise de Gestion est complétée par un excellent stage qui vous a rendu opérationnel.

C'est le moment de passer à la vitesse supérieure :

ASSISTANTS - CONTRÔLEUR DE GESTION

MARKETING VENTE

Vous participez à l'élaboration, au suivi et au contrôle du reporting de toutes les dépenses publi-promotionnelles et média.
Vous êtes l'interlocuteur privilégié du Marketing et des Ventes à qui vous apportez conseils et recommandations.

Réf. ACG

ANALYSES ET PREVISIONS

Vous participez à l'élaboration des prévisions financières, et à l'anlyse mensuelle des écarts.
Vous contrôlez les coûts des unités de production (consolidation et suivi).
Votre potentiel de mobilité et d'évolution vous permettra d'accéder à un poste international.

Réf. AAP

Pour ces deux postes vous utilisez la micro-informatique (PC), pour développer les tableaux de bord, les systèmes de simulation et outils d'informations statistiques. Sens du contact et du travail en équipe sont indispensables ainsi qu'un Anglais courant. Vous êtes basés à notre siège de Choisy Le Roi.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) sous la réf. choisie à Pascal GUICHARD, JACOBS SUCHARD FRANCE
16, av. Jean Jaurès - 94600 Choisy le Roi.

JACOBS SUCHARD FRANCE

Financiers/Banquiers
Consultant

Paris/Province

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans une fonction financière ou bancaire en cabinet ou en entreprise.
Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion...

Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de financiers et de banquiers.

Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution à Paris, dans d'importantes villes de province ou à l'étranger pour des candidats à fort potentiel.

Adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Charles-Henri *Dumon, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.CHD58MO.*

Michael Page
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

SOCIETE FINANCIERE REGIONALE recherche pour BORDEAUX

UN ATTACHE COMMERCIAL CREDIT-BAIL (H/F)

Nous sommes un établissement financier régional, appartenant à un Réseau bancaire français de premier plan. Notre activité s'exerce en région Aquitaine, en collaborant au développement des entreprises bancaires de notre Réseau, dans divers domaines.

Afin d'assurer le développement commercial de l'activité crédit-bail et son intégration dans la gamme des produits et services offerts par le Réseau à sa clientèle d'entreprises, nous créons le poste d'attaché commercial.

L'emploi se caractérise par des activités telles que :
- assurer la diffusion de l'information technique et la formation du Réseau régional
- assister les forces de vente du Réseau (préparation, négociation, montage des opérations) et participer activement aux actions régionales et/ou locales conduites dans le secteur des entreprises
- assurer le relais des actions nationales spécifiques au crédit-bail
- assurer les relations nécessaires avec les organismes professionnels, publics ou privés
- organiser la collecte des informations sur le marché (observatoire régional).

Le candidat que nous souhaitons rencontrer :
- de formation supérieure, il maîtrise parfaitement les techniques du crédit-bail mobilier et immobilier
- homme de terrain, il sait former et entraîner les équipes
- aptitude confirmée aux relations humaines

Merci d'adresser lettre de candidature + CV + prétentions sous réf. 290 à GRAND SUD, 18 rue Porte Dijeaux, 33000 BORDEAUX qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER REGIONAL
recherche pour BORDEAUX

UN GESTIONNAIRE DE RECOUVREMENT (H/F) CONTENTIEUX ENTREPRISES

- Notre Etablissement financier appartient à un Réseau bancaire français de tout premier plan.
- Nous recherchons un gestionnaire.
  - de formation juridique, ayant une bonne connaissance des voies d'exécution et des procédures collectives
  - *avec une expérience confirmée du traitement des dossiers pré-contentieux et contentieux entreprises*
  - la connaissance pratique de la gestion sur logiciel informatique (ex. : "contentiel, etc.) sera déterminante
  - connaissance des techniques bancaires appréciée.
- L'activité s'exerce au sein d'une équipe (juristes/fiscalistes) pratiquant également le conseil aux entreprises de notre Réseau.
- La compétence en relations humaines est indispensable.
- Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., et prétentions sous réf. 285 à GRAND SUD 18, rue Porte Dijeaux 33000 Bordeaux qui transmettra.

Amro Bank

AMSTERDAM-ROTTERDAM BANK N.V.
succursale de Paris

recherche

SON CHEF COMPTABLE

28/40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, 5/10 ans d'expérience acquise impérativement dans une banque étrangère, bilingue anglais.

Outre la comptabilité générale, ce cadre devra assurer le reporting au siège et sera responsable des relations avec les organismes de tutelle (C.B./BdF). Il encadrera une équipe de quatre personnes.

La pratique de la micro-informatique est indispensable, la connaissance de MIDAS serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à l'attention de Mme Leudet, 90, rue de Courcelles, 75008 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'une puissante société financière, nous sommes un Groupe industriel en fort développement en France et à l'étranger (12 PME, 1,2 milliard de francs, 2 000 personnes). Nous recherchons notre

RESPONSABLE CONTRÔLE DE GESTION

Rattaché directement au PDG, vous serez chargé de la mise en place complète d'un contrôle de gestion opérationnel pour plusieurs sociétés de notre Groupe.

Une formation supérieure complétée par une expérience d'environ 5 ans vous ont permis de maîtriser parfaitement les aspects techniques de la fonction et de vous familiariser avec l'informatique.

Créatif, pragmatique, homme de communication aimant organiser et convaincre, vous souhaitez investir votre savoir-faire dans des responsabilités de haut niveau.

La vocation internationale du Groupe exige une pratique courante de l'anglais.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence LM/2069, à notre Conseil.

MILO groupe

MILO R.H.
3, avenue des Ternes
75017 PARIS

AD'COM.

Avec ses 40 000 collaborateurs et réalisant un C.A. de 19 milliards de Francs, notre Groupe International rassemble 500 entreprises. Nous exerçons l'ensemble des activités du métier de l'eau auprès des collectivités locales. Nous intervenons également dans les secteurs aussi diversifiés que l'Energie, la Propreté Urbaine, les Services Funéraires, la Communication, la Santé et les Loisirs.

Pour notre Direction Financière, basée à Paris, nous recherchons :

AUDITEURS INTERNES

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables et administratives de nos directions régionales et de nos filiales.

De nombreux déplacements sont à prévoir.

Vous avez entre 25 et 28 ans et êtes de formation supérieure, type Ecole de Commerce ou équivalent. Votre expérience acquise depuis 2 ou 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un cabinet d'audit interne ou dans une société vous permettra d'être rapidement opérationnel.

En nous rejoignant, nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution de carrière en France ou à l'étranger. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et rémunération) sous réf. 6429/LM, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

MEDIA PA

Dans le cadre de la croissance de sa filiale DECISION-FINANCE spécialisée dans l'aide à la décision auprès des marchés financiers

MEESCHAERT - ROUSSELLE
SOCIETE DE BOURSE, recherche

INGENIEUR SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

(débutant ou première expérience)
(X, ECP, ENSAE...)

Au sein d'une équipe de haut niveau, proche des marchés financiers ; Il(Elle) participera à la conception et au développement de produits d'aide à la décision liés aux innovations des marchés (options, matif...) et développera des relations commerciales privilégiées avec les utilisateurs des produits.

Outre la motivation pour le domaine des marchés financiers, le poste exige des qualités de contacts commerciaux à haut niveau.

Envoyer lettre de motivation + C.V. + prétentions à Bernard CEYROLLE - MEESCHAERT-ROUSSELLE 16, Bd Montmartre - 75009 PARIS.

GROUPE SOCIETES INFORMATIQUE

Recherche pour Paris

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de contrôler, développer et exploiter les données comptables et administratives. Il établira les budgets, conseillera la direction et participera aux choix stratégiques de l'entreprise.

Agés de 25 à 32 ans, les candidats devront être diplômés d'une grande école commerciale ou de l'enseignement supérieur. Ils devront posséder une expérience de 2 à 5 ans acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise.

Envoyer : C.V. lettre manuscrite et photo à :
ADLER CONSULTANTS
85, bd. Général Koenig - 92200 NEUILLY S/SEINE

---

sept

Société française (CA 400 MF, 300 personnes) en fort développement associée à un grand producteur européen et spécialisée dans la transformation d'ouate de cellulose en produits d'hygiène commercialisés principalement auprès de la Grande Distribution, recherche :

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction Générale, vous serez un des "acteurs clefs" de la maîtrise du développement extrêmement rapide de cette entreprise industrielle (unités de production récentes) où la flexibilité de la production prime, afin de satisfaire les exigences commerciales de la Grande Distribution. Vous serez responsable de la mise en place d'un contrôle de gestion dynamique : participation à l'élaboration des budgets, maîtrise des coûts de revient, analyse des dépenses. Vous assisterez en permanence les opérateurs industriels/commerciaux de la Société lors de la mise en place des procédures/systèmes de gestion efficaces par incitation aux redressements et participation aux actions correctives. Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (DECS et ESCAE ou équivalent), vous avez une expérience de 3 ans minimum du "CONTROL" en milieu industriel. Vous pouvez justifier de bonnes connaissances informatique/bureautique en tant qu'utilisateur. De fréquents déplacements sont à prévoir en province (Orne). Poste basé à Paris 12e

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf.RP 143/M à :

CREA CONSULTANTS

Créative Resources for European Access
Conseil en ressources humaines.
4, place Félix Eboué.
75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

Comareg

premier groupe français de presse gratuite, 2 000 salariés, 1,8 milliard de chiffre d'affaires. Pour accompagner notre forte croissance, nous étoffons notre direction financière au siège social à Lyon, avec trois postes :

2 CADRES DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

1 RESPONSABLE CONSOLIDATION

A 28 ans environ, vous nous apporterez votre formation (BTS, MSTCF, DECS...) et votre expérience. En retour, nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution et une rémunération motivante.

Réponse à Xavier Joly, directeur financier, COMAREG, BP 1218, 69611 Villeurbanne Cedex.

Valeo Electronique

La performance d'un Leader

Jeune contrôleur de gestion

Sup de Co ou équivalent, vous avez une première expérience industrielle qui vous pousse à rechercher plus de responsabilités et d'autonomie.

Au sein de la Direction Financière de notre Branche Electronique (2 000 pers. - 1,2 Milliard de CA), vous serez rapidement intégré à l'ensemble des missions du contrôle de gestion.

En collaboration avec les Contrôleurs Financiers des sites, vous assumerez la coordination de la consolidation du reporting vers le groupe et de l'harmonisation des procédures au sein des unités. Votre sens aigu de l'animation et de la communication sera le gage de votre réussite dans cette fonction et au sein de notre groupe.

Poste basé à St-Quentin-en-Yvelines.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions, sous réf. CGJ/940/FK à notre Conseil - **P.G. CONSULTANTS** - 9/11, rue Benoît Malon - 92150 Suresnes.

MEDIA-SYSTEM

Valeo *l'Equipement Automobile*

BARCELONE - LONDRES

Chefs des services Comptables et Financiers

Nous employons 1500 pers. et exportons 70 % de notre CA au travers de nos 15 filiales en Europe, Amérique du Nord, Pacifique.

Pour nos Filiales Espagnole et Britannique nous recherchons deux responsables des systèmes d'information comptable et financier.

Rendant compte au Directeur Financier en France, ils seront responsables de l'élaboration de la comptabilité, de la définition et de la mise en place de systèmes d'information tenant compte des évolutions rapides de ces filiales, de la gestion optimum de leurs ressources financières.

Ces postes de Futurs Directeurs Financiers sont basés au siège de nos filiales : Barcelone et Londres. Une large préférence sera donnée à un candidat qui, outre l'expérience et la formation requise sera de nationalité correspondante, ou aura de solides liens culturels avec ces pays.

Ces postes évolutifs s'adressent à des jeunes praticiens maîtrisant bien les systèmes d'information comptable, du passage des écritures à la réalisation des bilans. Agés de 28 ans, ils auront une formation supérieure (SUP de CO, DECS ou ESADE) et auront acquis une première expérience de même nature, soit dans un cabinet d'audit, soit dans une entreprise internationale.

Ecrire à Hervé ZEBROWSKI - 6, rue Victorien Sardou 69007 LYON - qui traitera vos candidatures en toute confidentialité.

MEDIAPA

3ème Groupe Mondial dans le secteur des semences - 2,2 Milliards de Francs de CA - 2300 personnes dans 16 pays.

Nous recherchons pour l'une de nos filiales, basée à Clermont-Ferrand

Contrôleur de gestion

Rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion, il aura pour mission de :

- recueillir et analyser les informations budgétaires,
- bâtir les prévisions,
- suivre les réalisations et établir le tableau de bord mensuel.

Ce poste nécessite rigueur, sens de l'analyse et goût du contact.

Vous avez une formation type ESC, MSG ou DESS Contrôle de Gestion et une première expérience de 2 ans environ dans un service Contrôle de Gestion.

Perspectives d'évolutions au niveau du groupe pour un candidat de valeur.

Les candidatures (avec photo et prétentions) sont à adresser sous référence 448 à Groupe Limagrain - Direction du Personnel - 1, rue Edouard Colonne - 75001 PARIS.

Pour en savoir plus, consultez le Minitel - 3615 Code ASTERE*MEDIAPA réf. C529.

Groupe Limagrain

MEDIAPA

Jeunes Banquiers votre talent commercial est notre première exigence

Nous sommes une banque anglo-saxonne présente dans 40 pays et notamment la France et ses régions les plus ouvertes sur l'Europe : à LILLE, nous participons au dynamisme du bassin économique local, en accompagnant les entreprises dans leur développement. Pour compléter notre équipe et adapter ainsi nos moyens à nos ambitions de croissance, nous souhaitons intégrer :

DEUX EXPLOITANTS ENTREPRISES, professionnels du service classique à l'entreprise, mais également capables de mettre en œuvre notre politique d'assistance aux importateurs ou exportateurs. La qualité reconnue de nos services techniques leur permettra de se consacrer au développement commercial en s'appuyant sur les départements spécialisés du siège (Banque d'Affaires, Trésorerie, Cabinet de courtage assurances, etc...).

Nous avons demandé à nos consultants de rencontrer les jeunes professionnels (28/35 ans) les plus entreprenants de notre métier. Capables de travailler en anglais, ils devront conjuguer l'approche anglo-saxonne du service et les habitudes locales. Leur potentiel pour progresser rapidement vers des fonctions de management sera un critère décisif de sélection.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 0910 à Groupe EQUATION - 19, rue du Commandant Faurax - 69006 LYON.

Un dossier d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné.

Groupe *Equation*

MEDIAPA

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous sommes un important Groupe industriel d'envergure internationale, CA 6 milliards de francs, spécialisé dans la fabrication et la distribution de biens d'équipement, intervenant sur des marchés professionnels et grand public. Dans le cadre de notre forte croissance, nous recherchons pour deux de nos filiales françaises des

Responsables du Contrôle de Gestion

Ouest - Sud Ouest

Rattachés au Directeur Financier et en liaison étroite avec les Directions opérationnelles de l'Entreprise, vous serez en charge :

- des prévisions et du contrôle budgétaire
- de la gestion des stocks
- de la rentabilité de nos investissements
- du contrôle et de l'analyse des écarts
- du reporting

et proposerez toutes améliorations des performances de l'entreprise dans les domaines de la gestion et de l'organisation.

Agés de 30/35 ans, de formation Ecole Supérieure de Gestion, vous maîtrisez bien les aspects audit/gestion en milieu industriel de préférence.

Nous désirons intégrer des collaborateurs responsables, compétents et sérieux, qui sauront s'imposer par leur sens du dialogue et de l'initiative, afin de participer activement à notre développement et d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, prétentions) sous référence M/1206 au

CNPG Ressources Humaines

CNPG

61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

CONTROLEUR INTERNE
Pyrénées

Cet important constructeur français de matériel électrique, électronique et ferroviaire (550 personnes, 350 millions de francs de chiffre d'affaires) en forte croissance, recherche son contrôleur interne. Adjoint au directeur financier de la société, il aura pour mission de faire vivre et contrôler l'ensemble des procédures de traitement et de circulation de l'information comptable et financière. Il supervisera également en direct les comptabilités générale et analytique et animera une équipe de 7 personnes. De formation Sup de Co + DECS ou équivalent, le candidat recherché devra avoir une expérience de 2 ans minimum en cabinet d'audit international. D'excellentes compétences comptables, de bonnes capacités d'organisation et une personnalité affirmée permettront à un jeune candidat de potentiel d'évoluer au sein d'une entreprise très dynamique. Devant à terme être le contrôleur du groupe en France et à l'étranger, la pratique de l'anglais est nécessaire. Ecrire à Ariette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7333M - **PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)**

Soulé

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Cet établissement est membre d'un groupe financier de renommée internationale. Il acquiert un statut d'établissement Spécialiste en Valeurs du Trésor et renforce ses structures en recherchant un

Directeur au contrôle financier
établissement financier SVT

Dans le cadre d'une mission générale de contrôle des activités financières de la société, il met tout d'abord en œuvre les procédures spécifiques à l'établissement SVT.
Sa mission recouvre :
- *le reporting et l'analyse de l'activité tant auprès de la direction générale et de l'actionnaire anglais que des organismes de tutelle*
- *la consolidation et le contrôle des résultats comptables*
- *l'intégration permanente des nouveaux éléments de réglementation édictés par la Commission Bancaire, et la définition des procédures de traitement des nouvelles opérations de marché.*

A terme, cette activité lui ouvre de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe à Paris.

Nous confierons cette ***création de poste*** *à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure — DECS, DESS — et doté d'une expérience de 2 à 4 années de l'audit ou de l'inspection des établissements financiers. La pratique de l'anglais et des outils informatiques s'avère nécessaire.*

Danielle TCHEORDUKIAN *étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTc 11.346 au cabinet M.D.A. — 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.*

MDA. *Conseil en ressources humaines.*

PLAIN CHAMPS

METTRE EN PLACE LA CELLULE TRESORERIE
Trésorier

Nous sommes une banque de groupe, qui connaît un fort développement grâce à l'entrée dans notre actionnariat d'un partenaire européen.

Notre volonté d'optimiser nos ressources et de rendre un service encore meilleur à notre clientèle d'entreprises nous conduit aujourd'hui à recruter un jeune TRESORIER, pour :

- *mettre en place une véritable cellule trésorerie (choix des moyens, des logiciels et plus tard constitution d'une petite équipe),*
- *gérer la trésorerie francs de la banque (suivi des positions, du risque de taux et couverture de ce risque, refinancement, etc.),*
- *proposer, en liaison étroite avec les exploitants, des produits intéressant les entreprises (certificats, billets, bons du trésor...),*
- *étudier la possibilité de développer la gestion de trésorerie de devises.*

A 30 ans, vous avez, après une formation supérieure, passé quelques années dans la direction de la trésorerie d'une banque, où vous vous êtes familiarisé avec la pratique d'une large gamme d'instruments financiers.

Vous souhaitez aujourd'hui, développer votre professionnalisme au sein d'une structure légère, que vous créerez en toute autonomie.

Si vous êtes intéressé, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE en faisant parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous la référence TRE/LM, à

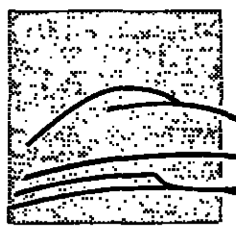
U'MAN, 9, avenue Matignon 75008 PARIS.

U'MAN
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIAPA

GEC ALSTHOM

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION H/F
LA ROCHELLE



Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce, ou d'une maîtrise de gestion + DECS si possible, vous avez au moins deux ans d'expérience professionnelle. Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier de l'établissement, devenez notre responsable du Service Comptabilité et Contrôle de Gestion. Vous jouez un rôle d'encadrement et d'animation
- auprès du responsable de la comptabilité et de son équipe (10 personnes) pour la tenue de la comptabilité générale, analytique, auxiliaire et la trésorerie.
- auprès de l'équipe de gestionnaires (4 personnes) qui assure
  - contrôle budgétaire (établissement des budgets, analyse)
  - contrôle de gestion des affaires (suivi financier des affaires de fabrication)

Les relations au siège franco-anglais impliquent la connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. CG à notre Conseil Sophie Becquet Lhériteau - B.P. 5 17002 LA ROCHELLE CEDEX.

Organisation et Publicité

PARIS

Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

de premier plan sur la place de Paris (100 personnes, ouverture internationale), compte-tenu de la rapidité de son développement, recherche :

CHEF DE GROUPE

Vous êtes mémorialiste et vous avez acquis en cabinet français une expérience de 5 ans environ faisant de vous un homme de terrain tourné vers l'opérationnel. Très bon technicien, vous êtes apte à encadrer une équipe et à prendre en charge des missions importantes d'expertise comptable. Bon niveau d'anglais souhaité. Perspectives d'évolution importantes.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence B2 à notre Conseil

Scribe
4, avenue Hoche
75008 Paris

Groupe Hoche Consultants

Organisation et Publicité

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
RECHERCHE
UN CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

◆ **Il est chargé du reporting, du contrôle des filiales ainsi que de la mise en œuvre et du suivi des procédures de contrôle interne.**

◆ **Diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances-comptabilité) il doit avoir le niveau DECS et une expérience de 2 à 5 ans au sein d'un cabinet d'audit ou de l'audit interne d'un grand groupe.**

◆ **Il possède de réelles capacités d'adaptation, une large ouverture d'esprit et un goût certain pour la communication. La connaissance de l'outil micro-informatique est un atout supplémentaire. Le poste est basé à Paris, de courts déplacements en province sont à prévoir.**

Le dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) est à adresser sous réf. n° 7110 au Monde Publicité, 5 rue de Monttessuy, 75007 Paris, qui transmettra.

L'audiovisuel THOMSON, c'est 60 sociétés dans le monde. Orchestrez nos finances !

THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, 30 Milliards de CA (90 % à l'étranger), 55 000 personnes, 60 sociétés consolidées, localisées en Europe, USA, Extrême Orient et Afrique.

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles de Commerce, vous possédez un bon niveau comptable (DECS) et une expérience, acquise au sein d'un cabinet d'audit international ou dans un grand groupe multinational.

Basés à la Direction du Controle de Gestion au siège (La Défense), ces postes impliquent de fréquentes missions opérationnelles auprès de toutes nos filiales. Vous parlez donc l'anglais et vous possédez les qualités relationnelles, les connaissances techniques et la force de proposition indispensables pour convaincre vos interlocuteurs.

CONTROLEURS DE GESTION

Vous prenez en charge des missions d'audit opérationnelles, des études économiques ponctuelles, l'optimisation des outils utilisés et vous participez à l'élaboration de notre stratégie d'entreprise (joint venture, business plans, reprises...). A environ 30 ans, vous disposez d'une solide expérience. Réf. CG

RESPONSABLE CONSOLIDATION ET SON ADJOINT

Vous effectuez les opérations qui concourent à la production des états consolidés et vous participez à la consolidation fiscale dans le cadre de l'intégration mondiale du groupe THOMSON. Vous optimisez les procédures pour la remontée des informations, leur suivi, leur validation et vous organisez l'animation et la formation de nos filiales pour tous les problèmes comptables.

Vous possédez 2/3 ans d'expérience pour le poste d'adjoint et 5 ans minimum pour le responsable. Réf. RC

JEUNE TRESORIER EUROPE

Pour nos activités implantées en RFA, Italie, Grande Bretagne et Espagne, vous assurez le financement et le change, la relation bancaire, les négociations de contrats, le montage de dossiers financiers spécifiques et la mise en place du back office des opérations. A 25/30 ans, vous possédez une première expérience en trésorerie internationale et vous parlez l'allemand couramment et l'anglais. Réf. TE

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à
Philippe DESAGE - **THOMSON CONSUMER ELECTRONICS** - Cedex 66 - 92050 Paris la Défense

THOMSON

HCAP

هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

STEPHEN RABY ASSOCIATES

MARCHES FINANCIERS COMMERCIAL

(salaire + bonus + stock option plan)

Une banque sans guichet, filiale d'un très important groupe bancaire français, recherche un Sales, responsable d'un portefeuille de clients (grandes entreprises, institutionnels, banques régionales), du développement d'une clientèle nouvelle, de la vente de produits de taux, de la conception et du montage de nouveaux outils financiers.

Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat disposant d'une première expérience d'au moins 3 à 5 ans, acquise dans la vente de produits ou services dans un établissement (de préférence financier, mais pas exclusivement), réputé pour son dynamisme commercial. La rémunération attrayante sera adaptée au profil du candidat retenu.

Merci d'écrire à Stephen Raby Associates sous référence 1880 ou de nous téléphoner.

RECRUTEMENT FINANCIER
27, RUE MARBEUF 75008 PARIS TELEPHONE 47 20 40 46

GESTIONNAIRE ET GENTLEMAN

Nous sommes une agence conseil en Marketing Direct et en Marketing de Bases de Données et réalisons un C.A. de 32 Millions de Francs. Filiale d'un groupe anglo-saxon (N° 1 des bases de données aux USA et disposant d'une position de leadership en Marketing Direct en Grande Bretagne), notre expansion nous conduit à accueillir aujourd'hui notre **Responsable Comptable et Financier (H/F).**

Homme d'autorité comme de compétences, vous encadrez notre comptabilité générale et assurez le reporting auprès de notre maison-mère en Grande Bretagne. Gestionnaire de talent, vous mettez en place des systèmes de contrôle (en raisonnant en centres de profits) et des tableaux de bord à l'aide d'un outil informatique performant. Diplomate et visionnaire, vous participez également à la gestion de notre trésorerie avec la Direction Financière du groupe à LONDRES.

De formation supérieure comptable et/ou financière (Maîtrise de Gestion, DESS Finance-Comptabilité, DECS...), vous avez acquis une expérience de 3-4 ans au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable ou d'Audit et connaissez la comptabilité "anglo-saxonne". Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos compétences au sein d'un univers alliant technicité et créativité. Fair-play et rigoureux, votre savoir-faire relationnel vous permettra de communique avec vos interlocuteurs anglais. Si vous souhaitez traverser la Manche par le canal des comptabilités, merci d'adresser votre passeport professionnel à notre Conseil : JOSIANE AGARD DEVELOPPEMENT - 67, avenue Georges Mandel - 75116 Paris.

Josiane Agard Développement

Nous sommes une BANQUE PRIVEE (12 milliards de total de bilan), filiale d'un important groupe financier.
Nous recherchons un :

RESPONSABLE EXPLOITATION

CREDIT-BAIL MOBILIER

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans un poste identique, et vous avez une bonne maîtrise de l'outil informatique.

Vous animerez une équipe de 8 personnes avec laquelle vous assurerez la gestion des contrats de crédit-bail ainsi que le calcul ou le réaménagement des barèmes et des échanciers.

Votre goût des responsabilités, votre ouverture d'esprit ne pourront que favoriser vos perspectives de carrière au sein de notre banque.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 6424, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

BILLION

La performance au quotidien
7000 presses à injecter installées dans 45 pays

Implantés à Oyonnax, au cœur de la Plastics Valley, nous employons 370 personnes et réaliserons en 1989 un CA de l'ordre de 400 MF, en forte progression.
Pour renforcer notre équipe de Direction, nous cherchons un

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Général, votre mission est double :
- à la tête de nos services Comptabilité, Gestion Trésorerie et Informatique, être le moteur de l'évolution de nos procédures et de nos systèmes d'information ;
- en liaison avec les services concernés, veiller à la mise en place d'une gestion de production en flux tendus, adaptée à nos impératifs industriels et à nos contraintes budgétaires.

A 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou d'une école d'ingénieurs, votre expérience de contrôle de gestion en milieu industriel assure, votre crédibilité auprès des opérationnels. La connaissance de l'anglais est un plus.

Venez rejoindre une entreprise qui vous donnera les moyens de vos ambitions.

Ecrivez à notre Conseil COORDONNÉES - sous référence. 1172/LM - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

Coordonnées

AUDITEUR SENIOR

PROMODES, un des trois premiers groupes de la DISTRIBUTION (32 000 personnes ; C.A. : 45 milliards de francs) développe son service d'**AUDIT OPERATIONNEL.**

Après un stage intensif d'un mois dans l'un de ses 35 hypermachés, vous rejoindrez une équipe jeune et dynamique de 8 personnes, en relation directe avec la **DIRECTION GENERALE** du Groupe.

Ayant en charge des missions d'audit opérationnel, financier et informatique, vous couvrirez l'ensemble des activités du Groupe (discount, proximité, centrales d'achat, logistique).

Vous serez amené à :
- participer à l'élaboration des procédures ;
- formuler des recommandations ;
- assurer le suivi des recommandations ;
- conseiller nos partenaires du Groupe.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous avez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un grand cabinet d'audit ; la réussite à ce poste vous permettra une évolution rapide dans le service et au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous référence 94, Pierre AVRIL, 64 rue du 8 mai 1945, 92025 NANTERRE Cedex

Promodès

The Walt Disney Company

CONTROLEUR DE GESTION EUROPE

LICENCES ET JOINT-VENTURES

La vocation de notre Division Consumer Products est la commercialisation des personnages Walt Disney à travers des produits destinés au grand public, notamment les publications, les vêtements, les jouets... Il s'agit donc d'une activité en pleine expansion dans le monde entier (CA Europe : 130 millions de $). Nous recherchons pour le siège européen de cette division, basé à Paris, un contrôleur expérimenté.

En toute autonomie, vous examinerez la situation de nos nombreux licenciés européens, mais aussi de nos filiales et des joint-ventures. Votre pragmatisme vous permettra de suggérer des améliorations à nos partenaires et à notre Direction.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole. Vous possédez environ 5 années d'expérience dans une fonction financière acquise dans un contexte international. Vous êtes bilingue anglais et maîtrisez éventuellement une 3ème langue.
Vous recherchez un poste actif vous permettant de voyager 75 % de votre temps.
Nous vous proposons une mission particulièrement attractive, à haut niveau de rémunération vous permettant d'envisager une réelle évolution dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6081 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

CRÉDIT-BAIL ET LOCATION FINANCIÈRE

CONCORDE ÉQUIPEMENT

filiale de la banque WORMS

recherche pour son siège social à Paris :

ANALYSTES CRÉDIT

POSTE :
- Seconder le responsable des études de risques ;
- Mettre en forme les dossiers et les analyser ;
- Soumettre aux comités avec avis.

FORMATION :
- Etudes supérieures (BAC + 4) économie, gestion, finance.
- Débutant ou courte expérience.

PERSONNALITÉ :
- Aptitude à l'analyse et esprit de synthèse.
- Curiosité pour l'aspect technique des matériels et tempérament.

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

Pour assurer le secrétariat commercial comprenant :
- L'assistance permanente aux responsables commerciaux (rendez-vous, comptes rendus, fichiers, etc.) ;
- L'établissement des contrats de location et le suivi de leur signature, les relances ;
- L'établissement des états périodiques et la tenue des statistiques commerciales.

Ce poste nécessite :
- L'aptitude à travailler sur matériel WANG (traitement de texte).
- Une formation et une expérience confirmée.
- Des qualités de méthode et d'organisation.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. Luc de la Hosseraye, CONCORDE EQUIPEMENT, 42, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

TRAILOR location

Grand constructeur européen de semi-remorques, nous avons su bâtir notre réputation sur la fiabilité et la technicité de nos produits, ce qui nous permet d'avoir une croissance saine et de dégager une forte rentabilité.
Suite à une promotion interne nous recherchons pour notre siège, basé à Coignières (78), notre nouveau responsable :

AUDIT INTERNE

A 25-30 ans, de formation Sup de Co + DECS (ou équivalent), après une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit, vous souhaitez aujourd'hui donner une nouvelle orientation à votre carrière en intégrant le monde industriel.

Nous vous confierons les fonctions suivantes : • audit comptable et opérationnel des succursales et agences régionales, de l'usine et du siège • amélioration des procédures existantes et établissement de nouvelles procédures comptables et opérationnelles.

Directement rattaché à notre Directeur Financier, vous aurez la responsabilité et la maîtrise totale de vos dossiers. Vous pourrez bénéficier d'un développement personnel de carrière et de réelles possibilités d'évolution.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous réf. 60.3099 LM.

Mercuri Urval

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Filiale française de la JAPAN AIR LINES, nous sommes aujourd'hui le numéro 1 des «Tour Operator» spécialisés sur le Japon et poursuivons notre croissance (50 personnes, CA : 80 MF). Nous recherchons notre

Chef du Service Comptable

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et responsable d'une jeune équipe de 7 personnes, vous coordonnerez l'intégralité des tâches comptables jusqu'au bilan et participerez activement au développement des outils de gestion dans un contexte évolutif et fortement informatisé.

De formation supérieure et niveau DECS, vous maîtrisez parfaitement les techniques *comptables et fiscales et* justifiez d'une expérience d'environ 4 ans acquise dans une fonction similaire ou pour partie en cabinet d'expertise.

La souplesse d'esprit, le sens de la communication, de bonnes connaissances informatiques (IBM) et la maîtrise de l'anglais sont parmi les qualités essentielles *pour réussir dans ce poste et* évoluer vers de plus larges responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous référence E 217 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en *toute confidentialité.*

DESSEIN

Ernst & Whinney Conseil

le talent à déployer pour gérer le premier complexe de loisirs d'Europe

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe. Grand par la taille : près de 2000 hectares tout près de Paris. Grand par sa conception hautement technologique. Grand par la diversité des réalisations, qui appelle la multidisciplinarité. Grand par la durée : après l'ouverture, entre autres, du Magic Kingdom en 1992, l'évolution du projet est d'ores et déjà planifiée jusqu'en 2017.

Dans ce contexte, nous recherchons des responsables qui évolueront dans des secteurs variés (hôtels, loisirs, restaurants, bâtiment, services, transports) et seront invités à créer, construire et mettre en place les meilleurs systèmes. Ce défi est réservé à des cadres dynamiques qui apprécient la réflexion, le dialogue et les possibilités d'ouverture.

En rejoignant Euro Disneyland, vous entrez dans un monde véritablement unique fait de dynamisme, de respect des personnes et de l'environnement. En un mot, dans l'excellence à laquelle vous associez la vôtre.

Imaginez-vous dans ce royaume où *le talent* est roi.

CONTROLEUR DE GESTION H/F Pour des projets très diversifiés, vous préparez plans et budgets, élaborez les tableaux de bord, mettez en place les procédures et suivez les coûts. Vous menez également des études financières afin de conseiller les chefs de projet et les responsables de centres de profit. De formation supérieure (INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP ou DECS), vous avez une expérience de 2 à 6 ans dans une banque ou une grande entreprise. (réf. FN/9120/M)

AUDITEUR INTERNE H/F *Dans le cadre de la création du service* audit, vous participez à la mise en place de son organisation et de ses méthodes. Vous procédez à l'audit de nos projets et assurez le suivi des contrats. De formation supérieure (INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP, MBA ou DECS), vous avez une expérience de 2 à 6 ans en cabinet ou dans le service audit d'une grande entreprise. (réf FN/9106/M)

Pour ces deux postes, la connaissance de la micro-informatique et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Pour en savoir plus, appelez dès à présent le (1) 49 30 77 66 du lundi au vendredi entre 12 h et 18 h. Vous pouvez également adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.

Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

Carré Turenne

MORGAN GUARANTY TRUST C° OF NEW YORK

L'une des plus importantes Banques Américaines, *établie à Paris depuis 1868, qui sert une clientèle composée,* entre autres, de sociétés Internationales, d'Institutions Financières diverses et de Gouvernements, recherche

ASSISTANTS BACK-OFFICE DEBUTANTS

BAC + 3/4

FORMATION COMPTABLE, ECONOMIQUE

(licence - maîtrise - etc)

- pratique courante de l'anglais nécessaire -

Au sein d'une des Banques Internationales les plus renommées, nous vous formerons au traitement des Opérations de Bourse Française ou Etrangère, de Trésorerie et Moyens de Paiement.

De réelles perspectives d'avenir s'ouvrent à ceux qui, dynamiques et rigoureux, sauront s'investir pour réussir.

Merci d'adresser dossier de candidature, photo, salaire actuel au Human Resources Dept, Morgan Guaranty Trust C° of New York, 14, Place Vendôme 75001 Paris.

JPMorgan

HAUTE-SAVOIE

Leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture (500 personnes).

Notre implantation internationale, notre dynamisme commercial et la parfaite maîtrise de nos techniques sont à la base de notre développement : croissance annuelle moyenne de 20%, 10 filiales étrangères de distribution.

La division commerciale SOMFY FRANCE, CA 150 MF, 100 personnes située en Haute-Savoie recherche son

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Animateur d'une équipe de 15 personnes, vous prenez en charge, en le faisant évoluer, le service Administration des Ventes (traitement des commandes, facturation et recouvrement) et la gestion des systèmes comptables, financiers et informatiques.

Disposant d'une bonne pratique de l'outil informatique, vous assurez en outre la liaison avec les différents services fonctionnels du groupe (notamment dans les domaines administratif et financier).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste qui requiert de fortes dispositions à l'animation d'une équipe, de la rigueur et de l'autonomie, un diplômé ESC (option gestion finance) ou maîtrise de gestion. Un niveau DECS, *mais surtout une expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire est souhaitable.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., salaire actuel, photo) sous référence RAF à notre conseiller

R. ELKIN 16, rue Gabriel Péri - 94220 CHARENTON.

VGG

MOTEURS ET AUTOMATISMES POUR STORES ET VOLETS ROULANTS **SOMFY**

CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes un groupe bancaire en fort développement. Nous recherchons un Contrôleur de Gestion.

Agé d'environ 28-35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, DECF...). Vous maîtrisez parfaitement la comptabilité analytique.

Vous justifiez d'une première expérience significative de 3 ans minimum *acquise au sein d'une banque.*

Rattaché à notre Directeur Général, vous serez chargé d'assurer le contrôle budgétaire de la banque et de ses filiales.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prét.) s/réf. 6427/LM à **MEDIAPA** *50-54, rue de Silly* 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

BANQUE DE BAECQUE BEAU

Banque *privée parisienne,* à taille humaine (200 personnes), notre vocation est le financement des PME-PMI et la gestion d'une clientèle de particuliers.

Le succès de notre développement, basé sur la qualité du service et la compétence, nous amène à rechercher pour notre nouvelle agence de Saint Augustin :

LE RESPONSABLE DE LA CELLULE CLIENTELE PRIVEE DE L'AGENCE

(35/40 ans)

Il animera une équipe en charge du développement d'une clientèle de particuliers à haut revenu et se verra confier en direct, une partie de la clientèle existante. (Réf. 186 V).

UN CHARGE DE CLIENTELE PRIVEE

(27/35 ans)

Il reprendra une clientèle de particuliers et sera chargé de la développer. (Réf. 186 W).

Ces postes font appel à des qualités humaines (écoute, aisance, sens commercial), ainsi qu'à des compétences techniques (connaissance des produits financiers et de leur fiscalité) qui sont indispensables.

Vous cumulez ces atouts et êtes attirés par des petites structures souples et proches de leur clientèle, alors, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle sous la réf. choisie à NB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS

DESSEIN

SMAbtp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Notre organisation, très décentralisée, sur l'ensemble du territoire national implique un contrôle de gestion structuré et performant. Dans ce contexte, nous cherchons à enrichir notre potentiel en intégrant un jeune Contrôleur de gestion à fort potentiel au sein de l'unité existante (basée au siège à Paris 15ème).

Cette opportunité s'adresse à un diplômé d'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) doublé d'une formation comptable du niveau DECF (DECS), ayant 5 à 8 ans d'expérience de la fonction (CA, contrôle budgétaire et/ou de gestion) et possédant d'excellentes compétences en micro-informatique (tableurs, SGBD).

Il prendra en charge l'animation d'une petite équipe pour réaliser le budget annuel, la comptabilité analytique et budgétaire, les tableaux de bord jusqu'à l'analyse des résultats. Il sera particulièrement responsable du développement micro-informatique, des relations avec les études informatiques (informatique groupe) où sa capacité à innover et à faire évoluer les systèmes existants sera primordiale. Il participera avec le responsable du service aux relations avec la direction, à l'amélioration des moyens, aux *études nouvelles. Nous attendons de vous, en dehors de vos compétences techniques, des qualités de* rigueur, un esprit innovateur, de réelles qualités de communication et l'ambition d'évoluer à terme (l'importance de notre groupe permettra à un candidat de valeur de trouver un développement de carrière). Une disponibilité rapide serait très appréciée.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 5306 M à SERIFO — 47 bis, avenue Bosquet — 75007 PARIS.

SERIFO

Membre de Syntec

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Les « reprises d'entreprise par les salariés », miroir aux alouettes ?

Ne tirez pas sur les RES

« Pièges à gogos » ou pas, les RES (reprises d'entreprise par les salariés) existent. Et elles se multiplient. Alors que leur nombre était relativement faible entre 1984 et 1987 (moins de 200), il a explosé après la loi de 1987 qui a étendu leur champ d'application. Aujourd'hui, les statistiques dénombrent près de 500 cas de RES et un foisonnement de sociétés financières spécialisées sur la question. La cellule ingénierie financière de la Cegos a mené une enquête approfondie sur les RES. Sur près de 200 questionnaires envoyés, plus de 90 entreprises ont répondu, dont 81 de manière exploitable.

Rares sont les RES qui, en France, soutiennent la comparaison avec les LMBO et LBO à grand spectacle des Etats-Unis. Excepté quelques opérations-phares (RES de défense contre OPA), Moulinex (RES avec réserve d'usufruit pour le fondateur), le marché se trouve plutôt du côté des PME. Plusieurs centaines de petites et moyennes entreprises ont choisi la RES comme solution à leurs problèmes. La Cegos qui vient de rendre publique une étude portant sur 81 entreprises a eu l'originalité d'étayer ses résultats par un autre point de vue : celui d'une dizaine d'organismes financiers.

Les résultats de cette enquête sont assez contrastés. Ainsi à la question, pourquoi avoir choisi une RES, un bon quart des chefs d'entreprise interrogés ont répondu que c'était *« pour maintenir l'intégrité culturelle de l'entreprise »* (24 %). Réponse corroborée par deux réponses complémentaires, *« éviter une reprise étrangère ou concurrente »* (21 %) et *« récompenser une équipe dirigeante »* (14 %).

Soumis à la même question, les dix financiers spécialistes de LMBO interrogés ont répondu de manière totalement différente. Selon eux, une RES a d'abord pour fonction de *« remédier à l'instabilité chronique ou possible de l'actionnariat »*. Pour la Cegos, cette opposition s'explique par la différence des points de vue : les premiers vivent l'entreprise de l'intérieur et apportent une réponse « affective » tandis que les seconds, extérieurs à l'entreprise, conservent une vision technicienne.

La seconde surprise de l'enquête Cegos tient au type d'entreprises qui ont choisi une RES. Si les textes qu'ils régissent ont été conçus pour faciliter la transmission d'entreprise, ce motif n'est invoqué que dans 38 % des cas. La grande majorité des RES ont été constituées par des cessions de filiales de groupes industriels à des cadres.

Selon la Cegos, ce paradoxe n'est qu'apparent puisque les textes régissant la RES ont surgi en pleine période de restructuration industrielle. Nombre de filiales non directement concernées par le recentrage des groupes industriels sur leur « métier de base », ont alors été cédées à des tiers. Et souvent à des cadres.

Solution « maison »

Le prix des entreprises cédées figure également parmi les surprises de l'enquête Cegos. A priori, les RES se sont toutes montées sur la base d'un prix de cession proche d'un prix de marché. Autrement dit, les cadres ayant acquis l'entreprise où ils travaillent ont été mis sur le même plan qu'un acheteur extérieur, avec un PER moyen situé aux environs de 7,5. Néanmoins, sur les 81 entreprises ayant répondu au questionnaire, près de la moitié d'entre elles affirment avoir bénéficié d'un *« PER faible, inférieur ou égal à 6. »*

Quand il s'est agi de filiales, c'est souvent parce que le groupe s'est montré soucieux de favoriser une solution *« maison »*. Parfois également un prix modéré a tenu compte du fait que la gestion a été un *« peu endormie ou obérée par les problèmes de succession »*.

Ce n'est que dans le cas des sociétés dont le chiffre d'affaires était supérieur à 150 millions de francs ou qui étaient cotées en Bourse que les PER ont été supérieurs à 7, pouvant alors atteindre 15 ou 20. Ce sont les procédures de maintien de cours ou l'existence d'offres de rachat extérieures qui ont obligé alors les opérateurs à respecter la *« pression du marché »*.

L'enquête Cegos est riche de détails inattendus, notamment sur les conditions financières de reprise, les facteurs-clés de réussite ou d'échec, le marché de la RES. Un dernier point mérite cependant que l'on s'y arrête : c'est le rôle des partenaires financiers. *« Il est remarquable de constater que près d'un quart des RES se font sans l'appoint de partenaires bancaires ou financiers dans le tour de table du capital du holding »*, note la Cegos.

C'est généralement le cas des petites et moyennes entreprises. Mais dès que l'entreprise se valorise au-dessus de 10 à 15 millions de francs, trois partenaires financiers au moins sont présents dans le holding. Les spécialistes du capital risque ou du LMBO et les banques se partagent alors le marché. Mais dans les trois quarts des cas, ces partenaires financiers ont prévu leur sortie : par introduction en Bourse (40 % des cas), rachat par les dirigeants (30 %) ou rachat par les salariés (20%).

L'existence d'un second marché constitue donc la voie royale pour *« assurer à terme la liquidité des participations financières »*.

Au total, la plupart des chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête ont porté un jugement favorable sur la RES. La plupart se montrent même prosélytes. Il est vrai que pour beaucoup d'entre elles, le chiffre d'affaires a augmenté de 13 % par an, les effectifs ont crû de 5 %, le bénéfice net a progressé de 21 % tandis que le ratio d'endettement tendait à diminuer.

YVES MAMOU

Introduite en Bourse sur le second marché le 23 novembre

La CFPI : un chimiste sur mesure

La Compagnie française de produits industriels (CFPI) fera son entrée à la Bourse de Paris le 23 novembre. Ce sera la 334e introduction sur le second marché depuis la création de ce dernier le 2 février 1983.

« Small » est-il encore *« beautiful »* ? M. Claude Hess, PDG de la CFPI, créée en 1928 par son père, se dit persuadé qu'il y a encore de la place pour des entreprises à taille humaine, même dans l'industrie chimique, où le gigantisme est actuellement à la mode. Tout cela parce qu'*« on ne sépare pas l'économique du social »*.

Singulière entreprise que cette CFPI, qui a réussi, en jouant des coudes, à se faire une place au soleil dans cette chimie où le milliard de dollars est la plus basse unité de mesure des chiffres d'affaires. Et, avec des ventes affleurant tout juste le milliard de francs, cette PME prétend damer le pion aux plus grands. Le plus fort est qu'elle y parvient, sans difficulté apparente. Comment ? En prenant les places que ses grands concurrents répugnent à occuper. Pour tout dire, la CFPI est capable de préparer en petites quantités une multitude de produits adaptés à des besoins très précis. C'est le chimiste sur mesure par excellence, qui s'est rendu indispensable en associant *« la notion de service à celle de l'industrie »*.

L'entreprise crée ses produits avec ses clients. C'est ce que M. Claude Hess appelle la *« stratégie des niches »*.

La société exerce ses talents sur trois grands axes. L'agrochimie constitue sa principale activité (50 % des ventes). La CFPI fabrique, par exemple, des désherbants sélectifs (pour la vigne notamment), des antimottants pour engrais, domaines où elle règne en maîtresse. Elle est aussi le deuxième fabricant en France, derrière Rhône-Poulenc, de matières actives pour l'agrochimie.

La société travaille également pour l'industrie (40 % du chiffre d'affaires). Elle est la première en France sur le marché des produits de traitement de surfaces destinés aux carrosseries automobiles et très fière d'être le principal fournisseur de la régie Renault.

La CFPI propose également des produits de nettoyage et de désinfection pour les chaînes alimentaires. *« Nous intervenons du pis de la vache au pot de yaourt »*, insiste M. Claude Hess.

Marchés extérieurs

Elle fabrique d'autre part des colles structurales ayant vocation à remplacer les soudures par points et a lancé un tensio-actif homologué pour le pelage chimique des légumes, qui remplace la soude caustique employée jusqu'ici.

Troisième axe d'activité : la chimie fine (10 % du chiffre d'affaires). Un des produits maison est un antioxydant pour graisses végétales.

Pour être encore plus à l'écoute de sa clientèle et atteindre la taille critique, la CFPI doit investir. Elle a déjà des filiales étrangères (Etats-Unis, Espagne, Italie, RFA). Le groupe réalise 48 % de son chiffre d'affaires hors de France. Il a récemment racheté la SEAC, une petite affaire spécialisée dans l'élaboration de principes actifs pour la pharmacie.

Mais ce n'est pas encore suffisant. C'est en prévision d'un besoin de financement pour renforcer ses positions internationales et acheter une belle affaire allemande (au moins 100 millions de DM de chiffre d'affaires) que la société entre rue Vivienne. Une façon aussi pour M. Claude Hess de préparer sa succession en maintenant l'indépendance de la maison. Lui et sa famille possèdent 64 % du capital, David Rothschild 10 %, le personnel de 4 % à 5 % et les institutionnels 21 %.

ANDRÉ DESSOT

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe bancaire européen. Nous recherchons aujourd'hui notre

AUDITEUR INTERNE

Rattaché à notre Président-Directeur Général, vous serez chargé d'élaborer et de mettre en place les procédures de contrôle interne, comptables et opérationnelles.

De formation supérieure (Grandes Ecoles, Dauphine et/ou DECS...), vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire au sein si possible d'une banque anglo-saxonne.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V.+ photo), sous la référence 6428, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILL. CEDEX

Affirmez votre sens stratégique

UN COLLABORATEUR CHARGE D'ETUDES ET DE RECHERCHE

SÉLÉFRANCE
Conseil en Recrutement

SELEFRANCE
72, rue Regnault
75013 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SECTEUR "FINANCEMENT GRANDS PROJETS"

Au sein de la direction actions, il rejoint la petite unité chargée des prises de participations dans les grands projets.
Ceux-ci concernent notamment la construction et l'exploitation d'infrastructures.
Il assistera le responsable de l'activité pour :
- la prospection en France et à l'étranger,
- les études juridiques et le montage financier des sociétés concessionnaires intervenant dans le secteur,
- l'analyse économique et financière des projets.
Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une formation économique et financière, possédant une première expérience professionnelle dans une équipe de montage de projets et parlant couramment anglais.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.791 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

ARC UNION, GROUPE FINANCIER ET IMMOBILIER EN FORTE CROISSANCE CRÉE LE POSTE DE :

CONTROLEUR INTERNE

BANQUE - FINANCE

Profil : Agé d'environ 28 ans, de formation Bac + 5 et DECS, une première expérience de l'audit ou du contrôle interne acquise en milieu bancaire est indispensable.

Mission : Rattaché à la Direction du contrôle interne du groupe, vous serez chargé de l'audit, de la mise en place et du contrôle des procédures bancaires, juridiques, comptables et administratives des sociétés financières.
Votre compétence, vos qualités relationnelles et d'autonomie vous permettront d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence AU/CI à notre Conseil CARRIA PROFILE - 128 rue de Rennes - 75006 PARIS.

CARRIA PROFILE
Conseil en Recrutement

AFFAIRES

Euromarché s'installe en Nouvelle-Calédonie

Bataille de grandes surfaces sous les tropiques

La Nouvelle-Calédonie vit une veillée d'armes fébrile. Une fois n'est pas coutume, l'empoignade mettra aux prises non pas des gros bras de la politique mais des poids lourds des affaires. On ne s'affrontera pas, c'est juré, qu'à coûts de revient *et on ne cassera que les prix !*

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

D'un côté, les grosses *maisons* de commerce de Nouméa, de l'autre, Euromarché, intrus dans un domaine jusque-là réservé. L'enjeu : la grande distribution. Si l'issue du duel reste incertaine, une chose semble d'ores et déjà acquise. Avec ses dix mille mètres carrés de surface, ses cent millions de francs d'investissements et ses cent soixante-dix *emplois* créés, Euromarché version calédonienne, dont l'ouverture est programmée fin novembre, va contribuer à remodeler le paysage commercial local. Il s'agit à l'évidence du plus gros événement économique intervenu sur le Caillou ces dernières années (si l'on excepte l'actuelle embellie du nickel, liée, elle, à la conjoncture internationale).

Cette bataille de supermarchés sous les tropiques débute, en fait, par une de ces querelles de famille dont Nouméa est si friande, une fois la fièvre cocardière retombée. Car c'est un « héritier » bon teint, mais enfant terrible du sérail, qui s'en va aujourd'hui croiser le fer avec ses pairs de l'establishment.

M. Philippe Pentecost, fils d'Edouard – figure légendaire de la Nouvelle-Calédonie de l'âge pionnier, – caressait le secret espoir d'enrichir le patrimoine familial (mines, tourisme, concessions de voitures...) d'une nouvelle conquête : le gros commerce. Les troubles politiques de 1984-1985 avaient atteint de plein fouet ses intérêts. L'heure était venue, conclut-il, de se diversifier. Il prit donc langue avec une centrale d'achat métropolitaine – Euromarché – et l'invita à s'intéresser de plus près aux mers du Sud. Euromarché ne s'était-il pas déjà implanté à Tahiti, en association avec des capitaux locaux ? Pourquoi ne pas poser un second pied en Nouvelle-Calédonie ? Accord fut conclu : M. Philippe Pentecost et les partenaires tahitiens d'Euromarché s'allieront pour lancer l'Euromarché de Nouméa.

Nouméa ? Ce fut finalement Dumbéa, la commune voisine, aux allures de banlieue-dortoir. Car le projet Euromarché sentit vite le soufre à Nouméa, forteresse du RPCR, citadelle des grosses maisons de commerce (Ballande, Barrau, Lavoix...) héritières de l'époque florissante de l'économie de comptoir. M. Bernard Marrant, maire de Dumbéa, brouillé avec ses anciens amis du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) à la suite d'une ténébreuse polémique autour d'un golf municipal à dix-huit trous, ne fut que trop ravi de leur jouer un mauvais tour en accueillant sur ses terres M. Philippe Pentecost, l'indésirable.

Ainsi va Nouméa, bourdonnant d'homériques querelles.

Tirs de barrage

Les tirs de barrage que durent essuyer les promoteurs du projet Euromarché ne firent qu'illustrer une fois de plus les pratiques locales en cours lorsqu'il s'agit de se liguer contre un trouble-fête désireux de desserrer l'étau de certains monopoles. *« Je me suis d'abord heurté au refus des banques de la place. Puis ce fut au tour des entreprises de travaux publics qui, de concert, ne proposaient leurs services qu'à des prix excessivement élevés »*, raconte M. Philippe Pentecost. Il ne put contourner l'écueil qu'en s'adressant à des banques parisiennes (voyant ses efforts aboutir, certaines banques *locales finirent* par prendre le train en marche) et en lançant sa propre entreprise de construction.

L'administration, elle, accorda son feu vert au projet, saisissant là l'occasion d'ouvrir de nouveaux débouchés pour les coopératives canaques de brousse et des îles Loyauté, mais surtout trop heureuse d'injecter une bonne dose de concurrence dans un secteur ronronnant sur ses rentes de situation et donc générateur d'inflation.

Car tel est bien l'enjeu de la bataille : les prix. Chacun est averti qu'*Euromarché ne fera pas dans la* dentelle. Les baisses proposées au public varieront selon les produits de 5 à 50 %. Dans les services économiques du Haut-Commissariat, on estime que la baisse territoriale des prix dans l'alimentation induite par cet électrochoc devrait se situer dans une fourchette de 20 à 25 %. Les responsables d'Euromarché *pensent ainsi s'arroger un cinquième* du marché du grand Nouméa. Si les concurrents de gros calibre tels que les groupes Ballande, Barrau, Lavoix risquent de prendre du plomb dans l'aile – ils sont déjà en train de se restructurer pour encaisser le choc, – ce sont surtout les petits établissements qui vont faire les frais de cet assainissement du marché.

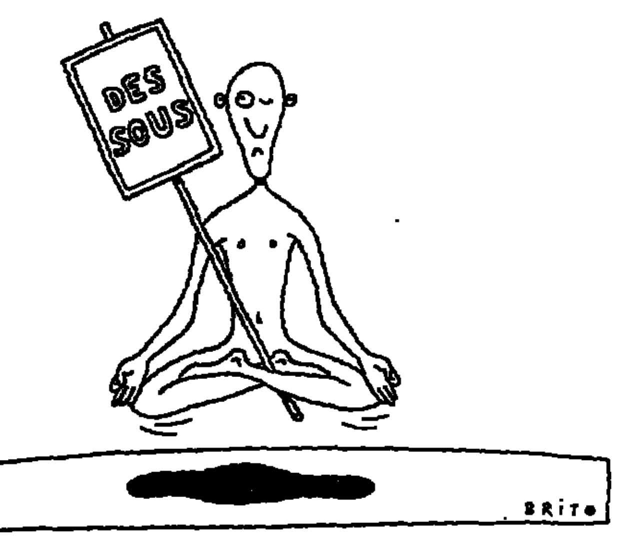
Il est vrai que le commerce a toujours prospéré en Nouvelle-Calédonie sur un terreau économique artificiel irrigué de transferts financiers considérables de la métropole. Le réseau commercial s'était même densifié ces dernières années, allant jusqu'au suréquipement. Dans ce secteur contribuant au PIB local pour 28 %, on comptait fin 1988 1020 employeurs (soit le premier groupe du territoire) employant 5 750 salariés, principalement concentrés dans le grand Nouméa dont la population active occupée, est d'environ trente mille personnes. Dans un marché à ce point saturé, l'heure de vérité, prédisait ent nombre de professionnels, devait arriver tôt ou tard.

FRÉDÉRIC BOBIN

Une profession atypique

Les quatre mille yogis français cherchent à joindre les deux bouts

Les yogis cherchent une reconnaissance, y compris une *reconnaissance économique*. La Fédération nationale des enseignants de yoga (FNEY) organise, comme chaque année, les 18 et 19 novembre à Paris, une opération « portes ouvertes » pour tenter de faire comprendre au public cet art corporel et *spirituel dont les professionnels* ont du mal à joindre les deux bouts (1).



Pas commode de faire le portrait-robot des quatre mille yogis français environ qui aiment tellement le yoga qu'ils ont choisi de l'enseigner et d'en vivre. En l'absence de statistiques fiables, disons qu'il s'agit dans quatre cas sur cinq d'une femme, plutôt entre quarante et cinquante ans et habitant, en général, une ville de province.

Il a, le plus souvent, suivi une formation dans une des trente écoles sérieuses ouvertes en France depuis le début des années 70. A titre d'exemple, l'Ecole française de yoga (EFY) demande au candidat *d'avoir pratiqué régulièrement* le yoga pendant trois années, d'être parrainé par un professeur, d'être d'un niveau équivalant à celui du baccalauréat.

50 francs l'heure

Elle lui propose de suivre en quatre ans *un millier d'heures de* cours, d'ateliers et de séminaires pendant lesquelles il apprendra, en théorie et en pratique, l'anatomie, la physiologie, la biomécanique, mais aussi la relation pédagogique et les traditions spirituelles chrétienne (Bible) et hindoue (Bhagavad-Gita). La soutenance d'un mémoire vient conclure ce cursus qui fait l'objet d'une attestation de scolarité. La Fédération demande à ses membres de suivre, chaque année, une semaine de recyclage.

Nanti de ce bagage, le (ou la) *yogi* cherche à se constituer une clientèle. Il pratique son art sous le régime de la profession libérale en se rendant à domicile ou en enseignant dans une salle de quartier. Dans ce cas, selon le nombre des élèves, sa notoriété, s'il enseigne à Paris ou en province, les tarifs peuvent varier fortement. En moyenne, on estime qu'il demande, en cours collectif, 50 francs l'heure à Paris, et 30 francs en province. Le professeur de yoga peut aussi exercer une activité salariée, c'est-à-dire enseigner dans une entreprise sous la responsabilité d'un comité d'entreprise ou dans une maison des jeunes et de la *culture (MJC) sous* la responsabilité d'une association régie par la loi de 1901. Le Syndicat national des professeurs de yoga (SNPY) préconise, pour l'année 1989, et à Paris, un salaire horaire de 240 francs brut l'heure, auquel doivent s'ajouter les frais de déplacement.

A l'évidence, on peut parler d'une profession vivant chichement. En province, un professeur peut ne toucher de ses sept ou huit clients que 1 200 francs par mois. A Paris, un enseignant connu attire deux cents clients qui lui laisseront 10 000 francs, mais sur neuf ou dix mois en raison des diverses vacances. Il faut, en outre, rappeler que ces tarifs sont ensuite amputés des cotisations sociales. Ainsi, pour un revenu annuel de 27 000 francs en 1988, un professeur, exerçant en *libéral, se voit-il demander* 6 000 francs au titre de la Sécurité sociale, 2 100 francs au titre de la retraite et 2 300 francs pour les Allocations familiales. C'est un gros tiers du revenu qui disparaît.

Même en complétant avec des cours salariés, peu de professeurs parviennent à vivre exclusivement du yoga, et Patrick Tomatis, président du SNPY, incite les débutants à la prudence : *« Nous leur conseillons de ne pas interrompre leur activité professionnelle initiale, au moins dans un premier temps, en attendant qu'ils se constituent une clientèle solide. »*

Une profession vulnérable

De là, provient d'ailleurs la vulnérabilité de la profession : enseigner le yoga n'est pas un passe-temps et suppose beaucoup de temps et d'énergie consacrés aux élèves, mais certains professeurs, pour lesquels il représente un simple violon d'Ingres, acceptent des rémunérations dérisoires ou pratiquent le bénévolat. *« C'est de la concurrence déloyale pour ceux qui ne veulent pas brader leurs connaissances et qui veulent se consacrer au yoga*, affirme Patrick Tomatis. *Que ceux qui ne veulent pas tirer de bénéfices de leur pratique fassent payer normalement leurs élèves et qu'ils reversent l'argent à une caisse d'entraide ou à une fondation qui aideront les professeurs connaissant des problèmes financiers et qui épauleront des candidats à l'enseignement désargentés. »*

« Nous sommes, poursuit-il, *une profession très bizarre, composée de gens parfois tentés par la marginalité et qui ne comprennent pas que les professeurs de yoga aient besoin de respecter des règles, de se soucier de questions fiscales et de participer à l'activité d'organismes professionnels. Lorsque nous menons une action syndicale, c'est tout juste s'ils ne nous engueulent pas, parce qu'ils pensent que le yoga n'a pas à être institutionnalisé. Pourtant, si celui-ci n'a pas été assimilé à la kinésithérapie, c'est bien parce que des institutions ont défendu l'identité et la qualité de leur métier. »*

Profitant de ces contradictions, un certain nombre de maisons de jeunes et de la culture ont cherché à faire baisser au maximum les tarifs de leurs professeurs salariés. Ainsi, l'ensemble des directeurs des MJC d'une partie de l'ouest de la France se sont entendus pour mettre à la porte les enseignants qui n'accepteraient pas leurs nouvelles *conditions, soit 36 francs* l'heure pour un professeur sans attestation de formation et 72 francs pour le titulaire d'un diplôme, alors que le syndicat préconisait, dans cette région, un tarif de 150 francs.

Ni gymnastique ni thérapie

A ce prix, il est vrai que le professeur d'ikebana, l'art floral japonais, ou de poterie peut tenter quelques torsions et respirations. Puisque aucun diplôme officiel ne sanctionne la formation du professeur de yoga, n'importe quel adepte d'un gourou indien, de retour d'un ashram et sans aucune connaissance d'anatomie, peut mettre – et pour pas cher – sur la tête dès le premier cours un élève souffrant d'hypertension, de fragilité cervicale ou de problèmes oculaires, au risque de provoquer des traumatismes irrémédiables.

« Le yoga n'est pas une gymnastique, ni une thérapie, ni une religion, conclut le président du syndicat. *C'est une discipline d'intériorité et d'évolution de la personne qui se réfère aux traditions de l'Inde. Par des postures et des respirations, il vise à la conscience et à l'harmonisation des facultés corporelles, affectives, mentales et spirituelles de l'être humain. Ce n'est pas la sagesse, mais la préparation à la sagesse. C'est dire l'énorme attente des pratiquants qui se confient aux professeurs pour utiliser au mieux et sans traumatisme leur potentiel physique et psychique. »* Cela exclut l'improvisation, l'amateurisme... et les aumônes.

ALAIN FAUJAS

(1) L'opération « portes ouvertes » de la FNEY verra, tout au long du dimanche 19 novembre, des enseignants donner des cours gratuits dans les locaux (inscription préalable : 42-78-03-05). Un débat sur le yoga y aura lieu à 14 heures. FNEY, EFI et SNPY sont regroupés dans les mêmes locaux, 3, rue Aubriot, 75004 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RAZEL

Sur proposition de Paul RAZEL, le conseil d'administration a nommé Claude RAZEL Président-Directeur Général et Président du comité exécutif.

Le même conseil d'administration a nommé Paul RAZEL Vice-Président-Directeur Général et Président du comité stratégique.

Sur proposition de Claude RAZEL le comité exécutif a été complété par :
– Pierre SCHOONHEERE, Directeur Général,
– Michel LALLEMENT, Directeur Général Adjoint,
– Jean-Claude CAZENOVE, Directeur Commercial.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

La vie de club outre-Rhin

Situés pour la plupart dans d'élégantes bâtisses datant du siècle dernier et protégés aujourd'hui comme un patrimoine historique, les clubs d'affaires restent un élément essentiel d'un certain art de vivre outre-Rhin

FRANCFORT

correspondance

Le cadre est toujours cossu, de préférence dans le style classique ou néo-classique, avec une immanquable référence aux familles de riches *banquiers qui ont occupé* les lieux et dont on a conservé les tableaux ou certains éléments du mobilier. La clientèle est tout aussi exceptionnelle puisqu'elle est issue des meilleurs cercles de la société. Comme leurs homologues anglo-saxons, dont ils s'inspirent, particulièrement en ce qui concerne les critères de sélection, les clubs d'affaires outre-Rhin restent d'un accès très fermé. Mais l'argent ne suffit pas, car pour devenir membre, ainsi que l'explique M. Werner Disko, président du Münchner-Herren-Club, l'un des clubs les plus exclusifs de RFA, *« Il ne faut pas seulement pouvoir se prévaloir d'un porte-monnaie bien rempli... »* La renommée personnelle, la position sociale et le type d'activité professionnelle sont des critères tout aussi importants. Il faut rajouter à cette liste le sexe, car, là encore, en raison de l'influence anglo-saxonne, la plupart de ces clubs n'admettent pas de femmes (1). Même si, de plus en plus, celles-ci sont invitées à participer, par le biais notamment de conférences, activité très prisée en RFA.

Chaque grande ville outre-Rhin possède son cercle d'élites, traditionnellement concentré dans les milieux financiers, industriels et commerciaux. Dans un pays où l'économie prime, il n'est pas étonnant, selon M. Konrad Henkel, président de l'Industrie-Club de Düsseldorf, de retrouver ces mêmes personnes dans les clubs locaux où elles se rencontrent pour discuter de leurs affaires. *« Dans ce cas, la neutralité du lieu et la garantie de discrétion sont des éléments essentiels de la vie du club »*, confiait-il récemment.

Toute l'activité économique et industrielle de la Ruhr est ainsi représentée à l'Industrie-Club, l'un des plus anciens du genre puisqu'il a été fondé en 1912. Ce club, qui avait invité Adolf Hitler à parler devant ses membres peu après son arrivée au pouvoir comme chancelier en janvier 1933, s'était ainsi acquis une réputation mondiale, dont il se serait sans doute passé. Sa défiance à l'égard de la presse, notamment internationale, a survécu jusqu'à aujourd'hui. Ce qui s'explique aussi par la qualité de ses quelque neuf cents membres, parmi lesquels le président de Veba, M. Rudolf von Benningsten-Forder, ou celui de Thyssen, M. Dieter Spethmann, respectivement à la tête des quatrième et huitième plus grands groupes industriels de RFA.

Lieux de rencontre privilégiés

En fait, à l'exception peut-être de l'Ubersee-Club de Hambourg, *qui, dès sa fondation en 1920 par le* célèbre banquier Max Warburg, s'est donné pour tâche prioritaire la promotion à l'étranger de la cité hanséatique et surtout de son port, la plupart des clubs d'affaires en RFA fuient toute publicité, préférant la douce quiétude d'un « échange de vues » entre gens du même monde venant d'horizons les plus divers. A ce titre, ces clubs constituent un lieu de rencontre, privilégié de la finance, du commerce et de l'industrie, mais aussi des arts, de la politique et des sciences. Et, si leur influence est souterraine, leur présence n'a jamais été aussi importante dans l'économie !

On comprend mieux dans ces conditions les accusations d'élitisme dont ces clubs font souvent l'objet, notamment de la part de ceux qui en sont exclus, même si les intéressés sont unanimes à rejeter l'épithète.

« Si par élitiste, on entend un réseau parallèle qui déciderait de la vie économique et politique du pays en dehors de tout contrôle, alors, non, nous ne sommes pas élitistes », s'exclame M. Hans Ohlendorf, directeur de l'Ubersee-Club. *« Au contraire, le but d'une institution comme l'Ubersee-Club, qui compte plus de 1 800 membres, dont une centaine de femmes, est de servir de forum au-delà des affiliations partisanes et des catégories socio-professionnelles »* et de *« faire en sorte que nos membres puissent se forger une libre opinion grâce à des informations de première main »*, précise-t-il.

La liste des personnalités invitées à parler devant l'Ubersee-Club est, en effet, impressionnante puisqu'il n'y a pas un président, un chancelier ou un ministre des affaires étrangères, qui ne soit venu depuis la fondation de la République fédérale d'Allemagne. Même chose pour les personnalités étrangères puisque, grâce à sa renommée, l'Ubersee-Club a réussi à attirer des sommités internationales comme Charles de Gaulle, Edward Heath ou Bruno Kreisky...

Dans un autre registre, mais toujours avec l'idée de jeter un pont entre les mondes de l'économie, des arts et des sciences, la Frankfurter Gesellschaft für Handel, Industrie und Wissenschaft peut également s'enorgueillir d'une liste de prestigieux conférenciers depuis sa fondation en 1920, parmi lesquels Albert Einstein, Walther Rathenau, Stefan Zweig ou Carl Orff. Par ailleurs, la très digne institution de Siesmayer Strasse, qui compte déjà parmi ses 600 membres le président de la Bundesbank, Karl Otto Pöhl, a beaucoup fait parler d'elle au début de l'année quand le chef de la Deutschebank, le tout puissant Alfred Herrhausen, est à son tour devenu membre.

Un franc succès

Que ce soit à Münich, à Francfort ou à Hambourg, force est donc de constater que toute la fine fleur de l'industrie, de la banque et du commerce se retrouve de façon prédominante dans les mêmes clubs après avoir été cooptée selon le même principe d'exclusivité. Le président de l'Ubersee-Club, M. Karl Heinz Illies, a beau jeu de souligner que, dans son club, on trouve aussi bien des femmes au foyer que des banquiers, mais il est bien obligé de reconnaître que la tendance est plutôt à une concentration des seconds, *« parce que c'est avec eux qu'il faut compter à Hambourg ! »*

« Dans un pays où les associations d'écoles d'élite n'existent pas, puisqu'il n'y a pas de grandes écoles, il est normal qu'un certain nombre de regroupements plus ou moins occultes se produisent », estime M. Patrick Manon, adjoint du conseiller commercial français à Francfort. Ce qui est certain, c'est que la formule du club reste un moyen idéal de faire des affaires en Allemagne, comme en témoigne le franc succès remporté par le Club des affaires de la Hesse, fondé en 1976 à l'initiative des Français, et qui compte aujourd'hui environ 300 membres recrutés parmi les banquiers, les avocats et les filiales de sociétés françaises à Francfort.

Plus récemment, une version « junior » de ce club a été lancée pour répondre à la forte demande, et son succès est tout aussi garanti grâce à un mélange de dîners-débats, de conférences et d'autres activités permettant de mettre les membres en relation les uns avec les autres. Le secret du succès de ces clubs ? Sans doute dans l'art et la manière de vivre des Allemands... *« mais aussi dans leur besoin éternel d'être sécurisés »*, selon M. Manon.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

(1) Les femmes sont depuis longtemps organisées dans les clubs Zonta, qui ne sont pas à proprement parler des clubs professionnels – bien qu'il faille se prévaloir d'une activité indépendante pour devenir membre, – mais plutôt l'équivalent de clubs comme le Rotary ou le Lion, exclusivement masculins. Il existe une cinquantaine de clubs Zonta en RFA regroupant environ 1 500 membres. On trouve également les classiques cercles Soroptimisten avec environ 1 800 membres en RFA.

هكذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

L'OPA de Paribas sur la Mixte

Allianz reste fidèle à M. Marc Fournier

Le conseil d'administration de la Compagnie de navigation mixte a rejeté, vendredi 10 novembre, la seconde OPA lancée par Paribas contre elle. Allianz, la compagnie d'assurances allemande, affirme qu'elle n'apportera pas ses titres à l'OPA.

Le conseil d'administration de la Compagnie de navigation mixte s'est réuni, vendredi 10 novembre, pour décider de la suite qu'il souhaitait donner à la nouvelle offre de la compagnie financière de Paribas. Celle-ci a en effet décidé d'élargir à la totalité du capital de la Mixte, l'offre publique d'achat qu'elle avait lancée à la fin du mois d'octobre sur les deux tiers des actions seulement.

A l'issue d'une réunion qui a duré plus de deux heures, le conseil d'administration de la Mixte a publié un communiqué dans lequel il déclare avoir « *pris acte* » de cette offre modifiée, qui écarte « *le risque de réduction* » qui pénalisait les actionnaires de la Mixte. Une OPA lancée sur les deux tiers du capital seulement leur faisait encourir le risque de voir se dévaloriser les actions qui auraient été rejetées par Paribas, une fois sa prise de contrôle assurée. Néanmoins, le conseil d'administration affirme que cette seconde OPA « *ne prend pas en compte les conséquences bénéfiques de la politique de valorisation des actifs conduite jusqu'à présent par la Compagnie de navigation mixte* ». En conséquence, le conseil d'administration « *unanime* » a choisi de maintenir « *l'opinion exprimée le 25 octobre* », autrement dit, de rejeter l'offre de Paribas. A cette réunion, tous les membres étaient présents ou représentés.

Un accord de préemption

Loin de se clore sur cette décision, le communiqué de la Mixte comporte en outre un additif : « *Le docteur Schiefer, directeur général d'Allianz, retenu à l'étranger, a adopté cette décision* ». Et M. Schiefer ajoute : « *En ce qui la concerne, Allianz confirme et demeure fidèle à l'attitude adoptée dès la fin septembre de cette année. Soucieuse de conforter sa position dans son secteur d'élection, celui de l'assurance, dans lequel elle s'associe à la Compagnie de navigation mixte, Allianz n'entend pas renoncer à la participation qu'à cet effet elle détient dans cette société, qui fait d'elle l'un des tout premiers actionnaires, et à laquelle elle demeurera donc liée.* »

En d'autres termes, Allianz lie clairement sa position dans les assurances Via et Rhin et Moselle, filiales de la Mixte, à sa participation dans le holding dirigé par M. Marc Fournier. En affirmant l'indissociabilité des deux, la compagnie allemande refuse, de fait, d'apporter ses titres à l'OPA. Cette fidélité aura-t-elle d'autres traductions sur le marché ? Telle est la question que Paribas ne manquera pas de se poser dans les jours qui viennent.

D'autre part, la Commission des opérations de Bourse (COB) a révélé, vendredi, l'existence d'un accord de préemption entre la Mixte et le groupe financier Euris de M. Jean-Charles Naouri. La COB a confirmé que cet accord aurait dû être rendu public dès l'annonce de l'OPA de Paribas sur la Mixte. Il a été annoncé officiellement dès ce vendredi, mais « *avec retard* », dans la note d'information de la Mixte en réponse à l'offre de Paribas.

La COB a aussi indiqué qu'elle enquêterait sur d'éventuelles applications (achat de blocs de titres à un prix convenu) qui auraient été effectuées sur le titre Mixte en dépit du règlement qui interdit de telles opérations dans un contexte d'OPA.

YVES MAMOU

□ **Précision.** – Le billet intitulé « L'astuce de Paribas » publié dans *Le Monde* du 10 novembre faisait état du refus du comité des établissements de crédit d'accorder à Paribas le franchissement du seuil de 20 % au sein du capital de la Mixte. Motif invoqué : « *Insuffisance de fonds propres* », avions-nous écrit. La Compagnie financière de Paribas nous fait remarquer qu'il ne s'agissait pas d'un « *refus* ». Ayant conservé le statut de compagnie financière, Paribas est « *soumis à des ratios de type bancaire* ». Plutôt que de renoncer à ce statut qui bloquait effectivement le franchissement de seuil, « *Paribas a sollicité des autorités monétaires, en plein accord avec elles et conformément aux textes, un délai pour aménager éventuellement ses structures afin de se conformer à l'un de ces ratios. Depuis que Paribas a lancé une OPA sur la Mixte devant lui en donner le contrôle, cette demande et la réponse positive qui lui a été donnée sont devenues sans objet* ». En 1989, les fonds propres de Paribas ont atteint 41 milliards de francs.

Accord Saab-Fiat « avant la fin de l'année »

Le constructeur suédois d'automobiles Saab-Scania pourrait conclure un accord de coopération avec le groupe italien Fiat « *avant la fin de l'année* », a estimé le ministre suédois de l'industrie, M. Ivar Nordberg, dans une interview au quotidien *Svenska Dagbladet* parue vendredi 10 novembre. Il s'agit, pour le moment, d'études de faisabilité, et on n'en est pas encore au stade des décisions concrètes, indique M. Nordberg, soulignant qu'en tout état de cause un éventuel montage financier devrait être approuvé par le gouvernement suédois.

La division automobile de Saab a enregistré un déficit de 1,2 milliard de couronnes (autant de francs) pour les huit premiers mois de l'année et cherche un partenaire industriel et financier pour assurer son avenir dans ce secteur. Les premières négociations avaient été menées avec l'américain Ford. – (*AFP.*)

EN BREF

□ **Accor se renforce au Brésil.** – Le groupe hôtelier français Accor et la Société générale ont pris une participation dans le capital de la chaîne hôtelière brésilienne Quatro Rodas do Nordeste, propriétaire de trois établissements de luxe. L'opération a coûté 27 millions de dollars (environ 170 millions de francs) aux deux sociétés françaises, sans qu'on connaisse la part acquise dans la société brésilienne. Les trois hôtels, situés à Salvador, Recife-Olinda et Sao-Luiz, seront gérés par Accor et porteront en janvier prochain l'enseigne Sofitel.

La réalisation d'un centre de balnéothérapie est aussi prévue pour la fin de 1990. Accor possède douze Novotel et vingt-trois résidences hôtelières Parthénon, gère deux cent mille couverts dans la restauration collective et détient 52 % du marché brésilien du ticket restaurant avec 1,2 million d'utilisateurs quotidiens.

□ **Eastern obtient un délai pour sa réorganisation.** – Eastern Airlines qui a demandé à bénéficier de la loi sur les faillites en mars dernier et a obtenu, en avril, l'accord du juge des faillites de l'Etat de New-York sur son plan de restructuration, vient d'obtenir un délai pour achever cette réorganisation : la date butoir a été repoussée du 13 novembre au 29 décembre. Eastern assure actuellement 780 vols par jour contre 1 100 avant le mouvement de grève de ses salariés, mais la société a perdu 185,2 millions de dollars au troisième trimestre (contre 112,9 pour la période correspondante de 1988) pour un chiffre d'affaires de 305,7 millions de dollars (un peu plus de 1,9 milliard de francs).

□ **Unilever rachète de l'huile d'olive et du parfum.** – Le groupe néerlandais a annoncé, le vendredi 10 novembre, l'acquisition du producteur d'huile d'olive Victor Guedes SA, établi au nord de Lisbonne, qui emploie 150 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 24 millions de dollars (150 millions de francs). Cette opération a été effectuée par le biais de la FIMA, une société commune à Unilever et à l'entreprise portugaise Jéronimo Martins.

Par ailleurs, Unilever a reçu du groupe Valentino la licence mondiale exclusive pour l'utilisation de cette marque dans le domaine des parfums et autres produits cosmétiques.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988	3 nov.	10 nov.
Valeurs franç. à rev. variable	118,8	117,8
Valeurs industrielles	114,1	113,3
Valeurs étrangères	112,1	114,7
Pétroles-Energie	131,5	126,8
Chimie	107,5	105,5
Métallurgie, mécanique	125,2	126,2
Electricité, électronique	104,6	108,7
Bâtiment et matériaux	105,2	103,6
Ind. de consommat. non alim.	107,8	107,6
Agro-alimentaire	126,1	124,5
Distribution	135,2	132,2
Transports, loisirs, services	127,9	127,7
Assurances	198	195,3
Crédit banque	107,8	107,9
Siconi	101,2	101,8
Immobilier et foncier	119,2	117,4
Investissement et portefeuille	123	120,4
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	96	96,7
Emprunts d'Etat	96,8	97,1
Emprunts garantis et assimilés	95,6	94,9
Sociétés	96	95,8
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 217,4	4 174,8
Valeurs étrangères	4 443,6	4 548,7
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	606,7	602,8
Valeurs étrangères	593,7	607,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	118,9	118,5
Emprunt d'Etat	117,8	117,2
Emprunts garantis et assimilés	118,3	118,5
Sociétés	117,1	116,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	513,8	507,2
Produits de base	338,8	335,1
Construction	507	492,8
Biens d'équipement	347,1	344,7
Biens de consom. durables	595	587,1
Biens de consom. non durables	600,5	591,9
Biens de consom. alimentaires	795,1	784,6
Services	496,6	493,2
Sociétés financières	655	646,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	538,3	525,1
Valeurs industrielles	484,3	477,7
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	374,1	367,5

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	9 novembre 1989
Total actif	695 630
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 776
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 385
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	29 337
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	300
Effets privés	162 040
Effets en cours de recouvrement	24 288
Total passif	695 630
dont	
Billets en circulation	241 420
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	97 075
Compte courant du Trésor public	7 171
Reprises de liquidités	19 323
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	60 659
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 9,50 %
- Taux des pensions à 5 à 10 jours 10,25 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .. 10,50 %

Découverte d'un gisement d'or à l'est du Groenland

Des géologues danois et canadiens ont découvert un des plus grands gisements d'or dans le monde, à l'est du Groenland, affirme le professeur CK Brooks de l'Institut de pétrologie à l'université de Copenhague. Le gisement, situé à Skaergaard, dans les roches entre Scoresbysund et Amgmassalik (est de l'île), près de Kangerlugssuaq, seul village de cette côte de 800 kilomètres, contient de l'or à haute teneur dans une zone de 4 kilomètres carrés. La mine, qui ouvrira ses portes dans quelques années, produirait environ 12 tonnes d'or brut par an, rapporterait environ 700 millions de couronnes (630 millions de francs au cours actuel de l'or), et quelque 300 millions de couronnes (250 millions de francs) à ses investisseurs, dont la grande compagnie minière américaine Corona. L'extraction souterraine de l'or sera facile, estiment les experts, et créera des emplois à l'est du Groenland, qui souffre d'un chômage persistant, et amènera des recettes fiscales au gouvernement autonome de l'île. M. Jonathan Motzfeldt, le premier ministre local, est décidé à appuyer toute recherche minière dans son pays, « *pour trouver des solutions de remplacement à la pêche, seule grande ressource du Groenland* ».

TOKYO, 13 nov. ↑

Record

En dépit d'un climat d'incertitude, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur un record, l'indice Nikkei atteignant 35 750,2 points, en hausse de 86,92 points, soit une hausse de 0,3 % environ. Le marché manquait de nerf, constataient les opérateurs, en attendant la publication, dans la semaine, des statistiques concernant la balance commerciale japonaise, mais aussi américaine. Certains analystes évoquent déjà une diminution de 2 milliards de dollars du déficit commercial américain. Le secteur le plus actif a été celui du bâtiment. Les valeurs des maisons de commerce étaient également recherchées, car elles pourraient bénéficier d'une expansion des échanges Est-Ouest.

VALEURS	Cours du 10 nov.	Cours du 13 nov.
Akai	774	770
Bridgestone	1 960	1 960
Canon	1 780	1 780
Fuji Bank	3 200	3 210
Honda Motors	1 830	1 820
Matsushita Electric	2 280	2 260
Mitsubishi Heavy	1 140	1 140
Sony Corp.	8 280	8 230
Toyota Motors	2 580	2 600

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Furukawa et Arbed rachètent des unités de Yates Industries.** – Le japonais Furukawa Electric Co. Ltd. a annoncé, vendredi 10 novembre, qu'il s'était associé avec le sidérurgiste luxembourgeois Arbed SA pour racheter les opérations japonaise, britannique et luxembourgeoise de la firme américaine Yates Industries Inc. Le rachat des trois filiales auprès de Square D Co., la maison mère de Yates, spécialisées dans la fabrication de feuilles de cuivre, devrait coûter entre 20 et 30 milliards de yens (875 millions et 1,3 milliard de francs), précise-t-on de même source. Furukawa Electric, une filiale du groupe Furukawa Co., détient depuis 1970 50 % du capital de la filiale japonaise de Yates, Furukawa Circuit Foil Co. Ltd. – (*AFP.*)

□ **Accord Georgia Gulf-Atochem.** – Atochem, filiale chimie d'Elf-Aquitaine, et la société américaine Georgia Gulf ont décidé de constituer une filiale commune, détenue à 55 % par Atochem et 45 % par Georgia Gulf, dans le domaine des plastiques techniques. La nouvelle filiale, baptisée Implast, sera chargée de commercialiser en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient ces nouveaux produits, utilisés notamment dans la bureautique, l'informatique et l'électroménager. Atochem a annoncé, d'autre part, l'achat au groupe japonais Zeon Kasei d'une licence du procédé de production de la poudre PVC plastifiée, principalement utilisée pour la fabrication de pièces automobiles (tableaux de bord, consoles, contre-portes...).

□ **L'UAP prend 51 % d'un groupe d'assurances chilien.** – L'Union des assurances de Paris (UAP) a acquis 51 % des parts de la Compania de Seguros Continental de Chile, pour un montant non révélé. L'accord conclu entre les deux groupes prévoit la création de nouveaux produits d'assurances sur le marché chilien (assurance-vie, assurance pour risques financiers).

□ **Vers un rachat de Hutchison Whampoa par Inchcape.** – Le groupe de négoce international Inchcape doit racheter deux filiales de Hutchison Whampoa, basée à Hongkong, pour 700 millions de dollars (570 millions de francs). L'acquisition porte sur les secteurs marketing et distribution de biens de consommation de John D. Hutchison ainsi que Hutchison-Boag Engineering, importateur et distributeur de matériels de construction et de produits industriels. Inchcape, qui a réalisé un bénéfice avant impôts de 148 millions de livres, pour un chiffre d'affaires de 2,452 milliards de livres en 1988, opère sur une dizaine de secteurs stratégiques, dont les assurances, le marketing, la distribution, le transport maritime, le thé ou le bois. Le groupe réalise 33 % de ses activités en Extrême-Orient, notamment à Hongkong, et 33 % en Grande-Bretagne, le reste se répartissant sur les marchés européens et d'Asie du Sud-Est.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault & Associés	....	383	Matra Communication	167 40	169 90
Asystel	....	120	Metallurg. Minière	....	....
B.A.C.	....	270 70	Métroservice	....	176
B. Demachy & Assoc.	....	575	Métroservice (bons)	10	8 50 o
Banque Tarneaud	190	191	Molex	213	212
B.I.C.M.	....	816	Navale-Delmas	....	1210
Boiron	....	397	Olivetti-Logabax	250	....
Boisset (Lyon)	....	....	Om. Gest. Fin.	....	490
Câbles de Lyon	....	2190	Pinault	....	552
Calberson	....	780	P.F.A. S.A.	....	810
Cardif	....	768	Presbourg (C. la & Fin)	....	88 40
C.A.L.-de-Fr. (C.C.L.)	....	736	Présence Assurance	....	555 o
C.I.M.E.	....	1757	Publicis. Filipacchi	....	731
C. Equip. Elect.	....	345 60	Razel	....	713
C.E.G.E.P.	....	329	Rémy & Associés	....	339
C.E.P.-Communication	....	539	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	....
Ciments d'Origny	....	688	St-Honoré Matignon	....	253 30
C.N.I.M.	....	630	S.C.G.P.M.	....	660
Codetour	....	272	Segin	300	300
Conforama	....	1095	Sélection Inv. (Lyon)	....	113
Creeks	....	388 80	S.E.P.	....	460
Dafsa	....	165	Sacbo	....	475
Dauphin	....	580	S.M.T.Goupil	....	310
Devanlay	....	1172	Sodiafong	....	331 10 o
Deville	....	511	Supra	....	252 20
Dolisos	....	178	Thermador Hold. (Lyon)	....	281
Editions Belfond	....	165 10	TF 1	....	291 20
Elysées Investissem.	....	16 10	Unilog	....	189
Finacor	....	211	Union Financ. de Fr.	....	500
Garonor	....	584 50 d	Vial et Cie	....	206
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	305	Yves Saint-Laurent	....	1010
Guintoli	....	900			
I.C.C.	....	280			
Idia	....	290			
Idianova	....	140 40 d			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	1028			
Le gd livre du mois	....	375 50 d			
Loca Investissement	....	278 40			
Locamic	....	146			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 10 novembre 1989

Nombre de contrats :

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	880	13,20	37	–	–
Bouygues	640	–	–	27	–
CGE	520	5	14	–	–
Elf-Aquitaine	520	8	21	–	–
Eurotunnel SA-PLC	50	7,35	11	2,60	–
Lafarge-Coppée	1 400	69,50	120	42	68
Michelin	152	16	24	3,90	–
Midi	1 400	29,10	70	–	–
Paribas	560	70	95	12	–
Pernod-Ricard	1 500	32	72	–	–
Peugeot	850	29	61	50	70
Saint-Gobain	640	25	38	39	–
Source Perrier	1 800	–	225	80	–
Société générale	480	19	–	–	–
Suez Financière	400	16,50	32	16	28
Thomson-CSF	200	4,10	9,50	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 10 novembre 1989
Nombre de contrats : 55 701.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 89	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90
Dernier	105,70	105,74	105,92
Précédent	105,92	105,94	106,08

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 89	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 89	OPTIONS DE VENTE Mars 90
106	0,22	0,92	0,52	1,21

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,30 F ↑

Le dollar s'inscrivait nettement en hausse lundi 13 novembre, s'échangeant à Paris à 6,30 F, contre 6,2770 F vendredi au fixing. Le deutschemark était faible contre les principales devises, en raison des événements intervenus en RDA au cours des derniers jours. Les opérateurs attendent la publication, en fin de semaine, des résultats du commerce extérieur américain en septembre.

FRANCFORT	10 nov.	13 nov.
Dollar (en DM)	1,8595	1,8595
TOKYO	10 nov.	13 nov.
Dollar (en yens)	142,75	143,55

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 nov.) ...... 9 5/16-9 7/16 %
New-York (10 nov.) ... 8 3/8-8 7/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 30-12-88*)

	9 nov.	10 nov.
Valeurs françaises	120,8	
Valeurs étrangères	114,3	
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	507,6	507,1
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 801,69	1 820,33
(OMF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice OMF 50	494,17	496,90

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

Industrielles 2 603,69 2 625,61

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

Industrielles	1 764,3	1 773
Mines d'or	260,6	259,3
Fonds d'Etat	84,63	84,47

TOKYO

	10 nov.	13 nov.
Nikkei Dow Jones	35 663,28	35 750,12
Indice général	2 692,77	2 700,95

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E-U	6,3120	6,3150	+ 70	+ 85	+ 160	+ 185	+ 580	+ 650
$ can.	5,3995	5,4067	– 111	– 80	– 199	– 160	– 482	– 390
Yen (100)	4,4032	4,4068	+ 120	+ 149	+ 251	+ 284	+ 717	+ 798
DM	3,3881	3,3906	+ 41	+ 60	+ 88	+ 112	+ 297	+ 349
Florin	3,0029	3,0057	+ 32	+ 43	+ 70	+ 88	+ 243	+ 288
FB (100)	16,1556	16,1716	– 69	+ 114	+ 17	+ 266	+ 324	+ 791
FS	3,8453	3,8483	+ 66	+ 85	+ 140	+ 167	+ 398	+ 460
L (1 000)	4,6446	4,6582	– 182	– 67	– 199	– 157	– 543	– 457
£	9,9666	9,9777	– 433	– 372	– 817	– 734	– 2021	– 1844

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	8 3/8	8 5/8	8 7/8	8 9/16	8 1/2	8 5/8	8 1/4	8 3/8
DM	7 3/4	8	7 7/8	8	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8
Florin	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/16	8 7/16
F.B. (100)	10	10 1/2	9 7/8	10	9 7/8	10	9 9/16	9 11/16
F.S.	7	7 1/4	7 5/16	7 7/16	7 5/8	7 3/4	7 3/4	7 7/8
L (1 000)	8 3/4	9 3/4	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/4	12 1/2	12 7/8
£	14 3/4	15	14 15/16	15 1/16	15	15 1/8	14 11/16	14 13/16
F franç.	9 5/16	9 9/16	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 40

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3700	C.N.E. 3% ★	3740	3730	3710	− 0 80
1060	B.N.P. T.P.	1045	1065	1050	+ 0 48
1225	C.C.F. T.P.	1191	1191	1191	....
1099	Créd. Lyon. T.P.	1098	1095	1095	− 0 27
1885	Renault T.P.	1732	1730	1720	− 0 69
2100	Rhône-Poul. TP	2020	2018	2018	− 0 10
1290	St-Gobain T.P.	1250	1201	1210	− 3 20
1256	Thomson T.P.	1240	1240	1240	....
825	Accor	799	800	804	+ 0 63
620	Air Liquide	608	602	610	+ 0 33
2200	Als. Superm.	2160	2160	2160	....
595	A.L.S.P.I. ★	613	610	634	+ 3 43
2890	Arjom. Prioux ★	2760	2800	2810	+ 1 81
670	Aussedat-Rey ★	633	633	630	− 0 47
970	Aux. Entrepr. ★	951	950	992	+ 4 31
605	Av. Dassault ★	596	596	600	+ 0 67
380	BAFIP ★	359	358	358 50	− 0 14
370	Bail-Equipem. ★	342 60	348	347 50	+ 1 43
950	Bail Investiss ★	940	940	942	+ 0 21
385	B.N.P. C.I. ★	387	385 10	390	+ 0 78
930	Bolloré Tech.	915	915	915	....
600	Cie Bancaire ★	590	590	600	+ 1 69
850	Bazar H.-V. ★	859	860	855	− 0 47
705	Béghin-Say ★	686	680	681	− 0 73
1630	Berger (Ma)	1399	1410	1410	+ 0 79
730	Bic ★	688	710	700	+ 1 74
995	B.I.P. ★	1015	1015	1015	....
615	B.I.S. ★	589	584	582	− 1 19
3190	Bongrain S.A. ★	2900	2960	2950	+ 1 72
980	Bon-Marché ★	930	921	929	− 0 11
700	Bouygues ★	651	647	651	....
130	B.P. France ★	129	128 80	129	....
685	B.S.N. ★	689	688	700	+ 1 60
760	Canal Plus ★	703	709	715	+ 1 71
485	Cap Gem. S. ★	465	467	468	+ 0 65
3400	Carrefour ★	3355	3355	3355	....
205	Casino ★	191 20	192	194	+ 1 46
129	Casino A.D.P. ★	131	130	133	+ 1 53
1080	Castorama D.I.	953	960	960	+ 0 73
119	C.C.M.C.	122	115 20	130	+ 6 56
780	C.E.G.I.D.	720	720	735	+ 2 08
235	Centrest	240	240	240	....
620	Cetelem ★	589	587	597	+ 1 36
425	Cerus ★	417	418 50	414 50	− 0 60
630	C.F.A.O. ★	624	615	618	− 0 96
465	C.G.E.	460	459 10	468 90	+ 1 93
1780	C.G.I. Informat.	1580	1580	1590	+ 0 63
1580	C.G.I.P. ★	1417	1410	1450	+ 2 33
725	C.G.P.	695	692	695	....
1090	Chargeurs S.A. ★	1035	1036	1040	+ 0 48
825	Clice	773	773	773	....
1680	Ciments franç. ★	1515	1510	1518	+ 0 20
610	Club Méditerr. ★	575	567	574	− 0 17
220	C.M.B. Packag.	220	219 10	220 50	+ 0 23
170	Codetel ★	172	171 50	176	+ 2 33
365	Cofimeg ★	405	396	400 50	− 1 11
875	Colas ★	845	835	849	+ 0 47
245	Cpt. Entrepr. ★	232	227 10	227 10	− 2 11
1090	Compt. Mod. ★	1075	1045	1044	− 2 88
340	Concept S.A.	340	340	343	+ 0 88
1210	Créd. Foncier ★	1197	1190	1204	+ 0 58
500	C.F. Immob. ★	506	501	507	+ 0 20
185	C.C.F. ★	185 50	186	188	+ 1 35
660	Cr. Lyon. (CI) ★	650	653	657	+ 1 08

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1140	Crédit Nat. ★	1060	1061	1100	+ 3 77
425	C.S.E.E. ★	306 60	324	316	+ 3 07
3650	Damart S.A. ★	3710	3750	3720	+ 0 27
1830	De Dietrich ★	2073	2040	2145	+ 3 47
220	Dév. P.d.C. (Li)	221	220	220	− 0 45
345	Dév. R. Sud-Est	321	320	330	+ 2 80
570	D.M.C.	526	530	542	+ 3 04
....	Drouot Assur ★	440	438	440	....
4700	Docks France ★	4541	4545	4580	+ 0 86
985	Dumez ★	863	863	858	− 0 58
1100	Duménil Leblé	1073	1073	1060	− 1 21
2070	Eaux (Gén.) ★	2012	2010	2049	+ 1 84
515	Ecco ★	477	484 80	491	+ 2 94
1180	Electrofinanc. ★	1100	1100	1120	+ 1 82
560	El. S. Dassault ★	476	470	468	− 1 68
500	Elf-Aquitaine	482 50	476	483 50	+ 0 21
420	— (certific.) ★	407	415	418	+ 2 70
1300	Epeda B.-F.	1350	1340	1340	− 0 74
2820	Essilor ★	2810	2820	2815	+ 0 18
1470	Essil. Int. (DP) ★	1370	1355	1380	− 0 73
480	Esso S.A.F. ★	453	469	470	+ 3 75
2350	Eurafrance ★	2275	2293	2291	+ 0 70
1890	Eurocom ★	1770	1765	1770	....
....	Eurodisneyland	90 80	90 25	90 80	− 0 11
4150	Euromarché ★	3900	3841	3880	− 0 51
880	Europe n° 1 ★	835	826	845	+ 1 20
59	Eurotunnel ★	53 55	53 70	53 70	+ 0 28
1850	Exor ★	1750	1725	1750	....
1500	Facom ★	1495	1495	1500	+ 0 33
1210	Fichet-Bauche ★	1090	1100	1146	+ 5 14
215	Finextel ★	208	208 30	209	+ 0 48
375	Fives-Lille ★	322 40	319	330	+ 2 36
2850	Fromager. Bel ★	2250	2249	2330	+ 3 56
2110	Gal. Lafayette ★	2047	2080	2045	− 0 10
610	Gascogne ★	565	575	575	+ 1 77
1700	Gaz et Eaux ★	1600	1600	1620	+ 1 25
820	Géophysique ★	736	735	751	+ 2 04
895	Gerland ★	848	850	850	+ 0 31
3600	Groupe Cité ★	669	690	699	+ 4 48
2230	Gr. Victoire	2250	2250	2250	....
1120	— (certif.)	1120	1120	1122	+ 0 18
1190	GTM-Entrep. ★	1100	1099	1082	− 1 64
1020	Guyenne-Gas. ★	937	945	932	− 0 53
405	Hachette ★	381 50	372	369 10	− 3 25
1220	Havas ★	1246	1220	1320	+ 5 94
665	Hénin (La) ★	631	625	645	+ 2 22
1330	Hutchinson ★	1140	1165	1165	+ 2 19
335	Imétal ★	313 90	314	325	+ 3 54
220	Ingénico ★	214 50	210	218	+ 1 63
6400	Inst. Mérieux ★	5800	5800	5740	− 1 09
630	Interbail ★	518	519	519	+ 0 19
1800	Intertechnique ★	1680	1690	1685	+ 0 30
1300	J. Lefebvre ★	1160	1150	1160	....
1180	Labinal ★	1138	1140	1140	+ 0 18
2280	Lab. Bellon ★	2162	2175	2180	+ 0 83
1570	Lafarge-Coppée	1397	1395	1420	+ 1 65
1300	Lebon ★	1213	1240	1225	+ 0 99

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3380	Legrand ★	3220	3205	3200	− 0 62
1800	Legrand (DP) ★	1810	1800	1800	− 0 55
1890	Leroy-Somer ★	1807	1810	1800	− 0 44
780	Locabail Im. ★	756	756	775	+ 2 51
500	Locafrance ★	520	524	525	+ 0 96
840	Locindus ★	828	825	822	− 0 72
460	Luchaire ★	355	373 60	360	+ 1 41
4720	L.V.M.H. ★	4845	4831	4830	− 0 31
470	Lyonn. Eaux ★	475	475	476	+ 0 21
69	Mais. Phénix ★	73	71	71	− 2 74
275	Majorette (Ly) ★	286	288	290	+ 1 40
475	Mar. Wendel ★	437	436	445	+ 1 83
425	Matra ★	400	399 60	403	+ 0 75
4360	Merlin-Gerin ★	4220	4210	4280	+ 1 42
245	Metaleurop ★	266 30	268	274	+ 2 89
255	Métrologie Int. ★	228 50	230	235	+ 2 84
179	Michelin	161	162	165 90	+ 3 04
1400	Midi (Cie)	1294	1290	1306	+ 0 93
188	Midl. Bk SA ★	185	180	184	− 0 64
420	Min. Salsig. (Ma)	458	450	451	− 1 53
215	M.M.B.M. ★	206 90	207	202	− 2 37
145	Moulinex ★	129	129	137 40	+ 6 51
1800	Navig. Mixte ★	1855	1850	1852	− 0 16
185	Nord-Est ★	190	189	190	....
355	Nordon (Ny)	317	322	322	+ 1 58
735	Nouvelles Gal. ★	731	725	780	+ 3 97
770	Occid. (Gén.) ★	774	775	771	− 0 39
1520	Omn. F. Paris ★	1488	1485	1488	....
415	Olipar ★	388	390	406	+ 4 64
4310	Oréal (L') ★	4324	4348	4345	+ 0 49
630	Paribas	615	610	609	− 0 98
450	Paris-Réesc. ★	445	439	438	− 1 57
1630	Pechelbronn ★	1667	1670	1658	− 0 54
340	Pechiney CIP ★	318 40	315 20	325	+ 2 07
205	Pechiney Int.	187 80	186 90	188 10	+ 0 16
495	Penhoet ★	455	465	465 90	+ 2 40
1500	Pernod-Ricard ★	1405	1402	1405	....
895	Peugeot S.A.	811	810	818	+ 0 82
525	Plastic Omn. ★	500	500	510	+ 2
710	Poliet ★	580	580	580	....
1160	Prétabail Sic. ★	1155	1140	1131	− 2 08
845	Primagaz ★	780	788	799	+ 2 44
750	Printemps ★	665	656	675	+ 1 50
3990	Promodès ★	3820	3805	3725	− 2 46
585	Radiotechn. ★	555	551	554	− 0 18
165	Raff. D. Total ★	152	151	150	− 1 32
3700	Redoute (La) ★	3320	3270	3170	− 4 52
515	R.-Poulenc CIP ★	461	461	465	+ 0 87
350	Rolier financ.	331	335	336	+ 1 51
170	Rochette (La)	162	160 80	164	+ 1 23
2310	Roussel-Uclaf ★	2385	2385	2412	+ 1 13
4810	R. Impér. (Ly)	4920	4870	4910	− 0 20
185	Sade	185	184	184	− 0 54
1500	Sagem ★	1486	1490	1529	+ 2 89
640	Saint-Gobain	589	602	630	+ 5 18
1350	St-Louis ★	1365	1352	1425	+ 4 40
3000	Salomon	2800	2750	2898	+ 3 54

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
615	Salvepar	555	550	550	− 0 90
985	Sanofi ★	943	936	970	+ 2 86
1390	S.A.T. ★	1761	1730	1800	+ 2 21
335	Saut.-Chât. (fi) ★	334	321 10	330	− 1 20
900	Saupiquet (Na)	856	860	860	+ 0 47
900	Schneider ★	790	775	820	+ 3 80
58	S.C.O.A. ★	50 90	50	50 90	....
....	S.C.R.E.G. ★	1101	1100	1120	+ 1 73
975	Seb ★	895	910	945	+ 5 59
485	Sefimeg ★	500	498	504	+ 0 80
670	Sextant A.	600	596	599	− 0 17
1880	S.F.I.M. ★	1580	1511	1520	− 3 80
285	S.G.E. ★	241	239 50	240	− 0 41
810	Silic ★	801	802	801	....
610	Simco	613	606	615	+ 0 32
1140	Sk. Rossignol ★	1020	1001	1010	− 0 98
980	Sligos ★	945	946	945	....
485	Société Génér.	475	475	475 10	+ 0 02
142	Sodexco	139 20	140 50	140 50	+ 0 93
170	Sodero (Na)	171 90	170 10	170 10	− 1 05
4190	Sodexho ★	3979	3980	4020	+ 1 03
....	Sogenal (Ny)	111	111 80	111 80	+ 0 72
405	Sogerap ★	394	376	387	− 1 78
2600	Somm-Allib. ★	2350	2346	2480	+ 5 53
1880	Source Perrier ★	1855	1835	1853	− 0 11
760	Sovac ★	750	750	754	+ 0 53
730	Spie-Batignol. ★	690	689	708	+ 2 61
1180	Strafor ★	1150	1155	1160	+ 0 87
400	Suez	387 50	384 50	396	+ 2 19
435	Synthélabo ★	409	392	394	− 3 67
190	Thomson-C.S.F.	176	175 50	176 80	+ 0 45
485	Total (CFP) ★	461	465	465	+ 0 87
93	— (certific.) ★	92 05	92 05	92 05	....
1530	T.R.T. ★	1580	1585	1580	....
400	Truffaut (Fin.)	392 50	393	408	+ 3 95
555	U.F.B.-Locab. ★	501	500	502	+ 0 20
1110	U.I.C. ★	1060	1051	1060	....
620	U.I.F. ★	638	637	650	+ 1 88
960	U.I.S. ★	944	927	923	− 2 22
265	U.C.B. ★	250	250	250 10	+ 0 04
780	Unibail ★	854	844	856	+ 0 23
825	Valéo ★	785	784	792	+ 0 89
470	Vallourec ★	473	471	474	+ 0 21
390	Via Banque ★	408	409 90	401	− 1 72
1200	Zodiac	1160	1175	1161	+ 0 09
945	Elf-Gabon ★	952	969	942	− 1 05
148	Amax Inc.	144	144	144	....
240	Amer. Express	220	218 60	218 60 c	− 0 14
275	Amer. Teleph.	274 50	276 50	276 50	+ 0 73
136	Anglo Amer. C.	162	161 10	161 10	− 0 56
485	Amgold	567	550	550	− 3
320	Banco Santander	313	312	316	+ 0 96
935	BASF (Akt)	902	911	911	+ 1
890	Bayer	950	963	963	+ 1 37
74	Buffelsfont.	98	96 90	96 10	− 1 94
250	Chase Manh.	234	235 50	235 50	+ 0 64
90	Echo Bay Mines	111 40	110 10	108 50	− 2 80

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
83	De Beers	89 30	88 50	88 50	− 0 90
2230	Deutsche Bank	2208	2280	2270	+ 2 81
1080	Dresdner Bank	1103	1125	1119	+ 1 45
56	Driefontein Cst	87 60	86 40	85	− 1 83
790	Du Pont-Nem.	718	715	718	....
285	Eastman Kodak	285 20	265	265	− 0 08
14	East Rand	20 35	21	20 90	+ 2 70
260	Electrolux	255	254 80	254 90	− 0 04
810	Ericsson	812	813	813	+ 0 12
290	Exxon Corp.	288	284 50	284 50	− 1 22
315	Ford Motors	284 20	286	286	+ 0 63
51	Freegold	68	69	68 80	+ 1 18
145	Gencor	160 10	158	155	− 3 19
360	Gén. Electr.	340	339	344 90	+ 1 44
550	Gén. Belgique	522	521	520	− 0 38
285	Gen. Motors	278 50	283	283	+ 1 62
141	Goldfields	139	139	137	− 1 44
55	GdMetropolitain	53 60	52 80	52 80	− 1 31
29	Harmony	37 50	37 50	35 80	− 4 53
315	Hewlett-Packard	268	271	271	+ 1 12
66	Hitachi	64	64 50	64 50	+ 0 78
935	Hoechst Akt.	892	909	908	+ 1 79
95	Homestake	112 10	112 50	112 50	+ 0 36
117	Imp. Chemical	108 80	108 50	108 50	− 0 28
665	IBM	611	611	614	+ 0 49
370	ITT	363 50	363 50	362	− 0 41
200	Ito-Yokado	197	199 20	200	+ 1 52
190	Mac Donald's	191 80	192	192	+ 0 10
103	Matsushita	100	98 75	98 75	− 1 25
21	Maxwell	22 50	22 40	22 45	− 0 22
485	Merck	486 80	490 50	490 50	+ 0 76
465	Minnesota M.	459	459	459 50	+ 0 11
370	Mobil Corp.	354	353	353	− 0 28
275	Morgan J.P.	270	274	274	+ 1 48
32980	Nestlé	31350	31800	31800	+ 1 44
1160	Nixdorf	1071	1068	1063	− 0 75
134	Norsk Hydro	130 10	129 80	127 50	− 2
125	Ofsi	165 90	161	162	− 2 35
1980	Petrofina	1877	1910	1910	+ 1 76
1110	Philip Morris	262 50	261 20	261 20	− 0 50
142	Philips	142	147	147 50	+ 3 87
99	Placer Dome	115 30	113	114 80	− 0 43
405	Quilmès	380	400	399 90	+ 2 54
310	Randfontein	396 80	390 80	380 10	− 4 21
430	Royal Dutch	405 50	405 30	405 30	− 0 05
51	Rio Tinto Zinc	54 50	54 50	54 70	+ 0 37
32	Saat. & Saatchi	33 20	33 45	33 40	+ 0 60
43	St Helena Co	55 80	55 95	56 20	+ 0 72
280	Schlumberger	257 70	256 50	256 80	− 0 35
44	Shell transp.	41 25	42	42 30	+ 2 55
1880	Siemens A.G.	1845	1901	1902	+ 3 09
385	Sony	361	361	361	....
149	Sumitomo	144	147	147	+ 2 08
63	Telefonica	50 25	49 90	49 90	− 0 70
265	T.D.K.	242	242	242	....
52	Toshiba Corp.	51 50	52 30	52 30	+ 1 55
455	Unilever	436	438 10	438 60	+ 0 83
345	Unit. Techn.	329	332 50	333	+ 1 22
485	Vaal Reefs	648	635	628	− 3 09
490	Volvo	458	468	457	− 0 22
198	West Deep	251	249	248 90	− 0 84
390	Xerox Corp.	357	355 50	355 50	− 0 42
167	Yamanouchi	156 50	156	156	− 0 32
2 84	Zambia Corp.	2 85	2 80	2 80	− 1 75

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	122 52	4 123
9,80 % 78/93	100 15	3 249
10,80 % 79/94	103	1 982
13,25 % 80/90	101 75	5 808
16,20 % 82/90	100 95	13 359
16 % juin 82	103 15	6 751
14,60 % fév. 83	105 51	10 490
13,40 % déc. 83	113 20	11 695
12,20 % oct. 84	108 50	1 103
11 % fév. 85	111 04	7 896
10,26 % mars 86	104 52	6 931
ORT 12,75 % 83	....	..
OAT 10 % 2000	106 40	4 575
OAT 8,90 % 1997	105 40	8 005
OAT 9,80 % 1996	103 02	7 825
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	99 75	3 160
CNB Paribas	101 90	3 160
CNB Suez	102 10	3 160
CNI janv. 82	99 85	3 160
PTT 11,20% 85	106 60	9 688
CFF 10,30% 86	102 30	7 467
CNE 11,50% 85	104 15	4 637
CNT 9% 86	93 17	4 818
CRH 10,90% déc. 85	108	8 466
C.N.C.A. T.P.	....	107
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	47 200
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 400

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1540
A.G.F. (St Cent.)	....	1000
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1150
Arbel	....	935
Astorg	....	266 10
Avenir Publicité	....	1644
Axa Midi Assurances	....	338
Bain C. Monaco	....	500
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	488
Blanzy-Ouest	....	1589
B.N.P. Intercontin.	....	318 90
Bénédictine	....	....
B.T.P. (Compagnie)	....	104
Calf	....	652
Cambodge	....	667
C.A.M.E.	....	190
Carbone-Lorraine	....	900
Case-Poclain	....	31 80
C.E.G.Frig.	....	386 30
Centen. Blanzy	....	8500
Cerabati	....	161

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	150 80	152 90
C.I.C. (Financ. de)	....	220
C.I. Maritime	....	727
Citram (B)	2060	2060
Clause	....	1200
Cofradel (Ly)	....	1300
Cogifi	....	377
Comiphos	....	729
Cie Industrielle	....	7810
Comp. Lyon-Alem.	....	868
Concorde (La)	....	1495
C.M.P.	....	14 40
Créd. Gén. Ind.	....	500
Cr. Universel (Cie)	....	725
Créditel	....	141
Darblay S.A.	....	630
Degremont	....	500
Delalande S.A.	....	1815
Delmas (S.N.C.D.V.)	....	4499
Didot-Bottin	....	895
Eaux Bass. Vichy	....	1140
Eaux Vittel	....	3995
E.C.I.A.	....	1835
Electro-Banque	....	345
Elf-Antargaz	....	920
E.L.M. Leblanc	....	546
Engil-Bretagne	....	345
Entrepôts Paris	....	1030
Europ. Accumul.	....	71 60
Europe Soudure Indust.	....	95
Eternit	....	1941
Finalens	....	215
FIPP	....	210
Finac	....	1726
Foncière (Cie)	....	771
Fonc. Lyonnaise	....	850
Foncina	....	490 50
Forinter	....	1100
Fougerolle	....	872
France I.A.R.D.	....	980
France (La)	....	15100
From. Paul Renard	....	1490
GAN	....	1998
G.F.L.I.	....	288
Gaumont	....	....
Genefim	....	301
Gévelot	....	520
Gr. Fin. Constr.	....	425 60
Gds Moulins Paris	....	1450
G. Transp. Ind.	....	640
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immiwest	....	....
Immobail	....	416
Immobanque	....	780
Immob. Marseille	....	8800
Immofice	....	528
Invest. (Sté Cent.)	....	3110
Jaeger	....	228 70 d
Lambert Frères	....	426 50
Lille-Bonnières	....	1750
Loca-Expansion	....	274
Locafinancière	....	408
Locatel	....	310
Louis Vuitton	....	1519
Louvre (Sté)	....	3700
Lucia	....	2070
Machines Bull	....	90 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	153
Magnant S.A.	....	77 90
Maritimes Part.	....	382
Métal Déployé	....	611
Mors	....	117
Navig. (Nat. de)	....	215
Nozal	....	281 10
Optorg	....	415
Oréal (L') C.I.	1980	2000
Origny-Desvroise	....	1301
Palais Nouveauté	....	980
Paluel Marmont	....	710
Parfinance	....	220
Paribas-CIP	423	386 20 o
Paris France	....	248 70
Paris-Orléans	....	258
Parsolis	....	392
Patern. Risq. Div.	....	1660 o
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2200
P.L.M.	....	390
Porcher	....	700
Promodès	1597	1400 o
Publicis	....	973
Rochefortaise S.A.	....	1030
Rosario (Fin.)	....	590
Rougier et Fils	....	325
Rosières (usines de)	....	820
Sacer	....	....
SAFAA	....	380
Safic-Alcan	....	624 o
SAFT	....	3180
Saga	....	226
Salins du Midi	....	565
Satam	....	117
Savoisienne (M)	352	....
SCAC	....	624
Semelle Maubeuge	....	459
S.E.P. (M)	175	175
Sfil	....	....
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	....	370
Siph (Plant. Hévéas)	....	446 10 d
Sofal financière	....	708
Sofical	....	1020
Soffo	....	500
Soficomi	....	691
S.O.F.I.P. (M)	489 50	494
Sofragi	....	1530
Sopagri	....	159
Sophia-Bail	....	458
Soudure Autog.	....	861
Speaball	....	630
Suez (Fin. de)-CIP	225	223
Stemi	....	782
Taittinger	....	3900
Talcs de Luzenac	....	....
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	669
Tour Eiffel	....	312
Ufiner S.M.D.	....	780
Ugine A. Chât. Gueug.	....	411 90
U.A.P.	....	604
U.T.A.	....	2480
Vicat	....	3039
Viniprix	....	2110

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Virax	....	159
Waterman S.A.	....	821
Brass. du Maroc	....	....
Étrangères		
A.E.G.	765	742
Akzo	370	....
Alcan Alum.	135	136 90
Algemene Bank	124 90	....
American Brands	416 10	421
Am. Petrofina	410	420
Arbed	880	....
Asturienne Mines	172	181
Bco Pop Espanol	455	470
Banque Ottomane	1800	1870
B. Régl. Internat.	38200	38000
Br. Lambert	680	670
Canadian-Pacific	128	125 10
Chrysler corporation	127	119
CIR	21 20	23 20
Commerzbank	800	850
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	570	561
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1172	....
Glaxo	148	155 c
Goodyear	288	288 10
Grace and Co	185	181
GTE corporation	400	....
Honeywell Inc.	500	....
Johannesburg	1170	1180
Kubota	53	53 50
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	32 05	35
Mineral-Ressourc.	99 80	100 50
Noranda	127	130
Olivetti	22 50	....
Pakhoed Holding	395	402
Pfizer Inc.	430	432
Procter Gamble	771	785
Ricoh Cy Ltd	52	....
Rolinco	314 50	314
Robeco	313	312 10
Rodamco	238	238
Saipem	10 40	10 20
Sema Group	37	37
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	135	....
Steel Cy of Can.	109	108 50
Tenneco	325	360
Thorn EMI	74 80	74
Toray Indust. inc	41 50	....
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1202	1261
West Rand	10 10	10 55
Whitman Corporation	180	182
Hors-cote		
Banque Hydro-Energie	340	....
Buitoni	850	850
Calciphos	201	196 50
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	360	....
Cogenhor	120	120
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	365	358
Gachot	137	147
Guy Degrenne	610	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Marlin Immobilier	240	....
Nicolas	910	....
Particip. Perrier	385	....
Rorento N.V.	178 70	178 60
St-Gobain-Emballage	2150	....
Sarsa-Matra	335 10	336
Serv. Equip. Veh.	....	....
S.E.P.R.	2100	....
S.P.R.	586	....
Sté Lecteurs du Monde	585	460
Ulimex	380	....
Union Brasseries	144	112 20 o
Wonder	1470	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/11	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 257	6 277	6 080	6 550
ECU	6 969	6 972	....	....
Allemagne (100 DM)	339 170	339 030	328 500	349
Belgique (100 F)	16 170	16 175	15 650	16 850
Pays-Bas (100 fl.)	300 550	300 480	291	310
Danemark (100 krd)	87 440	87 430	84 500	91 600
Norvège (100 k)	90 700	90 750	87 500	94 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 934	9 953	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 791	3 790	3 550	4 250
Italie (1 000 lires)	4 638	4 644	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	386 770	386 370	374 600	398 500
Suède (100 krs)	97 590	97 750	94 500	101 500
Autriche (100 sch)	48 169	48 153	46 700	49 800
Espagne (100 pes.)	5 379	5 377	5 150	5 700
Portugal (100 esc.)	3 966	3 970	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	5 358	5 379	5 180	5 580
Japon (100 yens)	4 394	4 398	4 250	4 470

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/11
Or fin (kilo en barre)	78000	78000
Or fin (en lingot)	77800	77950
Pièce française (20 fr)	455	453
Pièce française (10 fr)	387	....
Pièce suisse (20 fr)	480	478
Pièce latine (20 fr)	451	451
Souverain	567	567
Pièce de 20 dollars	2820	2765
Pièce de 10 dollars	1480	1520
Pièce de 5 dollars	900	....
Pièce de 50 pesos	2930	2935
Pièce de 10 florins	465	478
Or Londres	....	....
Or Zurich	....	....
Or Hongkong	....	....
Argent Londres	....	....

SICAV (sélection) 10/11

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1084 84	1058 38
Action	237 18	230 84
Actions France	569 82	549 22
Actions sélectionnées	654 05	630 41
Aedificandi	664 65	640 82
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1205 89	1176 48
A.G.F. 5000	676 49	658 99
A.G.F. ECU	1057 22	1046 76
A.G.F. Foncier	124 94	121 88
A.G.F. Interfonds	444 47	433 63
A.G.F. Invest	130 18	127
A.G.F. OBLIG.	1100 27	1094 80
A.G.F. Sécurité	10887 39	10887 39
Agfimo	699 54	682 48
Altafi	208 61	201 07
A.L.T.O.	176 57	172 12
Ameri-Gan	6448 87	6156 44
Amplitude	646 25	627 43
Arbitrages court terme	5656 92	5645 62
Associc	1153 72	1153 72
Atout Futur	370 37	358 19
Aurecic	1545 80	1500 78
Avenir C.I.C.	111 31	108 07
Avenir Alizés	1514 49	1484 79
Axa Europe	123 26	117 67
Axa Investissements	129 44	123 57
Axa N.P.I.	106 90	102 05
Axa Valeurs PER	130 09	124 19
Bred Associations	2580 45	2572 73
Capitacic	1039 93	1024 56
Capital Plus	1690 92	1690 92
Carden-Pierre	33 97	32 61
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Copsis	1051 12	1035 59
Compavalor	5547 17	5536 86
Comptastraite	111 80	108 54
Convertimmo	416 77	400 74
Credinter	544 54	528 68
Crédit Mutuel Capital	1033 60	1013 33
Diese	1098 78	1060 70
Drouot-France	886 45	846 25
Drouot-Investiss.	1098 56	1048 76
Drouot-Sécurité	253 84	242 33
Drouot-Sélection	145 60	139
Ecucic	1150 86	1133 66
Ecureuil Capitalisation	2058 30	2037 92
Ecureuil Investissements	400 82	389 15
Ecureuil Monépremière	52669 27	52669 27
Ecureuil Monétaire	31018 23	31018 23
Ecureuil Trimestriel	2013 73	1983 79c
Elicash	2188138	2188138
Energie	263 65	251 69
Eparcic	2832 80	2832 80
Epacourt Sicav	4286 45	4275 76
Epargne Associations	26143 79	26108 13
Epargne-Capital	8621 64	8536 18
Epargne Court-Terme	539 26	539 26
Epargne Croissance	1653 70	1609 44
Epargne-Industr.	98 06	93 61
Epargne Inter	628 45	609 68
Epargne J	55279 06	55279 06
Epargne Long-Terme	190 89	185 76
Epargne Monde	1361 31	1324 88
Epargne Première	11729 95	11642 63
Epargne-Oblig.	198 46	193 15
Epargne-Ouest	1092 15	1062 82
Epargne-Unie	1386 49	1336 38
Epargne-Valeur	462 51	450 13
Epsilon	1179 08	1167 41
Eurocic Leaders	1092 46	1060 64
Eurodyn	1155 22	1117 23
Euro-Gan	7129 61	6806 31
Fonsicav (div. par 10)	11268 11	11268 11
Foncival	280 16	271 34
France Avenir 4/4 Rec.	......	......
France-Gan	9282 32	8861 40

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Garantie	268 77	268 23
France-Index Sicav	108 79	106 14
France-Investiss.	451 02	440 02
France-Obligations	459 59	455 04
Francic	479 92	485 94
Francic Pierre	121 09	117 56
Francic Régions	1279 30	1242 04
Fructi-Associations	28 38	28 38
Fructi-Epargne	29 35	28 63
Fructicapi	34 05	33 55
Fructicourt	112258 61	112258 61
Fructidor	237 49	233 98c
Fructifrance	918 42	896 02
Fructimmo	31 10	30 34
Fructivar	4375 65	4364 74
Fructi ECU	573 41	564 94
Fructi-Première	10926 78	10765 30
Futuroblig	1156 95	1118 91
Gestilion	58761 74	58615 20
Gestion Associations	158 47	154 98
Horizon	1218 49	1183
Interepar	106473 82	103372 64
Interoblig.	12118 50	11652 40
Intersélect France	546 16	530 25
Japacic	199 95	194 13
Jeune épargne	239 51	235 97
Laffitte-Amérique	243 12	232 10
Laffitte Europe	288 28	276 21
Laffitte-Expansion	292 56	279 29
Laffitte-France	364 60	347 97
Laffitte-Immobilière	270 97	258 68
Laffitte-Japon	447 97	427 68
Laffitte-Oblig.	142 22	135 77
Laffitte-Rend.	194 57	185 75
Laffitte-Tokyo	399 71	381 58
Latitude	5369 68	5361 64
Leumi Court terme	10038 37	10038 37
Leumi Long terme	5064 99	5064 99
Lion-Associations	11603 61	11603 61
Lion-Institutionnels	23527 49	23468 82
Lionplus	774 46	768 79
Lion Trésor	2151 01	2129 71
Livret Bourse Investis.	532 66	517 15
Livret portefeuille	734 20	712 82
Médiscroissance	199 10	190 07
Mensuel CIC	10100 15	9999 15
Mondiale Investissem.	431 40	411 84
Monacic	5597 89	5597 89
Monédan	53130 76	53130 76
Moné J.	57614 21	57614 21
Mutualité Dépôts	10785 97	10765 44
Mutuelle Unie Sél.	154 65	147 64
Natio.-Epargne	14186 08	14045 62
Natio.-Epargne Trésor	6330 10	6317 47
Natio.-Court terme	223086	223086
Natio.-Inter.	1233 09	1200 09
Natio-Monétaire	20189 06	20189 06
Natio.-Obligations	558 90	543 94
Natio.-Patrimoine	1553 78	1512 18
Natio.-Placements	66143 01	66143 01
Natio.-Revenu	1021 17	1011 06c
Natio.-Sécurité	12029 48	12029 48
Natio.-Valeurs	830 81	808 57
Nippon-Gan	6921 62	6607 75
Nord-Sud Développ.	1245 55	1243 06
Normatif	13179 43	12921 01
Obli Association	121 76	120 54
Oblicic Mondial	9301 93	9164 46
Oblicic Régions	1044 66	1028 22
Oblig. toutes catég.	152 69	150 43
Oblition	1094 25	1083 42
Oblisécurité	10887 45	10887 45
Oracion	1294 98	1252 40
Orvalor	6437 52	6204 84
Paribas Epargne	16407 46	16374 71

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Opportunités	122	117 03
Paribas Patrimoine	549 66	527 25
Paribas Revenu	89 69	88 80
Patrimoine Retraite	177 69	174 21
Pervalor	882 49	862 61
Phenix Placements	256 83	255 55
Pierre Investiss.	788 19	749 45
Placement A	1148 78	1126 25
Placement crt-terme	71645 80	71802 20
Placement J	5700 93	5689 55
Placement Premier	53703 90	53696 71
Plénitude	115	111 92
Première Obligations	10865 13	10854 28
Prévoyance Ecureuil	112 26	109 26
Priv/Association	23297 31	23297 31
Quartz	125 11	122 03
Rentacic	162 64	160 24
Revenus Trimestriels	5421 86	5368 18c
Revenu Vert	1140 73	1123 87
St-Honoré Bio-aliment.	947 37	904 41
St-Honoré Global	279 95	267 26
St-Honoré Matignon R.	235 10	224 44
St-Honoré Pacifique	627 05	598 62
St-Honoré P.M.E.	552 06	527 03
St-Honoré Real	11914 31	11866 84
St-Honoré Services	529 92	509 64
St-Honoré Technol.	828 51	790 94
Sécuricic	5585 82	5580 24
Sécuri Taux	11099 04	11099 04
Sicarden (Carden BP)	703 54	693 14c
Sicav-Associations	1477 08	1474 85
S.F.I. fr. et étr.	714 91	684 09
Sicav 5000	423 94	412 69
S.I.G.	841 17	812 46
Silvafrance	667 26	649 40
Silvera	456 36	444 15
Silvarente	213 33	211 22
Silvinter	457 84	445 59
S.N.I.	1272 27	1235 21
Sogepargne	335 39	323 27
Sogevar	1154 09	1101 76
Soginter	1424 60	1360
Soleil Investissement	563 50	537 95
Stratégie Actions	1197 30	1151 25
Stratégie Rendement	1164 91	1128 24
Technocic	1178 66	1144 33
Techno-Gan	6355 79	6067 56
Thesora	524 34	519 15
Transcontinents	88 38	84 57
Trésor Plus	1032 47	1022 25
Trésor Réel	11361 81	11361 81
Trésoricic	110232 68	110232 68
Trilion	5199 13	5147 65
U.A.P. Investiss.	471 16	464 13
U.A.P. moyen terme	110 38	108 39
Uni-Associations	118 93	118 93
Unifrance	592 82	571 39
Unifoncier	1466 25	1402 65
Uni-Garantie	1353 41	1326 85
Uni-Régions	3260 89	3162 30
Uniranta	2331 49	2254 74
Univar	192 25	192 25
Univers-Actions	1304 04	1261 16
Univers-Obligations	1610 55	1557 59
Valorem	586 41	572 11
Valorg	1675 74	1674 07
Valréal	42320 80	42299 65
Vauban	23076 61	23053 53

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

Le Monde

Liban

Le président Moawad a chargé M. Salim Hoss de former le nouveau gouvernement

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Poursuivant le processus engagé à Taëf, le président Moawad a chargé, lundi 13 novembre, M. Salim Hoss de former le nouveau gouvernement libanais qui devrait, selon l'accord approuvé par les députés, être d'union nationale. Cette nomination attendue risque toutefois d'être d'autant plus mal accueillie par les partisans du général Aoun que M. Hoss dirigeait le cabinet à majorité musulmane soutenu par Damas et rival du gouvernement militaire chrétien du général pendant la période de treize mois où le Liban était privé de chef d'Etat.

M. Moawad ne s'est donc pas arrêté à cet aspect des choses qui gênait plusieurs députés chrétiens, privilégiant sans doute, en la personne de M. Hoss, la compétence et l'intégrité, homme reconnu dans la communauté sunnite à laquelle revient ce poste. Homme de décision, considéré comme apolitique, M. Hoss, qui a déjà dirigé le cabinet libanais à trois reprises, notamment en 1976, puis de 1987 à 1989, va toutefois se trouver confronté à la tâche difficile de former un gouvernement d'union nationale alors que les leaders du camp chrétien hésitent toujours à y participer.

Connu pour sa modération qui lui a valu dans le précédent gouvernement de très sévères critiques des alliés de Damas, notamment le chef druze, M. Walid Joumblatt, et celui de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, M. Hoss devrait cette fois diriger un gouvernement avec des pouvoirs étendus et qui, après vote constitutionnel des réformes, sera responsable de l'exécutif.

Ses bons rapports avec le président Moawad, tout comme lui homme de dialogue et de modération, devraient en tout cas faciliter la conduite des affaires dans une période particulièrement délicate.

FRANÇOISE CHIPAUX

NAMIBIE : l'élection d'une Assemblée constituante

Le scrutin a été marqué par une participation record

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M. Martii Ahtisaari, le représentant spécial des Nations unies en Namibie, a déclaré, samedi 11 novembre, au terme de cinq jours de scrutin, que les élections avaient été *« libres et honnêtes »*. Il a donné son feu vert pour le dépouillement qui devait commencer lundi matin. Les résultats définitifs ne devraient être connus que dans la journée de mercredi.

M. Ahtisaari a chaleureusement félicité la population namibienne pour *« son calme, sa discipline et sa détermination »*, ajoutant qu'elle avait donné *« une leçon exemplaire de démocratie au monde entier au cours de la semaine »*. La consultation s'est en effet déroulée sans incident majeur, le comportement des électeurs a été pratiquement irréprochable lors de ce scrutin pour la désignation des soixante-douze membres de l'Assemblée constituante.

Ces élections ont été aussi marquées par une participation record d'environ 97 % des 700 000 inscrits. Dans la région nord de l'Ovamboland, la plus peuplée, le taux pourrait atteindre les 99 %. Ce qui est considéré comme un signe favorable pour l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), dont c'est le fief.

Le principal mouvement indépendantiste comme son rival, l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), se sont déclarés satisfaits du déroulement du scrutin et sont prêts à en accepter les résultats, tout en faisant part de critiques mineures, celles de la SWAPO portant sur la participation de dix mille Sud-Africains. Les autorités de Pretoria, de leur côté, ont affirmé être disposées à reconnaître les résultats. Pour M. « Pik » Botha, le ministre des affaires étrangères, *« la conclusion de cette phase importante du processus d'indépendance est satisfaisante »*. Il a indiqué que le gouvernement était prêt *« à travailler de façon constructive avec le futur gouvernement namibien »*.

MICHEL BOLE-RICHARD

□ **M. Nujoma se félicite du bon déroulement des élections.** – Le déroulement du processus électoral en Namibie *« a été bon, compte tenu des circonstances »*, a affirmé le président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), M. Sam Nujoma, dans un entretien publié lundi 13 novembre par *l'Humanité*. Selon M. Nujoma, l'élection *« s'est bien déroulée »* malgré *« le refus de l'administration coloniale sud-africaine de coopérer avec les Nations unies »*, en s'opposant, notamment, à la dissolution des unités antiterroristes Koevoet et de l'armée territoriale sous commandement sud-africain. *(AFP.)*

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Décrochez-moi ça

ALLO, c'est toi ? C'est moi. J'en ai marre de Pierre François, tu peux pas savoir !

– Qu'est-ce qu'il a fait ?

– Il fait comme si de rien n'était. Hier, après ma vaisselle, il voulait encore que je descende la poubelle !

– En te la calant sur le ventre ? T'es enceinte de combien, là ?

– Bientôt huit mois. Eh bon, il se rend absolument pas compte ! Je te jure bien que si c'était lui... Alors, justement, paraît que les Américains ont mis au point un truc génial, j'ai vu la photo dans *Newsweek*, un bidon bidon.

– C'est quoi, ça ?

– Un simulacre de grossesse, avec un ventre, des seins gonflables mais vachement lourds, tu vois, garnis de trucs et de machins qui te font une barre sur l'estomac, t'appuient sur la vessie, te filent des coups de pied, te...

– Et tu l'harnaches à ton mec ? C'est ça.

– Ouais, et crois-moi, il comprend vite. Suffit qu'il essaye de lacer ses souliers ou de soulever une valoche pour que ça lui coupe le souffle et que ça lui foute des crampes dans le dos.

– Génial, dis donc ! C'est cher ?

– Encore assez : 545 dollars. Mais j'en ai parlé à mes copines au bureau, on est prêtes à se cotiser. Tu sais, Suzanne, sa gamine a remis ça.

– La petite de quinze ans ?

– Là, elle en a seize. Et toujours du même père. Le jeune pion qui surveille sa cour de récré. Va falloir le lui aspirer encore un coup, son têtard. Comme elle l'a jamais été de plus de trois semaines, elle a aucune idée de ce que c'est d'être en cloque. Alors, on s'est dit qu'en le lui attachant sur le bide, ce bidule en plomb, ça lui en mettrait aussi un peu dans la tête.

– Moi, à votre place, je l'accrocherais carrément au pion. Si, par hasard, l'envie lui prenait d'engrosser les autres filles de la classe, ça la lui ferait peut-être passer.

– Tiens, bonne idée ! Et à ce moment-là on pourrait se faire rembourser par la Mutuelle assurance élèves.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« L'Allemagne libre dans l'Europe unie », par Joseph Rouan. « Quand Rapallo peut remplacer Yalta », par Michel Debré. « A propos de l'antiracisme », par Alain Finkielkraut 2

Les élections au Brésil

Les candidats à la présidence sont-ils à même de diriger un pays éprouvé par une grave crise ? . . . 8

SECTION B

Deux juges d'instruction pour Paul Touvier

Imbroglio judiciaire dans l'affaire Touvier. Deux juges, l'un à Paris, l'autre à Lyon, instruisent parallèlement le dossier de l'ancien chef milicien. Cette situation, outre les risques de confusion qu'elle comporte, provoque chez les avocats, tant de la partie civile que de la défense, un vif émoi 14

Rassemblement juif au Bourget

Trente mille personnes environ ont participé, dimanche 12 novembre au Bourget, à la première Journée du judaïsme français organisée par le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk – une journée de retour aux sources de la tradition et d'affirmation du réveil religieux juif 15

Les cent ans de la crémation en France

Les « crématistes » font valoir les avantages de cette pratique longtemps interdite par l'Eglise catholique 15

Le livre à Brive

Des milliers de visiteurs pour la foire annuelle et le jury du Goncourt... sans Michel Tournier 16

La Belgique, laboratoire de l'Europe audiovisuelle

Câblée à 95 %, la Belgique a, depuis longtemps, un paysage audiovisuel européen. Entre les vingt chaînes publiques et privées qui se partagent les faveurs des téléspectateurs, c'est la guerre de l'audience et de la publicité 19

Rugby

Avec une équipe profondément remaniée, le XV de France a gagné à Villeneuve-d'Ascq le second test-match de la tournée australienne, mais beaucoup de questions restent posées à la formation de Jacques Fouroux avant le Tournoi des cinq nations 24

Aventure

Spécialistes de triathlon, les concurrents néo-zélandais du premier raid Gauloises ont transformé ce qui devait être une longue randonnée en une course de fond 24

Basket-ball

Boycotté depuis le début du championnat, Saint-Etienne a repris la compétition de zéro et sans ses deux joueurs franco-américains, par qui le scandale était arrivé 24

SECTION C

Le logement des Français

La demande de neuf restera forte jusqu'au milieu des années 90 . . 26

Affaires

Une enquête de la CEGOS sur l'avenir des RES (reprises d'entreprises par les salariés). Quatre mille yogis français cherchent à joindre les deux bouts. Les clubs d'affaires en Allemagne de l'Ouest 44

L'OPA de Paribas sur la Mixte

Allianz reste fidèle à M. Marc Fournier 46

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les entreprises et la TVA européenne

Face au projet de la Commission de Bruxelles, les firmes des pays à fiscalité lourde et leurs gouvernements ont réussi à éviter les risques d'une concurrence faussée 27

Les grandes manœuvres industrielles

Pour la conquête des marchés, la création d'un réseau et la mobilisation de capitaux, la recherche d'une grande taille s'impose de plus en plus aux sociétés 29

La chronique de Paul Fabra

L'Europe européenne après le mur aboli 30

Services

Abonnements 22
Campus 15
Carnet 22
Loto, Loto sportif 22
Marchés financiers . . 46 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-télévision 23
Spectacles 21

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12-13 novembre 1989 a été tiré à 487 955 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 novembre

Hésitation

Après avoir clôturé avec un gain de 1,07 %, vendredi 10 novembre, l'indice CAC 40 était à – 0,04 % à l'ouverture, lundi 13 novembre, et atteignait – 0,19 % en milieu de matinée, dans un marché calme. Parmi les hausses figuraient SEB (+ 5,8 %), SFIM (+ 4,2 %), Synthélabo (+ 3,8 %), Dumez (+ 3,5 %). En baisse, on notait Spie Batignolles (– 3,8 %), Saint-Louis (– 2,7 %), Codetel (– 2,5 %), Nouvelles Galeries (– 2,5 %). La Navigation mixte cotait – 0,3 % et LVMH + 0,1 %.

URSS

Les affrontements de Kichinev ont fait près de cent trente blessés

Moscou *(AFP, Reuter)*. – Le Front populaire de Moldavie a annulé une manifestation prévue pour dimanche 12 novembre à Kichinev, après l'arrivée de renforts de troupes du ministère de l'intérieur pour *« stabiliser la situation »* au lendemain de heurts violents entre forces de l'ordre et manifestants *(le Monde* daté 12-13 novembre), a-t-on appris de source nationaliste locale.

Des responsables, dans une intervention samedi soir à la télévision de Kichinev, ont lancé un « appel au calme », a indiqué à l'AFP Gueorgui Malatchouk, vice-président du Front, contacté par téléphone.

Le Front populaire entendait réclamer au cours de cette manifestation la démission du gouvernement local et des responsables du parti moldave, accusés d'être *« coupés du peuple »* et de ne pas s'adapter aux *« nouvelles conditions »*.

Le président du Soviet suprême moldave, Mircea Snegour, est également intervenu à la télévision locale pour annoncer l'arrivée de renforts de troupes, venus pour soutenir la police locale après les heurts de vendredi soir, qui ont fait quatre-vingt-trois blessés parmi les miliciens et quarante-six parmi les manifestants. Onze avions transportant des troupes sont arrivés dans le courant de la journée de samedi de Kichinev, selon M. Malartchouk.

Lors des affrontements de vendredi, une trentaine de personnes ont été interpellées, puis relâchées, a indiqué l'agence Tass, précisant d'autre part que les autorités moldaves ont tenu samedi une réunion d'urgence à la suite de laquelle ont été adoptées des *« mesures extraordinaires »* interdisant notamment toute manifestation, la vente de boissons alcooliques, l'utilisation de haut-parleurs et faisant obligation aux mineurs d'avoir regagné leurs foyers avant 20 heures. Les forces de l'ordre, en outre, recevaient pour consigne de confisquer différents types d'armes.

□ **RIGA : les protocoles germano-soviétiques de 1939 déclarés nuls.** – Le Parlement letton a adopté, samedi 11 novembre à Riga, une motion déclarant nuls et non avenus les protocoles secrets germano-soviétiques de 1939 qui ont conduit l'année suivante à l'annexion par Moscou des pays baltes. La session du Parlement letton était transmise en direct à la radio soviétique. Selon des sources lettones, ce vote fait partie d'un ensemble de dispositions législatives qui pourraient mener à une demande de sécession de l'Union soviétique. Un porte-parole du Front populaire letton a toutefois souligné que son mouvement voulait essentiellement obtenir pour sa république un « statut spécial » à l'intérieur de l'URSS. A Moscou, dans une interview à l'agence Tass, le général Iazov, ministre de la défense, a prévenu dimanche les mouvements autonomistes que l'URSS ne laisserait pas aux républiques fédérées le contrôle des bases militaires soviétiques situées sur leur territoire. *« Les forces armées soviétiques*, a-t-il dit, *continueront à se développer en conformité avec le principe de l'extra-territorialité »*. – *(AFP.)*

□ **OUZBÉKISTAN : vingt inculpations pour corruption.** – Une vingtaine de dirigeants du PC et des membres du gouvernement de la République d'Ouzbékistan ont été inculpés pour corruption, a annoncé, samedi 11 novembre, l'agence Tass, qui ne précise pas toutefois s'il s'agit là de l'aboutissement de l'enquête menée par deux procureurs, eux-mêmes désormais accusés d'abus de pouvoir. – *(AP.)*

EN BREF

□ **CAMBODGE : reprise de Pailin par les forces de Phnom-Penh.** – Les troupes de Phnom-Penh ont repris aux Khmers rouges, samedi, *« presque sans combattre »*, la localité de Pailin, dans l'ouest du pays, a affirmé une source officielle lundi 13 novembre dans la capitale du Cambodge. *« Il ne restait qu'une centaine de Khmers rouges dans la localité, la majeure partie de leurs troupes ayant été évacuée il y a plusieurs jours »*, a précisé une source militaire à Phnom-Penh. Pailin était tombé aux mains des Khmers rouges le 22 octobre. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : dix-sept morts dans des attaques terroristes.** – Dix-sept personnes, dont cinq paysans et trois militaires, ont été tuées, samedi 11 novembre, au cours de quatre attaques terroristes différentes, au nord et dans l'ouest du pays. Dimanche, le ministre de l'intérieur, M. Carlos Lemos, a appelé la classe politique à approuver le retour à la vie civile des guérilleros qui déposeraient les armes. – *(AFP.)*

□ **ETHIOPIE : fin des négociations préliminaires avec les rebelles tigréens.** – Les négociations préliminaires entre le gouvernement éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui ont débuté le 4 novembre à Rome, reprendront le 12 décembre dans la capitale italienne, a indiqué le ministère italien des affaires étrangères. Il a souligné, dans un communiqué, que la première phase des négociations s'était achevée dans *« une atmosphère ouverte et constructive malgré les difficultés »*. – *(AFP.)*

□ **MAROC : le directeur de *l'Opinion* gracié par le roi Hassan II.** – Condamné le 9 novembre à deux ans de prison ferme pour *« publication d'informations mensongères »* (*le Monde* daté 12-13 novembre), M. Mohamed Idrissi Kaitouni, directeur du journal *l'Opinion*, a été gracié par le roi Hassan II, a indiqué, dimanche 12 novembre, un communiqué de la Maison royale. – *(AFP.)*

GLOBE
JE ME SOUVIENS...
LES ANNÉES 80
UN BILAN PAR 24 ÉCRIVAINS
(EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T)

Fine...
"A la recherche de l'absolue sincérité, je ne pouvais ignorer la délicatesse et l'extrême pureté de VOLVIC".
H. BAUGERON
Aux meilleures tables, exigez VOLVIC
•VOLVIC•

BAC 1990
STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION
• nombreuses formules
• BAC FRANÇAIS 1ère
• BACS B, C et D :
TERMINALE B "PILOTE"
• orientée Sciences-Po
• orientée HEC.
la préparation au succès
PREPASUP
enseignement privé secondaire et supérieur
23 rue Cortambert
75016 Paris
☎ (1) 45 03 01 66

Camino
LA FLORIDE A SAVOURER
En Floride, l'hiver c'est l'été. Le dépaysement ! Nous vous proposons de nombreuses formules à des prix très doux (ex. : 5 300 F par personne la semaine à Miami*) et notre fameuse option Prix Garanti. Si vous payez 70 % de votre voyage à l'inscription, son prix ne peut plus être révisé à la hausse !
Pour passer l'été en hiver, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche de chez vous.
CAMINO LE SPÉCIALISTE DE L'AMÉRIQUE.
21, rue Alexandre-Charpentier - 75017 PARIS
Tél. : (1) 45.72.06.11
* Base deux personnes avec vol régulier grande compagnie
Départ avant le 8.12.89

ADULTES – ETUDIANTS – JEUNES
ANGLAIS-ALLEMAND
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR
Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council. OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.
OISE
LANGUAGE TRAINING
OISE HOUSE, Binsey Lane – Oxford (England) tél. (0865) 248 218, membre de ARELS-FELCO
21, rue Théophraste-Renaudot – 75015 Paris – Agréée par l'UNOSEL
Tél. (1) 45 33 13 02
Ass. Loi 1901 – Organisation des voyages Licence 175183
LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE